

**Zeitschrift**  
**für**  
**Sozialforschung**

**Herausgegeben im Auftrag des**

**INSTITUTS FÜR SOZIALFORSCHUNG**

**von Max Horkheimer**

**Jahrgang VI 1937 Heft 3**

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN / PARIS**

## I. Aufsätze.

	Seite
RAYMOND ARON	
La sociologie de Pareto.....	489
PAUL SERING	
Zu Marshalls neuklassischer Ökonomie.....	522
FRANZ NEUMANN	
Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft.....	542
ERNST SCHACHTEL	
Zum Begriff und zur Diagnose der Persönlichkeit in den „Personality Tests“.....	597
MAX HORKHEIMER UND HERBERT MARCUSE	
Philosophie und kritische Theorie.....	625

## II. Besprechungen.

Troisième centenaire du Discours de la Méthode (Aron).....	648
--	-----

### Philosophie :

Ernst Kriek, Völkisch-politische Anthropologie. — Theodor Haering, Was ist deutsche Philosophie ? — Max Wundt, Die Ehre als Quelle des sittlichen Lebens in Volk und Staat (G. Stern).....	653
Philosophy and History. Essays presented to Ernst Cassirer (Wiesengrund-Adorno).....	657
Etienne Gilson und Philotheus Böhner, Die Geschichte der christlichen Philosophie (Marcuse).....	661
H. P. Adams, The Life and Writings of Giambattista Vico (E. M. David).....	661
Ossip Kurt Flechtheim, Hegels Strafrechtstheorie (Mayer)...	662

### Allgemeine Soziologie :

Max Adler, Das Rätsel der Gesellschaft. — Ferdinand Frodl, Gesellschaftslehre (Mayer).....	663
Annales sociologiques (Aron).....	664
The Social Sciences : Their Relations in Theory and Teaching (B. J. Stern).....	665
Florian Znaniecki, Social Actions (Meusel).....	666
Franz Oppenheimer, System der Soziologie. IV. Bd. (Siegrist)	667
Paul Nizan, Les matérialistes de l'antiquité. — I. K. Luppöl, Diderot. — G. Friedmann, La crise du progrès (Lefebvre)	667
Pierre Mesnard, L'Essor de la Philosophie politique au xvi <sup>e</sup> siècle. — Charles Benoist, Le Machiavélisme. — Albert Chérel, La Pensée de Machiavel en France. — L. Gautier Vignal, Érasme. — Th. Quoniam, Érasme. — Hem Day, Érasme. — Stefan Zweig, Érasme. — Albert Maison, Érasme. — Margaret Mann, Érasme et les débuts de la Réforme française. — P. S. Allen, Erasmus (E. Weil).....	669
Achille Norsa, Il principio della forza nel pensiero politico di Niccolò Machiavelli (Paolo Treves).....	673
J. A. Hobson, Veblen (McDonald).....	673

### Psychologie :

Georges Dumas, Nouveau traité de psychologie. 5 Bde. (de Saussure).....	674
Gefühl und Wille (G. Stern).....	678
J. F. Brown, Psychology and the Social Order (Fromm).....	680
Bronislaw Malinowski, The Foundations of Faith and Morals (B. J. Stern).....	680
Carl J. Warden, The Emergence of Human Culture (Fromm)...	680
Paul Thomas Young, Motivation of Behavior (Fromm).....	681
Lois Barclay Murphy, Social Behavior and Child Personality (Hartoch).....	682

**Fortsetzung des Inhaltsverzeichnisses am Schluss des Heftes.**



## La sociologie de Pareto.

Par  
Raymond Aron.

Vorbemerkung. — Im Zusammenhang mit der allgemeinen Kritik des Positivismus, die im ersten Heft dieses Jahrgangs erschienen ist, wird in dem folgenden Aufsatz eine positivistische Richtung der Soziologie kritisiert. Wir glauben, dass jene Weltanschauung in der Gegenwart besonders der Erkenntnis gesellschaftlicher Vorgänge Eintrag tut.

M. H.

Le *Traité de Sociologie* de Pareto occupe dans la littérature sociologique une place à part. Par ses dimensions autant que par ses prétentions, il présente des caractères pour ainsi dire monstrueux. Des pensées, au fond simples, s'y dissimulent sous un langage abstrus et prétendument rigoureux. P. a abusé du droit d'être long, comme si la multiplication des anecdotes suppléait à l'incertitude des preuves, comme si des illustrations se confondaient avec des vérifications. Nul auteur ne se réclame de la science avec autant de monotone solennité, nul ne révèle ses préférences avec autant de candeur.

La destinée posthume de l'œuvre n'est pas moins surprenante. Ignorée par beaucoup, méprisée par d'autres, elle jouissait dans certains milieux scientifiques d'une réputation considérable. Et d'autre part, P. a été reconnu par les fascistes italiens comme un de leurs maîtres, lui le mathématicien qui répétait sans cesse qu'il voulait ignorer les conséquences pratiques des uniformités expérimentales.<sup>1)</sup> Enfin, depuis la traduction anglaise du *Traité*, il trouve aux États-Unis un public enthousiaste, il devient à la mode : ce positiviste passionné répond vraiment à un besoin du temps.

Il va sans dire que ces paradoxes sont tout apparents : notre

---

<sup>1)</sup> Utilité et vérité n'ont rien de commun : pensée et action s'opposent : « J'estime que, vu le nombre restreint de lecteurs que peut avoir ce livre et la culture scientifique qu'elle leur suppose, un tel exposé ne peut faire de mal ; mais je m'en abstiendrais si je pouvais raisonnablement croire que cet ouvrage deviendrait un livre de culture populaire » (86). Nous verrons la signification du fait : le peuple doit ignorer la nature de la hiérarchie sociale.

étude aura pour fonction de les rendre intelligibles. En dépit de ses intentions, P. est plus intéressant par les sentiments qu'il exprime que par les vérités qu'il affirme. Il n'échappera pas au sort qu'il réservait aux doctrines non logiques : on interprétera sa pensée pour en saisir l'origine psychologique et la signification historique.

P. a voulu édifier une science objective des conduites et des idéologies humaines, il ne sera pas stérile d'analyser la tentative et les raisons de l'échec. En même temps, nous apercevrons dans un ouvrage d'érudit des idées politiques dont la fortune suffit à justifier l'examen. Enfin, nous tâcherons de rattacher l'une à l'autre ces deux recherches, de montrer comment une certaine forme du scientisme aboutit au fascisme, ou plutôt comment le scientisme permet à quelques intellectuels fascistes d'invoquer la réalité et la vérité. En un mot, nous verrons le rationalisme spéculatif se transformer en anti-rationalisme pratique.

## I

La doctrine de P. est, dans ses grandes lignes, bien connue. Le résumé qui suit a donc essentiellement pour objet, non de rappeler, mais de préciser les idées générales du *Traité* par un recours aux textes.<sup>1)</sup> On a tendance, aujourd'hui, à négliger les formules qu'emploie P. Or, en fait, la critique interne représente, en ce cas, la meilleure voie d'accès à la compréhension philosophique ou sociologique.

Le *Traité* commence par une théorie de la méthode logico-expérimentale. Théorie peu originale qui en gros s'apparente à l'empirisme de la fin du siècle dernier. Les lois sont des uniformités valables<sup>2)</sup> dans certaines limites d'espace et de temps, dans certaines conditions que nous ne parvenons jamais à énumérer intégralement. Nous ne connaissons ni nécessité absolue, ni contingence, mais une vérification progressive et, par définition, toujours provisoire. Les définitions sont nominales, elles servent à désigner des choses. Ni les principes, ni les conclusions des sciences ne sont absolus, puisque celles-ci n'embrassent jamais toute la réalité et commencent souvent, peut-être toujours, par des simplifications,

---

<sup>1)</sup> Nous n'indiquons de références que pour les idées ou les formules décisives. Dans les cas où il s'agit de thèmes bien connus et indéfiniment répétés dans chacun des livres de Pareto, ou bien nous ne donnons aucune référence, ou bien nous renvoyons à un texte typique.

<sup>2)</sup> Les uniformités seules, rendraient possible la sélection scientifique des faits. Manuel d'Économie politique, Paris 1909, p. 6.



par des fictions rationnelles, assez éloignées du concret (mécanique ou économie pure). Pourtant, ces fictions, comme toutes les hypothèses scientifiques, ne dépassent pas l'expérience, encore qu'elles la précèdent : au fond, la pensée n'a d'autre tâche que de rattacher les faits les uns aux autres ou de déduire les conséquences des prémisses posées. Toute vérité dérive de l'observation qui confirme régularités et déduction.

Ces indications générales ne nous retiendraient pas si elles n'avaient déjà un accent polémique : contre les juristes ou les philosophes qui s'efforcent de définir le bien ou le juste en soi, — comme si la définition ne relevait pas toujours d'un choix libre, — plus généralement contre tout usage d'entités non expérimentales ou supra-expérimentales. Le nominalisme autorise à écarter toutes les analyses d'essences (valeur, morale, justice, solidarité, etc.). De plus, P. postule a priori qu'il existe une seule méthode valable, celle des sciences naturelles. Toute sociologie non logico-expérimentale n'appartient pas à la connaissance scientifique. L'épistémologie dont nous avons résumé les traits caractéristiques a donc en principe une double fonction : elle indique les caractères de la sociologie que P. prétend édifier, mais elle joue aussi le rôle de critère. La logique des autres doctrines aura pour mesure, formellement, leur plus ou moins grande conformité à l'idéal logico-expérimental. Et comme seule est logique la conduite qui, grâce à la connaissance des lois, atteint son but, en dernière analyse seule sera logique la conduite qui utilisera le savoir accumulé dans le *Traité* qui se sert à lui-même de norme. La logique expérimentale devient la forme unique de la raison pratique aussi bien que théorique.

Comment appliquer cette méthode aux faits sociaux ? Sur ce point, P. est plus bref et plus vague. On aperçoit aisément ce qu'il rejette. L'explication d'origine, et plus généralement l'explication historique, lui paraît extérieure<sup>1)</sup> à la science qui vise uniquement les régularités et commence par une théorie générale, si grossière que celle-ci puisse être (540). L'état primitif, la cause originelle d'une institution nous échappent la plupart du temps et nous importent bien moins que les conditions psychologiques qui expliquent la survie ou la diffusion du phénomène social. Il réprouve, d'autre part, l'effort de compréhension interne poussé trop loin : un texte n'a pas de sens vrai, au lieu de chercher l'idée que l'auteur aurait soi-disant voulu exprimer, il importe de déceler le sentiment, peut-être inconscient, qui s'y manifeste.

---

<sup>1)</sup> Ou du moins doit-elle être subordonnée à la recherche des uniformités. Elle nous livre tout au plus des données, le plus souvent incertaines.

P. part des manifestations, gestes, paroles, écrits, de manière à éviter toute observation intérieure, et il s'efforce de remonter jusqu'aux sentiments qui sont, en dépit et à l'insu des acteurs, les véritables mobiles des actes. Il commence donc à la manière des behavioristes, mais il se fait fort de pénétrer dans la conscience des autres hommes et de mettre à nu les origines affectives des conduites sans avoir recours à d'autres méthodes (introspective, psychologique ou compréhensive). La conception des actions non logiques et des résidus est à la fois le principe et le résultat de cette sociologie positive, qui prétend ne connaître que des choses.

Rentrent dans une première catégorie, „les opérations qui sont logiquement unies à leur but, non seulement par rapport au sujet qui accomplit les opérations mais encore pour ceux qui ont des connaissances plus étendues“ (150). Rentrent dans une autre catégorie les opérations qui ne présentent pas ces qualités. Ces dernières, que nous appellerons non logiques, constituent l'objet unique du *Traité*, elles représentent une partie considérable des actions humaines. P. ne se lasse pas d'en proclamer l'importance décisive et d'expliquer pourquoi et comment on les a, soit ignorées, soit méconnues, soit dissimulées (cf. 306 la classification des procédés employés).

L'imprécision de la définition que nous venons de citer saute aux yeux. Quels sont ces observateurs „qui ont des connaissances plus étendues“ ? Quels sont les buts par rapport auxquels on estimera la logique des conduites ? Est-ce que le caractère logique ou non logique s'attache aux seuls rapports des moyens à fin ou à la conduite tout entière ? Ces questions se présentent d'elles-mêmes et il serait invraisemblable que P. ne se les fût pas posées.

L'observateur qui juge les actions des autres est, à n'en pas douter, celui qui possède des connaissances logico-expérimentales. Comme celles-ci progressent, la même action pourra être tenue successivement pour logique, puis pour non logique. P. reconnaît nettement cette conséquence, ce qui nous autorise à formuler l'idée essentielle : la logique des conduites est mesurée au savoir de l'historien et non à celui du contemporain ou de l'acteur lui-même (149). La science expérimentale devient le critère unique de la logique, valable pour l'ensemble du passé humain.

Il ne suffit pas, en effet, d'après P., que le but soit atteint pour que l'action soit logique. Il faut encore que but objectif et but subjectif ou plus clairement résultats obtenus et fin visée coïncident. Trop rarement on a aperçu les conséquences du mode selon lequel P. classe les actions, à savoir les rapports entre l'action telle qu'elle apparaît aux autres et l'action telle que l'a pensée



et voulue l'acteur. La conduite objectivement adaptée mais instinctive, inconsciente, passe pour non logique (troisième classe), par ex. celle des animaux, de l'ouvrier qui obéit à une technique qu'il ne comprend pas (151, 152). Inversement, le primitif qui obéit à des interdits religieux (tabou), est non logique, faute de but objectif. Il le serait encore, faute d'accord entre les deux buts, si ses superstitions étaient justifiées par l'hygiène. De même, celui qui porte au pouvoir une nouvelle élite en se figurant mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme est non logique du seul fait que les conséquences historiques ne répondent pas aux intentions. Dès lors on comprend la remarque faite en passant (1354) : l'hypocrite est logique, puisqu'il réalise, comme le sujet économique et comme le savant, l'accord de la pensée et de l'action.

Aux deux autres questions (quels sont les buts ? le caractère non logique s'attache-t-il à un aspect de la conduite ou à la conduite entière ?), P. ne répond pas explicitement. Lacune surprenante au premier abord, mais qu'il est facile de comprendre. Si l'on se réfère à l'esquisse du *Traité* que contient le deuxième chapitre du *Manuel*, on aperçoit la double origine de l'idée. P. part de l'action du sujet économique, qui lui paraît enchaîner logiquement les moyens en vue de la fin (l'utilité maximum). L'action non logique s'oppose à ce type d'action (que Weber appelait *zweckrational*). Mais comment s'y oppose-t-elle ? Les moyens sont-ils mal adaptés ? Les fins sont-elles différentes ? Nullement. P. retient avant tout le mobile de l'action, le mode psychologique de détermination, parce que, à ses yeux, le caractère du mobile entraîne la nature de l'action. Les actions du spéculateur à la bourse dépendent aussi du caractère de l'individu, et par là elles sont aussi non logiques (p. 41). Le texte est décisif, l'exigence de conformité entre conscience et action dérive de la conception primitive (qui reste présente dans le *Traité*) : le raisonnement dicte la conduite logique, le sentiment la conduite non logique. Le rationalisme est à ses yeux la théorie qui affirme cette puissance souveraine de la Raison pure sur la pratique des hommes. C'est ce rationalisme qu'il combat, mais dont il partage les préjugés.

L'autre origine est toute différente. P. songe au deuxième adversaire qu'il poursuit : le socialisme.<sup>1)</sup> Celui-ci invoque la justice et l'égalité, les naïfs se figurent qu'ils vont mettre fin à

---

<sup>1)</sup> Les *Systèmes socialistes* (2<sup>e</sup> éd., Paris 1926), ont pour centre l'idée que nous indiquons ici, du décalage entre fait objectif et représentation. (Les *Systèmes* ont paru en 1903.)

l'inégalité ; au nom des principes (les mythes de Sorel)<sup>1)</sup>, ils chasseront une élite, mais la remplaceront par une autre, qui ne vaudra pas mieux que la précédente. Le rapport subjectif des représentations ne correspond pas au rapport objectif des faits. La réalité historique que cherche le sociologue, est dissimulée par les idées fausses que s'en font les hommes (qui sont rarement tout à fait sincères ou tout à fait hypocrites). L'illusion historique rejoint ainsi le sentiment dans la théorie des actions logiques. Celle-ci permet d'unifier cette double opposition au rationalisme psychologique (du libéralisme économique) et à l'idéalisme politique.

En effet, faute de connaître la réalité sociale authentique (celle que va nous révéler la deuxième partie du *Traité*) ou leurs propres sentiments (première partie du *Traité*), la plupart des individus agissent de façon non logique. L'accord nécessaire n'est possible que si le but est à la fois accessible (et non utopique) et visible (et non confondu avec des valeurs ou des impressions qui échappent aux observateurs). Mais, à rassembler dans une même catégorie l'illusion, l'aveuglement, la passion, les convictions religieuses ou éthiques, ne risque-t-on pas de dissoudre tout ce qu'il conviendrait de comprendre : l'existence et les collectivités humaines ?

En bref, les deux concepts de résidus et de dérivations se définissent de la manière suivante : nous constatons que les gestes, les paroles, les actes des hommes ne sont pas conformes à la logique expérimentale, qu'ils expriment donc des sentiments. Nous donnons le nom de résidus non aux sentiments, mais aux manifestations des sentiments. Ces derniers en eux-mêmes échappent à l'observation objective, ceux-là au contraire apparaissent dans les manifestations. Les dérivations sont les théories pseudo-logiques au moyen desquelles les hommes essaient de dissimuler, d'ordonner en apparence, de rationaliser leur manière d'agir. Les dérivations répondent à un besoin de l'homme, besoin de justification et de logique, mais qui se satisfait de sophismes aussi bien que de science. Les résidus sont la partie relativement constante des conduites humaines, dont les dérivations représentent l'aspect le plus superficiel et le plus changeant. Pour utiliser l'analogie avec l'analyse philologique, les résidus sont les racines sentimentales, des actes, les dérivations sont comparables aux multiples mots tirés d'une même racine.

---

<sup>1)</sup> La place nous manque, dans cette courte étude, pour préciser les rapports de Pareto et de Sorel. Pareto, a emprunté des idées à ce dernier, mais il les a transposées, il les a dépouillées de tout romantisme, de tout héroïsme, pour les intégrer à une théorie soi-disant positive.



En langage ordinaire, l'idée centrale de P. se ramène à des propositions simples : c'est le sentiment qui détermine les religions et non les théologies, le sentiment reste à peu près le même en intensité et en nature, cependant que les théologies se renouvellent indéfiniment au cours de l'histoire. Les dieux passent, la foi demeure.

Ni cette relative constance, ni cette efficacité supérieure des résidus ne heurteront le sociologue. Bien plutôt mettrait-on en doute l'originalité de cette thèse agressivement proclamée. Les vraies questions se posent au delà : est-il légitime, est-il fécond d'opposer résidus et dérivations ? Ceux-là sont-ils intelligibles, pris en leur fond commun, séparés de celles-ci ? Sont-ils accessibles sans analyse psychologique ?

P. se défend de rechercher les instincts<sup>1)</sup> ou les sentiments et il s'arrête aux résidus qui en sont des manifestations (876, 1689 et sqq.). Il en donne pour raison la nécessaire prudence du savant qui se refuse à s'engager au delà des faits observables. D'autre part, P. ne manque pas de souligner qu'entre résidus et dérivations, la différence n'est pas absolue. Celles-ci ont aussi une certaine influence sur la conduite, elles agissent en retour sur ceux-là. Il arrive que des dérivations s'approfondissent, s'incrustent, au point de devenir résidus (877, 1463). Ceux-ci ne sont pas davantage isolés les uns des autres.

Bien loin de reprocher à P. de composer la nature humaine avec une pluralité d'atomes sentimentaux, il faut considérer les résidus comme des *abstractions* comparables à des racines reconstituées par le philologue, et non comme des pulsions ultimes, qui seraient les mots-souches de la langue primitive. La meilleure preuve en est que pour expliquer un seul et même acte, P. fait intervenir un grand nombre de résidus dont la combinaison est réelle et la dissociation fictive et méthodique (1690).

L'énumération des résidus est empirique, mais la distinction des classes, sinon des genres, aurait une plus grande portée puisque les classes ne varieraient guère au cours de l'histoire. Or, même à définir les classes, nous éprouvons des difficultés. La classe VI (résidus relatifs à l'instinct sexuel) nous renvoie à une pulsion fondamentale, mais en va-t-il de même pour la classe III ? Abandonnons celle-ci, dont on voit mal la nécessité : dans sa définition générale, elle semble une condition de toute psychologie objective (les sentiments tendent à se manifester) ; quant aux deux genres,

---

<sup>1)</sup> Il écarte également les instincts bruts, animaux en quelque sorte, qui ne donnent pas lieu à des dérivations, qui s'assouvissent sans comporter de rationalisation (851).

on les rattacherait aisément à d'autres classes. L'instinct de combinaison et la persistance des agrégats sont-ils, comme l'instinct sexuel, des pulsions fondamentales ? On pourrait le penser, mais à d'autres moments, ils apparaissent plutôt comme des mécanismes psychiques (formation et conservation des associations).

Si nous considérons l'usage qui en est fait dans la deuxième partie du *Traité*, la signification de ces deux classes est autre. On n'oppose plus tendance à combiner et tendance à maintenir les combinaisons, on confronte deux types de sentiments socialement contraires. D'une part, l'esprit de doute, de critique, d'ingéniosité, de science, de l'autre l'esprit de religion, de patriotisme, d'obéissance, etc. Ces deux antithèses sont analogues, mais non équivalentes.

Pas davantage les classes IV et V ne sont clairement définies. Les résidus en rapport avec la sociabilité sont aussi divers que possible, puisqu'ils vont de la pitié ou de la cruauté jusqu'aux sentiments relatifs à la hiérarchie, au besoin d'uniformité, à l'ascétisme. Là, manifestement, il serait vain de chercher une tendance fondamentale. Bien plutôt ces classes comprendraient-elles tous les résidus qui ont pour résultat d'arracher l'homme à la solitude et à l'égoïsme, et de l'unir ou de le soumettre aux autres. La classe IV, dans la deuxième partie du *Traité*, rejoint la classe II. La classe V s'oppose-t-elle à la IV<sup>e</sup>, comme la I<sup>re</sup> à la II<sup>e</sup>, comme l'individualisme au collectivisme ou l'altruisme à l'égoïsme ? Termes souvent employés, mais passablement inexacts, puisque les résidus de l'intégrité personnelle et de ses dépendances, d'après les exemples sinon d'après la formule première (forme sentimentale des intérêts), semblent plus proches de la II<sup>e</sup> que de la I<sup>re</sup> classe. En fait, par l'intermédiaire des dépendances, certains résidus de la classe V rejoignent les classes IV et II, puisqu'ils tendent à confondre la personne avec le groupe (2415).

L'étude des genres, dans laquelle nous ne pouvons entrer ne dissipe pas, bien au contraire, ces incertitudes. Parfois on se demande, en dépit des explications de P., pourquoi un certain genre se rattache à une certaine classe (ascétisme et sociabilité). Les différents genres n'admettent pas toujours l'interprétation générale de la classe. Considérée comme mécanisme de conservation, expression de l'inertie mentale, la « persistance des agrégats » vaudrait automatiquement pour tous les modes de la première classe. En revanche, la différence des genres s'explique aisément par l'opposition de l'esprit conservateur à l'esprit de nouveauté. (Encore que cette dernière définition s'accorde difficilement avec certaines des combinaisons magiques ou superstitieuses citées dans la I<sup>re</sup> classe et qui devraient, en ce cas, ressortir à la II<sup>e</sup>.)



En dernière analyse, que sont les classes de résidus ? Des tendances primitives, des mécanismes psychiques fondamentaux, des catégories sociales, des rubriques d'actions non logiques sous lesquelles rentrent commodément les divers résidus ? Entre toutes ces interprétations, on hésite. Si l'on s'en tient à la première partie du *Traité*, on choisit sans doute la dernière ; dans la deuxième partie, l'impression change, car P. ne retient que les deux premières classes et leur prête manifestement une signification sociologique et caractérologique.

Là encore le Manuel nous indique l'idée première, et la plus importante. P. a réfléchi sur les problèmes classiques comme ceux des relations entre morale et religion. Au delà de l'analyse logique qui rattache à des principes transcendants tels préceptes concrets, il observe l'existence de sentiments qui évoluent simultanément à travers l'histoire. Les sentiments patriotiques, moraux, religieux lui paraissent solidaires, ils sont ébranlés ou confirmés simultanément. Les classes de résidus représentent la simple transposition de ces groupes de sentiments que nous retrouvons dans la deuxième partie du *Traité*, et qui, dans la première partie, se mêlent à d'autres considérations (en particulier une critique sociologico-psychologique des pratiques et convictions religieuses).

Nous nous bornerons à quelques remarques sur la théorie des dérivations qui présente moins d'équivoque. On se demandera seulement selon quel principe s'opère la classification des dérivations. S'agit-il de mobiles psychologiques qui déterminent les hommes à admettre des raisonnements non valables ? S'agit-il des types de sophisme ? P. ne distingue pas nettement entre ces deux hypothèses : il songe à une espèce de logique des sentiments, de telle manière que les mêmes concepts vaudraient logiquement et psychologiquement, les quatre classes affirmation, autorité, accord avec les sentiments, preuve verbale se prêtent en effet à cette double interprétation ; elles se rattachent toutes quatre au fait social fondamental : le pouvoir et le maintien de la hiérarchie. Cette partie du *Traité* est probablement la meilleure. Servi par ses passions, P. met à jour non pas seulement les erreurs, les illusions ou les croyances absurdes, il analyse les moyens des orateurs, des hommes politiques, des journaux, les procédés employés pour répandre les dérivations, confirmer les résidus, maintenir et renforcer l'autorité, en la rendant évidente, naturelle ou sacrée. Sur ce point, P. est un initiateur, il est un des premiers à avoir fondé sur une psychologie de l'inconscient une conception positive de la propagande.

Malheureusement, P. étend sans limites les observations qu'il a faites sur son temps. Il élargit démesurément le domaine des

dérivations puisque, à ses yeux, seule la pensée logico-expérimentale est rationnelle. Dès lors, toute construction, religieuse, morale, philosophique, etc..., tombe sous le coup de sa critique. Les entités non expérimentales (et comment le bien ou la justice pourraient-ils être des entités expérimentales ?) impliqueraient un appel au sentiment ou à l'autorité et seraient du même coup disqualifiées au regard de la logique.

En même temps, P. trouve le moyen d'assouvir ses rancunes. Toutes les religions de ses contemporains, humanitarisme, socialisme, solidarisme, démocratie, deviennent expressions nouvelles des sentiments éternels, ni plus, ni moins raisonnables que les religions anciennes. La Démocratie, le Socialisme ou le Progrès seraient personnifiés et divinisés par les masses (1077) ; bien plus, ces religions modernes seront plus sévèrement condamnées encore, puisqu'à la différence des anciennes elles sont sans utilité (elles sont même nuisibles) (1859). P. en effet répète inlassablement que vérité et utilité n'ont rien de commun ; la vérité est fondée sur l'accord avec les faits : mais comment déterminer l'utilité ? Nous passons ainsi de la première à la deuxième partie du Traité, de l'analyse dispersée à la théorie de l'ensemble.

Quels éléments devons-nous ajouter aux résidus et aux dérivations pour développer une sociologie générale ? P. commence par écarter le milieu physique et le milieu social (les autres sociétés). Non qu'il en nie l'influence, au contraire, il retient une assez forte part de darwinisme<sup>1)</sup> pour admettre que chaque société est modelée par son milieu ou adaptée à lui, qu'elle a jusqu'à un certain point les sentiments nécessaires à son existence. En considérant les résidus, nous atteignons à la fois les instincts, les dispositions, les goûts d'une part, et de l'autre les circonstances inscrites pour ainsi dire dans le psychisme des hommes (2064).

En dehors des sentiments, P. reconnaît un autre mobile, l'intérêt. La conduite type que dicte l'intérêt et qui est strictement logique, est celle du sujet économique qui, en fonction des obstacles, tâche d'atteindre au maximum de jouissance. A vrai dire, cette logique est subordonnée à un ordre de préférences, à une hiérarchie des biens qui sont d'ordre subjectif. Mais le savant n'en dispose pas moins d'une norme objective d'appréciations. Les plaisirs des individus mesurent l'intérêt et l'économie politique développe la logique formelle des conduites, sans tenir compte du contenu des biens, qui dépendent des goûts.

Nous ne nous demandons pas si effectivement l'économie

---

<sup>1)</sup> L'influence du darwinisme social semble avoir été assez forte sur la pensée de P. Cf. Manuel, p. 96 sqq, Systèmes I, p. 29 sqq, Traité, 1770.



abstraite et mathématique, fondée sur la notion d'ophélimité, vaut pour toutes les sociétés, ou bien si elle suppose une certaine structure sociale et une certaine psychologie de caractère historique (p. ex. au moins l'habitude d'une évaluation monétaire des jouissances) (2121 et sqq.). Considérons le problème de l'intérêt pour la sociologie. Si nous continuons à envisager seulement des individus, nous aurons le droit de parler du maximum d'utilité<sup>1)</sup> pour une collectivité, c'est-à-dire du point à partir duquel on ne pourrait augmenter l'utilité des uns sans diminuer celle des autres (l'utilité étant mesurée toujours par le plaisir qu'éprouvent les hommes). Au contraire, si nous envisageons l'utilité de la société, prise comme une entité, une personne, tout critère nous fait défaut : d'une société juste ou d'une société puissante, laquelle est la plus utile ? Qui en décidera ? Conclusion explicitement tirée par P. lui-même : du problème social ou moral, il n'y a pas de solution logico-expérimentale, parce que le problème n'est pas posé en termes tels qu'il puisse comporter une pareille solution (2143). En langage ordinaire, nous dirons que chacun a ses préférences, un idéal : dès que celui-ci ou celles-là sont en jeu, la science n'est plus compétente.

Au premier abord, cette théorie de l'intérêt est surprenante. Comment dire qu'un individu agit par intérêt ou par sentiment ? L'action qui répond à un désir, n'apporte-t-elle pas de plaisir et ne rentre-t-elle pas du même coup dans la catégorie des actions par intérêt ? Les sentiments ne sont-ils pas l'équivalent des goûts ou des dispositions qui sont les prémisses de tout raisonnement économique ?

L'embarras de P. se manifeste dans l'ambiguïté des termes. Il énumère, en dehors des résidus, les goûts, les dispositions, les tendances, mais ne précise jamais les différences qu'il établit entre ces termes. Nous savons ce que sont les goûts d'après sa théorie économique, mais en quoi se distinguent-ils des résidus ? Les uns et les autres ne posent-ils pas de manière équivalente les buts ? P., il est vrai, explique que la sociologie ne saurait procéder à la manière de l'économie politique, parce que, même à partir des résidus, les actions ne sont pas logiques (2079). Mais le problème n'en subsiste pas moins, sous sa double forme. Pour mesurer la logique subjective des conduites non logiques, il importerait de rapporter celles-ci aux plaisirs qu'elles procurent (plaisirs sensibles ou moraux, peu importe)<sup>2)</sup> ; pour mesurer la logique objective, de les rapporter aux fins dernières et à la hiérarchie des fins,

---

<sup>1)</sup> Cette notion est déjà introduite dans le Manuel, p. 354 et 617.

<sup>2)</sup> Si nous adoptons le critère de P. lui-même.

auxquelles, consciemment ou non, tendent les individus. P. esquivé cette double analyse grâce à la définition qu'il a donnée des actions non logiques, et qui lui permet de confronter la conduite avec la réalité sociale (telle qu'il l'interprète) et les mobiles qu'il induit des manifestations. En fait, il oscille entre deux conceptions, l'une qui mettrait dans les sentiments l'origine de tous les actes, même rationnels, l'autre qui opposerait les impulsions inconscientes, aveugles ou absurdes des résidus, à la logique de l'intérêt.<sup>1)</sup>

Quant à l'indétermination de l'utilité sociale, P. n'en tire aucune conséquence. Il revient plusieurs fois sur l'antithèse intérêt pour<sup>2)</sup> et intérêt de la société. Le chiffre de population le plus favorable pour un pays n'est pas nécessairement celui qui assure l'utilité la plus grande de ce pays. Ailleurs il se demande si les avantages qu'ont tirés des excès de la liberté plusieurs générations, compensent la perte de l'indépendance nationale qui finira par sanctionner la dissolution de la discipline collective (2507). En d'autres termes, la contradiction qui tourmente P., libéral impénitent, pénétré de rationalisme individualiste, est celle de l'intérêt individuel et de l'intérêt social, c'est-à-dire de l'égoïsme lucide et du dévouement aveugle (résidus de la II<sup>e</sup> classe) (1877).

Pratiquement, mais non explicitement, il résout cette contradiction en faveur de l'intérêt social en confondant celui-ci avec la prospérité et la puissance des nations, telles que les estime la sagesse commune. L'utilité, indépendante de la vérité, coïncidera toujours soit avec un intérêt matériel, soit plus largement encore avec la conservation du corps social, idée politique dont la notion d'équilibre donne une traduction scientifique (ce qui n'exclut pas l'utilité, conservatrice pour ainsi dire, des révolutions qui substituent à une élite efféminée, humanitaire, une élite capable d'énergie, de violence).

Pour arriver à une sociologie générale, il nous reste à ajouter aux résidus et dérivations, à l'intérêt (c'est-à-dire à l'économie) l'hétérogénéité sociale. Sans exposer dans le détail la théorie des élites, rappelons-en les idées essentielles.

L'hétérogénéité est un fait indubitable. La différence des individus en force, en intelligence, en fortune, en autorité s'impose à tout observateur. La notion d'élite n'implique donc aucun jugement de valeur : il y a des élites de brigands aussi bien que de savants. La grande coquette en fait partie au même titre que l'homme d'État, puisque l'élite se définit comme l'ensemble de ceux

---

<sup>1)</sup> Au fond, P. conserve le préjugé de l'économie libérale : seul l'égoïsme est naturel et logique.

<sup>2)</sup> Cette notion dérive de l'économie pure, la seconde est politique.



qui ont les indices les plus élevés dans la branche où ils déploient leur activité (2031). P. distingue d'autre part l'élite non gouvernementale et l'élite gouvernementale composée par, „ceux qui, directement ou indirectement, jouent un rôle notable dans le gouvernement“ (2032). Enfin, P. regarde comme fondamentale la distinction des spéculateurs et des rentiers. Les premiers sont ceux, „dont le revenu est essentiellement variable et dépend de leur habileté à trouver des sources de gains“ (2237), les rentiers sont les personnes, „dont le revenu est fixe ou presque fixe et dépend peu, par conséquent, des combinaisons ingénieuses que l'on peut imaginer“. Les deux concepts viennent probablement de l'économie : ils correspondent peut-être à l'opposition du capital mobilier et du capital foncier. En tout cas, ils sont destinés à traduire une donnée que P. tenait pour fondamentale dans l'histoire : le dépouillement des épargnants par les innombrables procédés de la législation, de la finance ou de la violence.

La théorie de l'hétérogénéité sociale se rattache à la première partie du Traité, par le fait qu'élite et classe inférieure sont caractérisées avant tout par la proportion différente des résidus de la première (origine de la civilisation) et de la deuxième classe (conditions de l'équilibre social) qu'ils possèdent. Le peuple est croyant, misonéiste, etc., les élites plus sceptiques, plus éclairées, etc... De même les deux types d'élites, les violentes et les rusées, se définissent par une disposition psychique autant que par une attitude sociale.

Ces concepts étant posés, la dynamique sociale se ramène à un petit nombre de propositions. Les genres de résidus varient beaucoup, mais les classes de résidus changent peu et gardent approximativement, dans une société totale, la même intensité (1699 et sqq.). L'humanitarisme remplace le christianisme, Marx prend la place de Jésus, mais les résidus de sociabilité ou d'intégrité personnelle (1713 et sqq.) demeurent à peu près constants. En revanche, les différences que présentent ces résidus de société à société ou de classe sociale à classe sociale, sont décisives. Bien plus, la circulation des élites s'explique ou se manifeste par les transformations de ces résidus.

Il y a toujours une élite peu nombreuse qui détient le pouvoir et en abuse (2267) et une classe inférieure. Entre l'une et l'autre, s'opère une certaine circulation. Les arrêts et les insuffisances ou bien au contraire une rapidité trop grande de celles-ci sont à l'origine des révolutions qui renouvellent le personnel dirigeant, mais non pas le fait éternel de la division et de la lutte des classes. L'autorité est toujours fondée en une proportion variable sur la force et sur le consentement (2244). Le spéculateur obtient

celui-ci par ruse, les élites violentes usent de celle-là.<sup>1)</sup> Les premiers finissent par succomber, parce qu'ils sont devenus incapables d'employer les moyens de contrainte, et que les violents, écartés des meilleures places dans une société ploutocratique, se joignent aux classes inférieures. Les aristocraties sont ou décimées par la guerre ou corrompues par leurs conditions de vie : toutes s'épuisent et au bout d'un temps plus ou moins long, tombent en décadence.

Pour saisir l'ensemble de la réalité et du mouvement historique, Pareto, faute de méthode synthétique, se borne à appliquer le principe de mutuelle dépendance aux quatre facteurs résidus, dérivation, intérêt et hétérogénéité sociale. Ainsi le cycle devient la forme du devenir total et non pas seulement du développement économique ou des changements politiques. Tous les cycles dépendent les uns des autres, les spéculateurs développent les richesses mais affaiblissent le lien social et les résidus du deuxième genre, d'où une réaction religieuse, traditionaliste ou révolutionnaire (Réforme, 1789, 1848, etc.), une élite violente prend le pouvoir et chasse les rusés.

Deux remarques s'imposent à la fin de ce résumé. Le formalisme des concepts ne dissimule ni les passions personnelles de P., ni les cas concrets qu'il vise. Il hait les ploutocrates dont il a cru observer en France et en Italie le règne, il les méprise, eux et leurs idéologies humanitaires. Il voit dans les syndicalistes violents les futurs successeurs des démocrates (1857), mais d'autre part il craint la cristallisation bureaucratique de la fin de l'Empire romain. De même qu'il conçoit comme le plus favorable à la société un mélange des résidus de la première et de la deuxième classes, à la fois dans le tout social et dans l'élite, ainsi il désire, sans peut-être en concevoir la possibilité durable, un pouvoir fort, laissant libre jeu économique aux spéculateurs, mais les soumettant à un contrôle (2549).

Certes, P. se défend d'apprécier et de souhaiter. Mais les uniformités expérimentales conduisent à une théorie des actions virtuelles. La connaissance des influences réciproques des facteurs permet de prévoir les conditions et les conséquences des modifications que l'on se propose d'opérer. Les fins idéales sont écartées du seul fait que l'exploitation du peuple est une donnée permanente et que le fond de tous les gouvernements est analogue. Les fins accessibles sont déterminées par rapport à l'intérêt de la société,

---

<sup>1)</sup> Les deux oppositions spéculateurs-rentiers et rusés-violents ne se correspondent pas. La première s'applique à deux groupes différents à l'intérieur de l'élite actuelle ; il n'y en a pas moins affinité entre spéculateurs et rusés, mais non entre rentiers et violents.



les moyens efficaces se déduisent de la psychologie humaine. Une politique se dégage de cette sociologie objective, et cette politique est la partie la plus intéressante et la plus agissante de tout le Traité. Par un renversement dialectique, la prétention à l'entière objectivité aboutit à une prise de position cynique. La critique doit moins porter sur le détail des conceptions que sur la méthode de la substitution, on serait tenté de dire sur le tour de passe-passe.

## II

Supposons que toutes les uniformités établies par P. soient conformes à l'expérience : le Traité ne serait pas, du même coup, „un chef-d'œuvre de l'esprit humain“. <sup>1)</sup> Le formalisme de cette sociologie, si l'on s'en tient à la lettre des propositions, est tel qu'il diminue singulièrement la portée des conclusions. Si P. et ses fidèles en jugent autrement, c'est qu'ils tiennent pour accordé le passage du général au fondamental. Du fait qu'il y a dans toute société une élite et un gouvernement, il ne s'ensuit pas que toutes les élites et toutes les formes d'autorité se valent.

Cette remarque préliminaire nous autorise à négliger un travail qui serait fastidieux, à savoir l'examen des preuves. P. se réclame de la méthode scientifique, mais il oublie que, en matière historique et sociale, cette méthode a pour première qualité la rigueur dans la critique des textes et des sources. Or, P. accepte avec une égale confiance les témoignages les plus divers, les plus douteux, pourvu que ces témoignages lui apportent une confirmation nouvelle de ses conceptions ou satisfassent une de ses haines. Les récits des journaux, les anecdotes des couloirs, tout lui est bon, dès qu'il s'agit d'accabler démocrates et humanitaires.

Laissons même de côté la valeur des preuves. P. commet une erreur plus grave, il multiplie les exemples et en vient à confondre l'énumération de cas singuliers avec une vérification expérimentale. Admettons que tous les scandales financiers qu'il cite dans sa description du parlementarisme italien ou français soient exacts : il importerait encore de préciser l'importance réelle de ces incidents. Croire que la Troisième République, en France, se définit essentiellement par la ploutocratie parisienne, c'est ignorer toute la vie authentique du régime dans les provinces et les campagnes. Même une statistique des affaires spéculatives politico-économiques ne serait pas décisive, faute de comparaison avec les autres régimes : les pouvoirs forts ignorent moins de tels faits qu'ils ne les dissi-

---

1) L'expression a été employée par M. Bousquet et M. Rougier.

mulent. De toute façon, il faudrait distinguer la corruption, phénomène général que l'on rencontre sous tous les climats, des combinaisons politico-économiques qui en effet peuvent être propres à un certain type de société ou à certain moment de l'évolution. Mais, pour dégager une telle distinction, ni l'anecdote, ni les concepts généraux ne suffisent. Et déjà cette remarque nous mène au point capital.

La critique principale que nous adressons au *Traité* porte sur le glissement équivoque de la logique à la psychologie, de la psychologie à la sociologie. En bref, la première partie est faussée parce qu'elle s'appuie sur une logique, une métaphysique de la science, la deuxième partie est faussée par un défaut inverse : elle devrait être sociologique et elle est dominée par une psychologie équivoque des classes et de la lutte des classes.

Le rapprochement de ces deux reproches contraires semblera, au premier abord, paradoxal. Cette impression de paradoxe se dissipe si l'on se rappelle la remarque faite antérieurement dans l'exposé. D'une partie à l'autre, les classes des résidus ne gardent pas exactement la même signification. Dans la deuxième partie, il est question uniquement des résidus de la première et de la deuxième classe, de l'instinct de critique et de novation par opposition aux sentiments conservateurs et religieux. Toute l'étude des résidus disparaît, ou du moins on n'en retient que ces deux classes et les propositions les plus générales, relatives aux actions non logiques. On en vient à se demander si quelques centaines de pages étaient nécessaires pour retrouver les maximes de la sagesse bourgeoise : il faut de la religion pour le peuple, de l'intelligence et du scepticisme aux élites.

La nature propre et la faiblesse de la théorie des résidus et des dérivations se dégagent en toute clarté dès qu'on la confronte, d'une part avec la psychologie freudienne des complexes, de l'autre avec la critique marxiste des idéologies. L'analyse qui va de la justification ou de la rationalisation au complexe pénètre plus profondément dans la conscience des hommes que la connaissance vulgaire. On explique le contenu pseudo-logique de la justification en même temps que l'on en détermine l'origine. On acquiert la possibilité et le droit d'opposer l'apparence à la réalité, l'idée que l'individu se fait de lui-même à ce qu'il est authentiquement (toutes ces expressions prises au sens psychologique). Appliquée à un cas historique, la méthode conserve les mêmes avantages, elle permet de comprendre à la fois l'idéologie dans sa singularité et les raisons du succès qu'elle a obtenu. Une réserve s'impose, il est vrai : si l'on subsume mécaniquement des exemples particuliers sous un concept, si l'on rend compte de toutes les révoltes



par le ressentiment, on indique tout au plus une des conditions psychologiques des phénomènes historiques et l'on ne progresse guère dans l'interprétation sociologique de la révolte ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle.

En d'autres termes, pour que l'analyse des idéologies conserve les privilèges de la psychanalyse individuelle, il faut combiner la compréhension historique et l'explication psychologique, ne pas négliger le cas particulier, mais tout au contraire en fixer d'abord l'originalité, mettre celle-ci en relation avec la constellation sociale, avant de faire intervenir une loi ou un type de réaction. Tel est le véritable caractère de l'analyse marxiste qui ne dissout pas les dérivations en fonction d'une logique éternelle ou d'une classification des sentiments immuables, qui n'établit pas une correspondance systématique entre telles idées et tels groupes sociaux, mais qui s'efforce de ressaisir le mouvement historique : de telle manière que la fonction des idéologies devienne intelligible, en même temps que leurs causes psychologiques ou sociales et leur contenu logique.

La méthode de P. n'est ni celle de Freud, ni celle de Marx. Qu'il s'agisse d'un culte ou d'un rite, d'une coutume ou d'une croyance, de la religion ou de la médecine, P. ne cherche à rendre le phénomène intelligible ni par les origines, ni par les circonstances concomitantes, ni par l'ordre de préférences morales, ni par une manière originale de penser ou de sentir, ni même par des pulsions. Les sentiments qu'il invoque correspondent exactement aux faits qu'il constate : ils en sont la traduction verbale. Le culte des morts s'explique par les sentiments qu'inspire le cadavre, l'ascétisme par une tendance à se faire souffrir soi-même, les persécutions par le désir d'uniformité, les pratiques magiques par la croyance que les mots commandent aux forces cosmiques, la famille par la persistance d'agrégats. Nous voilà bien avancés. P. a beau jeu à ridiculiser les interprétations des autres, puisque lui-même, au fond, n'en donne aucune. Il se réclame de la science positive : il retombe dans les vertus scolastiques.<sup>1)</sup>

Cette stérilité de la théorie des résidus s'explique aisément si l'on se rappelle les définitions premières. P. s'en tient à une méthode abstraite. A ses yeux, une personnalité individuelle ou collective est faite d'une juxtaposition de résidus plus ou moins contradictoires : il est donc vain de reconstituer l'ensemble d'une manière de vivre ou de penser. Du même coup, il néglige la hiérarchie des valeurs ou la représentation du monde, caractéristiques d'une époque ou d'une société. Il se borne à imaginer autant de

---

<sup>1)</sup> Cf. Borkenau, Pareto. Londres 1936, p. 75

résidus qu'il observe un peu au hasard, de catégories de conduites non logiques. Il écarte même la recherche des pulsions fondamentales, sous prétexte que celle-ci ressortit à la psychologie. La détermination des sentiments est inévitablement arbitraire, puisqu'elle ne passe pas par une compréhension des conduites et ne recourt pas à une analyse des tendances.

Comme dans les systèmes socialistes, il emploie deux méthodes, l'une consiste à examiner les idées en elles-mêmes au point de vue de la logique ou de la vérité, l'autre à confronter les idées avec la réalité sociale. Mais la première ne conduit à aucun résultat dans le cas des croyances ou des pratiques religieuses, la deuxième nous apprend tout au plus certaines fonctions historiques des religions. Et encore, comme la réalité est trop souvent réduite à la lutte éternelle des classes, l'explication participe de ce schématisme intemporel.

En réalité, la méthode vaut surtout, sinon uniquement, pour l'objet auquel elle était primitivement destinée, à savoir les idéologies politiques (le système socialiste par exemple, ou les théories protectionniste ou libre-échangiste). Et encore convient-il de répéter les mêmes réserves : la seule réalité sociale qui intéresse P. est la politique, l'autorité et la hiérarchie. Les interprétations du *Traité* sont, par suite de ce préjugé, dangereusement simplifiées. D'autre part, dans la critique des idéologies, P. se sert d'un double procédé qui facilite sa tâche : il suggère que la similitude des sentiments religieux entraîne l'équivalence des religions (socialisme et christianisme, Marx et Jésus) ; il admet toujours que seules les parties logico-expérimentales des dérivations ont une valeur quelconque, et il ne tient pas compte du mode selon lequel les auteurs ont voulu penser. En d'autres termes, nous notons déjà les défauts que nous reprochons à la deuxième partie : le psychologisme, qui sert à dissoudre les singularités historiques, un pseudo-positivisme, qui permet de disqualifier ceux qui visent, au delà des faits éternels, un but historique ou moral.

La sociologie de la deuxième partie est en plusieurs sens une sociologie générale. Elle vise à saisir l'ensemble et non plus des éléments, à marquer les caractères de toutes les sociétés, à indiquer l'allure des mouvements partiels en même temps que du mouvement total (forme ondulatoire). P. se figure atteindre simultanément cette triple généralité, puisque l'hétérogénéité sociale caractérise la structure de toutes les collectivités, la circulation des élites toutes les évolutions historiques.

Nous ne mettons pas en doute le fait de l'hétérogénéité sociale au sens où l'entend P. Dans chaque activité, on peut en effet distinguer ceux qui obtiennent les notes les plus élevées, c'est-à-dire



qui ont réussi. Pratiquement — preuve que cette notion formelle de l'élite est inutilisable —, P. s'intéresse presque uniquement à l'élite gouvernementale. Mais nous poserons la même question à propos de tous les concepts. Ne sont-ils pas trop vagues, trop vides pour déterminer la nature d'une société particulière, à supposer qu'ils vaillent pour toutes les sociétés ? La lutte des gouvernants et des gouvernés a-t-elle partout une signification, un caractère semblables ? Le recrutement de l'élite, la fonction et les fondements de l'autorité, sont-ils partout les mêmes ?

Considérons d'abord les concepts à l'aide desquels P. distingue les diverses classes à l'intérieur d'une même société ou les sociétés les unes des autres. Les élites auraient une plus grande quantité de résidus de la première classe, les masses au contraire de résidus de la deuxième. Bien que cette affirmation se borne à reproduire un lieu commun, elle prêterait à discussion. (Toutes les religions ne sont pas par nature de tendance conservatrice, elles ont eu historiquement des fonctions très diverses.) Admettons même l'observation : dira-t-on que la psychologie des deux groupes est par là définie ? L'opposition de Sparte et d'Athènes, de la France et de l'Allemagne est-elle précisée une fois traduite en termes de proportion entre les deux catégories de résidus ? Avons-nous là autre chose que la transposition verbale d'une donnée grossièrement saisie ? On dira qu'il ne s'agit pas d'expliquer mais de décrire la forme générale des phénomènes. Encore importerait-il que cette description fût fidèle et certaine. Or, la reconstitution de l'état d'esprit public à Athènes paraît singulièrement aléatoire, tant l'intervalle est grand entre les anecdotes, les témoignages invoqués et les conclusions relatives aux sentiments des peuples qui en sont tirées. Au vrai, P. se borne à constater les vicissitudes de la grandeur athénienne et à les exprimer en son langage.

Quant aux types d'élite, spéculateurs et rentiers, rusés et violents, ils ont le double défaut d'être psychologiques et formels. Les spéculateurs seraient ceux dont les revenus variables dépendent de combinaisons ingénieuses. Mais si l'on s'en tient à cette formule, tous les capitalistes, industriels aussi bien que banquiers, directeurs de trusts, financiers aussi bien qu'entrepreneurs, rentrent dans cette catégorie. Bien plus, le concept en ce cas s'applique indifféremment au marchand chinois, à l'usurier juif, au banquier lombard, au capitaliste protestant, etc. Psychologiquement et historiquement, il acquiert une telle extension, suite d'une compréhension imprécise, qu'on voit mal les services qu'il pourrait rendre. Aussi bien, à l'origine, P. songe à un type d'homme bien plus déterminé, à savoir les spéculateurs qui utilisent les opérations financières ou politiques par opposition à ceux qui travaillent sans

recourir à ces procédés exceptionnels. Mais, en ce cas, le concept n'est plus valable de manière universelle, on ne saurait sans absurdité attribuer à ces spéculateurs le développement économique moderne. Le capitaliste anglo-saxon, depuis les calvinistes étudiés par Max Weber jusqu'à un Rockefeller ou un Ford, n'est pas essentiellement, ni au sens psychologique ni au sens historique, un spéculateur. Enfin, ce concept, pas plus que celui de rentier, ne rend compte du mécanisme du profit dans une économie déterminée.

On saisit sur cet exemple le fonctionnement de la pensée de P. Au point de départ on retrouve toujours le spectacle que lui a offert la démocratie, l'interprétation qu'il en a donnée. Les spéculateurs, il les a connus dans les coulisses du régime parlementaire, mais au lieu d'expliquer leur rôle dans et par l'organisation sociale, il en fait un type humain, il formalise le concept, le détache de toute société en lui donnant une valeur psychologique et le projette dans le passé. On montrerait le même processus pour les autres concepts : les militaires et les chefs syndicalistes qui combattent les réformistes sont les exemples d'une élite violente.

Il serait naïf évidemment de voir là une erreur accidentelle de méthode. Les généralités psychologiques servent à réduire les phénomènes historiques à l'uniformité de quelques données fondamentales, à transposer la lutte de classe sur le plan d'une psychologie individuelle.<sup>1)</sup> Le psychologisme de la deuxième partie remplit donc la même fonction que le logicisme de la première, il écarte les particularités et dégage une « nature sociale » définie par la proportion de deux catégories de résidus, le conflit des classes, l'alternance au pouvoir de types opposés.

La dynamique sociale qu'esquisse P. présente inévitablement les mêmes caractères. Formellement elle est dominée par l'idée de mutuelle dépendance<sup>2)</sup>, matériellement par le renouvellement des élites.

Plus que le principe formel de mutuelle dépendance importe l'isolement des termes dont on suivra les réactions réciproques dans la vie collective en devenir. Remarquons d'abord l'élimination des circonstances extérieures (milieu physique et autres sociétés) qui, justifiée à bon compte par l'affirmation que ces circonstances

---

<sup>1)</sup> Ou à dissoudre le concept précis de classe dans le concept plus général et plus vague de groupe. Cf. *Systèmes I*, p. 121.

<sup>2)</sup> Cette idée serait, d'après P., la réfutation du marxisme. En réalité, le primat de l'économie ne supprime pas l'interaction des facteurs historiques. J'ai même essayé ailleurs, de démontrer que ce primat ne doit en tout cas pas être interprété dans un sens causal.



se reflètent dans les sentiments, expriment au fond l'indifférence de P. à l'égard du contenu des sociétés. Il est vrai que les intérêts réintroduisent l'ordre économique, mais, et là l'anti-marxisme devient visible, les deux types d'activité économique (liberté et bureaucratie) sont rattachés à deux types psychologiques et deux types de pouvoir. P. suit les destinées des nations en fonction des résidus et des systèmes économiques qui renvoient également aux caractères des élites. La fonction du concept de structure sociale dans la sociologie marxiste, à savoir la délimitation et le discernement des ensembles, les types psychologiques d'élites la remplissent dans la sociologie de P.

La théorie des élites de P. dérive du darwinisme social d'une part (Ammon, Vacher de Lapouge), des idées de Sorel de l'autre. Dans le Manuel (p. 399 et 423), les hommes qui ont réussi dans la vie sociale, correspondent aux individus et aux espèces qui ont survécu à la concurrence vitale. P. justifie la sélection et en affirme la nécessité, en se fondant sur l'inégalité des qualités héréditaires. Il examine les diverses couches sociales au point de vue de la sélection : la misère détruit indifféremment les bons et les mauvais, la pauvreté au contraire supprime les faibles et, par le courage et l'énergie qu'elle impose, donne aux meilleurs l'occasion de se développer et de se révéler. C'est là que se forme la « relève », les individus appelés à pénétrer dans l'élite pour remplacer ceux qui ne sont plus dignes d'y figurer. Car les élites se corrompent, dégénèrent : P. donne le fait pour certain, quelle que soit l'explication qu'il comporte, vraisemblablement biologique d'ailleurs (2053). Enfin, en ce qui concerne l'utilité, la discussion porte sur la part qu'il faut faire à la stabilité d'une part, à la sélection de l'autre.<sup>1)</sup>

P. conserve partiellement dans le Traité cette conception biologique<sup>2)</sup>, mais il met l'accent sur l'aspect historique du problème. La circulation des élites ne se définit pas seulement par la montée incessante des individus bien doués, mais aussi et surtout par la substitution d'une élite à une autre. Peut-être P. continue-t-il à penser que la libre concurrence économique serait le meilleur procédé de sélection, encore qu'il paraisse davantage soucieux de stabilité. Mais l'essentiel est maintenant de recruter l'élite gouvernementale. Or, P. l'avait déjà marqué dans les Systèmes socialistes, les modes de recrutement ont historiquement varié, aussi

---

<sup>1)</sup> On trouvera au t. II du Système chap. IX bis, un long exposé du problème de la sélection.

<sup>2)</sup> Il n'avait jamais admis la conception raciale. Systèmes, I, p. 30-31. Traité, 2065 et 2206.

bien les qualités exigées que les procédés de discrimination. Ces diversités, P. les constate, mais il ne les analyse pas de manière méthodique, il ne les rattache pas à l'organisation des sociétés. Il lui suffit qu'à chaque époque, fassent partie de l'élite approximativement ceux que leurs qualités désignent pour occuper les hautes fonctions, étant données les conditions de la lutte. Cette formule qui paraît prudente, positive, autorise à justifier toutes les élites qui ont réussi, à exiger seulement de l'élite qu'elle soit capable d'employer pour se maintenir les moyens efficaces.<sup>1)</sup> La conservation du pouvoir, plus encore que la sélection en vue du renouvellement de l'élite, devient l'impératif premier. Le libéralisme économique se subordonne aux exigences d'un État autoritaire.

Au reste, comment pourrait-il en être autrement aussi longtemps que l'on considère seulement la lutte sans fin ni résultat des groupes rivaux ? Abstraitement, P. reconnaît que „la partie principale du phénomène, c'est l'organisation et non la volonté consciente des individus“ (2254). Il en tire la conclusion que les événements ne suivent pas directement des volontés conscientes. L'histoire n'a pas été voulue telle par les acteurs, si grands fussent-ils. Mais, en dernière analyse, „les hommes qui gouvernent ont une tendance à abuser de leur pouvoir“ (2267) ; là est le caractère commun et, aux yeux de P., essentiel de tous les régimes. Dans les exemples, P. analyse, au moins partiellement, la structure sociale, économique, politique, mais il en revient toujours à la bataille des classes ou des cupidités individuelles, phénomène qui est comparable sur le plan politique à la concurrence économique. Le machiavélisme correspond, dans un certain sens, à l'économie pure, il enseigne à triompher des obstacles pour atteindre des buts égoïstes. La différence est que l'accord de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif n'est pas garanti : les résidus sont destinés à répandre l'indispensable illusion.

Logicisme de la première partie et psychologisme de la seconde ne rendent pas seulement le même service, ils ont la même origine, à savoir la méconnaissance de l'histoire que suppriment le dogmatisme de la science positive et la croyance à l'immutabilité des sentiments humains (confondus avec le fond permanent de l'histoire).

Dans la première partie du *Traité*, P. va de la logique à la psychologie, dans la deuxième, il va des sentiments (qui définissent les classes sociales et les types d'élites) à une sorte de logique sociale

---

<sup>1)</sup> Manuel, p. 129. Si l'on considère cet ensemble de qualités qui favorisent la prospérité et la domination d'une classe, on a ce que nous appellerons l'élite.



ordonnée par le problème unique du pouvoir. Dans les deux cas l'erreur est la même, encore qu'elle paraisse inverse. Il est légitime d'interpréter ce que les hommes font plutôt que ce qu'ils croient ou veulent faire : sociologues et historiens usent de ce droit, mais encore ne faut-il pas, en ce cas, prétendre à une psychologie. L'absurdité consiste à conclure du non logique aux mobiles ou aux sentiments. De même, il est légitime de tenter une psychologie des individus et des groupes, mais non pas de confondre cette psychologie avec la structure profonde de toute société.

Mais ces deux erreurs deviennent logiques dans la pensée de P. puisqu'elles tendent l'une et l'autre au même résultat. Seul celui qui applique les leçons du Traité sera logique à la fois subjectivement et objectivement, dans ses mobiles et par ses actes, puisqu'il renonce aux mythologies et aux buts idéaux et pénètre le mécanisme de la réalité collective. La Raison n'a plus d'autre fin par sa ruse que d'entretenir la lutte des passions individuelles qu'elle utilise.

### III

P. est de ceux qui pensent contre.<sup>1)</sup> Ce n'est pas assez de dire que sans cesse il adopte le ton et les procédés de la polémique. Ses affirmations ne prennent leur sens que rapportées aux doctrines qu'elles nient. Nous l'avons vu, déjà, même dans la critique formelle. A fortiori, la critique et l'interprétation historique de la théorie exigent une perpétuelle référence aux adversaires.

Tout le Traité semble écrit sous l'impression de quelques expériences fondamentales. Son père, idéaliste de 1848, avait cru au progrès d'une humanité de plus en plus raisonnable. Et lui observait que de la Science et de la Raison, les foules faisaient une divinité nouvelle. On avait cru, autour de lui, au triomphe de la démocratie, et il observait l'inégalité comme un fait, l'exploitation des gouvernés par les élites comme une donnée permanente dans la vie des peuples, il apercevait les démagogues et les hommes d'affaires derrière la façade parlementaire. Il avait cru lui-même au libéralisme, annoncé que le protectionnisme ruinerait l'Italie et il constatait que le pays gagnait en richesse grâce à l'action des spéculateurs qui, par leurs excès, préparaient la réaction des violents.

Il me paraît certain que P. a raison contre la métaphysique rationaliste, contre le progressisme simpliste, contre l'humanita-

---

<sup>1)</sup> Cf. Studien über Autorität und Familie, p. 219. Hrsg. vom Institut für Sozialforschung. Paris 1936.

risme démocratique, contre son libéralisme ancien. Reste à savoir jusqu'à quel point, en quel sens il a raison, s'il dépasse vraiment les thèses qu'il réfute ou bien s'il n'est pas jusqu'au bout prisonnier et victime des mêmes préjugés.

Bornons-nous, sur le sujet de l'anti-rationalisme et de l'anti-libéralisme, à quelques remarques. Il combat la religion de la science, les illusions selon lesquelles celle-ci atteindrait à l'absolu. Mais il a beau explicitement en limiter la portée, il retombe dans la même erreur du fait qu'il ridiculise tous les efforts de réflexion philosophique et morale, qu'il tient la connaissance positive pour la seule façon de penser valable. Dès lors, il oscille entre deux solutions : proclamer les droits du sentiment et livrer l'existence aux impulsions irrationnelles ou bien suggérer que la science sociale livre les règles d'une conduite logique. Solutions au fond complémentaires, la dernière à l'usage de quelques savants, la première bonne pour les masses.

Il n'en va pas autrement pour le libéralisme. Il proclame que les vérités de l'économie pure ne sont pas ipso facto valables pour un cas concret. Une mesure de protection, bien qu'en elle-même elle implique une destruction de richesse, peut indirectement, par les facilités qu'elle offre aux spéculateurs, par ses répercussions sur les classes sociales, enrichir un pays.<sup>1)</sup> P. complète l'économie pure sociologiquement, mais il ne se demande pas la signification et l'utilité que gardent les équations de l'ophélimité ; il ne réintroduit pas systématiquement la vie économique dans l'ensemble social, il n'en analyse pas les caractères historiques : sur tous ces points, il reste disciple des classiques.

Prenons maintenant la démocratie et l'humanitarisme.<sup>2)</sup> Cette idéologie paraît, à l'heure présente, confrontée avec les événements, si dérisoire et si utopique qu'on hésite à en prendre la défense. Il ne convient pas d'en méconnaître les faiblesses, mais encore faut-il en saisir les erreurs authentiques. Il est aussi absurde, et il est plus dangereux, d'exalter que de nier, de manière générale, le rôle historique de la violence ou de la guerre. Dans les deux cas, l'absurdité est la même : opposer aux faits les principes abstraits

---

<sup>1)</sup> Le cas est examiné dans tous les ouvrages de P. Cf. Manuel, p. 505 et sqq. et dans le *Traité*, la comparaison de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie à ce point de vue, 2014, 2218, etc.

<sup>2)</sup> Nous ne pouvons pas dans cette étude discuter en détail chacune des thèses de P. Il est clair que nous ne cherchons pas à lui rendre justice, mais à souligner les erreurs qui nous paraissent décisives. Il y a du vrai dans toutes les théories de P., sur la démocratie, sur les élites, mais les vérités partielles sont défigurées par les erreurs que nous relevons et aussi par la passion et la polémique. L'idée démocratique ne sert pas seulement de masque à une nouvelle aristocratie.



au lieu de comprendre les situations uniques et d'en dégager les fins accessibles et souhaitables.<sup>1)</sup>

Que le refus inconditionnel de la violence empêche l'accomplissement des tâches nécessaires, que le pacifisme juridique ou absolu ne suffise pas à arrêter les conflits, et, par une contradiction inévitable, fasse souvent le jeu des agresseurs, que ce pacifisme exprime une pensée lâche devant le réel, couvre des craintes ou des égoïsmes collectifs, nous le savons. Toutes ces théories, répandues à titre de vérité, mettent en danger certains peuples ou certains groupes en leur dissimulant le monde dans lequel il faut agir. Confondues avec des impératifs, elles méconnaissent certaines valeurs authentiques et laissent trop beau jeu aux idéologies de l'héroïsme. Mais cette fausseté sociologique et morale ne donne pas raison à la propagande contraire : les hommes n'ont guère besoin qu'on leur rappelle qu'ils sont d'abord des brutes. Au reste, le dogmatisme de P. n'est pas plus juste. Une certaine forme de guerre hyperbolique est peut-être devenue historiquement anachronique. En politique intérieure, la violence n'est pas toujours le meilleur moyen de conserver le pouvoir. De toute manière, la violence devrait être justifiée par le but en vue duquel on l'emploie. Il est vrai que les gouvernants n'ont pas de but au delà de leur propre intérêt...

Il en va de même pour l'idéologie démocratique. La société actuelle n'est pas conforme aux idéaux rationnels d'égalité, de justice et de liberté. Accordons-le<sup>2)</sup>, accordons même que la société future ne leur sera pas entièrement conforme. Ces idées sont des transfigurations du réel ou des anticipations à demi mythologiques de l'avenir. Pour que la critique fût pertinente, il importerait de comparer ces idées avec les réalités qu'elles transfigurent ou qu'elles anticipent. Les réfuter logiquement ou abstraitement en elles-mêmes ou par rapport aux phénomènes éternels, c'est verser dans le défaut majeur de la pensée détachée. Seule l'analyse de la structure sociale permettrait de mesurer le droit et la puissance que possèdent effectivement les individus et d'imaginer les transformations souhaitables à l'intérieur de cette structure ou la structure autre qui assurerait aux hommes un sort meilleur.

On objectera peut-être que la critique de P. est au fond histo-

---

<sup>1)</sup> Il va sans dire qu'il serait absurde de nier le rôle qu'a exercé et continue à exercer la violence dans l'histoire. Mais au lieu de formules générales, les analyses particulières seraient plus instructives.

<sup>2)</sup> Il y a incontestablement du vrai dans la description que fait P. du parlementarisme italien et français, mais, au moins pour ce dernier il tombe dans la polémique journalistique, amplifie démesurément certains faits et en néglige d'autres.

rique. Toutes les dérivations s'expliquent par leur fonction sociale, les idées égalitaires dissimulent et favorisent le succès de la nouvelle aristocratie. Bien plus, il met en rapport idéologie humanitaire et rôle des spéculateurs.<sup>1)</sup> Il y a là en effet l'esquisse d'une interprétation sociologique, mais cette interprétation est simpliste et caricaturale. Les idées progressistes remontent à une si lointaine tradition et appartiennent à tant de groupes qu'il est absurde d'en faire simplement des instruments d'affairistes sans scrupule, de bourgeois rusés, d'intellectuels naïfs. De plus, comme certains extrémistes, P. méconnaît la signification de la démocratie formelle. Les régimes parlementaires ne marquent pas l'accomplissement de la destinée humaine. On conçoit qu'on sacrifie la liberté acquise aux nécessités d'une autre révolution, mais les régimes totalitaires ont montré la différence entre dictature et démocratie. Les droits que confère celle-ci font partie des droits que l'on réclame d'une société humaine ; interprétés concrètement et totalement, ils expriment la revendication dernière.

Mais ne retrouvons-nous pas ici une autre argumentation de P. ? Les abus sont éternels comme la lutte des classes et l'exploitation. Si P. exalte la violence, c'est que toutes les élites se valent et qu'une élite témoigne par son énergie qu'elle mérite ses privilèges. Il ne s'agit plus de l'anti-humanitarisme mais de l'anti-progressisme. La substitution du problème politique au problème économique, de l'interprétation psychologique à l'interprétation sociale de la lutte des classes, de l'alternance des rusés et des violents au mouvement orienté vers le mieux, toutes ces conceptions se rattachent à un scepticisme radical, origine des deux parties du Traité, puisque l'antirationalisme de la première partie prépare l'anti-progressisme de la deuxième.

Remarquons d'abord une fois de plus les éléments communs à la thèse et à l'antithèse : idée d'une nature humaine constante (P. ajoute même quelque part que l'importance relative des résidus de la première classe s'accroît, mais sur un rythme plus lent que l'on ne le pensait (2392)) et conception individualiste de la société. En revanche, on abandonne les illusions du libéralisme économique aussi bien que politique. Les fondements de cet antiprogressisme sont une anthropologie pessimiste et une certaine conception de l'économie. Le revenu de chacun dépendrait essentiellement de la richesse générale. Or l'entreprise étatisée a un rendement inférieur

---

<sup>1)</sup> Il voit également, par un reste de darwinisme social, dans les idéologies humanitaires le signe de la décadence. Les élites qui ne sont plus armées pour la lutte vitale sont condamnées à mort. L'idée se trouve déjà et dans le Manuel, p. 132, 134 sqq., et dans les Systèmes, I, p. 37 et sqq.



à celui de l'entreprise individuelle. D'autre part, la loi de distribution des revenus vaudrait pour toutes les sociétés, de sorte que l'amélioration du sort de la classe la plus nombreuse dépendrait du développement économique, mais non de l'organisation sociale.<sup>1)</sup>

Nous ne pouvons discuter en détail cette argumentation, — ce qui exigerait de trop longs développements. Nous ne pouvons que suivre ici les effets des erreurs que nous nous sommes efforcés de dénoncer. Sur le plan psychologique, on ne trouvera jamais ni principe ni garantie d'un progrès, encore que, d'une société à une autre, les manières de sentir et d'agir changent profondément. D'autre part, que la distinction des classes ne puisse disparaître, si on entend par là les différences de force, d'intelligence, de fortune ou de puissance entre individus, on l'admettra aisément. Que dans toute société il faille une discipline collective (*Systèmes*, II, p. 309)<sup>2)</sup>, donc un gouvernement et un certain usage ou menace d'usage de la force, on l'admettra encore. Ces propositions générales sont probablement vraies et sans grande portée. Ce que l'on nie, c'est que la structure des classes, le caractère des élites et la fonction de l'autorité soient en profondeur semblables. Cette identification, jamais démontrée, tient à la manière dont P. pose et résout le problème, aux concepts formels qu'il emploie, aux faits dispersés et communs à tous les régimes sur lesquels il s'appuie. Or, seule une telle identification comporterait la conclusion que P. suggère, le droit de se désintéresser des données historiques et de désirer l'avènement d'une élite violente, capable de maintenir les masses dans l'obéissance et l'ignorance pour le plus grand intérêt des pays.

Cette conclusion suppose visiblement des préférences toutes subjectives en faveur des régimes autoritaires — ce qui autorise celui-là même qui admettrait toutes les thèses du *Traité* à se décider autrement et ce qui prouve l'impossibilité de passer d'une sociologie générale à un choix concret. De plus, celui-ci découle moins des généralités formelles que de haines et de volontés précises. P. a vu le déclin du libéralisme, la décomposition des démocraties, il a souhaité un pouvoir fort qui rendrait force au pays et laisserait aux bourgeois privilèges et jouissances. Mais comme il ne saurait, dans cette direction, concevoir même la possibilité d'une amélioration humaine, il s'évade du présent, il invoque l'expérience éternelle et une sociologie de l'équilibre.

Certes, on trouverait dans son œuvre les éléments d'une argu-

---

<sup>1)</sup> De même, aux chap. XIII et XIV des *Systèmes socialistes*, on trouvera une discussion du marxisme. Ce serait le sujet d'une autre étude, qui devrait être surtout économique.

<sup>2)</sup> Cette référence se rapporte au texte de la 1<sup>re</sup> édition.

mentation historique contre la révolution prolétarienne. Une économie dirigée impliquerait une bureaucratie et celle-ci, dirigée par une élite violente, finirait par exploiter à son profit le travail commun et par inhiber le développement de la production. Qu'une économie dirigée comporte de tels dangers, soit. Mais ces dangers inséparables de la situation actuelle ne prouvent pas la vanité de toute entreprise, ils rappellent seulement les conditions de l'aventure historique. Le but que l'on conçoit accessible, il dépend encore des hommes qu'il soit ou non atteint.

#### IV

P., sans jamais adhérer au parti fasciste, a été, comme on sait, un sympathisant. Il a salué l'avènement du fascisme, il y a vu l'accomplissement de sa prévision, le remplacement d'une élite rusée par une élite violente. De son côté, le fascisme l'a honoré, fait sénateur du Royaume. Il est vrai que personnellement, P. avait le goût de la mesure et de l'indépendance (dont il réservait le bénéfice à quelques-uns). L'État totalitaire italien aurait doublement déçu l'auteur du *Traité*, en supprimant la liberté intellectuelle dans la classe dirigeante, en réduisant la liberté économique qui, contrôlée, lui paraissait le régime le plus favorable à l'accroissement de la richesse publique. Déception, au reste inévitable, conforme au *Traité* lui-même, qui conçoit plutôt qu'il n'observe la combinaison la plus heureuse d'un pouvoir fort et d'une vie économique sans entraves.<sup>1)</sup>

Nous ne poursuivrons pas cette étude des rapports directs. La psychologie de P. nous intéresse moins que la signification de son œuvre. D'autre part, une connaissance exacte de la littérature italienne nous manque pour apprécier exactement le rôle qu'il a joué dans la propagation du fascisme, l'influence qu'il a exercée sur le dictateur lui-même, influence qui sans doute se distingue mal de celle de Sorel. Nous tâcherons de marquer la parenté essentielle entre la pensée de P. et un certain fascisme.

Le *Traité* trace le portrait d'un politicien logique qui utiliserait les uniformités expérimentales pour atteindre le but qu'il se propose. Un tel politicien serait l'héritier des empiristes et des réalistes, mais il serait lucide, hypocrite consciemment. Il tâcherait d'utiliser les résidus, de répandre les dérivations susceptibles de se transformer en résidus, il s'adresserait toujours aux sentiments et

---

<sup>1)</sup> Du moins cette combinaison réalisée au début de l'Empire romain, n'est-elle pas durable.



jamais à la raison, soucieux d'imposer les convictions utiles, indifférent à la qualité des arguments (pour persuader les foules, il ne faut pas raisonner, mais avoir l'air de raisonner)<sup>1)</sup>. En revanche, il ferait appel à l'intérêt des élites. Mais de ces résidus, qu'il maintiendrait dans le peuple, il serait lui-même libéré. Les mythes lui serviraient à exalter la volonté des autres, mais il en discernerait le caractère illusoire. La propagande et l'idéologie seraient au même titre que la police procédé de gouvernement, l'équilibre social serait obtenu par le fanatisme des masses et l'habileté des chefs, la grandeur nationale représenterait le but dernier. Nous avons là, à n'en pas douter, un des types de chef fasciste, celui de l'intellectuel ou du demi-intellectuel, dépouillé de préjugés et qui méprise avant tout les intellectuels. Toutes les théories du *Traité* s'éclairent si on les regarde comme le système par lequel un tel chef justifie et organise sa conduite.

Un certain nombre des équivoques que nous avons rencontrées sont assez caractéristiques de ce genre d'homme. Par exemple, la juxtaposition d'un relativisme intégral et d'un dogmatisme naïf : il n'y a aucun moyen de juger des fins suprêmes, les intérêts des nations relèvent d'une appréciation toute subjective, mais ensuite ce relativisme est oublié et il demeure l'évidence banale de l'intérêt national (au sens matériel) qui apparaît comme la fin suprême. A la faveur du scepticisme, on réintroduit les vieilles croyances et les fanatismes élémentaires.

Mais il ne suffit pas de rendre le politicien habile. Il faut aussi lui donner bonne conscience. Le fascisme est anti-libéral, anti-humanitaire, anti-démocrate et anti-rationaliste. Puisque l'antithèse reste sur le même plan que la thèse, on démontre que la négation dialectique est impossible. Pour éviter la solution marxiste, on change de terrain. On met au second plan la structure économique et sociale, on conserve la lutte des classes, on n'en nie pas la réalité, bien plus on confirme par elle la nécessité du régime absolutiste<sup>2)</sup>, mais on la traduit en termes de psychologie plus individuelle encore que collective, de manière à en consacrer l'éternité, l'identité sous tous les climats, dans toutes les sociétés.<sup>3)</sup> Cette substitution opérée, on n'a pas encore le moyen de démontrer la vérité supérieure d'une cause. P. a longtemps vu dans les syndicalistes violents

---

<sup>1)</sup> *Systèmes socialistes*, I, p. 126.

<sup>2)</sup> De même les exagérations de P., au sujet de l'humanitarisme bourgeois, des faveurs faites aux ouvriers, de la tolérance à l'égard des grévistes, tout cela prend aujourd'hui le caractère d'un appel à l'énergie bourgeoise.

<sup>3)</sup> La lutte de classes devient une forme de la lutte pour la vie, dans *Les Systèmes socialistes*, t. II, chap. XIV.

les héritiers désignés (encore qu'il envisageât une réaction bourgeoise). Mais on n'a pas besoin d'une telle démonstration. La violence devient titre au succès, le succès une garantie du droit. L'exaltation des élites et de leur volonté créatrice remplace l'analyse des tâches historiques et tient lieu de programme.

A ce point de vue, on comprend pourquoi P. néglige ou met au second plan l'étude des situations historiques, pourquoi il se refuse à distinguer modalités et formes de l'exploitation, pourquoi il a besoin de généralités et non pas d'une compréhension singulière. L'origine de toutes ces démarches se trouve dans le refus de dégager la singularité de la conjoncture présente, dans la volonté de choisir en fonction des lois permanentes de la nature sociale. Le marxisme mettait l'accent sur le caractère original de l'opposition entre prolétaires et bourgeois. P. nie cette originalité, note les traits ou les incidents communs à tous les régimes et fait appel à des concepts neutres. Le mécanisme de la pensée, la signification politique de la méthodologie scientifique apparaissent en toute clarté.

Le Traité tout entier nous apparaît comme une immense dérivation, dont les résidus sont les haines politiques et le souci exclusif des relations entre gouvernants et gouvernés. Mais, et par là même nous nous opposons à la méthode de notre auteur, nous nous sommes attachés au contenu de cette dérivation, qui, loin d'être indifférent, révèle les résidus et garde une fonction propre. Le positivisme, comme l'économie des classiques, permet d'aboutir à une pratique en évitant tout jugement de valeur. Mais ce n'est plus l'accord de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif, c'est leur éternelle opposition qui fonde une politique. Le pessimisme a exactement la même fonction et le même résultat que l'optimisme : il enseigne à maintenir la situation présente. Seuls les moyens ont changé. Il n'est plus question d'instruire ou d'élever le niveau de vie du peuple, mais d'employer consciemment les procédés éternels, convaincre les masses de leur impuissance et du bon droit des puissants, répandre la religion la plus utile, consacrer la famille et l'autorité.

On aperçoit du même coup le moment historique de cette idéologie. Le déclin de la bourgeoisie et de la démocratie n'autorise plus à parler au nom de toutes classes et à invoquer le libéralisme.<sup>1)</sup> Puisque décidément celui-ci est devenu impossible, puisque les conduites sont non-logiques, on substitue à la justification par l'espoir de progrès la justification par la vanité de toute espé-

---

<sup>1)</sup> La déception de l'économiste libéral et du bourgeois est à l'origine de cette violence.

rance. Le grand bourgeois se fait fasciste. Cet homme doux devient intellectuellement féroce. Mais il ne va pas jusqu'à se nier tout à fait lui-même, il souhaite une élite violente, mais assez intelligente pour laisser aux grands de ce monde loisirs et plaisirs de l'esprit.

Du même coup nous avons montré que, si la doctrine de P. illustre assez bien une des façons de venir au fascisme, elle sera toujours réservée à l'usage du petit nombre. Une fois le fascisme installé, elle sera dissimulée sous une idéologie présentable à tous. Précisément parce qu'elle est cynique, elle devient dangereuse dans un régime qui a besoin de religion et dont il donne l'interprétation réaliste. P. affirme à toutes les pages la lutte des classes que l'on doit nier et imputer aux inventions des intellectuels. Plus la pratique qu'il recommande sera effective, moins on se réclamera de lui. Les autres formes de la pensée fasciste, la métaphysique totalitaire ou raciale, l'apologie de la nation viendront au premier plan. Même pour les chefs on préparera une autre nourriture, car les propagandistes sincères sont d'ordinaire plus efficaces que les hypocrites. On appliquera ces préceptes, mais on les reniera.

\*  
\* \* \*

Toute sociologie „wertfrei“ traite les jugements de valeur qu'elle rencontre dans l'objet, comme des faits. Les écoles de sociologie se distinguent par la manière dont elles procèdent à cette objectivation des valeurs, les sociologues par la manière dont ils combinent connaissance et décision.

Les sociologues français avaient conçu que la science s'acheverait en art, que la découverte des lois livrerait les règles d'action, que les buts eux-mêmes découleraient soit des tendances de l'évolution, soit de la société authentique. En fait, ils ont confirmé par la science des volontés antérieures à celle-ci. Max Weber, au contraire, rappelait sans cesse que la science partielle laisse place à toutes les préférences, que la compréhension des univers vécus n'entraîne pas le choix d'un univers. Séparation partiellement valable théoriquement, parce qu'il s'en tenait à un savoir analytique, aux relations causales, mais toutes ses études reflètent les questions qu'il posait et à l'histoire et au présent.

La solution de P. ne se confond ni avec celle du positivisme ni avec celle du néo-kantisme. Elle consiste à éliminer les préjugés moraux comme non conformes aux faits, à retrouver partout le problème de l'autorité et à suggérer, sans affirmer explicitement aucune valeur, les meilleurs moyens de maintenir l'équilibre. Tout idéalisme, toute éthique étant écartés, le fond commun à toutes



les sociétés étant révélé, chacun reste abstraitement libre de préférer l'impossible au possible et l'illusoire au réel, mais il est à l'avance disqualifié comme naïf ou hypocrite. La seule alternative est celle du scepticisme ou de l'aveuglement. On rejoint le peuple abusé ou l'élite des exploiters, le réalisme aboutit au cynisme.

De ce cynisme, le scientisme ne porte pas la responsabilité, mais il est l'instrument. C'est lui qui permet de confondre les faits humains avec les choses, d'ignorer les démarches décisives de la science, sélection, interprétation, organisation, de donner des caractères généraux pour essentiels, en un mot de substituer le système éternel d'un pouvoir sans but ni raison, à l'évolution des collectivités humaines. En vérité, la connaissance sociale n'est pas séparable de l'homme concret. Les généralités, si elles sont formelles, dissimulent les données essentielles, si elles se rapprochent du concret, elles portent la marque d'une intention. Échec de l'objectivité ? Peut-être cet idéal est-il moins inaccessible qu'étranger à la sociologie.

L'impartialité nécessaire dans l'établissement des faits, dans la critique des sources et des statistiques, ne supprime pas le choix entre les méthodes et les concepts. Or ce choix, à son tour, se rattache à une volonté. De même que chacun trahit par l'idée qu'il se fait de lui-même le but qu'il s'assigne, ainsi la connaissance sociale est liée à la dialectique par laquelle l'homme historique prend conscience de lui-même et découvre à la fois son être et son vouloir. Le savoir objectif est un moment de cette dialectique, sans terme renouvelée, qui va de l'existence naïve à la décision lucide.

#### Zur Soziologie Paretos.

Die wissenschaftlichen Unzulänglichkeiten der Soziologie Paretos sind oft erörtert worden. Ebensooft hat man die politische Bedeutung dieser Soziologie hervorgehoben. In seinem Aufsatz versucht A., wissenschaftliche Unzulänglichkeit und politische Bedeutung wechselseitig zu erklären.

Im ersten Teil werden die Hauptthesen der Paretoschen Soziologie zusammengefasst. Der zweite Teil bringt eine Kritik der Paretoschen Soziologie. Die Methode Paretos wird mit der Psychoanalyse und mit der marxistischen Interpretation der Ideologien kurz verglichen und dabei klargelegt, dass Pareto weder die historische Bedeutung noch den psychologischen Ursprung der „dérivations“ zu zeigen vermag. Die Paretosche Theorie des sozialen Ganzen ist durch den Psychologismus und die Verkenntung der Geschichte verfälscht. Mit formellen und abstrakten Begriffen wie „hétérogénéité sociale, élite, force, consentement“ vermag man weder die Struktur einer besonderen Gesellschaft noch die verschiedenen Funktionen der Autorität zu kennzeichnen.

Im dritten Teil wird Pareto als typischer „polemischer Denker“ gedeutet. Ohne den Rationalismus zu überwinden, kommt er zur Negation

aller rationalistischen Behauptungen. Er kennt keinen Fortschritt, die menschliche und die gesellschaftliche Natur bleiben ewig dieselben, der Klassenkampf beruht auf unabänderlichen Gegebenheiten der individuellen und gruppenmässigen Psychologie.

Im vierten Teil wird kurz die Soziologie Paretos in ihren Beziehungen zum faschistischen Denken interpretiert. Zynismus, Notwendigkeit einer Religion für das Volk und einer Propaganda, die die irrationalen Kräfte der Massen ausnützt, Machiavellismus der Führer, Rechtfertigung der Elite durch den Erfolg, hoffnungsloser Pessimismus, der die Unmöglichkeit jeder menschlichen Gesellschaft beweist und den Privilegierten ein gutes Gewissen sichert, bilden die Hauptpunkte dieser antiliberalistischen und antimarxistischen Ideologie, die typisch ist für die Periode des Übergangs von der Demokratie zum autoritären Staat. Nach dem Sieg des letzteren wird der metaphysische Schleier nützlicher als der offene Zynismus.

### The Sociology of Pareto.

The scientific shortcomings of Pareto's sociology have often been discussed, and its political significance noted. In this article, A. attempts to analyze the interrelations between the two.

The article begins with a statement of the main theses of Pareto's sociology. In part two, Pareto's method is compared briefly with psychoanalysis and with the Marxist interpretation of ideology, and this comparison reveals that Pareto could show neither the historical significance nor the psychological roots of „derivations“. His theory of the social whole is erroneous because of his psychologism and his misunderstanding of the historical process. Formal, abstract concepts like social heterogeneity, élite, force, and consent, do not permit adequate analysis of the structure of a specific society or of the various functions of authority.

Part three studies Pareto as a typical „polemical thinker“. He arrives at a negation of all rationalistic contentions without, however, overcoming rationalism. He does not recognize progress; the nature of man and society are eternally the same; the class struggle, for him, rests on unalterable facts of individual and social psychology.

The last section is devoted to a brief discussion of the relationship of Pareto's sociology to Fascist thought. Cynicism, the necessity for religion and for propaganda which will utilize the irrational forces of the masses, Machiavellianism of the leader, justification of the elite through success, a pessimism which insists on the hopelessness of every form of society and salves the conscience of privileged groups — these are the main elements of this anti-liberal, anti-Marxist ideology, typical of the period of transition from democracy to the authoritarian state. After the victory of the latter, the metaphysical veil becomes more useful than open cynicism.

## **Zu Marshalls neuklassischer Ökonomie.<sup>1)</sup>**

Von  
Paul Sering.

In England, dem Heimatland der klassischen Ökonomie, hat sich die Grenznutzenlehre zunächst nicht in ihrer reinen Form durchsetzen können : Jevons hat keine Schule begründet. Der entwickelte englische Kapitalismus mit seinem durch die Jahrhunderte gehäuften Reichtum und seinen dadurch abgeschwächten Klassengegensätzen stellte an die Theorie andere Anforderungen. Das Bedürfnis nach systematischer Apologetik war gewiss auch hier vorhanden, doch es stand weniger aufdringlich im Vordergrund als auf dem Kontinent. Dagegen war man seit den Zeiten der Klassiker gewöhnt, von der Theorie Aufschlüsse über konkrete wirtschafts- und sozialpolitische Fragen und überhaupt Resultate zu erwarten, die auf die Entwicklung des existierenden Wirtschaftssystems anwendbar waren. Ein Abschleifen der harten klassenmässigen Kanten der klassischen Theorie, eine ausführlichere Preis- und Marktanalyse im Rahmen einer Theorie des Kapitalismus — ein harmonisiertes Bild der Wirklichkeit, aber immerhin ein praktisch brauchbares Bild der Wirklichkeit — das wurde hier gefordert.

Das System Alfred Marshalls ist in allen seinen Zügen der Ausdruck dieses Überwiegens der praktischen Bedürfnisse über die apologetischen. Für Marshall ist, wie für die Klassiker, die kapitalistische Ordnung selbst kein Problem. Er will sie nicht bewusst rechtfertigen, er setzt sie voraus. So verliert er sich nicht in dem Labyrinth logischer Fiktionen, die den Grenznutzlern erklären müssen, wie harmonische Marktwirtschaft überhaupt möglich sei. Ihn interessiert, wie die vorhandene Marktwirtschaft unter wechselnden konkreten Bedingungen funktioniert. Seine persönliche Interessenrichtung ist dabei wirtschafts- und vor allem sozialpo-

---

<sup>1)</sup> Da infolge der Zeitumstände keine der ökonomischen Arbeiten des Instituts für Sozialforschung abgeschlossen ist, geben wir durch Veröffentlichung des oben abgedruckten Abschnitts aus einer noch unvollendeten kritischen Schrift über die gegenwärtige Nationalökonomie wenigstens einen kurzen Einblick in diese Studien.



litisch. Er will eine analytische Maschine entwickeln, um die Möglichkeiten zu prüfen, das Funktionieren der bestehenden Ordnung im allgemeinen und die Lage der ärmeren Klassen im besonderen zu verbessern. Nicht die Tendenz der idealen Konkurrenz zum Maximum soll bewiesen, sondern es sollen gerade die Bedingungen aufgezeigt werden, unter denen das System nicht sozial-optimal funktioniert, und der Ort, wo Staatseingriffe sozial vorteilhaft wirken können.

Die Probleme, auf die er mit dieser Fragestellung stösst, sind im Grunde die Probleme der Klassiker : die Wirkung von Verschiebungen der Produktion und Änderungen der Verteilung in einer sich entwickelnden Wirtschaft. Auch der Massstab, an dem er Vorteil und Nachteil misst, ist klassisch : die Wirkung auf die gesellschaftliche Produktivität, die Wirkung der gegenwärtigen Verteilung auf die Möglichkeiten künftiger Versorgung, kurz die Probleme des Reichtums der Nationen. Es sind wirkliche ökonomische Probleme des Kapitalismus, nicht fiktive Probleme einer fiktiven Wirtschaft überhaupt. Die vielen Anknüpfungen an die Klassiker, die sich in Marshalls System ausdrücklich finden, drücken daher mehr als ein pietätvolles Streben nach Kontinuität aus : er hat mit ihnen den Gegenstand der Wissenschaft gemeinsam. Dies gilt allerdings auch für die Schranken dieses Gegenstandes : die wirkliche Dynamik des Kapitals, die Sprünge des technischen Fortschritts, die Zyklen von Prosperität und Krise treten in dieser Theorie nicht auf : die Überzeugung, dass, wie die Natur, auch die Gesellschaft keine Sprünge macht, bildet geradezu die weltanschauliche Grundlage seines Werkes. So ist es gestutzter Kapitalismus, aber immerhin Kapitalismus, der ihn nach dem Vorbild der Klassiker beschäftigt.

Die Kritik, die Marshall bewusst an den Klassikern übt, ist, da er ihren Gegenstand beibehält, eine relativ untergeordnete, sozusagen technische : sie haben den Einfluss der Nachfrage auf den Markt nicht scharf genug formuliert, und sie haben noch nicht über die mathematischen Hilfsmittel verfügt, um die gegenseitige Abhängigkeit aller Faktoren der Marktsituation voneinander ins rechte Licht zu setzen. Ihre Resultate bedürfen trotzdem nur relativ geringer Modifikation, weil die praktische Bedeutung von Änderungen auf der Kostenseite die grössere ist, wie sie richtig erkannten. Doch in der Formulierung des Mechanismus sind Fortschritte möglich geworden. Es entspricht dieser analytisch-technischen Kritik, dass Marshall als den Ökonomen, von dem er am meisten Neues gelernt habe, keinen der systematischen Begründer der Grenznutzenlehre nennt, sondern Cournot.

Cournots Technik, auf einem gegebenen Markt Nachfrage und

Angebot als Funktionen des Preises zu behandeln, ist in der Tat systematisch neutral. Sie ist anwendbar, ob die Angebotskurve subjektive Reservepreise oder echte Produktionskosten ausdrückt. Sie ist von Cournot auch nur zur Behandlung von Teilproblemen, nicht zum Aufbau eines Gesamtsystems verwendet worden; an der einzigen Stelle, wo er ein Gesamtproblem — das Problem des Nationalreichtums — mit dieser Technik angriff, ist er in primitive Widersprüche geraten. In einem System, das sich ausschliesslich auf die Markterscheinungen bezieht, wird diese Technik gewiss eine zentralere Rolle spielen können als in einem System, das darüber hinaus die Anatomie der Gesellschaft geben will. Aber als Hilfsmittel brauchbar ist sie auch in diesem.

Eine Verfeinerung der klassischen Analyse mit Hilfe der Cournotschen Technik könnte daher widerspruchsfrei gelingen; und oft sieht es so aus, als habe Marshall geglaubt, gerade dieses zu leisten. Während er die Brauchbarkeit der Cournotschen Analyse durch Einführung des Begriffs der Nachfrage-Elastizität wesentlich verbessert hat, findet er für die fiktive Zurückführung der Nachfrage auf die individuellen Konsumpläne, die die Grenznutzenlehre vornimmt, in seinem System wenig Verwendung. Er betont, dass Dupuits' Leistung in dieser Richtung weit weniger wichtig sei als die vorhergehende Leistung Cournots. Er erwähnt in seiner frühen Arbeit über Werttheorie die individuellen Nachfragefunktionen überhaupt nicht, und er macht auch in der Skizze seines Gleichungssystems im mathematischen Anhang der „Principles“ von ihnen keinen Gebrauch.

Aber obwohl Marshall an den logischen Grundlagen des grenznutzerischen Systems so geringes Interesse zeigt, steht er doch in der entscheidenden Frage auf dem Boden dieses Systems. Gleich nach Cournot nennt er als wichtigen Einfluss auf sein Denken Thünen, den Begründer der Grenzproduktivitätslehre in ihrer ersten rohen Form. Der Name Thünen steht hier als Anzeige für die grundsätzliche Art, an die Verteilungsprobleme heranzugehen, die der ganzen modernen Theorie gemeinsam ist: die Auffassung von der Parallelität der Produktionsfaktoren in der Werttheorie und der Aufbau der Verteilungstheorie von der Markttheorie her. Diese Auffassung ist aber der apologetische Kern, der — von Say herkommend — das Strukturbild der modernen Theorie von der Wirtschaft bestimmt.

Bei den konsequenten Systematikern der modernen Theorie hat die logische Durcharbeitung dieses Strukturbildes zur Abwendung von allen Problemen der ökonomischen Wirklichkeit, zu einem Wechsel des Gegenstandes der Ökonomie geführt. Marshall aber versucht, mit dem Strukturbild der Modernen den

Gegenstand der Klassiker zu erfassen. Sein Werk wird dadurch zur Probe aufs Exempel auf den Erkenntniswert der modernen Theorie, zur Probe, wie weit Wirklichkeitserkenntnis mit ihrem Begriffsgebäude möglich ist. Tatsächlich hat der Widerspruch zwischen der Struktur des Gegenstandes und der Struktur der Theorie zur schliesslichen Auflösung der Marshallschule geführt.

Für Marshall wurde dieser Widerspruch verdeckt durch die systemneutrale Cournotsche Technik, die die disparaten Elemente zusammenklammern musste. Die Marktgesetze erscheinen ihm als das neutrale Terrain, auf dem sich die Geltungsbereiche entgegengesetzter Theorien objektiv abgrenzen lassen, ohne dass eine grundsätzliche Entscheidung notwendig wäre. Doch die Abgrenzung ist nur scheinbar — die Tragweite der verwendeten Begriffe geht über den Rahmen der Marktanalyse hinaus, in das Gebiet, wo ihr Widerspruch deutlich wird, der dem Widerspruch zwischen den apologetischen Voraussetzungen und den Erkenntniszielen des Systems entspringt : ins Gebiet der tragenden Strukturvorstellungen der Wert- und Verteilungstheorie.

Vor aller werttheoretischen Analyse beschreibt Marshall die Organisation der Wirtschaft, die er untersucht, und die Kräfte, die in ihr wirksam sind. Es ist das Bild einer kapitalistischen Wirtschaft in nicht mathematisch gleichförmigem, doch kontinuierlich gleichmässigem Wachstum. Es gipfelt in der Gegenüberstellung der historischen Tendenzen zum abnehmenden und zunehmenden Ertrag, des Gegeneinanderwirkens des Widerstandes, den die Natur der menschlichen Bemühung entgegensetzt, und des Fortschritts der Produktion, den Technik und Organisation der menschlichen Arbeitsteilung hervorbringen. In diesen Rahmen sollen die Marktgesetze eingezeichnet werden. Die Stufen der Abstraktion, in denen er sie entwickelt, sind nicht Fiktionen erdachter Wirtschaftssysteme, wie bei den konsequenten Grenznutzlern, sondern Ausschnitte aus diesem Gesamtbild der Wirklichkeit.

Und dennoch ist ein fiktives Element von vornherein in die Konstruktion eingebaut. Zunehmender und abnehmender Ertrag werden definiert als ein Verhältnis von Produktmenge und Realkosten, und Realkosten sind hier keine technische, sondern eine psychologische Grösse : die Anstrengungen und Opfer, die die Produktion erfordert. Es handelt sich um die Entwicklung der gesellschaftlichen Produktivität, im Grunde eine technische Relation. Marshall erkennt das klar genug, um die Messung in Geld als unzulässig zu erklären, auf eine reale Grösse zurückgehen zu wollen. Doch die technische Reduktion auf einen gesellschaftlichen Kostenfaktor, die Arbeit, ist durch die apologetische Voraussetzung ausgeschlossen — es muss ein Kostenmass gefunden wer-



den, das Lohn- und Zinskosten als gleichberechtigt erscheinen lässt. Der Zins ist für Marshall der Preis des Opfers, des Wartens, des Konsumaufschubs; die Definition der Realkosten als Opfer und Anstrengungen leistet also zunächst das Gewünschte. Sie legt jedoch den Grund für die meisten Widersprüche des Marshallschen Systems.

Marshall geht also an die Darstellung der Markttheorie mit der Voraussetzung heran, dass die Balance von Bedürfnissen gegen Opfer und Anstrengungen die eigentliche Aufgabe des Marktes sei. In der Markttheorie selbst versucht er jedoch keine systematische Reduktion der Preise auf diese angeblichen letzten Ursachen; er nimmt die Nachfrage als effektive Nachfrage, die Kosten als Geldkosten, wie sie der Unternehmer in seiner Kalkulation vorfindet, und untersucht naiv (z.B. mit der selbstverständlichen Annahme, dass alle Auslagen und Eingänge zu dem Zeitpunkt, für den sie verglichen werden, als verzinst oder diskontiert gerechnet werden müssen), aber unbefangen, das heisst ohne den Versuch, die ideologischen Voraussetzungen zu beweisen, die unmittelbaren Bestimmungsgründe von Angebot und Nachfrage. Als erster unter den modernen Theoretikern hat er vor allem die Angebotsseite systematisch untersucht, die Analyse der Kosten und der Einzelunternehmung von diesem Standpunkt durchgeführt.

Man muss bei Marshall, dessen Darstellung sich stets um Übereinstimmung mit der täglichen Erfahrung des Unternehmers bemüht, zwischen der Stufenfolge der Abstraktion und der Stufenfolge der Darstellung unterscheiden. Für ihn selbst ist die grundlegende Stufe der Abstraktion der stationäre Zustand, in dem nicht nur Preise und Mengen der Produkte, sondern auch Preise und Mengen der Produktionsfaktoren sich wechselseitig im Gleichgewicht halten. Für die Darstellung beginnt er jedoch mit dem Grenzfall des reinen Nachfragepreises, dem Momentangleichgewicht auf dem Markt eines einzelnen Konsumgutes, wo die Kosten keine Rolle spielen, weil das Angebot fixiert oder nur durch subjektive Reservepreise der Verkäufer begrenzt ist.

Von dem Grenzfall des reinen „Marktwertes“ schreitet die Darstellung durch Ausdehnung der Zeit, die für die Auswirkung der Gleichgewichtstendenzen gegeben wird, stufenweise zum „normalen Wert“ fort, in dessen Bestimmung auch die Produktionskosten eingehen. Die Kosten beeinflussen den Wert, soweit sie das Angebot beeinflussen; welche Kosten das Angebot beeinflussen können, hängt von der Dauer der betrachteten Anpassungsperiode ab. Ist die Periode so kurz, dass die Produktionsmenge nur mit gegebenen fixen Anlagen, ständigem Personal etc. variieren kann, so muss der Preis nur die laufenden, mit der Menge variierenden

Kosten der letzten nachgefragten Produkteinheit decken; die fixen Kosten sind in der kurzen Periode nicht preisbestimmend, sondern der Ertrag der fixen Ausgabenposten ist preisbestimmt als Überschuss des Preises über die laufenden Durchschnittskosten, er hat die Natur einer Quasirente. Im selben Mass, wie dies Gleichgewicht provisorisch ist, ist es aber auch unbestimmt, da Erwartungen der Unternehmer auf Änderung der Marktlage den kurzfristigen Angebotspreis beeinflussen können. Erst wenn die Periode lang genug ist, um Entscheidungen über den Umfang der festen Anlagen und des ständigen Personals einzuschliessen, muss der Preis alle Produktionskosten decken (die für M. auch Verzinsung des Kapitals und Unternehmerlohn einschliessen können), und erst hier, beim normalen Wert langer Perioden, wird die Vorstellung eines allgemeinen Gleichgewichts sinnvoll, sofern der gesellschaftliche Bestand an Produktionsfaktoren als gegeben angenommen wird. Lässt man endlich den Ausnutzungsgrad dieser Faktoren, z.B. Dauer und Intensität des Arbeitstages, mit der Entlohnung variieren, so kann man auch sagen, dass hier die Geldkosten den „Realkosten“ entsprechen.

Aber Marshall hat von den Klassikern gelernt, dass auch ökonomisch bedingte Variationen in der Menge der Produktionsfaktoren selbst auftreten, die für die säkulare Entwicklungstendenz der Wirtschaft entscheidende Bedeutung haben. Es gibt einen Reproduktionspreis des qualifizierten Arbeiters und auch des einfachen Arbeiters von gegebenem Kulturstandard. Es gibt, so glaubt er, bei gegebener Reichumsverteilung und allgemeinen Lebensgewohnheiten auch einen und nur einen Zinssatz, der das Angebot von Sparkapital konstant hält, das Nettosparen der Gesellschaft gleich Null macht. Nur der Naturfaktor bleibt von selbst konstant; die Mengen der anderen Faktoren sind, hinreichende Zeit gegeben, abhängige Variable des ökonomischen Systems. Erst wenn Lohn und Zins die Werte erreicht haben, die bei gegebenen allgemeinen Bedingungen diese Mengen konstant halten, ist ein endgültiges Gleichgewicht, ein stationärer Zustand erreicht.

Marshall bezeichnet diesen Zustand ausdrücklich als eine Hilfskonstruktion, um die volle Auswirkung der Gleichgewichtstendenzen zu zeigen. In jedem gegebenen Moment strebt die Wirtschaft einem solchen Zustand zu; aber lange, bevor er erreicht werden könnte, haben sich mit den technischen Bedingungen auch Kostenstruktur, Verteilung, Konsumrichtung, allgemeines Wohlstandsniveau und Kulturstandard verändert und damit auch der mögliche stationäre Zustand. Das Bild einer kontinuierlich wachsenden Wirtschaft gibt daher eine bessere Annäherung an die Wirklichkeit; und für die praktischen Probleme, die sich der

ökonomischen Theorie stellen, genügt es meist, einen Teilausschnitt aus diesem Bild und seine Tendenz zum partiellen Gleichgewicht zu untersuchen.

Diese Abgrenzung der Rolle der Kosten unter verschiedenen Annahmen über die Dauer der Anpassungsperiode bildet eine immanente Kritik der grenznutzlerischen Einwände gegen die Klassiker, die sich auf Beispiele von Momentanmärkten berufen, um die Nachfrage als einzigen „allgemein“ wirkenden Bestimmungsgrund zu erweisen: Marshalls Darstellung zeigt die Sinnlosigkeit einer allgemeinen Formel für Erscheinungen, die auf verschiedenen Ebenen liegen. Sie bildet weiter durch die Behandlung der Mengen von Kapital und Arbeit als Variable des ökonomischen Systems eine immanente Kritik der „statischen“ Gesichtsfeldeinschränkung, der Reduktion der Ökonomik auf eine Wahlhandlungslehre. Sie stellt in der Tat eine ausgebaute und zum Teil mathematisch präzierte Wiederaufnahme der spätklassischen Produktionskostentheorie dar, doch sie leidet gleich dieser an der Schwäche, dass sie es nicht mehr wagt, die Produktionskosten des Marktes auf zu Grunde liegende Arbeitswerte zurückzuführen. Endlich widerlegt sie immanent Marshalls eigene Versicherung, dass die Opfer und Anstrengungen, die „Realkosten“, die gesellschaftliche Grundlage der Geldkosten seien, denen diese im stationären Zustand entsprechen müssten.

Denn wenn man schon den Zins im stationären Zustand, also den Preis des Null-Sparens, als Preis eines Opfers bezeichnen will, insofern er auch der Preis des Nichtaufzehrens von Ersparnissen ist, so ist doch der Lohn im stationären Zustand eindeutig als Reproduktionspreis des Arbeiters bei gegebenem Kulturstandard bestimmt — also nicht psychologisch, sondern gesellschaftlich, ökonomisch und selbst physiologisch. Nur bei fest gegebener Arbeiterzahl könnte der Preis der Anstrengung als letzter Bestimmungsgrund des Lohnes erscheinen; erkennt man an, dass die Arbeiterzahl ökonomisch abhängige Variable ist, wird das unhaltbar. Entweder muss diese Erkenntnis, und damit nicht nur die Hilfskonstruktion des stationären Zustandes, sondern der ganze Blick auf das Feld des wirtschaftlichen Wachstums aufgegeben werden — oder sie wird festgehalten, und dann geht der psychologische Parallelismus von Lohn und Zins in die Brüche, den der Begriff der Realkosten ausdrückt. Wir stoßen hier zum ersten Mal auf den Widerspruch zwischen Marshalls Gegenstand und seinen Kategorien.

Derselbe Widerspruch zeigt sich, wenn man die negative Seite des Realkostenbegriffs, die Ausschaltung der Rente, betrachtet. Vom Standpunkt des stationären Zustands ist in der Tat einzusehen,



dass „die ursprünglichen und unzerstörbaren Kräfte des Bodens“ keinen Reproduktionspreis haben. Aber vom Standpunkt des psychologischen Opfers steht nichts im Wege, dass der Grundbesitzer sich seinen Verzicht auf die Anlage von Gärten und Jagdgeländen bezahlen lässt. Walras' statisches Gleichungssystem lässt konsequent den Nutzen des Selbstgebrauchs jedes Produktionsfaktors den Reservepreis seines Besitzers bestimmen. Auch die Ausschaltung der Rente, die Marshall für seine Entwicklungstheorie braucht, ist mit der Psychologisierung der Realkosten also nicht durchzuführen. Der Versuch, Seniors Konstruktion in ein System einzubauen, enthüllt alle ihre logischen Schwächen.

Die Untersuchung von Angebot und Nachfrage führte Marshall zur Abgrenzung der Rolle der Kosten im Gesamtsystem. Die Untersuchung, wie sich die jeweils relevanten Kosten bestimmen, führt ihn zur Analyse der Kalkulation der einzelnen Unternehmung. Dasselbe Produkt kann mit verschiedenen Methoden hergestellt werden, das heisst mit verschiedenen Kombinationen von Produktionsfaktoren; Gleichgewicht wird erst zustande kommen, wenn unter allen beim gegebenen Stand der technischen Kenntnisse möglichen Kombinationen diejenige verwandt wird, die ein Minimum an Kosten verursacht. Dies Prinzip der Substitution effizienterer für weniger effiziente Kombinationen wirkt nun durch die Aktion des Einzelunternehmers. Doch die Unternehmungen produzieren unter verschiedenen günstigen Naturbedingungen, mit verschieden guter Leitung und daher Anpassung an die Möglichkeiten des Produktionszweiges etc. Marshall konzentriert daher seine Aufmerksamkeit auf eine typische Unternehmung. Diese muss die für den Produktionszweig typischen Ersparnismöglichkeiten haben, sowohl soweit sie durch die Gesamtentwicklung des Marktes und der Zufuhr der Produktionselemente, wie soweit sie durch die innere Struktur des Betriebes bedingt sind; sie muss mit normaler Fähigkeit geleitet sein und darf nicht unter Ausnahmbedingungen der Gründungsperiode oder des Niederganges stehen; und sie darf endlich keine natürlichen Sondervorteile haben. Sie muss also in ihren technisch-organisatorischen Bedingungen durchschnittlich, in ihren Naturbedingungen marginal sein. Dann enthalten ihre Kosten keine Rente, sondern sind die normalen Grenzkosten des Produktionszweiges — die Kosten, die der Preis decken muss, wenn der Produktionszweig in der langen Periode seinen Umfang beibehalten soll.

Auch diese Bestimmung der gesellschaftlich relevanten Kosten durch den technisch-organisatorisch typischen, den Naturbedingungen nach marginalen Betrieb entspricht der klassischen Tradition. Sie ist denn auch von neueren Theoretikern angegriffen

worden : im Gleichgewicht müsse auch der marginale Unternehmer noch angemessen entlohnt werden, die anderen Befähigungsrenten erhalten. Dieser auf konsequent statischen Vorstellungen beruhenden konsequenten Apologetik antworten die Marshallianer mit dem Hinweis, dass in der Wirklichkeit ständig ausfallende marginale, d.h. unfähige Unternehmer durch andere desselben Kalibers ersetzt werden und der Preis niemals durch die Kosten der schlechtest geleiteten Unternehmungen bestimmt ist. Wo kein absolut beschränktes Angebot, — und an Bankrotteuren fehlt es nie — da keine Rente. Dasselbe Argument kann auch so ausgedrückt werden, dass der Preis genügen muss, um Unternehmer anzuziehen, die auf durchschnittlichen Erfolg rechnen — nicht, um sie unabhängig von ihrer Fähigkeit gegen Misserfolg zu versichern.

Wichtiger ist ein anderes Problem, das diese Art der Analyse aufgeworfen hat : die Bestimmung der Grösse der Einzelunternehmung. Die optimale Kombination der Produktionsfaktoren bedeutet nur eine optimale Proportion. Diese kann eine Mindestgrösse bestimmen, soweit Produktionselemente unteilbar sind und unter dieser Grösse nicht rentieren. Es könnte jedoch, wenn einmal die optimale Kombination erreicht ist, jedes ganze Vielfache der Mindestgrösse die gleichen Minimum-Kosten haben. Die Grösse des Einzelbetriebs und daher die Anzahl der Betriebe, die in einem Produktionszweig im Gleichgewicht nebeneinander bestehen können, wäre daher unbestimmt.

Für Marshall taucht dieses Problem nicht auf — er nimmt an, dass die Grösse des Einzelbetriebs durch wachsende Transportkosten begrenzt wird, wenn er für einen weiteren Markt produzieren will. Aber für die abstrakten Mathematiker ist das eine Abweichung von der Annahme freier Konkurrenz-Teilmärkte statt eines einheitlichen Marktes. Auf der anderen Seite ist die Lösung vorgeschlagen worden, dass der Faktor „Unternehmer-Fähigkeit“ in jedem Betrieb einmalig ist und oberhalb jeweils gegebener Grösse nur mit abnehmendem Ertrag verwendet werden kann; aber eine Unternehmerfunktion der Entscheidung, die in einer Person konzentriert sein muss, existiert nicht unter „statischen“ Bedingungen. Entweder muss man also auf die Statik oder auf die freie Konkurrenz verzichten, oder die Betriebe wachsen trotz Statik und freier Konkurrenz ins Unbestimmte und gelangen nie ins Gleichgewicht. Das „Problem“ ist im Anschluss an die Marshall-Analyse entdeckt worden, aber es besteht ebenso für Walras mit seinem funktionslosen Unternehmer und seinen gegebenen Produktionskoeffizienten, der auch wohlweislich auf die Bestimmung der Betriebsgrösse verzichtet. Der Marshallianer Shove hat darauf hingewiesen, dass man solche Störungen der idealen Konkurrenz,

wie Transportkosten und alles, was den Einfluss des gegebenen Anfangszustandes auf das Gleichgewicht ausmacht, nicht sinnvoll aus der Theorie eliminieren kann; aber auch er hat nicht den entscheidenden Punkt herausgearbeitet.

Dieser Punkt ist die Begrenztheit des Kapitals jeder gegebenen Unternehmung. Technische Faktoren wie Transportkosten und innerbetriebliche Organisationsschwierigkeiten mögen jeweils eine optimale Betriebsgrösse bestimmen, nicht aber eine optimale Unternehmungsgrösse. Die Unternehmung ist charakterisiert durch ihr Kapital; auch das Mass, in dem sie es durch Kredit erhöhen kann, ist durch die Höhe des Eigenbestandes begrenzt. Daher existieren stets verschiedene Unternehmungsgrössen nebeneinander, und mit der allgemeinen Kapital-Akkumulation wächst die Durchschnittsgrösse auch unabhängig vom technischen Fortschritt. Aber diese einfache Tatsache kann die Fiktionsökonomie nicht „theoretisch“ zur Kenntnis nehmen. Für sie ist das Kapital ja ein gemieteter Produktionsfaktor wie die anderen und hat nichts mit der Identität der Unternehmung zu tun. Jedes Individuum ohne Kapitalbesitz ist in der Fiktion dieser Ökonomen ein potentieller Unternehmer; der Kredit ist unbegrenzt, und das unter statischen Bedingungen: das Malheur ist nur, dass, wenn jeder ein potentieller Unternehmer ist, auch jeder potentiell ein unbegrenzter Unternehmer ist, mit potentiell unbegrenzter Überproduktion. Ganz abgesehen davon, dass er unter statischen Bedingungen eigentlich überhaupt kein Unternehmer ist und die Identität der Unternehmung ausschliesslich in einer Person liegt, die als solche nicht zählt.

Von den Widersprüchen der statisch-mathematischen Theorie, die Marshalls detailliertere Analyse ans Licht bringt, kehren wir zu dessen eigener Lehre zurück. Wir nehmen an, dass für die repräsentative Unternehmung nicht nur die optimale Produktionsmethode, sondern auch die optimale Betriebsgrösse bestimmt werden kann, für die die Kosten pro Einheit des Produkts ein Minimum sind. Dann kann der Angebotspreis als Funktion der Produktmenge bestimmt, also entsprechend der Nachfragekurve eine Angebotskurve des Produktionszweigs gezeichnet werden. Der Angebotspreis ist stets gleich den Grenzkosten, also den Einheitskosten der kleinsten Menge, um die die Produktion technisch und ökonomisch variiert werden kann. Die Grenzkosten werden in der jeweils repräsentativen Unternehmung bestimmt, enthalten also keine Rente. Sie bestimmen nicht einseitig den Preis, insofern die Nachfrage mitbestimmt, wo die Grenze liegt, bis zu der der Produktionszweig als Ganzes und jeder einzelne Betrieb die Produktion ausdehnt. Je nach der betrachteten Anpassungsperiode sind die relevanten Grenzkosten verschieden: im Gleichgewicht



der langen Periode müssen sie für die repräsentative Unternehmung mit den Durchschnittskosten übereinstimmen, da diese nur dann auf dem Minimum stehen; und für jede andere Unternehmung im Gleichgewicht, die bis zu den gleichen Grenzkosten produziert, müssen die Durchschnittskosten diesen durch Rente angeglichen werden, da sonst neue Betriebe auftreten würden. In der kurzen Periode können dagegen die Grenzkosten von den Durchschnittskosten nach oben oder unten abweichen, was die Höhe der „Quasi-Rente“ bestimmt. Im Gleichgewicht der kurzen Periode haben die Grenzkosten stets steigende Tendenz, d.h. mit gegebenem Produktionsapparat ist Ausdehnung aus dem Gleichgewicht nur zu steigenden Kosten möglich. In der langen Periode, wo der Produktionsapparat selbst angepasst werden kann, sind dagegen nach Marshall auch fallende Kosten denkbar. Damit kommen wir zu der wichtigsten und umstrittensten Anwendung seiner Theorie: der Lehre vom zu- und abnehmenden Ertrag einzelner Industrien.

Wenn eine Industrie ihr Angebot nur zu steigenden Kosten erhöhen kann, hat sie abnehmenden, wenn Ausdehnung zu sinkenden Kosten möglich ist, hat sie zunehmenden Ertrag. Abnehmender Ertrag muss aus technischen Gründen auftreten, wenn Produktionsfaktoren ungleichmässig vermehrt werden, sodass die optimale Proportion gestört wird; bei gegebener Technik muss das auf Grund der relativen Konstanz des Produktionsfaktors Boden in allen Industrien der Fall sein, in denen dieser Faktor eine entscheidende Rolle spielt. Zunehmender Ertrag kann ohne technischen Fortschritt im Sinne neuer Erfindungen, einfach aus der fortschreitenden Arbeitsteilung entspringen, die Erweiterung des Marktes ermöglicht, d.h. aus dem gesamtwirtschaftlichen Wachstumsvorgang als solchem. Denn die Erweiterung des Marktes ist ja nur eine Seite der Erweiterung der Produktion selbst.

Auch diese Gegenüberstellung der Industrien mit steigender und fallender Angebotskurve hat Marshall von Cournot übernommen, und die Existenz der zweiten ist für ihn geradezu die charakteristische Besonderheit des Angebots. Die Unterscheidung ist jedoch nur in einer wachsenden Wirtschaft sinnvoll. Unter statischen Annahmen kann sich jede Industrie nur ausdehnen, indem sie anderen Industrien Faktoren entzieht, also zu steigenden Kosten. Das Problem wird in der Statik, wie alles, zu einem reinen Wahlproblem; die Erscheinung, die Marshall eigentlich interessiert, tritt hier gar nicht auf. Marshall war sich der Beziehung des Problems auf die wachsende Wirtschaft auch soweit bewusst, dass er auf die Schwierigkeit hinwies, den zunehmenden Ertrag in ein statisch mathematisches System einzubauen, auf seinen

Zusammenhang mit dem Problem des ökonomischen Fortschritts, auf den „irreversiblen“, also historischen Charakter einer fallenden Angebotskurve. Dennoch musste die Kurvendarstellung, die gewöhnlich nur für gleichzeitige Möglichkeiten eines gegebenen Marktes angewandt wird, statische Missverständnisse hervorrufen. Und er selbst hat solche Missverständnisse entscheidend begünstigt, indem er die Einteilung in Industrien ab- und zunehmenden Ertrages mit dem Maximum-Theorem verknüpfte.

Marshall sah die gesamte Entwicklung der Wirtschaft als Entwicklung der gesellschaftlichen Produktivität im Kampf zwischen den Tendenzen zu abnehmendem und zunehmendem Ertrag. Wenn in manchen Produktionszweigen die eine, in andern die andere stärker ist, so ist es für die Entwicklung der Produktivität nicht gleichgültig, nach welcher Richtung die Nachfrage sich stärker wendet. Es ist gesellschaftlich vorteilhaft, die Nachfrage durch Staatsmassnahmen zu den Industrien zunehmenden Ertrages hinzuleiten. Und derselbe Vorteil kann auch von der Angebotsseite her erreicht werden, indem man Industrien abnehmenden Ertrages besteuert, und solche zunehmenden Ertrages prämiiert.

Dies ist die Bestimmung des Orts sozial berechtigter Staatseingriffe in die freie Konkurrenz, der Marshalls ganzes System zustrebt und um die später endlose Diskussionen entbrannt sind. Marshall stand nun so weit unter dem Eindruck der Gedanken der allgemeinen Gleichgewichtstheorie, dass er die Bestimmung dieses Orts sich nur als Bestimmung von Ausnahmen vom Maximum-Theorem vorstellen konnte. Er bestreitet nicht die Geltung jenes formalen Maximum-Theorems, für das Maximum und Gleichgewicht per definitionem zusammenfallen. Aber inhaltlich macht er nicht nur die Möglichkeit einer Verteilungsänderung zu Gunsten der ärmeren Klassen, sondern auch die einer Umlenkung der Produktion zu den Industrien zunehmenden Ertrages hin als Ausnahme geltend. Natürlich würde auch diese Umlenkung selbst eine Verteilungsänderung bedeuten, insofern sie durch Steuern und Prämien erfolgt. Sie kann nicht eine Ausnahme vom Maximum-Theorem im strikten Sinne sein — eine Änderung, die für einen Teil der Wirtschaftssubjekte vorteilhaft und für keines nachteilig ist. Aber dennoch wäre sie nicht nur für die begünstigten Produktionszweige, sondern gesamtgesellschaftlich vorteilhaft. Der Vorteil besteht in der günstigeren Entwicklung der gesellschaftlichen Produktivität. Wie kann er begrifflich erfasst werden, wenn das strikte Maximum-Theorem nicht auf ihn passt? An diesem Problem ist die Marshall-Schule gescheitert.

Die direkte Messung der gesellschaftlichen Produktivität, der Vergleich zwischen Produktenmenge und gesellschaftlichen Kosten

ist in Marshalls System so wenig möglich, wie sonst in der modernen Theorie; sie würde die Reduktion der Kosten auf ein einheitliches gesellschaftliches Mass, d. h. die Rückkehr zur Arbeitswerttheorie erfordern. Die Realkosten, zu denen er die Produktenmenge in Beziehung setzt, wenn er die Ertragsgesetze definiert, sind das Aggregat der für die Produktion aufgewandten Opfer und Anstrengungen vieler Personen. Diese Grössen sind an sich nicht kommensurabel, erst im Geldausdruck reduzieren sie sich auf ein gemeinsames Mass. Da die Grenzkosten, die den Angebotspreis bestimmen, im Gleichgewicht keine Rente erhalten, kann die Bewegung der Angebotspreise bei Ausdehnung der Produktion als Index für die Bewegung der Realkosten dienen.

Dass die Subventionierung von Industrien fallenden Angebotspreises und die Besteuerung von solchen steigenden Angebotspreises gesellschaftlich vorteilhaft ist, kann nun durch quantitativen Vergleich der Kosten der Prämien mit dem Gewinn der Konsumenten im ersten Fall, des Ertrags der Steuer mit dem Verlust der Konsumenten im zweiten Fall gezeigt werden. Der Gewinn oder Verlust der Konsumenten besteht in der Vergrösserung und Verkleinerung der sogenannten Konsumentenrente. Dieser Hilfsbegriff, der auf der Konsumseite dem Begriff der Realkosten auf der Produktionsseite entspricht, bekommt hier seine Funktion im Marshallschen System. Die Konsumentenrente ist der Tauschgewinn derjenigen Käufer, die bereit gewesen wären, mehr als den tatsächlichen Marktpreis für das gekaufte Gut zu zahlen; sie ist also gleich der Differenz zwischen Nachfragepreis und Marktpreis. Fällt der Preis, so treten nicht nur neue Käufer auf, sondern die alten realisieren eine erhöhte Konsumentenrente; steigt er, so fallen nicht nur Grenzkäufer aus, sondern die Konsumentenrente der verbleibenden Käufer wird vermindert. Die Konsumentenrente ist also der Geldausdruck eines Aggregates von Tauschgewinnen, d. h. von subjektiven Befriedigungszuwächsen. In dieser Eigenschaft wird der Vergleich ihrer Veränderung mit dem Prämienaufwand bzw. Steuerertrag als Mass des gesellschaftlichen Vorteils dieser Massnahmen verwandt.

Dies ist Marshalls eigene Lösung des Problems. Ihre Schwäche liegt darin, dass die Begriffe der Realkosten und der Konsumentenrente vom Standpunkt der modernen Theorie selbst widerspruchsvoll sind. Beide summieren psychische Grössen verschiedener Personen, was methodisch unzulässig ist. Marshall, dieser Schwierigkeit bewusst, berief sich darauf, dass er nur den Geldausdruck verwende, und dass dieser als praktisch hinreichendes Mass zu akzeptieren sei, vorausgesetzt, dass die Personen, deren Befriedigungen oder Opfer summiert werden, annähernd der gleichen



Einkommensklasse angehören; dann nämlich kann angenommen werden, dass gleiche Geldbeträge für sie annähernd die gleiche psychische Bedeutung haben. Dies ist aber bei der Gesamtheit der Käufer eines Konsumgutes selten, bei den Lohn- und Zinsempfängern, auf die sich die Realkosten beziehen, niemals der Fall. Der Einwand besteht mithin zu Recht.

Andere Einwände kommen hinzu. Eine einfache Überlegung zeigt, dass die Konsumentenrenten, die ein Individuum mit Bezug auf verschiedene Güter realisiert, sich in seinem Haushalt nicht addieren; wir alle wären sonst Millionäre auf Grund dessen, was wir nicht ausgeben. Die fragliche Denkform gehört wesentlich der Analyse eines Teilmarktes an und ist gerade für die Wirkung auf die Gesamtgesellschaft nicht brauchbar. Vor allem aber musste aus Gründen, die schon gezeigt wurden, die Ausschaltung der Rente aus den gesellschaftlichen Kosten, die im Begriff der Realkosten liegt, vom Standpunkt der modernen Theorie als willkürlich erscheinen. Im Rahmen dieser Theorie liess sich ja nicht klar machen, dass es sich um ein Problem der Entwicklung der Produktivität handelt!

Marshalls Schüler und Nachfolger Pigou hat daher eine neue Formulierung desselben Gedankens durchgeführt und unter den Angriffen der Kritik immer weiter umformuliert, die die Realkosten nicht mehr und die Konsumentenrente nur implicite enthält. Er geht davon aus, dass die Tendenz der freien Konkurrenz zum Maximum darauf beruht, dass sie die Grenzprodukte aller Investitionen ausgleicht. Dies sind jedoch nur die privaten Grenzprodukte, und ein gesellschaftliches Maximum kann nur erreicht werden, wenn auch die sozialen Grenzprodukte der Investitionen ausgeglichen werden, wenn sie also mit den privaten zusammenfallen. Unter den Fällen, in denen dies nicht geschieht, das soziale Maximum also nicht erreicht wird, nehmen nun die Fälle steigenden oder fallenden Angebotspreises eine zentrale Stellung ein. Ermöglicht die Ausdehnung eines Produktionszweiges eine Senkung des Angebotspreises, so gewinnt die Gesellschaft dadurch, ohne dass die Produzenten verlieren; das soziale Grenzprodukt überschreitet hier das private. Ist dagegen eine Ausdehnung nur zu steigendem Angebotspreis möglich, so hat die Gesellschaft einen Verlust in der Höhe der Preissteigerung der bisherigen Produktmenge, dem kein Gewinn der Produzenten entspricht; das soziale Grenzprodukt ist kleiner als das private. Um die Übereinstimmung von privatem und sozialem Grenzprodukt zu sichern, müsste der Preis der Einheit immer gleich dem Zuwachs der Preissumme sein, den die Erhöhung der Produktion um diese Einheit verursacht; aber dieser „Grenzan-

gebotspreis“ stimmt mit dem wirklichen Angebotspreis nur im Fall der konstanten Kosten überein.

Diese Formulierung, die den Marshallschen Gedanken weit stärker in den Rahmen des statischen Maximum-Denkens zwingt und an die oben besprochenen Ausnahmen vom Maximum, die Pareto zulässt, erinnert, ist von der Kritik jedoch erst recht durchlöchert worden. Zunächst wurde sie für den Fall des abnehmenden Ertrages, also des steigenden Angebotspreises, von amerikanischen Kritikern mit dem Argument angegriffen, dass die Preissteigerung des bisherigen Produktes offenbar durch einen Zuwachs an Rente mit der Produktionssteigerung verursacht werde, dass also der Verlust der Konsumenten durch Gewinn der Grundbesitzer ausgeglichen würde und mithin von einem Verlust der Gesellschaft, abgesehen vom Verteilungsproblem, nicht die Rede sein könne. Es handle sich um eine reine Übertragung von Einkommen, nicht um eine Beschränkung der Produktion. Zwölf Jahre nach dem Erscheinen dieser Kritiken gab Pigou das zu. Eine Steigerung der Kosten könne entweder aus einer Steigerung der Preise der Produktionsfaktoren oder aus einem Übergang zu unergiebigere Kombinationen solcher Faktoren resultieren.

Der zweite Fall, technischer Rückschritt, sei praktisch kaum vorstellbar, der erste bedeute keinen gesellschaftlichen Verlust, nur Übertragung von Einkommen. Der Fall des abnehmenden Ertrages könne also als Ausnahme vom Maximum-Theorem gestrichen werden, ausser etwa, wenn man das nationale Maximum betrachte und die fragliche Rente an ausländische Grundbesitzer gezahlt werde oder im Preis ausländischer Rohstoffe enthalten sei.

Diese Preisgabe der Marshallschen Position ist tatsächlich unnötig und lediglich durch Begriffsverwirrung bedingt. Die beiden „Fälle“ sind voneinander nicht unabhängig; wenn die Grundrenten mit steigender Produktion steigen, so wird deshalb zu intensivieren, weniger ergiebigen technischen Kombinationen übergegangen. Nur ein Teil der Verteuerung ist also Rentenzuwachs; der Rest ist dadurch bedingter, erhöhter Kapital- und Arbeitsaufwand. Es steigen also tatsächlich die Marshallschen Realkosten, oder, rationell ausgedrückt, das Steigen der Grundrente erzwingt eine Senkung der gesellschaftlichen Produktivität. Pigou hat sich vom Ausgangspunkt des Marshallschen Denkens so weit entfernt, dass er dies übersehen hat, selbst in der mathematischen Darstellung; er differenziert eine Funktion zweier Variablen der Reihe nach nach beiden, ohne zu bemerken, dass diese untereinander abhängig sind. Die Ursache der Verwirrung ist schon in Youngs Kritik von 1913 richtig aufgezeigt: für den technischen Vergleich, der beabsichtigt ist, fehlen Pigou die Begriffe, und ein Vergleich von

Geldgrössen hat keine gesellschaftliche Bedeutung. Sobald Pigou zugab, dass im Fall einer durch die Ausdehnung bedingten Preisverschiebung der Kostenelemente die Kostenkurve unbestimmt werde, der abnehmende Ertrag nicht mehr eindeutig zu definieren sei, war die Position verloren.

Mit anderen Argumenten wurde der Fall der steigenden Erträge angegriffen. Nach Marshall sollten sie auf den inneren und äusseren Ersparnissen beruhen, die der repräsentativen Unternehmung bei Ausdehnung des Produktionszweiges möglich würden. Marshall selbst hatte jedoch gezeigt, dass innere Ersparnisse im strikten Sinne, die nur von der Grösse des Einzelbetriebes abhängen, bei freier Konkurrenz im Gleichgewicht nicht mehr möglich sind. Zunehmender Ertrag kann unter diesen Voraussetzungen also nur auf äusseren Ersparnissen, d.h. auf einer Senkung gemeinsamer Kostenelemente für die ganze Industrie beruhen, die mit deren Ausdehnung eintritt — z.B. durch bessere Organisation der Zufuhr von Produktionselementen. Die Kritik bezweifelte die Bedeutung solcher Ersparnisse unter statischen Voraussetzungen, Pigou berief sich jedoch darauf, dass äussere Ersparnisse ihrerseits wieder eine bessere Organisation des Einzelbetriebs ermöglichen können, dass die optimale Grösse des Einzelbetriebs eine Funktion der Grösse des Produktionszweiges sein kann.

Aber wo können solche äusseren Ersparnisse entstehen? Erfindungen werden von Pigou ausdrücklich ausgeschlossen — sie sind neue Daten, keine automatischen Folgen der Ausdehnung. Aber worauf sonst beruht verbesserte Organisation? Nach Schumpeter setzen die äusseren Ersparnisse für die betrachtete Industrie innere Ersparnisse, d.h. aber eine Datenverschiebung in einem anderen Produktionszweig, stillschweigend voraus. Eben darauf beruhe der von Marshall anerkannte irreversible Charakter der fallenden Angebotskurve. Macht man diese Annahme nicht, so geht die bessere Zufuhr für die ausdehnende Industrie notwendig auf Kosten einer anderen und ist also nur zu steigendem Preis der Produktionselemente möglich.

Young hat versucht, aus dem Gewirr von Schwierigkeiten, in das die statische Konstruktion geführt hat, den ursprünglichen entwicklungsmässigen Sinn des steigenden Ertrags wieder herauszulösen. Nach ihm brauchen äussere Ersparnisse in keiner einzelnen Industrie innere zu sein, d.h. auf keinen Erfindungen zu beruhen. Sie können daraus entspringen, dass in dem sich ausdehnenden Komplex stärkere Arbeitsteilung möglich wird und zu industrieller Differenzierung führt. Er setzt die klassische Vorstellung vom Zusammenhang zwischen Ausdehnung des Marktes, weitergehender Arbeitsteilung und Wachstum der Produktivität



wieder in ihr Recht ein. Aber er liefert keine Begründung einer fallenden Kostenkurve für eine einzelne Industrie, die ja in dem Prozess der Arbeitsteilung ihre Identität verliert.

Nicht nur die zeitliche Beschränkung auf die Statik, auch die Beschränkung auf die einzelne Industrie scheint also unhaltbar. Die ganze Theorie der Erträge beruht auf der Unbestimmtheit des betrachteten Bereichs, wie es Straffa gezeigt hat. Je länger die Wirtschaft Zeit hat zu wachsen, und je geringer der Anteil am Gesamtvorrat der verschiedenen Produktionselemente ist, den die betrachtete Industrie verbraucht, um so eher sind steigende Erträge möglich — denn um so mehr wächst dieser Vorrat, und um so geringer ist die Entziehung von Produktionselementen aus anderen Verwendungen. Je kürzer die Zeit und je grösser der Anteil am Vorrat der verwandten Produktionselemente, desto stärker wird die Tendenz zu sinkenden Erträgen. Straffa schliesst, dass für eine gleichmässig wachsende Wirtschaft bei freier Konkurrenz kein Grund besteht, für einzelne Industrien andere als konstante Erträge anzunehmen, gemäss der Hypothese der alten Produktionskostentheorie. Schumpeters Behauptung universell abnehmender Erträge gilt notwendig für die Statik. Und für die Entwicklung, die Young schildert, sind steigende Erträge ebenso universell. Nur der Fall, auf den Pigous Theorie sich stützt, bleibt unauffindbar.

Das Auseinanderbrechen der disparaten Elemente des Marshall'schen Systems in der Ertragsdiskussion beleuchtet nicht nur die Natur dieses Systems, das die Kontinuität zwischen klassischer und moderner Theorie aufrechtzuerhalten suchte, sondern das wirkliche Verhältnis zwischen dem modernen System und den verschiedenen Elementen des klassischen Gedankenbaus. Marshall wiederholt und entwickelt in so entscheidenden Punkten Gedanken Seniors, und Senior selbst arbeitet noch so weitgehend mit klassischem Gedankenmaterial, dass die Frage sich aufdrängt, wie weit die Widersprüche, die hier sichtbar werden, schon in der klassischen Entwicklung angelegt waren. In der Tat geben die konsequenten modernen Theoretiker eine konsequent einseitige Lösung dieser Widersprüche auf Kosten der Wirklichkeit, während Marshall in ihnen verharret und sie allseitig entwickelt.

Die Arbeitswerttheorie hatte im klassischen System drei verschiedene Funktionen. Sie gab erstens einen Massstab des gesellschaftlichen Reichtums und der gesellschaftlichen Produktivität unabhängig von den Schwankungen der Preise und der Anteile der verschiedenen Klassen. Sie gab zweitens die Grundlage zum Verständnis des Verhältnisses der Klassen selbst, der Natur der Beziehungen, die sie im Produktionsprozess eingehen, und damit der Natur ihrer Revenuen. Und sie gab drittens einen Einblick

in den Mechanismus, der das Auf und Ab der Preise und das Verhältnis der Produktionsmengen der verschiedenen Produktionszweige zueinander regelt und diese in Übereinstimmung mit dem gesellschaftlichen Bedürfnis bringt, den Mechanismus von Angebot und Nachfrage.

Von der Funktion der Werttheorie in der Analyse der Klassenverhältnisse führt der Weg weiter zur Erkenntnis des historischen Charakters der kapitalistischen Produktionsweise und des Kapitals als ihrer Triebkraft. Von der Funktion der Werttheorie in der Analyse des Preismechanismus führt ein anderer Weg in die Einzelheiten der Kalkulation des Unternehmers und der Erscheinungen des Marktes. Auf diesem Weg gab es keine sozialen Widerstände, wohl aber viele technische Schwierigkeiten zu überwinden. Der Mechanismus des Marktes wurde mit der kapitalistischen Entwicklung immer komplizierter. Immer mehr zusätzliche Faktoren überdeckten die unmittelbare Wirkung des Wert-Gesetzes; und immer weniger trat die Klassennatur der Produktionsweise hier hervor. Während auf der einen Seite die Konsequenzen der Analyse der Klassenbeziehungen mit Hilfe der klassischen Theorie den Protest der herrschenden Klassen hervorrufen mussten, führte auf der anderen Seite die Ableitung der Markterscheinungen aus derselben Theorie zu wachsenden Schwierigkeiten, die der Kritik reichliche Angriffspunkte boten.

Unter diesem doppelten Druck vollzogen die Epigonen der Klassiker eine Umdeutung ihrer Theorie. Für das Verständnis der gesamtgesellschaftlichen Entwicklung wurde die Arbeitswerttheorie beibehalten. Für das Verständnis der Markterscheinungen aber wurde eine Produktionskostentheorie formuliert, die nur noch scheinbar mit der Wertlehre zusammenhing und in Wirklichkeit versuchte, die Bewegung von Angebot und Nachfrage unter dem Einfluss des Profitstrebens der Unternehmer schlecht und recht nachzubilden. Die Theorie der Einkommen endlich wurde allmählich von ihrem Zusammenhang mit der Anatomie der Gesellschaft gelöst und in die Sphäre der Markttheorie einbezogen. Indem so die Frage nach Charakter, Ursache und Entwicklungstendenz dieser Einkommen gegenüber der Frage nach den Bestimmungsgründen ihrer quantitativen Schwankungen zurücktrat, wurde der Weg zur Ableitung der Markterscheinungen aus der Struktur der Wirtschaft um so wirksamer verbaut.

Diese Lehre der Epigonen der Klassiker war kein einheitliches System mehr, nur ein eklektisches Gemisch verschiedenartiger Gedanken: auf der einen Seite eine Entwicklungstheorie der Gesellschaft, auf der anderen Seite eine Markttheorie der Preise und Einkommen. Aber noch waren diese Bestandteile, obwohl

ohne inneren Zusammenhang, doch auch ohne notwendigen Widerspruch zueinander — solange die Markttheorie nämlich gleichsam in der Luft schwebte und nicht den Anspruch erhob, aus sich heraus die Grundlagen eines neuen Systems zu erzeugen. Solange nämlich blieb es möglich, von der Werttheorie aus den anderen Weg zu gehen, die in ihr implicit enthaltene Analyse der Klassen zu entwickeln und von hier die Vermittlung zu den richtig beschriebenen Markterscheinungen zu suchen. Das gilt auch nach der mathematischen Umformung der Lehre von Angebot und Nachfrage durch Cournot : die Technik entwickelte sich hier in Verselbständigung gegen das alte, aber noch ohne Beziehung zu einem neuen System.

Ganz anders, sobald diese Technik einem System dienen muss, dessen Axiome die parallele ökonomische Stellung aller technischen Produktionsfaktoren, die Entstehung des Wertes auf dem Markte, und die Steuerung der Produktion durch die Konsumenten sind : im System der modernen Theorie. Wie mit der klassischen Analyse der Klassenbeziehungen ist dieses System auch mit dem Restbestand der klassischen Entwicklungstheorie unvereinbar. Wenn alle Produktionsfaktoren in gleicher Weise wertschaffend und kostenbildend sind, ist ein technischer Begriff der Produktionskosten unmöglich geworden und damit auch ein Begriff der gesellschaftlichen Produktivität und des gesellschaftlichen Reichtums. Wenn die Wertbildung zur Resultante aus den Wahlhandlungen der Individuen und den Knappheitsverhältnissen wird, dann ist der Wert nicht mehr unabhängig vom Geldausdruck messbar — also nicht mehr unabhängig von Schwankungen der Preise und der Einkommensverteilung. Im Geldausdruck ist die verschiedene gesellschaftliche Bedeutung der verschiedenen Kostenelemente ausgelöscht. Derselbe Preis hat hier und dort, heute und morgen, einen anderen gesellschaftlichen Sinn, doch die Theorie hat keinen Weg mehr, ihn zu erschliessen. Darum scheiterte Marshalls Versuch, mit den Mitteln der neuen Theorie die alten Fragen zu beantworten, und darum ist die Abkehr der konsequenten modernen Theoretiker von diesen alten Fragen, die Abkehr vom Entwicklungsaspekt der Wirklichkeit unvermeidlich, weil mit der Abkehr vom Klassenaspekt unlöslich verknüpft. Der Wechsel des Gegenstandes der Ökonomik, seine resignierende Einschränkung ist nicht der zufällige Fehler einzelner Theoretiker, er ist die notwendige Konsequenz einer Theorie, die durch ihre tragenden Grundgedanken verdammt ist, unpolitische Ökonomie zu sein und zu bleiben. Was sie für diese Resignation gewinnt, wird sich in der Verteilungstheorie zeigen.



### A propos de l'économie néoclassique de Marshall.

La théorie économique de Marshall doit être comprise à partir de la situation du capitalisme anglais parvenu à maturité. Elle a pour but une analyse pratiquement utilisable des prix et du marché — et non pas la mise au jour des fondements sociaux qu'avaient commencée les classiques, ni, non plus, l'apologie systématique de ce qui est, telle que l'a entreprise l'école continentale de l'utilité marginale. La technique neutre de Cournot qui considère offre et demande en fonction du prix, constitue le point de départ de la théorie de Marshall.

Mais Marshall ne réussit pas à maintenir une telle neutralité ; bien plutôt sa méthode implique-t-elle inconsciemment une certaine structure de la doctrine de la valeur et de la répartition. L'auteur analyse les contradictions internes des hypothèses non étudiées. Marshall définit les frais de production comme sacrifice et effort. L'équivalence établie entre les grandeurs psychiques et les frais de l'argent lui permet de mettre en parallèle les facteurs de la production dans la théorie de la valeur, et de juxtaposer tout d'abord, en leur reconnaissant les mêmes droits, intérêt et salaire. Mais cette équivalence conduit à des problèmes insolubles dans la théorie du salaire. D'autres apories apparaissent avec l'introduction de capitaux individuels limités et avec une analyse plus précise de la doctrine du rendement croissant et décroissant de certaines industries au point de vue de l'ensemble économique.

La discussion de ces questions a conduit à la dissolution de l'école de Marshall et montré que la théorie économique moderne, dès ses hypothèses fondamentales, est inférieure à la position du problème en termes sociaux que l'on trouve chez les classiques.

### On Marshall's Neo-Classical Economics.

Marshall's economic theory is to be understood in the light of advanced English capitalism. His goal is a practical, workable price and market analysis, not an analysis of the social bases, which the classical writers had begun, nor a systematic apology for the existing order, which the marginal utility school on the continent has undertaken. Cournot's neutral technique of the treatment of supply and demand as functions of price provides the point of departure for Marshall's theory.

Marshall is not able to maintain such a neutrality, however, for his method unconsciously implies definite concepts of value and distribution. The author traces the contradictions inherent in these unexpressed presuppositions. For example, Marshall defines real costs as sacrifices and efforts. The equation of such psychological quantities with money costs permits him to accept the parallelism of the factors of production in the value theory and to set interest and wages side by side. But this equation sets up insoluble problems of wage theory. Other dilemmas arise with the introduction of limited individual capital and with the more exact analysis of the theory of increasing and decreasing profits in individual industries when viewed from the economic system as a whole.

The discussion of these questions among economists has led to the dissolution of the Marshall school and has shown that modern economic theory, right from its basic presuppositions, has retrogressed from the classical formulation of the social character of economic problems.

## **Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft.**

Von  
Franz Neumann.

So zwiespältig wie die Anthropologie des bürgerlichen Menschen, so ambivalent ist seine Haltung zu Staat und Recht. Faschistische und sozialreformerische Kritiker pflegen den liberalen Staat einen negativen zu nennen, und Lassalles Charakterisierung des liberalen Staats als eines „Nachtwächterstaats“ ist heute in diesen Kreisen eine allgemein akzeptierte Formulierung. Dass auch der Liberalismus selbst die höchste Tugend des Staates in seiner Nicht-Existenz erblickt, ist so offensichtlich, dass es keiner Belege dafür bedarf. Nach dieser Ideologie soll der Staat sich selbst unbemerkt machen, soll wahrhaft negativ sein. Wollte man unter negativ allerdings schwach verstehen, dann fiel man einer Geschichtstäuschung zum Opfer. Der liberale Staat war immer so stark, wie die politische und soziale Situation und die bürgerlichen Interessen es erforderten. Er führte Kriege und schlug Streiks nieder, er schützte seine Investitionen mit starken Flotten, er verteidigte und erweiterte seine Grenzen mit starken Heeren, er stellte mit der Polizei „Ruhe und Ordnung“ her. Er war stark genau in den Sphären, in denen er stark sein musste und wollte. Dieser Staat, in dem Gesetze, aber nicht Menschen herrschen sollen (die anglo-amerikanische Formel), dieser Rechtsstaat (die deutsche Formulierung) beruht auf zwei Elementen : auf Gewalt und Gesetz, auf Souveränität und Freiheit. Der Souveränität bedarf das Bürgertum, um lokale und partikulare Gewalten zu vernichten, die Kirche aus den weltlichen Angelegenheiten zurückzudrängen, eine einheitliche Verwaltung und Rechtsprechung herzustellen, die Grenzen zu sichern und Kriege zu führen, und um alle diese Aufgaben zu finanzieren. Politische Freiheit braucht das Bürgertum, um seine ökonomische Freiheit zu sichern. Beide Elemente sind konstitutiv. Es gibt keine bürgerliche Rechts- und Staatstheorie, in der nicht Gewalt und Gesetz bejaht sind, wenn auch der Akzent, der auf beide Elemente gelegt wird, je nach der historischen Situation verschieden ist. Selbst da, wo behauptet wird, dass sich Souveränität ausschliesslich aus der Konkurrenz entwickeln müsse,

selbst da ist in Wahrheit die gesetzlose Gewalt unabhängig von der Konkurrenz gefordert.

In der juristischen Terminologie drückt sich dieser echte Widerspruch bereits in der Doppelbedeutung des Wortes „Recht“ aus. Denn Recht meint einmal das objektive Recht, d. h. das vom Souverän gesetzte oder jedenfalls der souveränen Gewalt zurechenbare Recht, zum anderen den Anspruch des Rechtssubjektes. Also einmal die Verneinung der Autonomie des Individuums und zugleich seine Bejahung. Verschiedene Theorien haben versucht, den Widerspruch zu lösen. So werden die subjektiven Rechte manchmal einfach zu Reflexrechten des objektiven Rechts deklariert, die Autonomie des Individuums damit restlos verneint (diese deutsche Theorie vom Ende des 19. Jahrhunderts hat der italienische Faschismus rezipiert), oder es wird jeder Unterschied zwischen objektivem und subjektivem Recht verneint. Das subjektive Recht erscheint als das objektive Recht selbst nur, „sofern es sich mit der von ihm statuierten Unterwerfung gegen ein konkretes Subjekt richtet (Pflicht) oder einem solchen zur Verfügung steht (Berechtigung).“<sup>1)</sup> Andere wieder<sup>2)</sup> reduzieren das objektive Recht auf psychologische Verhaltensweisen der Rechtsunterworfenen. Alle diese Lösungen sind Scheinlösungen, denn sie verkennen, dass beide Elemente, Norm und Rechtsverhältnis, objektives und subjektives Recht ursprüngliche Daten des bürgerlichen Rechtssystems sind.<sup>3)</sup>

## I

In dem Opus des klassischen Liberalen Locke fehlt sogar das Wort Souveränität. Aber die Sache ist vorhanden. Zwar sind bei ihm die Menschen, wie bei allen liberalen Staatstheoretikern, im Naturzustand gut, und der natürliche Zustand ist ein Paradies, das auch nach der Staatsgründung nicht verschwinden, sondern in weitem Umfang erhalten bleiben soll. Zwar herrschen nur Gesetze, *standing-laws* nennt er sie<sup>4)</sup>, deren wesentlicher Inhalt selbst der Verfügung demokratischer Gewalten entzogen ist, aber die Bejahung der gesetzlosen Gewalt fehlt durchaus nicht. Sie heisst bei ihm nur nicht Souveränität (das Wort hat in England seit den Offenherzigkeiten des Hobbes und dem Absolutismus

---

<sup>1)</sup> Hans Kelsen, *Reine Rechtslehre*, Leipzig und Wien 1934, S. 49.

<sup>2)</sup> wie z. B. Bierling, *Juristische Prinzipienlehre*, 1894, Bd. 1, S. 141.

<sup>3)</sup> zum Problem : E. Paschukanis, *Allgemeine Rechtslehre und Marxismus*, Wien und Berlin 1929, S. 72, 73.

<sup>4)</sup> *Two Treatises of Civil Government*, Second Treatise, Kap. XI, § 136.



der Stuarts einen üblen Klang), wohl aber Prärogative. Darunter versteht er die Macht, nach freiem Ermessen ohne, ja sogar gegen das Gesetz zu handeln.<sup>1)</sup> Die Menschen sind eben doch manchmal schlecht, und Locke selbst muss anerkennen, dass das positive Staatsgesetz im Grunde doch nur ein unvollkommenes Abbild der natürlichen Gesetze sei. Wenn diese bösen Eigenschaften sich äussern, dann muss eine Gewalt da sein, welche die Menschen zur natürlichen Güte zurückführt. Die Prärogative, die gesetzlose Gewalt, entfaltet sich am reinsten in der „Federative Power“, die Locke neben Gesetzgebung und Exekutive stellt, als selbständige Gewalt anerkennt, und die den Locke-Interpretatoren so häufig unerklärbar ist. Die Prärogative besteht in der Aussenpolitik. Diese kann nicht nach abstrakten generellen Normen geleitet werden, sondern sie muss notwendigerweise „der Vernunft und Weisheit derer überlassen werden, die sie innehaben, um im Interesse des Gemeinen Besten gehandhabt zu werden.“<sup>2)</sup>

Vielleicht noch klarer kommt die Zweischneidigkeit bei den Absolutisten wie Hobbes und Spinoza zum Ausdruck. Obwohl nach Hobbes Gesetz reine voluntas ist, obwohl Recht und Massnahmen des Souveräns jeder Art identisch sind, obwohl ein Recht ausserhalb des Staates nicht bestehen soll, nimmt er doch starke Einschränkungen an seiner monistischen Theorie dadurch vor, dass der Staat (und damit das Recht) selbst auf ein Naturgesetz basiert wird, dieses aber nicht nur voluntas, sondern auch ratio ist, da es die Erhaltung und Verteidigung des menschlichen Lebens zum Inhalt hat.<sup>3)</sup> Im Konfliktfall zwischen Massnahmen des Souveräns und der ratio des Naturgesetzes räumt er dem Naturgesetz eindeutig den Vorrang ein. „Verträge, die verbieten, den eigenen Körper zu verteidigen, sind nichtig.“ Niemand ist verpflichtet, ein Verbrechen zu bekennen, niemand, sich selbst oder einen Mitmenschen zu töten. Die allgemeine Wehrpflicht ist naturgesetzwidrig. So formuliert er, wobei seine übliche Klarheit ihn verlässt: „Das Naturgesetz verpflichtet immer vor dem Gewissen (in foro interno), aber nicht immer in foro externo.“<sup>4)</sup> Wann die Gehorsamspflicht

<sup>1)</sup> Second Treatise, Kap. XIV, § 160.

<sup>2)</sup> Second Treatise, Kap. XII, § 147. Seine Theorie ist zwar liberal, aber — was häufig vergessen wird — imperialistisch. Locke war mit Sir W. Colleton Partner im Bahama Street Trade (vgl. H. R. Fox Bourne, *The Life of John Locke*, London 1876, Bd. I, S. 292, 311). Mit dem Befehlshaber der englischen Kriegsflotte, dem Earl of Peterborough, war er innig befreundet (Charles Bastide, *John Locke*, Paris 1907, S. 132). Locke steht bewusst in der durch Cromwell eingeleiteten imperialistischen Tradition.

<sup>3)</sup> *Leviathan*, Molesworth Edition, Bd. 3, Kap. XVI, S. 147.

<sup>4)</sup> Kap. XV, S. 145.

aufhört und das freilich nur individuell gewährte Gehorsamsverweigerungsrecht beginnt, ist wiederum nur sehr zweideutig formuliert. „Befiehlt der Souverän einem selbst rechtmässig verurteilten Menschen, sich zu töten, zu verwunden oder zu verstümmeln, oder sich der Nahrung, Luft, Arznei oder anderer Dinge zu enthalten, ohne welche er nicht leben kann, dann hat der Mensch die Freiheit des Ungehorsams.“<sup>1)</sup> Die ambivalente Haltung des Hobbes wird hier deutlich. Der Akzent liegt, wie die Zeit es erforderte, auf der Souveränität, der gesetzlosen Gewalt, der Forderung nach einer von den kämpfenden Gruppen unabhängigen Staatsgewalt. Aber die Freiheit ist, wenn auch schwach, betont.

Noch auffälliger ist dieser Zwiespalt bei Spinoza, denn Spinoza entwickelt in Wirklichkeit zwei Theorien, eine Staats- und eine Rechtstheorie, die in einer dialektischen Beziehung stehen. In der Staatstheorie des Spinoza wird der Staatsabsolutismus mindestens so uneingeschränkt entwickelt wie bei Hobbes. Die individuellen Reservatrechte fehlen, wenn auch mit grossem Pathos als das Ziel des Staates die Freiheit postuliert ist. Den Massnahmen des Souveräns, die Gesetze heissen, ist der Untertan bedingungslos unterworfen, selbst in religiösen Dingen. „Der Gehorsam macht den Untertan.“<sup>2)</sup> „Frei sind nur die Gedanken.“<sup>3)</sup> Im *Tractatus Politicus* sind die letzten Spuren der individuellen Reservatrechte, wahrscheinlich unter dem Eindruck der Ermordung seines Freundes de Witt völlig ausgemerzt worden. „Wenn wir... unter Gesetz das bürgerliche Gesetz verstehen..., so können wir auf keine Weise sagen, dass der Staat an Gesetze gebunden sei oder sündigen könne... Die bürgerlichen Rechte... sind allein vom Beschluss des Staates abhängig, und dieser braucht, um seine Freiheit zu wahren, sich in seinem Verhalten nach niemand zu richten als nach sich selbst und nichts anderes für gut oder schlecht zu halten, als was nach seinem eigenen Urteil gut oder schlecht für ihn selbst ist.“<sup>4)</sup> Neben dieser absolutistischen Staatstheorie steht aber seine Rechtstheorie, die in Wahrheit eine entscheidende Korrektur der Staatstheorie darstellt. „Das natürliche Recht der gesamten Natur und folglich jedes einzelnen Individuums“ erstreckt sich „genau so weit wie seine Macht. Alles folglich, was ein Mensch nach den Gesetzen seiner Natur tut, tut er nach dem höchsten Naturrecht, und er hat soviel Recht

---

<sup>1)</sup> Kap. XXI, S. 204.

<sup>2)</sup> *Tractatus Theologico-Politicus*. Ausgabe Meiner, Kap. XVII, S. 293.

<sup>3)</sup> Kap. XX, S. 356.

<sup>4)</sup> *Tractatus Politicus*, Kap. IV, § 5, S. 45.

auf die Natur, als seine Macht reicht.“<sup>1)</sup> Der Staat hat normalerweise die höchste Macht, er hat damit das höchste Recht. Sollte aber das Individuum oder eine Gruppe Macht erringen, so steht ihnen in genau dem gleichen Umfange Recht zu. Bei Spinoza fehlt demnach ein starres System, in welches das Verhältnis von Staat und Gesellschaft eingespannt wird. Die Grenzen sind flüssig. Ist eine gesellschaftliche Gruppe mächtig, so kann sie sich der Staatsgewalt gegenüber so viel Freiheit sichern, wie sie Macht hat. Sie kann schliesslich selbst die Staatsgewalt übernehmen und ihre soziale Macht in Recht verwandeln. Diese merkwürdige Theorie von der Legitimität des Faktischen ist hier progressiv. Die Herrschaft des Staatsabsolutismus ist aus den gleichen Motiven wie bei Hobbes begründet. Aber die Freiheit der Individuen ist durch die Macht gesichert, die zum Recht wird und die sie dazu verwenden sollen, um in einer arbeitsteiligen Gesellschaft Handel zu treiben, Waren auszutauschen und sich gegenseitig zu helfen.<sup>2)</sup> Die Theorie, nach der Recht gleich Macht sei, dient in erster Linie zur Niederhaltung der Massen, die Spinoza verständlicherweise hasste, zugleich aber dem Kampf gegen die Monarchie. Diese Theorie ist bei Spinoza die Theorie einer Opposition, die sich sehr stark fühlt, die ihre Rolle nicht ausgespielt hat und die hofft, ihre ökonomische Macht bald in politische umsetzen zu können.

## II

Der Antinomie von Souveränität und Gesetz entsprechen zwei verschiedene Gesetzesbegriffe : ein politischer und ein rationaler. Im politischen Sinn ist Gesetz jede Massnahme der souveränen Gewalt ohne Rücksicht auf deren Inhalt. Kriegserklärung und Friedensschluss, das Steuergesetzbuch und das Zivilgesetzbuch, der Befehl des Polizisten und der des Gerichtsvollziehers, das Urteil des Richters wie die Rechtsnormen, die in dem Urteil appliziert werden, alle Äusserungen des Souveräns sind, weil sie Äusserungen des Souveräns sind, Gesetz. Dieser Gesetzesbegriff ist ausschliesslich genetisch bestimmt. Gesetz ist voluntas und sonst nichts. Insoweit eine Rechtstheorie diesen Gesetzesbegriff akzeptiert, können wir sie dezisionistisch nennen. Daneben aber steht der rationale Gesetzesbegriff, der nicht durch seinen Ursprung, sondern durch seinen Inhalt bestimmt ist. Nicht jede Massnahme des Souveräns und nicht nur Massnahmen des Souveräns sind

---

<sup>1)</sup> Kap. II, § 4.

<sup>2)</sup> Tractatus Theologico-Politicus, Kap. V, S. 99 am Ende.



Gesetz. Gesetz ist hier eine Norm, die von der Vernunft durchdringbar, dem theoretischen Verständnis offen ist, die ein ethisches Postulat enthält, häufig das der Gleichheit. Gesetz ist dann ratio und nicht notwendig auch voluntas. Dieses rationale Gesetz kann, muss aber nicht Emanation des Souveräns sein. Denn die Theorie, vor allem die des Naturrechts, behauptet die Existenz von materiellen Gesetzen ohne Bezug auf den Willen des Souveräns, die Geltung eines Normensystems auch dann, wenn das positive Staatsgesetz die Postulate dieses materiellen Gesetzes ignoriert. Diese beiden Gesetzesbegriffe sind heute streng geschieden.

Das thomistische Naturrechtssystem kannte eine solche Scheidung noch nicht. In ihm fließen voluntas und ratio noch zusammen. Gesetz ist nicht jede Massnahme der Autorität, sondern nur eine solche, die zugleich den Anforderungen des Naturgesetzes entspricht. Gesetz ist die Grundlage, ist der Massstab, ist die regula artis, mit welcher eine gerechte Entscheidung erreicht werden soll. Einem Gesetz gegenüber, das den Grundprinzipien der lex naturalis widerspricht, ist passive Resistenz nicht nur Recht, sondern Pflicht, denn selbst Gott kann von der lex naturalis nicht dispensieren. Im thomistischen System ist das Naturgesetz ausreichend konkretisiert und zu einem Teil institutionalisiert: aus ihm entwickelt der Thomismus eine Reihe konkreter Forderungen an den Gesetzgeber, zugleich wird durch die Anerkennung eines wenigstens passiven Widerstandsrechts die Möglichkeit einer Durchsetzung des Naturgesetzes gegen widersprechendes Staatsgesetz gegeben.

Die Spaltung der beiden Gesetzesbegriffe wird in der Schule der Nominalisten und in der Konzilstheorie vorgenommen. Seitdem erscheint das Gesetz auch als das bewusste Werk der bürgerlichen Gesellschaft. Die Ablösung des politischen Gesetzesbegriffes von dem nicht säkularen Naturrecht vollzog sich in den Kämpfen zwischen Kirche und Staat, in den Auseinandersetzungen innerhalb der kirchlichen und innerhalb der weltlichen Gesellschaft. Dem Anspruch des Papstes auf Unterordnung der weltlichen Gewalt, traten die Nominalisten entgegen, die spezifisch bürgerliche Interessen vertraten. In diesen Kämpfen ist das Naturrecht bald revolutionär, bald konservativ, bald kritische Theorie, bald Apologie. Wenn immer eine politische Gruppe Machtpositionen einer anderen berennt, bedient sie sich eines durchaus revolutionären Naturrechts und leitet sogar aus diesem Naturrecht das Recht zum Tyrannenmord ab. Wenn immer diese Gruppe Machtpositionen erobert hat, schwört sie alle alten Ideale ab, leugnet die revolutionäre Kraft des Naturrechts und verwandelt es in eine konservative

Ideologie. Marsilius von Padua<sup>1)</sup> ist durch seine Feindschaft gegenüber dem kirchlichen Souveränitätsanspruch einmal gezwungen, die Herrschaft des weltlichen Souveräns durch Anerkennung eines Freiheit begründenden Naturrechts zu beschränken. Der Gesetzgeber, die „Pars Principans“<sup>2)</sup> ist nicht unbeschränkt, sondern steht unter der Herrschaft allgemeiner Naturrechtsnormen, die weitgehend konkretisiert und institutionalisiert sind. Zugleich aber ist er, um seinen Forderungen eine ausreichende populäre Unterstützung zu verschaffen, gezwungen, demokratische Mitwirkungsrechte zu postulieren<sup>3)</sup>, wobei natürlich unter Volk nicht die Summe aller freien und gleichen Bürger verstanden wird, sondern nur die „Pars valentior“. Zu gleichen Postulaten wurden die Konzilstheoretiker Gerson und Nikolaus von Kues durch ihre Konflikte mit den Ansprüchen des Papstes auf kirchliche Souveränität getrieben. Gerson reduzierte am klarsten den kirchlichen Willen auf die Einzelwillen der im Konzil versammelten kirchlichen Aristokratie, Nikolaus v. Kues stellte ausserdem die kirchliche Gewalt unter allgemeine Naturrechtsnormen und sprach Massnahmen des Papstes, die diesen allgemeinen Gesetzen widersprachen, die Gültigkeit ab.

Vom Beginn des 14. Jahrhunderts an wird eine Identität von politischem und rationalem Gesetz nicht mehr behauptet. Das politische Gesetz ist jetzt nur noch Massnahme des Souveräns. Das Naturrecht, ausgedrückt in allgemeinen Normen, tritt dem politischen Gesetz gegenüber, es beschränkend und in bestimmte Richtungenweisend, gewisse soziale Forderungen enthaltend, die regelmässig die Erhaltung des Eigentums und politische Freiheitsrechte, zunehmend aber auch die Forderung der Rechtsgleichheit einschliessen. Dabei wird dieses Naturrecht vor allem in den Kämpfen der Monarchomachen jeweils von der attackierenden Gruppe vertreten. Bei Bodin, der das erste moderne Staats- und Rechtssystem geschaffen hat, ist das Bekenntnis zur Souveränität als einer absoluten und dauernden Gewalt ebenso stark wie das Bekenntnis zum rationalen Gesetz, das diese absolute Gewalt beschränkt.

### III

Im Liberalismus verschwindet das Naturrecht in der Masse, wie die Demokratie und mit ihr die Staatsvertragstheorie sich durchsetzt. Die Allgemeinheit des positiven Gesetzes tritt in den

---

<sup>1)</sup> Defensor Pacis; hrsg. von Prevot-Orton, Cambridge (England), 1928.

<sup>2)</sup> a. a. O., Dictio I, Kap. XIV.

<sup>3)</sup> a. a. O., Dictio I, Kap. XII.

Mittelpunkt des Rechtssystems. Nur ein Gesetz, das allgemeinen Charakter hat, wird Gesetz und damit Recht genannt. Man behauptet zuweilen, dass der Unterschied zwischen dem generellen Gesetz und der individuellen Massnahme nur ein relativer ist, weil jeder Befehl des Vorgesetzten an den Untergebenen im Verhältnis zum ausführenden Akt in irgendeinem Sinne deshalb generell sei, weil der Ausführende immer ein gewisses, wenn auch manchmal ein bescheidenes Mass von Initiative habe. Wer nun in der Rechtstheorie nur solche Begriffe als legitim anerkennt, die logisch eindeutig formulierbar sind, und wer jede Entscheidung als subjektiv und damit willkürlich ablehnt, der wird auch die Abgrenzung zwischen genereller Norm und individueller Massnahme verwerfen.<sup>1)</sup> Wir verstehen unter einer Rechtsnorm ein hypothetisches Urteil des Staates über ein künftiges Verhalten der Untertanen, und das Gesetz ist die Grundform, in der diese Rechtsnorm erscheint.

Drei Elemente sind für den Charakter des Gesetzes relevant : das Gesetz muss in seiner Satzbildung generell sein, es muss in seiner Allgemeinheit bestimmt sein, und es darf keine rückwirkende Kraft haben. Rousseau hat die Forderung nach der Allgemeinheit der Satzbildung wie folgt formuliert : „Wenn ich sage, dass das Objekt der Gesetze immer allgemein ist, dann verstehe ich darunter, dass das Gesetz die Untertanen als Gesamtheit und ihre Handlungen als abstrakte, niemals einen Menschen als Einzelperson und niemals eine Einzelhandlung berücksichtigt. So kann das Gesetz sehr wohl statuieren, dass es Privilegien geben darf, aber niemals darf es sie namentlich einer Person gewähren... in einem Wort : jede Aussage, die sich auf ein individuelles Objekt bezieht, gehört nicht zur gesetzgebenden Gewalt.“<sup>2)</sup>

Diese erste Bestimmung genügt aber nicht, denn „was Recht ist, erhält erst damit, dass es zum Gesetz wird, nicht nur die Form seiner Allgemeinheit, sondern seine wahrhafte Bestimmtheit. Es ist darum bei der Vorstellung des Gesetzgebens nicht bloss das

---

<sup>1)</sup> Das theoretische Problem der Abgrenzung von genereller Norm und individueller Massnahme wird hier nicht behandelt, ebensowenig die Frage, inwieweit ohne die Annahme seines generellen Charakters Recht nicht gedacht werden kann. Diese Probleme werden demnächst in der Auseinandersetzung mit dem juristischen Positivismus (vor allem der reinen Rechtslehre und den amerikanischen Neo-Realisten) in dieser Zeitschrift behandelt werden.

<sup>2)</sup> Contrat Social, II, 6. „Quand je dis que l'objet des lois est toujours général, j'entends que la loi considère les sujets en corps et les actions comme abstraites, jamais un homme comme individu, ni une action particulière. Ainsi la loi peut bien statuer qu'il y aura des privilèges, mais elle n'en peut donner nommément à personne, ... en un mot, toute fonction qui se rapporte à un objet individuel n'appartient point à la puissance législative.“



eine Moment vor sich zu haben, dass dadurch etwas als die für alle gültige Regel des Benehmens ausgesprochen werde, sondern das innere wesentliche Moment ist vor diesem anderen die Erkenntnis des Inhalts in seiner bestimmten Allgemeinheit.“<sup>1)</sup> Worin besteht der Inhalt dieser Allgemeinheit? Wir unterscheiden, um diese konkrete Bestimmung zu entwickeln, zwischen Rechtssätzen und Rechtsgrundsätzen oder Generalklauseln, wie sie die deutsche Rechtswissenschaft nennt. Sätze wie: dass Verträge, die gegen die public policy verstossen oder unreasonable oder sittenwidrig sind (§ 138 des deutschen bürgerlichen Gesetzbuches, BGB), nichtig sind, oder dass schadenersatzpflichtig ist, wer in einer gegen die guten Sitten verstossenden Weise einem anderen Schaden zufügt (§ 826), oder dass bestraft wird, „wer eine Tat begeht, die das Gesetz für strafbar erklärt oder die nach dem Grundgedanken eines Strafgesetzes und nach gesundem Volksempfinden Bestrafung verdient“ (§ 2 des Strafgesetzbuches für das deutsche Reich, in der Fassung des Gesetzes vom 28. Juni 1935), sind keine Rechtssätze und keine allgemeinen Gesetze, sondern repräsentieren eine falsche Allgemeinheit. Denn eine Einigkeit darüber, ob eine Handlung im konkreten Falle sittenwidrig oder unreasonable ist, ob eine Bestrafung dem gesunden Volksempfinden entspricht oder zuwiderläuft, ist in der gegenwärtigen Gesellschaft nicht herzustellen. Sie haben daher keinen eindeutigen Inhalt. Ein Rechtssystem, das primär die Elemente der Rechtssätze aus diesen sogenannten Generalklauseln oder „legal standards of conduct“ aufbaut, ist, wie noch zu zeigen sein wird, nur eine Hülle, mit der individuelle Massnahmen verschleiert werden. Auf der anderen Seite sind Sätze wie: die Rechtsfähigkeit des Menschen beginnt mit der Vollendung der Geburt (§ 1 des deutschen BGB), oder die Übertragung des Grundeigentums erfolgt durch Einigung der Parteien und Eintragung im Grundbuch (§ 873 des deutschen BGB), Rechtssätze, weil die wesentlichen Tatbestandselemente bestimmt sind und nicht auf Moralordnungen verwiesen wird, die nicht generell verbindlich sind und als verbindlich akzeptiert werden. Wenn die fundamentalen Prinzipien oder wichtige Teile des Rechtssystems unter der Herrschaft solcher Generalklauseln stehen, dann kann von einer Herrschaft des allgemeinen Gesetzes nicht mehr gesprochen werden.

Diese Formalstruktur des generellen Gesetzes enthält — und hierin liegt das dritte Element der Allgemeinheit — zugleich auch ein Minimum an materieller Bestimmtheit. Denn das so bestimmte

---

<sup>1)</sup> Hegel, Grundlinien der Philosophie des Rechts, § 211.

generelle Gesetz garantiert dem Richter ein Minimum an Unabhängigkeit, da es ihn eben nicht individuellen Massnahmen des Souveräns unterwirft. Zugleich enthält das generelle Gesetz die Forderung der Unzulässigkeit der Rückwirkung. Ein Gesetz, das die Rückwirkung anordnet, weist individuelle Regelungen auf, da die Tatbestände bereits vorliegen.

Die Tatbestände, die das generelle Gesetz vorfindet und reguliert, sind entweder Freiheitssphären des Menschen oder menschliche Institutionen. Freiheit im rechtlichen Sinne hat allein und ausschliesslich eine negative Bedeutung. Sie ist nur „Abwesenheit äusseren Zwanges.“<sup>1)</sup> Diese „negative Freiheit oder diese Freiheit des Verstandes ist einseitig, aber dies Einseitige enthält immer eine wesentliche Bestimmung in sich : es ist daher nicht wegzuerwerfen, aber der Mangel des Verstandes ist, dass er eine einseitige Bestimmung zur einzigen und höchsten erhebt.“<sup>2)</sup>

Es genügt nicht, sich mit der Aufzeigung einer solchen allgemeinen menschlichen Freiheitssphäre gegenüber dem Staat zu begnügen. Hier ist eine, wenn auch oberflächliche und rohe Unterscheidung zwischen den verschiedenen Arten von Freiheitsrechten wichtig. Solche Versuche sind in der deutschen juristischen Literatur häufig unternommen und mehr oder minder geschickt durchgeführt worden. Wir unterscheiden im wesentlichen vier echte Freiheitsrechte. Die Rechte der persönlichen Freiheit, das sind die Rechte des isolierten Individuums, wie etwa die Bestimmung, dass die Verhaftung nur auf Grund von Gesetzen und auf Grund eines geordneten Verfahrens stattfinden kann ; die Freiheit des Hauses und die Freiheit der Korrespondenz. Die politischen Freiheitsrechte, politisch deshalb, weil sie erst durch das Zusammenleben im Staat Bedeutung erhalten, als da sind Vereins-, Versammlungs- und Presse-Freiheit oder das Recht des Wahlheimnisses. Sie sind sowohl liberal, insoweit garantieren sie dem einzelnen eine Freiheitssphäre, als auch demokratisch, weil sie Mittel sind, um die demokratische Herstellung des Staatswillens zu ermöglichen. Eine dritte Kategorie sind die ökonomischen Freiheitsrechte : Freiheit des Handels und des Gewerbes. In der Periode der Demokratie werden schliesslich auch die politischen Freiheitsrechte auf die soziale Ebene durch Anerkennung eines Koalitionsrechtes für die Arbeitnehmer transferiert. Die Unterscheidung in diese vier Kategorien erhebt weder den Anspruch der logischen Geschlossenheit noch den der geschichtlichen Vollständigkeit. Diese Freiheits-

---

<sup>1)</sup> Hobbes, Leviathan, a. a. O., S. 116.

<sup>2)</sup> Hegel, a. a. O., § 5, Zusatz.

rechte sind normalerweise in den Verfassungen nicht etwa als unbeschränkte Freiheitsrechte garantiert. Eine solche Garantie wäre unsinnig. Sie sind ausschliesslich „im Rahmen der Gesetze“ gewährleistet, sind mit dem sogenannten „Vorbehalt des Gesetzes“ ausgestattet, sodass ein Eingriff in die Freiheiten auf Grund von Gesetzen erfolgen darf. Die wichtigste,<sup>1</sup> ja vielleicht die entscheidende Forderung des Liberalismus besteht nun darin, dass die Eingriffe in die individuellen Reservatrechte nicht auf Grund individueller, sondern ausschliesslich auf der Basis genereller Gesetze erfolgen dürfen.

Das generelle Gesetz regelt neben den Freiheitssphären menschliche Institutionen. Wir verstehen hier unter einer Institution die Errichtung einer auf Dauer berechneten, herrschaftlichen oder genossenschaftlichen Beziehung, entweder zwischen Menschen oder zwischen Vermögen oder zwischen Menschen und Vermögen für die Reproduktion des gesellschaftlichen Lebens. Diese Definition impliziert nichts. Sie ist eine Beschreibung. Der Begriff der Institution hat also nichts zu tun mit den pluralistischen Staatstheorien, mit der thomistischen oder der nationalsozialistischen Rechtsphilosophie, die beide diesen Begriff heute in den Mittelpunkt stellen. Er umfasst alle Arten von Vereinen, von Anstalten, von Stiftungen, den Betrieb, das Unternehmen, das Kartell, die Ehe. Er umfasst vor allem die wichtigste Institution der bürgerlichen Gesellschaft : das Privateigentum an Produktionsmitteln. Das Privateigentum an sich ist ein subjektives und absolutes Recht, das dem Eigentümer gegenüber jedermann, der ihn im Besitze oder Genusse des Eigentumsobjektes stört, Abwehrrechte verleiht. Das Eigentum an Produktionsmitteln ist aber darüber hinaus auch eine Institution. Es ist auf Dauer berechnet, es dient der Produktion und Reproduktion des gesellschaftlichen Lebens, es ordnet Menschen in einen Herrschaftsbereich ein.

Institutionen und Freiheitsrechte stehen in bestimmten, feststellbaren Beziehungen. Eine Freiheit kann eine Hauptfreiheit sein und kann zu ihrem Schutze und zu ihrem Funktionieren von Hilfsfreiheiten und Hilfsinstitutionen oder, wie es Karl Renner genannt hat, von Konnexfreiheiten und Konnexinstitutionen umgeben sein.<sup>1)</sup> Ebenso kann eine Institution von Konnexfreiheiten umgeben sein. Das Eigentum als Hauptinstitution der bürgerlichen Gesellschaft ist in der Periode des Konkurrenzkapitalismus von

---

<sup>1)</sup> Vgl. zum Problem : Karl Renner, *Die Rechtsinstitute des Privatrechts und ihre Funktion*, 2. Aufl., Tübingen 1929, und Franz Neumann, *Koalitionsfreiheit und Reichsverfassung*, Berlin 1932, S. 86 f.



den entscheidenden konnexen Freiheitsrechten der Vertrags- und Gewerbefreiheit umgeben. Der Eigentümer an Produktionsmitteln muss das Recht haben, einen Gewerbebetrieb zu errichten oder zu schliessen, er muss das Recht haben, Kauf- und Tauschverträge, Miet- und Pachtverträge, Darlehens- und Hypothekenverträge abzuschliessen, weil er nur durch die Anerkennung dieser Freiheitsrechte produzieren und reproduzieren kann.

Die wirtschaftlichen Freiheitsrechte vor allem sind nicht um ihrer selbst willen geschützt, sondern ausschliesslich deshalb, weil an einer bestimmten Stufe der ökonomischen Entwicklung ihr Schutz für das Funktionieren des Hauptinstitutes notwendig ist. Der Vertrag, die rechtliche Form, in der der Mensch seine Freiheit betätigt, ist konstitutives Element der bürgerlichen Gesellschaft in der Periode der freien Konkurrenz. Er hebt die Isolierung der Eigentümer auf, er vermittelt zwischen ihnen und wird damit so notwendig wie das Eigentum selbst. „Diese Vermittelung, Eigentum nicht mehr nur vermittels einer Sache und meines subjektiven Willens zu haben, sondern ebenso vermittels eines anderen Willens, und hiermit in einem gemeinsamen Willen zu haben, macht die Sphäre des Vertrages aus.“<sup>1)</sup>

Der Liberalismus versteht unter der Herrschaft des Gesetzes, der rule of law, nur und ausschliesslich den Primat des gesetzten Rechts, nicht also die Herrschaft eines Gewohnheits- oder eines Naturrechts. In England ist ein Naturrecht schon im Grunde während der Herrschaft Heinrichs VII. verschwunden, da schon in dieser Periode der Vorrang der Parlamentsgesetze und die Pflicht der Richter, diesen Gesetzen zu gehorchen, nicht geleugnet werden konnte.<sup>2)</sup> Schon im 16. Jahrhundert bedeutet also die herrschende Formel von der Vorherrschaft des Rechts nichts weiter als die Herrschaft des Parlamentsgesetzes.<sup>3)</sup> Selbstverständlich sind während der Puritaner-Revolution<sup>4)</sup> sehr starke naturrechtliche Tendenzen aufgetaucht, die sowohl von den Republikanern zum Kampf gegen die Monarchie wie von den Royalisten zu ihrer Verteidigung vertreten wurden. Seit dieser Zeit wird selbst in der Literatur, geschweige denn in der Judikatur, die

<sup>1)</sup> Hegel, a. a. O., § 71.

<sup>2)</sup> Vgl. Holdsworth, History of English Law, Bd. IV, S. 187.

<sup>3)</sup> Eine Ausnahme ist der häufig behandelte Bonham-Fall, der aber aus dem persönlichen Konflikt zwischen Coke und Jakob I. zu erklären ist. Vgl. Charles H. McIlwain, The High Court of Parliament and its Supremacy, New Haven 1910, S. 81, und vor allem Theodor F. Plucknett, Bonham's Case and Judicial Review. In: Harvard Law Review, Bd. 40, S. 30.

<sup>4)</sup> Ausgezeichnete Darstellung bei Gooch-Laski, English Democratic Ideas in the Seventeenth Century, Cambridge 1927.

Herrschaft eines Naturrechts nicht mehr vertreten. Auch Blackstone (1723-1780), der im ersten Band seiner „Commentaries“ das Naturrechtssystem Burlamaquis abschreibt und sich zur Herrschaft eines ewigen, unveränderlichen Naturrechts bekennt, muss an der Stelle, an der er von der Souveränität des Parlamentes handelt, zugeben, dass das Parlament tun könne, was es wolle, und er kein Mittel wisse, um die Herrschaft des von ihm postulierten Naturrechts durchzusetzen.

In Deutschland erlebte das Naturrecht ein anderes Schicksal als in England. Es verwandelte zunächst seinen Charakter, um schliesslich zu verschwinden. Naturrecht kann einmal freiheitsbegründendes Recht sein und ist dann die kritische Theorie einer bürgerlichen Opposition, die den Absolutismus bekämpft. Oder es ist eine Lehre, welche nicht Freiheit, sondern Staatssouveränität legitimieren soll, insoweit ist es manchmal apologetisch. Für das Fortbestehen beider Naturrechtsarten lag in England kein Grund vor; für das freiheitliche nicht, weil das Bürgertum im 17. Jahrhundert zur politischen Macht gekommen war, für das absolutistische nicht, weil die Einheit des Staates seit Heinrich VIII. nicht mehr und selbst nicht in der Puritaner-Revolution in Frage gestellt war. In Deutschland dagegen waren beide Aufgaben ungelöst. Aber die vordringliche war die Herausbildung einer einheitlichen Staatsgewalt als einer wichtigen Produktionsbedingung der bürgerlichen Gesellschaft. Pufendorfs Naturrecht, das auf die Juristen des 17. und 18. Jahrhunderts einen ausserordentlichen Einfluss hatte, diente ganz der Aufgabe, den Staatszwang naturrechtlich zu rechtfertigen.<sup>1)</sup> Die menschliche Natur wird von zwei Trieben beherrscht, dem der Soziabilität und dem der Selbsterhaltung.<sup>2)</sup> Da eine natürliche Harmonie der beiden Instinkte nicht besteht<sup>3)</sup>, muss sie durch Zwang herbeigeführt werden. Dazu aber ist das Naturgesetz unfähig, da es sanktionslos ist. Seine Exekution ist ja allein überlassen dem „foro divino et conscientiae.“<sup>4)</sup> Diese aber ist unzureichend. Die Sanktion übernimmt deshalb der auf Vertrag begründete Staat, der absolut sein muss. Das Recht des Staates ist der Befehl des Souveräns, ist reine voluntas<sup>5)</sup>, und das Widerstandsrecht, das Pufendorf einräumt, betrifft nichts

---

<sup>1)</sup> Die Werke Pufendorfs werden zitiert in der Ausgabe des Carnegie Endowment for International Peace. a) *Elementorum Jurisprudentiae Universalis Libri Duo*, b) *De Jure Naturae et Gentium Libri Octo*, c) *De Officio Hominis et Civis Libri Duo*.

<sup>2)</sup> De Off. I C III, 8, 9.

<sup>3)</sup> De Off. I C V, 5.

<sup>4)</sup> De Off. I C II, 7.

<sup>5)</sup> De Off. II C XII, 1.

Entscheidendes.<sup>1)</sup> Im System des Christian Thomasius ist das Naturgesetz nur ein Rat, aus dem gewisse moralische Verpflichtungen folgen.<sup>2)</sup> Da aber Recht und Moral streng geschieden werden und das oberste Kriterium des Rechtes der Zwangscharakter ist, so dient auch sein Naturrechtssystem der Legitimierung des Staatszwanges. So sehr verschieden der Ausgangspunkt von Christian Wolff ist<sup>3)</sup>, so streng er die Geltung einer Lex aeterna betont, so kommt auch er zum Ergebnis, dass nur der Staat ein geordnetes Zusammenleben verbürgt. Der Unterschied zu den rationalistischen Theorien von Pufendorf und Thomasius liegt darin, dass Wolff dem Staate auch Wohlfahrts- und Kulturaufgaben zuweist. So wie sein System den Regierungsformen Friedrichs II. von Preussen und Josephs II. von Österreich adäquat war, so war das von Pufendorf und Thomasius der Ausdruck der Staatsform des Kurfürsten Friedrich Wilhelms I.

In der Rechtslehre Kants, soweit sie isoliert von seiner Ethik betrachtet wird, verschwindet das Naturrecht völlig. Der Staat ist die Organisation, die es ermöglichen soll, dass die Freiheit eines Individuums neben der der anderen bestehen kann. Aber die Entscheidung darüber fällt nicht die autonome Persönlichkeit, sondern der absolute Staat<sup>4)</sup>, der das logische Postulat aus dem Naturzustand ist, in dem bereits die Existenz eines provisorischen Eigentums und des Satzes *pacta sunt servanda* dogmatisch behauptet wird. Die Freiheit des Kantischen Rechtssubjektes ist allein durch die Forderung garantiert, dass der Staat nur durch allgemeine Gesetze herrschen dürfe. Dieses Postulat wird mit aller Rigorosität vertreten. Kant lehnt es selbst ab, das in allgemeinen Gesetzen niedergelegte strenge Recht durch Billigkeitsrecht zu mildern. Denn die Billigkeit ist „eine stumme Gottheit, die nicht gehört werden kann. Hieraus folgt auch, dass ein Gerichtshof der Billigkeit (in einem Streit anderer über ihre Rechte) einen Widerspruch in sich schliesse.“<sup>5)</sup> Von Kant an bis zum Ende des 19. Jahrhun-

---

<sup>1)</sup> De Off. II C XII, 8.

<sup>2)</sup> Fundament des Natur- und Völkerrechts.

<sup>3)</sup> Zitiert wird nach der Ausgabe des Carnegie Endowment for International Peace. *Jus Gentium Methodo Scientifico Pertractatum*.

<sup>4)</sup> Metaphysik der Sitten, Rechtslehre, II. Teil, 1. Abschnitt, allgemeine Anmerkung A, „denn der, welcher die Staatsgewalt einschränken soll, muss doch mehr oder wenigstens gleiche Macht haben als derjenige, welcher eingeschränkt wird; und als ein rechtmässiger Gebieter, der den Untertanen beföhle, sich zu widersetzen, muss er sie auch schützen können und in jedem vorkommenden Falle rechtskräftig urteilen, mithin öffentlich den Widerstand befehligen können. Alsdann ist aber nicht jener, sondern dieser der oberste Befehlshaber; welches sich widerspricht.“

<sup>5)</sup> Metaphysik der Sitten, Rechtslehre, Anhang zur Einleitung I.



derts steht die Forderung nach der Allgemeinheit der Gesetze im Zentrum der deutschen Rechtstheorie. In der Forderung nach der Herrschaft des Staates durch allgemeine Gesetze rezipiert Kant die Montesquieu-Rousseausche Theorie.

Denn vielleicht am klarsten ist die Forderung, der Staat könne nur durch allgemeine Gesetze herrschen, in Montesquieus „Esprit des lois“ vertreten. Montesquieu steht durch Vermittlung von Malebranche unter dem Einfluss von Descartes. So wie bei Descartes die Welt auf allgemeinen Gesetzen der Mechanik beruht, die selbst Gott nicht ändern kann, weil jede individuelle Massnahme seinem Wesen fremd ist, weil Gott sich aus dem Universum zurückzieht und „immense, spirituel et infini“ wird, so wird das Gesetz des Staates bei Montesquieu in gleicher Weise generell und Massnahmen des Souveräns entzogen.<sup>1)</sup> Die französische Revolution ist auf das stärkste von der Rousseau-Montesquieuschen Doktrin beherrscht. Mirabeau, als Vorsitzender des Komitees für den Entwurf der Menschenrechte, beantragte am 17. August 1789 die Aufnahme folgender Bestimmung: „Das Gesetz, da es der Ausdruck der *volonté générale* ist, muss in seinem Gegenstand allgemein sein.“ Der Artikel aus der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte enthält deshalb auch die Bestimmung, dass das Gesetz der Ausdruck der *volonté générale* ist, ein Gedanke, der im Artikel 6 der Erklärung von 1793 und dem Artikel 6 der Verfassung des Jahres III wiederholt ist. Im Verlauf der Revolution, in der Verfassung von 1791 und in der Jacobinischen Verfassung von 1793 wurde zwischen „lois“ und „décrets“ unterschieden. Die Girond-Verfassung von 1793, entstanden unter dem entscheidenden Einfluss von Condorcet, betont sehr scharf in Abschnitt 2, Artikel 4: „Die Merkmale, welche die Gesetze auszeichnen, sind ihre Allgemeinheit und ihre unbeschränkte Dauer“, und unterscheidet die Gesetze von Massnahmen (*mesures*) für den Notstandsfall. Die französische Verfassungstheorie<sup>2)</sup> mit Ausnahme von Carré de Malberg hat bis heute die Unterscheidung zwischen generellem Gesetz und individueller Massnahme aufrechterhalten, obwohl sie in den späteren Verfassungen nicht mehr vorkommt und von der französischen Praxis niemals anerkannt worden ist.

Die deutsche Doktrin ist der französischen tief verpflichtet, weicht aber am Ende des 19. Jahrhunderts entscheidend von ihr ab.

---

<sup>1)</sup> E. Buss, Montesquieu und Cartesius. In: Philosophische Monatshefte, Bd. IV 1869 (1870), S. 5 ff.

<sup>2)</sup> beginnend mit Merlins *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, Aufl. 1827, S. 384.

Robert von Mohl<sup>1)</sup>, Lorenz von Stein<sup>2)</sup> und Klueber<sup>3)</sup> : bei allen steht die Forderung nach der Allgemeinheit des Gesetzes im Mittelpunkt der Doktrin. Unter dem Einfluss des allbeherrschenden Paul Laband verschwindet jedoch die Behauptung von der Notwendigkeit der Generalität des Gesetzes. Statt dessen wird eine andere Scheidung eingeführt, nämlich die zwischen formellem und materiellem Gesetz. Formelles Gesetz ist jede Äusserung des Staatswillens, materielles Gesetz nur eine solche Äusserung, die einen Rechtssatz enthält, d. h. subjektive Rechte und Pflichten erzeugt. In diesem Sinne ist das Budget-Gesetz kein materielles Gesetz, da es nur eine Ermächtigung an den Staat enthält, im Rahmen des Haushaltes Ausgaben zu machen. Diese dualistische Theorie wurde allgemein von der deutschen Rechtswissenschaft akzeptiert.

Aber auch in England wird trotz des Sieges der Theorie von der Suprematie des Parlamentes der generelle Charakter des Gesetzes durchaus nicht vernachlässigt. Blackstone<sup>4)</sup> behauptet sogar, dass ein individuelles Gesetz „eher ein Satz denn ein Gesetz“ ist. Selbst Austin, der der radikalste Vertreter des Hobbes'schen politischen Gesetzesbegriffes ist, versteigt sich zu der Behauptung<sup>5)</sup>, dass nur dann von einem Gesetz gesprochen werden könne, wenn es generellen Charakter habe. In dem einen einzigen Fall, in dem englische Gerichte sich mit der Frage beschäftigt haben, ob individuelle Massnahmen Gesetzes- und damit Rechtscharakter haben, ist diese Frage bejaht worden.<sup>6)</sup> Die Entscheidung ist deshalb ausserordentlich interessant, weil die Richter sich sehr offen darüber auslassen, warum in diesem Fall eine individuelle Massnahme Gesetz sein müsse. Die Entscheidung befasst sich mit der Gültigkeit einer Proklamation eines hohen Kommissars einer Kolonie, durch die ein Eingeborener seiner Freiheit beraubt wurde. Die Frage entstand, inwieweit durch eine solche individuelle Massnahme die durch den Habeas-Corpus-Akt garantierten Freiheiten suspendiert werden könnten. Lord Justice Farwell begründet die Rechtmässigkeit wie folgt : „Die Wahrheit ist, dass in Ländern, die von Eingeborenen bewohnt werden, welche die weisse Bevölkerung an Zahl übertreffen, solche Gesetze (nämlich

---

<sup>1)</sup> Politik, Bd. I, Tübingen 1862, S. 420, und Enzyklopädie von 1859, S. 139.

<sup>2)</sup> Verwaltungslehre, Bd. I, S. 73.

<sup>3)</sup> Öffentliches Recht des Teutschen Bundes und der Bundesstaaten, Frankfurt a. M. 1846, S. 363.

<sup>4)</sup> Commentaries of the Laws of England, Bd. 1, S. 44.

<sup>5)</sup> Lectures on Jurisprudence (5. Aufl., London 1929, Bd. 1, S. 94).

<sup>6)</sup> Re v. Crewe (ex parte Sekgome) 1910, 2 K. B. 576.

der Habeas-Corpus-Akt), obwohl Bollwerke der Freiheit im Vereinigten Königreich, sehr wohl das Todesurteil der Weissen werden könnten, wenn sie dort (d. h. in Kolonien) angewandt werden würden“, und Lord Justice Kennedy fügt hinzu, dass die Gesetzgebung, die gegen eine bestimmte Person gerichtet ist, ein Privileg ist, und „im allgemeinen, so hoffe und glaube ich, empfiehlt sich eine solche Gesetzgebung für den britischen Gesetzgeber ebensowenig, wie sie den Gesetzgebern des alten Rom geziemte.“ Hier wird mit grosser Klarheit der zweischneidige Charakter des allgemeinen Gesetzes in einer von entscheidenden Interessenkonflikten beherrschten Gesellschaft betont.

Mit der Postulierung der Allgemeinheit des Gesetzes läuft Hand in Hand die Verwerfung der Rückwirkung des Gesetzes. „Die Rückwirkung ist das grösste Attentat, welches das Gesetz begehen kann. Sie ist die Zerreissung des Gesellschaftsvertrages, sie ist die Vernichtung der Bedingungen, um derentwillen die Gesellschaft das Recht hat, Gehorsam vom Individuum zu verlangen. Denn sie raubt ihm die Garantien, die sie ihm zusicherte und welche die Gegenleistung dieses Gehorsams waren, der ein Opfer ist. Die Rückwirkung raubt dem Gesetz seinen Charakter. Das rückwirkende Gesetz ist kein Gesetz.“<sup>1)</sup> So charakterisiert Benjamin Constant die Rückwirkung der Gesetze. Auch dieser Gedanke stammt direkt aus Rousseaus Theorie und fand Aufnahme in die Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte und die Verfassung von 1793, in die Verfassung des Jahres III, ohne dass allerdings heute weder in Frankreich noch in England ein verfassungsmässiges Hindernis für den Erlass rückwirkender Gesetze besteht. In Deutschland hatte die Weimarer Verfassung das Rückwirkungsverbot von Strafgesetzen sogar zum Rang einer Verfassungsgarantie erhoben.

Eine solche Theorie von der Formalstruktur des Gesetzes führt automatisch zu einer spezifischen Theorie von der Stellung des Richters zum Gesetz. Wenn das Gesetz, und nur das Gesetz herrscht, dann hat der Richter nichts weiter als Erkenntnis-Aufgaben. Die Richter sind, wie Montesquieu sie genannt hat, nichts weiter als „der Mund, der die Worte des Gesetzes verkündet, unbelebte Wesen“. Wegen dieser behaupteten Unerheblichkeit sind die richterlichen Akte „en quelque façon nul.“<sup>2)</sup> Diese „phonographische“ Rechtsanwendungstheorie<sup>3)</sup> ist selbstverständ-

---

<sup>1)</sup> Moniteur, 1. Juni 1828, S. 755.

<sup>2)</sup> Montesquieu, Esprit des Lois, XI, 6.

<sup>3)</sup> So nennt sie Morris R. Cohen, Law and the Social Order, New York 1933, S. 112.



lich eng mit der Gewaltenteilungstheorie verknüpft, d. h. mit der Behauptung, dass Rechtsschöpfung und Gesetzgebung identisch seien und dass ausserhalb des Gesetzgebungsprozesses Recht, sei es durch die Gesellschaft, sei es durch Richter oder Verwaltungsbeamte, nicht geschaffen werden könne. Am klarsten hat diesen Gedanken Cazalès ausgedrückt : „In jeder politischen Gesellschaft gibt es nur zwei Gewalten, diejenige, die das Gesetz schafft, und diejenige, die es ausführen lässt. Die richterliche Gewalt... besteht nur in der reinen und einfachen Anwendung des Gesetzes...“<sup>1)</sup> Aber ähnliche Gedanken finden sich im „Federalist“, in den englischen Theorien bei Hobbes sowohl als in Hales Geschichte des Common Law.

Das Rechtssystem des Liberalismus wurde demnach als ein geschlossenes und lückenfreies System betrachtet, das vom Richter lediglich anzuwenden war. Das juristische Denken dieser Periode nennt man Positivismus oder Normativismus, die Auslegung der Gesetze durch die Richter nennt man dogmatische (so in Deutschland) oder exegetische Interpretation (so in Frankreich). Um eine volle Übersichtlichkeit und Klarheit des Rechtssystems zu erreichen, zog auch Bentham eine Kodifikation des englischen Rechts vor, denn „ein Gesetzbuch würde keine Schulen für seine Interpretation verlangen, würde keiner Kasuisten bedürfen, um seine Feinheiten zu enthüllen ; es würde eine Sprache sprechen, die jedem familiär ist. Jeder könnte es für seine Bedürfnisse konsultieren... Richter sollten kein Recht schaffen... Kommentare, wenn sie geschrieben würden, dürften nicht zitiert werden ... Wenn ein Richter oder Anwalt glaubt, einen Irrtum oder eine Lücke zu finden, lass ihn seine Meinung der gesetzgebenden Körperschaft mitteilen.“<sup>2)</sup> Es ist nun wichtig, dass vor allem die französische Revolution bei der Doktrin, dass Richter kein Recht schaffen dürfen, nicht stehen blieb, sondern versuchte, diese Doktrin zu institutionalisieren. Die Entwicklung begann mit der berühmten Forderung Robespierres : „Dieses Wort von der Rechtsschöpfung der Geschichte ... muss aus unserer Sprache ausgemerzt werden. In einem Staate, der eine Verfassung, eine Gesetzgebung hat, ist die Jurisprudenz der Gerichte nichts anderes als das Gesetz.“<sup>3)</sup> Die Dekrete vom 16. und 24. August 1790 verbieten deshalb die Auslegung von Gesetzen durch den Richter und gebieten ihm, im Zweifelsfalle um Hilfe an die gesetzgebende Körperschaft zu

<sup>1)</sup> Archives parlementaires, 1<sup>re</sup> série, Bd. 11, S. 892.

<sup>2)</sup> General View of a complete code of laws. Bowring Ausgabe, Bd. III, S. 210.

<sup>3)</sup> Archives parlementaires, 1<sup>re</sup> série, Bd. 20, S. 516 ; ähnliche Formulierungen bei Le Chapelier.

appellieren. Die Funktionen dieses *Référé Législatif*, wie er genannt wurde, wurden später vom *Tribunal de Cassation* und noch später von der *Cour de Cassation* übernommen, die jedoch nicht als Gericht, sondern als ein Teil der gesetzgebenden Körperschaft konstituiert wurden. Später, vor allem unter dem Einfluss von Portalis, wurde dieser schlechthin undurchführbare Doktrinarismus aufgegeben und die Interpretationsfreiheit des Richters im *Code Civil* wieder hergestellt. Nach Portalis soll der Richter die Lücken mit Hilfe „des natürlichen Lichts des Rechtssinnes und des gesunden Menschenverstandes“ füllen. Aber dieser Gedanke fand in der französischen Theorie keine Durchsetzung, im Gegenteil, die *École de l'Exégèse* war, vor allem seit dem Jahre 1830, siegreich. 1830 ist der Wendepunkt der französischen Rechtstheorie. Von da an werden Gesetze dogmatisch interpretiert. Das Rechtssystem wird als geschlossen betrachtet, die phonographische Theorie rücksichtslos angewandt, die rechtsschöpferische Funktion des Richters geleugnet. Ein Rekurs auf Gerechtigkeit und Zweckmässigkeitserwägungen findet nicht mehr statt.<sup>1)</sup> Ähnliche Entwicklungen sind in Deutschland festzustellen. So verbot Friedrich II. von Preussen am 14. April 1780 die Auslegung von Gesetzen. Der Artikel 4 der Einleitung zum Allgemeinen Landrecht verbot die Auslegung von Gesetzen gegen den Wortlaut und den Wortzusammenhang von Gesetzen. Feuerbach ist wahrscheinlich der Urheber der bayerischen Instruktion vom 19. Oktober 1813, die den Beamten und Privatgelehrten verbot, Kommentare zum bayerischen Strafgesetzbuch von 1813 zu verfassen.<sup>2)</sup> Feuerbachs Gegner, Savigny, unterscheidet sich in diesem Punkt in nichts von ihm. Savigny und die historische Rechtsschule erblicken ja lediglich im Gesetz, im „Volksgeist“ und im Gewohnheitsrecht Rechtsquellen.<sup>3)</sup> Auch in Savignys Theorie ist das Rechtssystem geschlossen, einheitlich und vollständig, der Richter hat nur die Wahrheit zu erkennen, sie aber nicht zu schaffen.<sup>4)</sup> Während des ganzen 19. Jahrhunderts ist die deutsche Rechtsanwendungstheorie dogmatisch.

Die Gewaltenteilungslehre, von der diese Rechtsfindungs-

---

<sup>1)</sup> Ein guter, wenn auch unter wissenschaftlichen Gesichtspunkten durchaus nicht ausreichender Überblick über die französischen Theorien findet sich bei Julien Bonnecase, *La Pensée Juridique Française de 1804 à l'Heure Présente*, 2 Bde. Bordeaux, vor allem Bd. 1, S. 246. — Das berühmteste Buch ist das von François Génys, *Méthode de l'Interpretation et Sources du Droit Privé Positif*, 2. Auflage, Paris 1919; Génys ist der Schöpfer der „soziologischen Jurisprudenz“.

<sup>2)</sup> Gustav Radbruch, Feuerbach, Wien 1934, S. 85.

<sup>3)</sup> G. F. Puchta, *Gewohnheitsrecht*, Bd. 1, 1828, S. 144 ff.

<sup>4)</sup> F. K. von Savigny, *System des heutigen römischen Rechts*, Bd. 1, S. 262, 263.

theorie abhängt, bedeutet aber nicht die Behauptung einer Gleichwertigkeit der drei Gewalten, sondern impliziert immer die Anerkennung der Vorherrschaft der gesetzgebenden Gewalt, schon bei Locke wie bei allen späteren. Infolgedessen wird fast während des gesamten 19. Jahrhunderts, in Deutschland bis zum Jahre 1919, das richterliche Prüfungsrecht gegenüber ordnungsmässig verkündigten Reichsgesetzen geleugnet. Die deutsche Verfassungstheorie war in dieser Frage gespalten, die Liberalen befürworteten das richterliche Prüfungsrecht, die Konservativen verwarfen es. Aber obwohl der vierte deutsche Juristentag von 1863 sich in seiner Mehrheit für das richterliche Prüfungsrecht aussprach, nahm die Zahl der Anhänger unter der Herrschaft Bismarcks rapide ab. Die Praxis verneinte ein solches Recht durchgehend und gestattete eine Nachprüfung lediglich in Bezug auf die Vereinbarkeit von Landes- mit Reichsgesetzen.

Was ist die gesellschaftliche Bedeutung der Theorie von der Herrschaft des Gesetzes, der Leugnung eines Naturrechtes und der absoluten Unterwerfung des Richters unter das Gesetz? In England, in Deutschland und in Frankreich drückte der Glaube an die Herrschaft der Gesetze sowohl die Stärke als die Schwäche des Bürgertums aus. Die Behauptung von der Suprematie des gesetzten Rechtes impliziert zunächst die weitere Behauptung, dass soziale Massnahmen nur und ausschliesslich durch Gesetzgebung herbeigeführt werden dürfen. Der Vorrang der Gesetzgebung aber ist deshalb behauptet, weil das Bürgertum, jedenfalls in England und Frankreich, einen wichtigen Anteil am Gesetzgebungsprozess hatte. Gesetze aber sind immer Eingriffe in Freiheit oder Eigentum. Wenn solche Eingriffe nur durch Gesetz oder auf der Grundlage von Gesetzen vorgenommen werden können und wenn das Bürgertum im Parlament entscheidend vertreten ist, dann impliziert die Doktrin, dass diejenige Gesellschaftsschicht, die das Objekt der Intervention ist, sich die Eingriffe selbst zufügt und selbstverständlich ihre Interessen dabei berücksichtigt. Ist das Parlament das entscheidende Mittel für soziale Änderungen, so folgt daraus, dass die Herrschaft des Parlamentsgesetzes zugleich zu einem Mittel wird, sozialen Fortschritt zu verhindern oder jedenfalls aufzuhalten. Die Doktrin verhüllt also die Unwilligkeit der herrschenden Klassen zur Sozialreform, denn die Langsamkeit der parlamentarischen Maschine verwandelt das einzige Mittel für die Änderung des Rechtes in ein Mittel für die Bewahrung seiner Unabänderlichkeit.<sup>1)</sup> Schliesslich hat die Doktrin eine letzte ideo-

---

<sup>1)</sup> Vgl. Georg Jäger, Das englische Recht zur Zeit der klassischen Nationalökonomie, Leipzig 1929, S. 30.



logische Funktion : die der Verneblung der wahren Machthaber. Die Anrufung des Gesetzes als des einzigen Souveräns, die Behauptung, dass die Souveränität „a government of laws and not of men“ sei, macht es überflüssig zu erwähnen, dass Menschen herrschen, wenn sie auch im Rahmen von Gesetzen regieren. Daraus folgt, dass die Vorherrschaft des Parlamentsgesetzes nur solange im Mittelpunkt der konstitutionellen Doktrin steht, als das Bürgertum auf das Parlament entscheidenden Einfluss hat. Beginnt dieser Einfluss zu schwinden, so treten im selben Augenblick neue naturrechtliche Doktrinen auf, die dazu bestimmt sind, die Vorherrschaft eines Parlamentes, in dem auch Vertreter der Arbeiterschaft Einfluss haben, zu reduzieren. „Parallel mit der Hegelschen Doktrin entwickelte sich in Frankreich die Lehre der Doktrinäre, welche die Souveränität der Vernunft im Gegensatz zur Vernunft des Volkes proklamierten, um die Massen auszuschliessen und allein zu herrschen.“<sup>1)</sup> Zugleich aber verhüllt die Doktrin von der Vorherrschaft des Parlamentsgesetzes die Schwäche des Bürgertums. Die Behauptung, soziale Veränderungen könnten nur durch Parlamentsgesetz erfolgen, Verwaltungsbehörden und Richter würden Recht nur erklären und nicht machen, ist eine Illusion, die mit dazu dient, die rechtschaffende Kraft ausserparlamentarischer Stellen nicht zugeben zu müssen. Die Doktrin bringt die Ambivalenz des bürgerlichen Charakters klar zum Ausdruck : der emphatischen Behauptung von der Autonomie des Menschen entspricht ein ebenso leidenschaftliches Bekenntnis zur Herrschaft des Gesetzes.

Die Theorie von der Herrschaft des Gesetzes ist aber auch notwendig für die Befriedigung der Bedürfnisse der kapitalistischen Konkurrenz. Das Bedürfnis nach Berechenbarkeit und Zuverlässigkeit des Rechtssystems und der Verwaltung war ja eines der Motive für die Beschränkung der Herrschaft der Patrimonial-Fürsten und der Feudalität mit der schliesslichen Errichtung des Parlaments, mit dessen Hilfe das Bürgertum Verwaltung und Finanzen kontrollierte und in den Änderungen des Rechtssystems mitwirkte.<sup>2)</sup> Die freie Konkurrenz bedarf des allgemeinen Gesetzes, weil es die höchste Form der formalen Rationalität ist, zugleich muss sie auch die absolute Unterwerfung des Richters unter das Gesetz und damit die Gewaltenteilung verlangen. Die freie Konkurrenz ist bedingt durch die Existenz einer grossen Zahl von Wettbewerbern ungefähr gleicher Stärke, die auf einem freien

---

<sup>1)</sup> Karl Marx, Die heilige Familie, VI. Kap., 1 a.

<sup>2)</sup> Max Weber, Wirtschaft und Gesellschaft, Tübingen 1922, S. 174.

Markt konkurrieren. Freiheit des Warenmarktes, Freiheit des Arbeitsmarktes, freie Selektion innerhalb der Unternehmerschicht, Vertragsfreiheit und vor allem Berechenbarkeit der Justiz sind die wesentlichen Charakteristika des liberalistischen Konkurrenzsystems, das ja Profit und immer erneuten Profit in einem kontinuierlichen, rationalen, kapitalistischen Unternehmen erzeugen will. Die primäre Aufgabe des Staates besteht in der Schaffung einer solchen Rechtsordnung, die die Erfüllung von Verträgen sichert. Die Erwartung, dass Verträge erfüllt werden, muss stets berechenbar sein. Diese Berechenbarkeit kann aber, wenn die Wettbewerber annähernd gleich sind, nur durch allgemeine Gesetze hergestellt werden. Diese allgemeinen Gesetze müssen in ihrer Abstraktheit so bestimmt sein, dass der Richter so wenig freies Ermessen wie möglich hat. In einer so konstituierten Gesellschaft darf der Richter deshalb nicht auf Generalklauseln zurückgreifen. Der Staat, wenn er in Freiheit und Eigentum eingreift, muss seine Eingriffe selbst berechenbar machen, er darf vor allem nicht mit rückwirkender Kraft eingreifen, da er sonst bereits entstandene Erwartungen vernichten würde. Er darf nicht ohne Gesetz eingreifen, weil ein solcher Eingriff nicht voraussehbar ist. Er darf nicht durch individuelle Massnahmen eingreifen, weil jeder solche Eingriff den Grundsatz der Gleichheit der Wettbewerber verletzt. Folglich muss auch der Richter unabhängig sein, der Rechtsstreit muss unabhängig von den Wünschen und Äusserungen der Regierung entschieden werden. Daraus folgt, dass die Gewalten unterschieden sein müssen. Die Gewaltenteilung ist, ganz abgesehen von ihrer politischen Bedeutung, das organisatorische Element der freien Konkurrenz, weil es Zuständigkeiten und klare Abgrenzungen zwischen den verschiedenen Tätigkeiten des Staates schafft und hierdurch die Rationalität des Rechtes und seiner Anwendung garantiert.<sup>1)</sup> In dieser Weise löst sich der scheinbare Gegensatz in der Haltung des Liberalen gegenüber der Gesetzgebung auf, eine Antinomie, die Roscoe Pound<sup>2)</sup> vor allem in der Haltung der amerikanischen Puritaner entdeckt hat, nämlich einmal die Abneigung gegen jede Art von Gesetzgebung und zum anderen der feste Glaube an Gesetzgebung, verbunden mit der Abneigung gegen Gewohnheitsrecht und Billigkeitsrecht. Es ist die Haltung des gesamten Liberalismus und nicht nur die Haltung der Puritaner. Der Liberalismus postulierte den Vorrang der parlamentarischen Gesetzgebung, um Gesetzgebung zu verhindern oder, soweit das

---

<sup>1)</sup> a. a. O., S. 166.

<sup>2)</sup> The Spirit of the Common Law. Boston 1925, S. 46.

nicht möglich war, diese Gesetzgebung den Interessen des Bürgertums dienstbar zu machen. Aber er liebte grundsätzlich Eingriffe nicht.

Nun ist die Theorie der Herrschaft des allgemeinen Gesetzes keineswegs und in keiner Periode der freien Konkurrenz voll verwirklicht worden. Die Gesellschaft des Liberalismus ist keine rationale, die Wirtschaft ist nicht planmässig organisiert. Harmonie und Equilibrium restaurieren sich keineswegs automatisch in jedem Augenblick. Massnahmen des Souveräns und Generalklauseln sind stets, in jedem Stadium, unentbehrlich. Es gehört zur Dialektik der Vertragskategorie, dass der Vertrag geradezu das Mittel wird, um die freie Konkurrenz aus den Angeln zu heben und damit die Herrschaft des Vertrages und des auf ihn in der ökonomischen Sphäre bezogenen allgemeinen Gesetzes zu zerstören. Denn die Vertragsfreiheit impliziert nach der juristischen Theorie des Liberalismus — und im diametralen Gegensatz zu Adam Smith — das Recht der Eigentümer, sich zu organisieren, zu Kartellen, Konzernen, Syndikaten, Interessengemeinschaften, schliesslich zum Markt beherrschenden Trust. Da die Rechtstheorie des Liberalismus von den sozialen Postulaten der klassischen liberalen Theorie des Adam Smith, seiner Bekämpfung des unbeschränkten Wettbewerbs<sup>1)</sup>, seinem Gleichheitspostulat für Wettbewerber, seinem Kampf gegen Monopole<sup>2)</sup>, seinem Eintreten für die Konzentration der Kapital- und Leitungsfunktion in der Person des Eigentümers, und damit seinem Kampf gegen die Aktiengesellschaft, abstrahierte, kam sie übereinstimmend zum Ergebnis, dass Vertragsfreiheit nichts weiter bedeute als die Freiheit, jede Art von Vertrag, soweit nicht ausdrückliche gesetzliche Verbote vorlagen, schliessen zu können, also auch solche, die der freien Konkurrenz das Todesurteil sprachen. Die Verwandlung des Begriffes

---

<sup>1)</sup> „One individual must never prefer himself so much even to any other individual as to hurt or injure that other in order to benefit himself though the benefit of the one should be much greater than the hurt or injury of the other.“ Adam Smith, *A Theory of Moral Sentiments*. 6. Aufl., 1790, Bd. 1, Teil III, Kap. III, S. 339, und weiter „In the race for wealth and honors and preferment, each may run as hard as he can and strain every nerve and every muscle in order to outstrip all his competitors, but if he should juggle or throw down any of them, the indulgence of the spectator is entirely at an end. It is a violation of fair play which they can not admit of.“ *Theory*, Bd. I, Teil II, Abschn. II, Kap. II, S. 2026.

<sup>2)</sup> *Wealth of Nations*, Bd. I, Buch I, Kap. VII, Kap. XI, Bd. 2, Buch IV, Kap. VII, Teil III und folgende Stelle aus seinen *Glasgow Lectures*: „Lecture on Justice Police Revenue and Arms“, herausgegeben von Cannan, Oxford 1890, S. 177, wo es gegenüber den Zünften der Bäcker und Schlächter heisst: „For a free commodity ... there is no occasion for this (d. h. für die Festsetzung behördlicher Preise), but it is necessary with bakers who may agree among themselves to make the quantity and prices what they please.“



der Vertragsfreiheit aus einem sozialen Begriff, der Austausch gleichwertiger Leistungen gleichstarker Wettbewerber meinte, in einen formal juristischen Begriff trug dazu bei, dass sich auf der Basis und mit Hilfe des Vertragssystems der Monopolkapitalismus entfaltete, in dem Vertrag und allgemeines Gesetz eine durchaus sekundäre Rolle spielen.

#### IV

Das allgemeine Gesetz und das Prinzip der Gewaltenunterscheidung haben aber eine dritte, eine ethische Funktion, die am klarsten in der Rousseauschen Rechtsphilosophie zum Ausdruck gekommen ist. Die Allgemeinheit des Gesetzes und die Unabhängigkeit des Richters garantieren ein Minimum an persönlicher und politischer Freiheit. Das allgemeine Gesetz etabliert die persönliche Gleichheit. Es ist die Basis für Eingriffe in Freiheit und Eigentum. Deshalb ist der Charakter des Gesetzes, auf das alle Eingriffe reduziert werden müssen, von entscheidender Bedeutung. Nur wenn solche Eingriffe auf allgemeine Gesetze reduziert werden können, ist Freiheit garantiert, weil das Prinzip der Gleichheit preserviert ist. Voltaires Satz, dass Freiheit bedeute, von nichts anderem abhängig zu sein als vom Gesetz<sup>1)</sup>, hat nur das allgemeine Gesetz im Auge. Wenn der Souverän individuelle Massnahmen erlassen kann, wenn er diesen oder jenen Menschen verhaften, dieses oder jenes Eigentum entziehen kann, ist es um die wahre Unabhängigkeit von Richtern geschehen. Der Richter, der solche individuelle Massnahmen durchzuführen hat, wird blosser Polizist und Gerichtsvollzieher. Wahre Unabhängigkeit setzt daher die Herrschaft des Staates durch allgemeine Gesetze voraus. Die Allgemeinheit des Gesetzes und die Unabhängigkeit des Richters wie die Doktrin der Gewaltenunterscheidung haben deshalb Aufgaben, welche die Bedürfnisse der freien Konkurrenz transzendieren. Das für die Allgemeinheit des Gesetzes grundlegende Phänomen, die volle und die gleiche Rechtsfähigkeit aller Menschen wurde im Liberalismus in keiner Periode angetastet. Die Gleichheit vor dem Gesetz ist sicher „formal“, d. h. negativ. Aber gerade Hegel, der die Unzulänglichkeit der bloss formal-negativen Bestimmung des Freiheitsbegriffes am klarsten erkannt hat, hat schon davor gewarnt, diese Bestimmung wegzuworfen.

Alle drei Funktionen der Allgemeinheit, Verhüllung der Herr-

---

<sup>1)</sup> „La liberté consiste à ne dépendre que des lois“ in : *Pensées sur le Gouvernement*. Aug. Garnier Frères, Bd. 23, S. 526.

schaft des Bürgertums zu sein, das ökonomische System berechenbar zu machen und ein Minimum an Freiheit und Gleichheit zu garantieren, sind entscheidend, und nicht, wie das vor allem die Anhänger des totalen Staates wollen, lediglich die zweite Funktion. Wenn man, wie z. B. Carl Schmitt, in der Allgemeinheit des Gesetzes nur Mittel zur Befriedigung der Bedürfnisse der freien Konkurrenz sieht, dann drängt sich naturgemäss der Schluss auf, dass mit der Beseitigung der freien Konkurrenz und ihrer Ersetzung durch einen organisierten Staatskapitalismus auch das allgemeine Gesetz, die Unabhängigkeit der Richter und die Gewaltenunterscheidung verschwinden müssen, und dass das wahre Recht entweder der Führerbefehl oder die Generalklausel ist.

## V

Die juristische Form, die sich die Gesellschaft der freien Konkurrenz im 19. Jahrhundert geschaffen hat, ist in England und Deutschland verschieden. Das spezifisch deutsche Phänomen ist der Rechtsstaat, das spezifisch englische die Kombination der Suprematie des Parlamentes und der *rule of law*.

Die Idee des Rechtsstaats ist im Kantischen System vollendet. Der Rechtsstaat ist hier die Schöpfung der deutschen Bourgeoisie als einer ökonomisch aufsteigenden, politisch aber stagnierenden Klasse. Sie ist zufrieden mit rechtlichem Schutz ihrer wirtschaftlichen Freiheitsrechte und hat resigniert, soweit es sich um die politische Herrschaft im Staate handelt. Das Wesen dieses Rechtsstaatsbegriffes besteht in der Abspaltung der Rechtsform von der politischen Struktur des Staates, wobei jene allein, unabhängig von der politischen Struktur, Freiheit und Sicherheit garantieren soll. In dieser Spaltung besteht der grundlegende Unterschied zwischen der deutschen und der englischen Theorie. In der deutschen Theorie ist der Rechtsstaat nicht die spezifisch juristische Form der Demokratie geworden, wie das in England der Fall ist, er verhält sich vielmehr zur Staatsform neutral. Diese indifferente Haltung kommt am klarsten bei Friedrich Julius Stahl zum Ausdruck.<sup>1)</sup> „Der Staat soll Rechtsstaat sein, das ist die Lösung und ist auch in Wahrheit der Entwicklungstrieb der neueren Zeit.“ „Er soll die Bahnen und Grenzen seiner Wirksamkeit wie die freie Sphäre der Bürger in der Weise des Rechts genau bestimmen und unverbrüchlich sichern und soll die sittliche Idee von staatswegen, also direkt, nicht weiter verwirklichen

---

<sup>1)</sup> Rechts- und Staatslehre. 3. Aufl., Bd. 2, S. 137-146.

(erzwingen), als er der Rechtssphäre angehört, das ist nur bis zur notwendigsten Umzäunung. Dies ist der Begriff des Rechtsstaates, nicht etwa dass der Staat bloss die Rechtsordnung handhabe ohne administrative Zwecke, oder vollends bloss die Rechte der einzelnen schütze, er bedeutet überhaupt nicht Ziel und Inhalt des Staates, sondern nur Art und Charakter, dieselben zu verwirklichen.“ Diese Stahlsche Definition ist auch von den liberalen Rechtsstaatstheoretikern, z. T. unter ausdrücklicher Erwähnung und Billigung der Stahlschen Bestimmung, akzeptiert worden, so von Gneist<sup>1)</sup>, Robert von Mohl<sup>2)</sup>, Otto Bähr<sup>3)</sup> und Welcker<sup>4)</sup>. Dieser Rechtsstaatsbegriff, den Stahl in leidenschaftlicher Polemik gegen De Maistre und Bonald entwickelt hat, gipfelt in der Leugnung, dass der Monarch der Stellvertreter Gottes auf Erden ist, und endet mit der Behauptung, dass der Monarch nicht gegen das Gesetz, sondern nur mit der Vertretung des Volkes und nur durch das Medium der Bürokratie herrschen dürfe. Die Definition zeigt deutlich zwei Dinge : der Staat hat auch Verwaltungszwecke, die nicht kontrolliert sind. Die Rechtsform dagegen, d. h. die Herrschaft durch Gesetz, ist unabhängig von der Staatsform.

In der englischen Verfassungstheorie werden beide Elemente, die Souveränität des Parlaments und die Herrschaft der Gesetze, mit gleichem Akzent betont, und zwar schon bei Blackstone.<sup>5)</sup> Das Bürgertum sicherte, im Gegensatz zum deutschen, seine wirtschaftlichen Freiheitsrechte nicht durch Errichtung von Schranken gegenüber der Parlamentsgesetzgebung, nicht materiell, sondern allein durch Teilnahme an der Gesetzgebung, also genetisch. Trotzdem ist die englische Theorie gegenüber der Struktur des Gesetzesbegriffes durchaus nicht indifferent.<sup>6)</sup> Die deutsche Rechtstheorie ist an der Genesis des Gesetzes uninteressiert und ausschliesslich beschäftigt mit der Interpretation des positiven Gesetzes, das irgendwann und irgendwie entstanden ist. Das englische Bürgertum ist wesentlich politisch an der Entstehung der Gesetze interessiert. Die deutsche Theorie ist liberal-konstitutionell, die

<sup>1)</sup> Gneist, Der Rechtsstaat. 2. Aufl. 1872, S. 333.

<sup>2)</sup> Geschichte der Literatur der Rechtswissenschaften. Bd. I, S. 296 ff. (1885).

<sup>3)</sup> Der Rechtsstaat 1864, S. 1, 2.

<sup>4)</sup> Artikel : Staatsverfassung in : Rotteck-Welcker, Staatslexikon. 1843, Bd. 15.

<sup>5)</sup> a. a. O., Bd. 1, S. 160.

<sup>6)</sup> Am klarsten kommt die gleichmässige Akzentverteilung auf beide Begriffe in dem Buch zum Ausdruck, das Jahrzehnte hindurch die englische Verfassungstheorie beherrschte und heute noch beherrscht, in Diceys Buch, Introduction to the Study of the Law of the Constitution. 1. Aufl. London 1885.



englische demokratisch-konstitutionell. Das englische Bürgertum sprach seinen Willen durch das Medium des Parlaments aus. Das deutsche fand Gesetze des konstitutionellen Monarchen vor, die systematisiert und interpretiert wurden, um ein Maximum an wirtschaftlicher Freiheit gegenüber einem mehr oder minder absoluten Staate zu garantieren. Während in der englischen Theorie deshalb irgendwie relevante Diskussionen über die Formalstruktur des Gesetzes nicht zu finden sind, ist die deutsche voll von Erörterungen darüber, was unter Gesetz zu verstehen ist.<sup>1)</sup> Die deutsche Theorie, wie sie vor allem von Laband vertreten und zur herrschenden Ansicht gemacht wurde, ist ein klarer Ausdruck der politischen Schwäche des deutschen Bürgertums.

Die Unabhängigkeit der Richter wurde von 1848 an nicht mehr bestritten. Sie wandten die Gesetze wörtlich an. Das freie Ermessen, das in den Generalklauseln am sichtbarsten ist, spielt keine Rolle. In den ersten dreissig Bänden der Entscheidungen des Reichsgerichts sind die Generalklauseln kaum erwähnt.<sup>2)</sup> Auch der Polizeiarartikel des Landrechts, die wichtigste verwaltungsrechtliche Generalklausel, war in Vergessenheit geraten. Noch 1911 hat der zweite deutsche Richtertag folgende Entschliessung angenommen<sup>3)</sup>: „1. Die richterliche Gewalt ist dem Gesetz unterworfen. Der Richter hat deshalb niemals die Befugnis, vom Recht abzuweichen. 2. Die Zweifelhafteit des Gesetzesinhalts berechtigt den Richter nicht, nach seinem Ermessen zu entscheiden; vielmehr ist der Zweifel durch Auslegung des Gesetzes nach Sinn und Zweck und zutreffendenfalls nach Analogie zu lösen. 3. Ist ein Gesetz verschiedener Auslegung fähig, so hat der Richter derjenigen Auslegung, welche dem Rechtsbewusstsein und den Verkehrsbedürfnissen am besten entspricht, den Vorzug zu geben.“

Diese Haltung der Richter gegenüber dem Gesetz ist während der Periode Wilhelms II. verständlich. Der Staat verstand es, seinen Einfluss auf die Richter, obwohl sie unabhängig waren, durchaus zu erhalten. Der soziale Standort des Richters war fixiert. Er begann seine Karriere als Reserveoffizier und lernte dort die Bedeutung von Gehorsam und Disziplin. Die Präsidentenposten wurden fast ausschliesslich durch frühere Staatsanwälte besetzt, die, im Gegensatz zu den Richtern, abhängige und an Anweisungen gebundene Beamte gewesen waren. Sie verstanden

<sup>1)</sup> Genaue Analysen der soziologischen Relevanz der deutschen Theorie bei Carré de Malberg, *Contribution à la Théorie Générale de l'État*, Bd. 1. Paris 1920.

<sup>2)</sup> Justus Wilhelm Hedemann, *Die Flucht in die Generalklauseln*. Jena 1933.

<sup>3)</sup> Zitiert bei Ernst Forsthoff, *Zur Rechtsfindungslehre im 19. Jahrhundert*. In: *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Bd. 96, 1935, S. 63.

es auch als Präsidenten, Wünsche der Minister zu erfüllen, auch dann, wenn diese nicht deutlich ausgedrückt waren. Schliesslich aber war der preussische Richter, vor allem, wenn man ihn mit seinen englischen Kollegen vergleicht, ein schlechtbezahlter Beamter, der Jahre auf seine endgültige Anstellung zu warten hatte, sodass nur Angehörige des mittleren Bürgertums es sich leisten konnten, in den Beruf einzutreten. Der Richter dieser Periode besass alle Charakteristika des mittleren Bürgertums, das Ressentiment gegen den Arbeiter, vor allem dann, wenn er organisiert und gut bezahlt war, die Verehrung für Thron und Altar, zugleich aber völlige Indifferenz gegenüber Finanz- und Monopolkapital. Die Richter repräsentierten das Bündnis zwischen Krone, Armee, Bürokratie, Grundbesitz und Bürgertum. Ihre Interessen und diejenigen, die aus der Konstellation dieser Schichten der Nation entsprangen, waren identisch, und da die Gesetze diesen Interessen entsprachen, lag kein Anlass vor, sie anders als wortgetreu auszulegen. Ebenso wenig aber war Platz für irgendein Naturrecht. Das deutsche Bürgertum war im Verhältnis zur Staatsgewalt zufrieden. Richter und Rechtstheoretiker hatten es nicht mehr nötig, ein Naturrecht anzurufen, um ein ihnen feindlich gegenüberstehendes positives Recht zu bekämpfen. Beides, Naturrecht und Rechtsphilosophie, verschwand. Der Positivismus war siegreich, nicht nur in der Rechtsanwendung — insoweit hat er auch progressive Züge —, sondern auch in der Rechtstheorie, d. h. in dem Verzicht auf jede Rechtstheorie, damit in seiner kritiklosen Akzeptierung eines gehorsamen Relativismus — insoweit ist er reaktionär. Diese völlige Aufgabe des Naturrechts in der zweiten Hälfte des 19. und im Beginn des 20. Jahrhunderts ist am klarsten von Windscheid ausgesprochen worden.<sup>1)</sup> „Ja, wir scheuen uns nicht, es auszusprechen: Das Recht, welches wir haben, welches wir bilden, ist nicht das Recht. Es gibt für uns kein absolutes Recht. Der Traum des Naturrechtes ist ausgeträumt, und die titanenhaften Versuche der neueren Philosophie haben den Himmel nicht gestürmt.“ Karl Bergbohm hat sehr deutlich dem Streben nach Rechtssicherheit Ausdruck gegeben, wenn er ausführt, dass derjenige, der ein Recht annehme, „das von menschlicher Satzung unabhängig ist“, in naturrechtliche „Korruption“ gerate.<sup>2)</sup>

War so der Rechtsstaat ein Staat der Koalition der herrschenden Schichten, so war er doch nicht despotisch. Die Generalität

---

<sup>1)</sup> B. Windscheid, *Recht und Rechtswissenschaft*. Leipziger Rektoratsrede von 1854, S. 23.

<sup>2)</sup> K. Bergbohm, *Jurisprudenz und Rechtsphilosophie*. Leipzig 1892, S. 131.

des Gesetzes und die Unabhängigkeit der Richter enthielten Elemente, welche die Funktion der Machtverhüllung und der Schaffung von kapitalistischer Kalkulierbarkeit transzendierten. Die Gewaltenteilung war sicherlich nicht nur eine Gewaltenunterscheidung, sondern zugleich auch eine Verteilung der Staatsgewalt zwischen den verschiedenen Schichten innerhalb jener Koalition. Aber diese Klassenherrschaft war berechenbar, voraussehbar und deshalb nicht willkürlich. Hinzu kam aber, dass, teils infolge der Fusion preussisch-konservativer polizeistaatlicher Elemente mit der Industrie, teils infolge der Konzessionen, die der Staat dem erstarkenden Proletariat machen musste, die Rationalität des Rechtes in hohem Masse den Armen und Arbeitern zugute kam, vor allem durch die Ausbildung des Armenrechtssystems, das nach 1918 eine ausserordentliche Breite erreichte und das deutsche Rechtssystem der Weimarer Periode zu dem wohl rationalisiertesten Rechtssystem der Welt machte, rational nicht nur im Sinne der Erzeugung von Berechenbarkeit, sondern auch in einem eminent sozialen Sinne, nämlich dass die Vorteile des rationalen Rechtes der arbeitenden Klasse und darüber hinaus den Armen zugute kamen. Dies im Gegensatz zu England, wo die Rationalität im Sinn der bestehenden Ordnung noch heute entscheidend dadurch garantiert ist, dass durch eine völlig unzureichende Ausbildung des Armenrechtssystems und durch ausserordentlich hohe Prozesskosten und durch die Konzentration der Justiz beim High Court of Justice die grossen Schichten der Bevölkerung praktisch rechtlos sind. Das Rechtssystem dieser Periode ist demnach um folgende Elemente zentriert : persönliche, politische und wirtschaftliche Freiheitsrechte, welche die Behauptung des vorstaatlichen Charakters dieser Freiheiten implizieren.

1. Die Formalstruktur des Rechtssystems : Diese Freiheiten sind durch formal rationales Recht garantiert, d. h. durch allgemeine Gesetze und durch ihre strikte Anwendung seitens unabhängiger Richter, durch die Leugnung des rechtschaffenden Charakters der richterlichen Tätigkeit und die Ignorierung von Generalklauseln.

2. Die materielle Struktur des Rechtssystems : Dieses Rechtssystem war ökonomisch bezogen auf die freie Konkurrenz. Es fand seinen Ausdruck in den Konnexgarantien des Eigentums, in der Vertrags- und Gewerbefreiheit.

3. Die Sozialstruktur des Rechtssystems : Es war sozial bezogen auf einen Zustand, in dem die Arbeiterklasse nicht ernsthaft gefährlich war.

4. Die politische Struktur des Rechtssystems : Es war politisch bezogen auf ein System der Gewaltenteilung und Gewaltenverteilung ; in Deutschland auf einen Zustand, in dem das Bürgertum



keine ausschlaggebende politische Rolle spielte, in England auf ein System, in dem die Bourgeoisie den Inhalt des Gesetzes bestimmte und die parlamentarische Macht zwischen Krone, Aristokratie und Bourgeoisie geteilt wurde.

## VI

Rechtstheorie und Rechtspraxis erfahren eine entscheidende Änderung in der Periode des Monopolkapitalismus, die in Deutschland mit der Weimarer Demokratie beginnt. Zum Verständnis der juristischen Veränderungen sollen nicht die ökonomischen Strukturwandlungen, die oft beschrieben sind, sondern die politische Konstruktion der Weimarer Demokratie berücksichtigt werden. Das entscheidende politische Faktum der Weimarer Demokratie ist die neue Bedeutung der Arbeiterbewegung nach 1918. Die bürgerliche Gesellschaft konnte jetzt die Existenz eines Klassegegensatzes nicht mehr ignorieren, wie das noch der alte Liberalismus getan hat, sie musste vielmehr diesen Konflikt zur Kenntnis nehmen und unter Anerkennung dieser Tatsache versuchen, irgendwie eine Verfassung zu konstruieren. Das technische Mittel dazu war auch hier der Vertrag, der allein das politische Kompromiss möglich macht. Der moderne Staat ist sicherlich nicht durch einen Gesellschaftsvertrag entstanden, aber der Gedanke des Gesellschaftsvertrages in der neueren Staatsphilosophie erschöpft seine Bedeutung nicht darin, blosse Hypothese zu sein. Wenn der Vertrag als Ursprung der bürgerlichen Gesellschaft angesehen wird, so steckt darin die Einsicht in eine Hauptbedingung für das Zustandekommen und das Funktionieren dieser Gesellschaft. Sie beruht tatsächlich auf Verträgen, nicht nur in der ökonomischen Sphäre. Mächtige Gruppen der Gesellschaft einigen sich, machen ihre Interessen zu den allein legitimen und opfern dabei die der Allgemeinheit auf. In der letzten Phase der bürgerlichen Gesellschaft enthüllt die Gründung der deutschen Republik den Sinn des Gesellschaftsvertrages. Am Anfang der Republik stehen die folgenden Verträge. Der wichtigste Vertrag, der zwischen Ebert einerseits und Hindenburg und Gröner andererseits vom 10. November 1918, dessen Bedingungen Gröner als Zeuge in dem sogenannten Münchener Dolchstoßprozess beschrieben hat,<sup>1)</sup> enthält als

---

<sup>1)</sup> Der Dolchstoßprozess in München. München 1925, S. 224. Dort sagt Gröner als Zeuge: „Wir haben uns verbündet (d. h. Ebert und die Oberste Heeresleitung) zum Kampf gegen den Bolschewismus. An eine Einführung der Monarchie war nicht zu denken. Unser Ziel am 10. November war die Einführung einer geordneten Regierungsgewalt, die Stützung dieser Gewalt durch Truppenmacht und die Nationalversammlung so bald wie möglich. Ich habe dem Feldmarschall zuerst den Rat

positives Ziel die Herstellung von „Ruhe und Ordnung“, als negatives die Bekämpfung des Bolschewismus. Dem gleichen Effekt in der sozialen Sphäre diene der Abschluss der Zentralarbeitsgemeinschaft vom 15. November 1918, das sogenannte Stinnes-Legien-Abkommen, durch welches die Unternehmer versprachen, gelbe Gewerkschaften nicht mehr zu dulden, die unabhängigen Gewerkschaften allein anzuerkennen, mit ihnen zusammenzuarbeiten und die Arbeitsbedingungen durch Tarifvertrag zu regeln. Dieses Abkommen schaltete nicht nur den Bolschewismus, sondern überhaupt jede Art von Sozialismus aus und legte die Grundlagen zu dem System, unter dem Deutschland von 1918 bis 1930 lebte. Am 4. März 1919 vereinbarten weiterhin die sozialdemokratische Partei Berlin und die Reichsregierung die Einführung von Betriebsräten und deren Verankerung in der Reichsverfassung, wobei Klarheit darüber bestand, dass solche Betriebsräte mit revolutionären Arbeiter- und Soldatenräten nichts zu tun haben sollten. In einem Vertrag zwischen dem Reich und den Ländern vom 26. Januar 1919 wurde die föderale Struktur des Reiches aufrechterhalten; und der fünfte, letzte Vertrag, der im Grunde alle vorhergehenden umschloss, zwischen den drei Weimarer Parteien, Zentrum, Sozialdemokratie und Demokraten, etablierte die Erhaltung der alten Bürokratie und Justiz, verwarf das Sowjet-System, hielt die Machtpositionen der Kirche aufrecht, sanktionierte die bürgerlichen Freiheitsrechte, wenn auch leicht eingeschränkt durch soziale Grundrechte, und führte die parlamentarische Demokratie ein.

Man hat dieses Weimarer System ein System der „kollektiven Demokratie“ genannt, weil angeblich die Integration des Staatswillens nicht mehr nur durch die Addition der Willen der stimmberechtigten Staatsbürger, sondern durch Vermittlung autonomer sozialer Organisationen erfolgen sollte. Der Staat sollte sich zwischen diesen freien Organisationen auf die Rolle eines neutralen Dritten beschränken. Die Weimarer Demokratie erfüllt insoweit zu einem erheblichen Teil die Forderungen des politischen Plura-

---

gegeben, nicht mit der Waffe die Revolution zu bekämpfen, weil zu befürchten sei, dass bei der Verfassung der Truppen eine solche Bekämpfung scheitern würde. Ich habe ihm vorgeschlagen, die O. H. L. möge sich mit der M. S. P. verbünden, da es zur Zeit keine Partei gäbe, die Einfluss genug habe im Volke, besonders bei den Massen, um eine Regierungsgewalt mit der O. H. L. wieder herzustellen. Die Rechtsparteien waren vollkommen verschwunden, mit den äussersten Radikalen zu gehen, war ausgeschlossen. Selbstverständlich war dem alten Feldmarschall das durchaus nicht eine sympathische Lösung, aber da er immer, wo er noch auftrat, Einsicht genug hatte, um auch persönliche Stimmungen zurücktreten zu lassen, hat er sich dazu bereit erklärt. Dieses ist auch zum Ausdruck gekommen in einem Brief, den der Feldmarschall am 8. Dezember 1918 an Herrn Ebert geschrieben hat.“

lismus.<sup>1)</sup> Die Staatssouveränität soll nicht mehr durch eine selbständige Bürokratie, durch Polizei und durch Armee ausgeübt werden, sondern sollte angeblich in den Händen der Gesellschaft selbst liegen, die sich zu ihrer Ausübung genossenschaftlich organisiere. Dieses pluralistische System ignorierte den Klassengegensatz nicht mehr, es versuchte ihn vielmehr in eine Zusammenarbeit der Klassen zu verwandeln. Die Weimarer Demokratie beruht demnach entscheidend auf der Idee der Parität, einer Parität zwischen sozialen Gruppen, zwischen Reich und Ländern, zwischen den verschiedenen Kirchen. Wenn diese Entwicklung auch am klarsten in Deutschland zum Ausdruck gekommen ist, so kann nicht geleugnet werden, dass gleichlaufende Tendenzen in England und Frankreich aufzuzeigen sind.

Ein Vertragssystem kann nur dann funktionieren, wenn die Vertragspartner bestehen bleiben, wenn sie gewillt sind, die Verträge einzuhalten oder, falls sie das nicht tun wollen oder können, wenn ein Zwangsapparat besteht, der für die Erfüllung der Verpflichtungen sorgt. Die demokratische Partei verschwand aber im Verlauf der politischen Entwicklung fast restlos. Neue Parteien, vor allem die nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei, entstanden und übertrafen von 1931 an an zahlenmässiger Stärke die alten Parteien. Die Krise machte den alten kapitalistischen Vertragspartnern die Erfüllung der vertraglichen Verpflichtungen, vor allem die Aufrechterhaltung der sozialen Institutionen, unmöglich. Eine neutrale Zwangsgewalt, die zur Erfüllung der Verpflichtungen zwang, bestand natürlich nicht, da die Idee des neutralen Staates eine Fiktion ist. Nicht nur, wie schon erwähnt, in der Sphäre des Privat-, sondern ebenso in der des öffentlichen Rechtes erzeugt der Vertrag notwendig Gewalt, das Vertragssystem trägt auch in der politischen Sphäre alle Elemente seiner Selbsterstörung in sich. Das pluralistische System, das den „Volksstaat“ verwirklichen will, d. h. die Rolle einer selbständigen Bürokratie, der Armee und Polizei reduzieren und die Erledigung der Staatsangelegenheiten dem Consensus freier Verbände übertragen will, steigert in Wahrheit die Macht der Bürokratie, drängt die politische und soziale Bedeutung der gesellschaftlichen Organisationen zurück und stärkt somit alle zum autoritären Staat führenden Tendenzen. Seit etwa 1931 funktionierte z. B. das Tarifvertragssystem kaum mehr. Während das Zwangsschlichtungswesen, d. h. der Staat,

---

<sup>1)</sup> Harold J. Laski, *The Pluralistic State*. In : *Foundations of Sovereignty*. London 1931, S. 232 ff.

E. Tartarin-Tarnheyden, *Berufsverbände und Wirtschaftsdemokratie*. Berlin 1930.



nach der ursprünglichen Absicht nur dann in die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer eingreifen sollte, wenn eine Einigung zwischen den Parteien im Ausnahmefalle nicht möglich war, wurde der staatliche Eingriff das Normale, und freie Vereinbarungen kamen nur noch zustande, um den Zwangseingriff zu vermeiden. Hinzu kam, dass die ökonomischen Strukturwandlungen, die Rationalisierung und Mechanisierung der Wirtschaft, innerhalb der Arbeiterklasse die Entscheidung von den in den alten Berufsverbänden organisierten Facharbeitern auf die aufsichtführenden Arbeitnehmer einerseits und auf die grossen Massen der ungelerten oder angelernten Arbeiter andererseits verschoben, die nur schwer organisierbar waren, und damit die Bedeutung der Gewerkschaften schwächten. Die Krise und die Stärke der monopolistischen Gegner erschütterten die Position der Gewerkschaften weiter, und schon die Streikstatistik zeigt, wie wenig Kampfwille ihnen geblieben war. Das Klassengleichgewicht fand seinen verfassungsmässigen Ausdruck in dem zweiten Teil der Reichsverfassung, betitelt: Grundrechte und Grundpflichten der Deutschen, wo zum Teil beziehungslos nebeneinander die alten klassischen und neue soziale Grundrechte standen, so dass man mit Recht die Weimarer Verfassung eine Verfassung ohne Entscheidung nennen konnte.<sup>1)</sup> Die strukturellen ökonomischen Veränderungen zusammen mit der zunehmenden Arbeitsunfähigkeit des Parlamentes stärkten die Bürokratie, vor allem die Ministerialbürokratie in ausserordentlichem Masse.<sup>2)</sup>

Der veränderten ökonomischen und politischen Struktur entsprach eine radikale Wendung der Rechtstheorie und der juristischen Praxis.<sup>3)</sup> Wir haben bereits festgestellt, dass der Gedanke der Allgemeinheit des Gesetzes unter dem Einfluss Labands von

---

<sup>1)</sup> Otto Kirchheimer, Weimar — und was dann? Berlin 1930.

<sup>2)</sup> Die Tendenzen, die zu dieser Auflösung führen, sind in Harold J. Laskis „Democracy in Crisis“ niedergelegt.

<sup>3)</sup> Zum folgenden:

Justus Wilh. Hedemann, Die Flucht in die Generalklauseln. Tübingen 1933.

Hermann Heller, Der Begriff des Gesetzes in der Reichsverfassung. In: Veröffentlichungen der Vereinigung der deutschen Staatsrechtslehrer, Heft 4, Berlin und Leipzig 1928.

Hermann Isay, Rechtsnorm und Entscheidung. Berlin 1929.

Carl Schmitt, Verfassungslehre. München und Leipzig 1928.

Heinrich Triepel, Goldbilanzenverordnung und Vorzugsaktien. Berlin und Leipzig 1924.

Friedrich Dessauer, Recht, Richtertum und Ministerialbürokratie. Mannheim 1928.

Otto Kirchheimer, Grenzen der Enteignung. Berlin und Leipzig 1930; Remarques sur la théorie de souveraineté nationale en Allemagne et en France. In: Archives de Philosophie du Droit, 1934, S. 239 ff.

der deutschen Rechtstheorie aufgegeben und durch eine Teilung in formelles und materielles Gesetz ersetzt wurde. Plötzlich jedoch erfuhr das Postulat der Generalität des Gesetzes eine Auferstehung, vor allem in den Schriften Carl Schmitts und seiner Schule. Schmitt behauptete, dass das Wort „Gesetz“, soweit es in der Weimarer Verfassung gebraucht sei, nur allgemeine Gesetze umfasse, sodass der Reichstag nur generelle Normen erlassen könne. Die gesetzgebende Gewalt des Reichstages sei infolgedessen durch die Unmöglichkeit, individuelle Massnahmen zu erlassen, beschränkt. Zum Beweis für diese These bezog er sich auf die von uns kurz gestreifte Ideengeschichte und auf den Artikel 109 der Weimarer Verfassung, der ausspricht, dass alle Deutschen vor dem Gesetz gleich sind. Die Theorie, dass der Staat nur durch allgemeine Gesetze herrschen dürfe, ist bezogen auf eine bestimmte ökonomische Struktur, nämlich auf die der freien Konkurrenz in der ökonomischen Sphäre. Aber gerade für diese ökonomische Sphäre hat die Schmittsche Schule das Postulat der allgemeinen Gesetzesherrschaft aufgestellt. Die politische Bedeutung dieser Renaissance ist eindeutig. Schmitt selbst hat sie zum ersten Mal entwickelt, um zu zeigen, dass die Fürstenenteignungsgesetze verfassungswidrig seien, weil sie den Grundsatz der Gleichheit vor dem Gesetz und das Postulat der Allgemeinheit der Gesetze verletzen würden. Die Schmittsche Theorie setzt aber weiter voraus, dass der Gleichheitsgrundsatz sich nicht nur an die Verwaltung und Justiz, sondern auch an die gesetzgebende Gewalt wendet, d. h. dass er nicht nur bedeute, was er früher allein bedeutet hat, dass einmal erlassene Gesetze von den staatlichen Behörden ohne Rücksicht auf Differenzen im Status des Bürgers, ohne Hass, ohne Voreingenommenheit nur pflichtgemäss anzuwenden seien, sondern dass dieser Satz sich ebenso sehr an die gesetzgebende Gewalt selbst wende, der es deshalb verboten sei, Gesetze zu erlassen, in denen gleiche Situationen ungleich behandelt würden. Es ist nun richtig, dass Haenel, der liberale Verfassungstheoretiker und Politiker, zur Bekämpfung der Bismarckschen Enteignungsgesetzgebung gegenüber der polnischen Minderheit einmal diese These vertreten hat, sie ist aber universell verworfen worden. Jetzt wurde dieser alte Gedanke wieder aufgegriffen, um die Schranken, welche die Bestimmungen über Verfassungsänderung den Befugnissen des Parlamentes setzten, durch neue Schranken zu erhöhen, um damit die Parlamentsouveränität zu beschränken. Heinrich Triepel versuchte als erster zu beweisen, dass der Gleichheitsgrundsatz es verböte, Aktionäre von Aktiengesellschaften bei Gelegenheit der Goldbilanzenverordnung des Wertes ihrer Anteile zu berauben. Eine ungeheure Literatur entstand, die dem Nachweis dienen sollte, dass dieser

Gleichheitsgrundsatz im Grunde das zentrale Grundrecht darstelle und dass das Parlament an diesen Grundsatz ebenso stark gebunden sei wie Verwaltung und Justiz.

Aber selbst wenn der Grundsatz der Gleichheit vor dem Gesetz die Legislative binden sollte, so folgt ja daraus noch keineswegs, dass nur durch generelle Gesetze Gleichheit realisierbar ist. Die Behauptung, dass Gleichheit nur durch generelle Normen hergestellt werden kann, ist eine Wiederholung der Rousseauschen Forderung, die bei ihm vernünftig und verständlich ist, weil er mit aller Klarheit das generelle Gesetz auf eine Gesellschaft bezogen hat, in der es nur Klein-Eigentum oder Gesellschafts-Eigentum gibt. Das Eigentum, das in der Rousseauschen Theorie als heilig und unverletzbar erklärt wird, ist es nur, „sofern es ein besonderes und individuelles Recht bleibt. Insoweit es als allen Bürgern gehörig betrachtet wird, ist es der *volonté générale* unterworfen, und diese *volonté* kann es vernichten. So hat der Souverän kein Recht, die Güter eines einzelnen oder mehrerer anzutasten. Aber er kann sich legitimerweise der Güter aller bemächtigen.“<sup>1)</sup> Oder aber die Herrschaft des generellen Gesetzes ist bei Rousseau postuliert dann, wenn das Eigentum vergesellschaftet ist, wie das Rousseau in seinem Entwurf zur Korsika-Verfassung formuliert hat. „Weit davon entfernt zu wollen, dass der Staat arm sei, möchte ich im Gegenteil, dass er alles besäße und dass jeder nur Teil an den gemeinsamen Gütern nach Mass seiner Dienste hätte.“<sup>2)</sup> Rousseau glaubt also, dass die „*volonté générale*“ sich nur dann durch das generelle Gesetz äussern könne, wenn das Gesetz entweder mit gleichmässig verteiltem Klein-Eigentum oder mit Gesellschafts-Eigentum konfrontiert ist. Im System Rousseaus herrscht wirklich das Gesetz, ist kaum Platz für Gewalt, da bei der postulierten Sozialstruktur Rousseaus der Staat funktionslos ist. „Denn da das Einzeleigentum so schwach und abhängig ist, braucht die Regierung nur wenig Gewalt und leitet, sozusagen, die Völker mit einer Fingerbewegung.“<sup>3)</sup> In einem System, das

---

<sup>1)</sup> ... „tant qu'il demeure un droit particulier et individuel : sitôt qu'il est considéré comme commun à tous les citoyens, il est soumis à la *volonté générale*, et cette *volonté* peut l'anéantir. Ainsi le souverain n'a nul droit de toucher au bien d'un particulier, ni de plusieurs. Mais il peut légitimement s'emparer du bien de tous.“ Emile, Buch V, Bd. II.

<sup>2)</sup> „Loin de vouloir que l'État soit pauvre, je voudrais au contraire, qu'il eût tout, et chacun n'eût sa part aux biens communs qu'en proportions de ses services.“ Entwurf der Korsika-Verfassung, abgedruckt bei C. E. Vaughan, *The Political Writings of Rousseau*. Cambridge 1915, Bd. II, S. 337.

<sup>3)</sup> „Car la propriété particulière étant si faible et si dépendante, le Gouvernement n'a besoin que de peu de force et conduit pour ainsi dire les peuples, avec un mouvement de doigt“. a. a. O., S. 355.



monopolistisch organisiert ist, kann das generelle Gesetz nicht herrschen. Ist der Staat jeweils nur mit einem Monopol konfrontiert, so ist es sinnlos, dieses eine Monopol durch ein generelles Gesetz zu normieren. Die individuelle Massnahme ist dann die allein sachgerechte Äusserung des Souveräns. Eine solche individuelle Massnahme verstösst keineswegs gegen den Grundsatz der Gleichheit vor dem Gesetz, verletzt nicht den generellen Gedanken des Gesetzes, da der Gesetzgeber nur einer individuellen Situation gegenübersteht. In der ökonomischen Sphäre setzt also das generelle Gesetz ökonomische Gleichheit innerhalb der Kapitalistenklasse voraus. Die deutsche Gesetzgebung der Periode zwischen 1919 und 1932 hat in der Tat auch Sonderregelungen für einzelne monopolistische Unternehmen getroffen, so in der Notverordnung des Reichspräsidenten vom 13. Juli 1931, die die Anwendung der Konkursvorschriften gegen die in Zahlungsschwierigkeiten geratene Darmstädter Bank verbot, und somit eine Sonderregelung für ein mächtiges Monopol traf, weil eben nur diese eine lebenswichtige Bank gefährdet war. In der ökonomischen Sphäre wird das Postulat, der Staat möge nur durch generelle Gesetze herrschen, absurd, wenn der Gesetzgeber nicht mehr mit gleichen Wettbewerbern konfrontiert ist, sondern mit Monopolen, die das Prinzip der Marktgleichheit auf den Kopf stellen. Die Renaissance des Generalitätsbegriffes unter der Weimarer Demokratie und seine unterschiedslose Anwendung auf persönliche, politische und ökonomische Freiheitsrechte war deshalb ein Werkzeug, um die Macht des Parlamentes, das jetzt nicht mehr ausschliesslich Interessen des Grossgrundbesitzes, des Kapitals, der Armee und der Bürokratie repräsentierte, zu beschränken. Das generelle Gesetz in der ökonomischen Sphäre war jetzt dazu bestimmt, die bestehende Eigentumsordnung zu erhalten und soziale Eingriffe in sie abzuwehren.

Während nun in der Vorkriegszeit die Debatten über die Formalstruktur des Gesetzes sich allein in der theoretischen Sphäre bewegten, weil, wie wir gesehen haben, die richterliche Nachprüfung von Gesetzen nicht anerkannt war, werden diese theoretischen Diskussionen jetzt eminent praktische politische Fragen, weil das deutsche Reichsgericht plötzlich die richterliche Nachprüfung von Gesetzen akzeptiert. In der Entscheidung vom 28. April 1921<sup>1)</sup> behauptete das Reichsgericht, dass es immer das Recht für sich in Anspruch genommen habe, Gesetze auf ihre Verfassungsmässigkeit nachzuprüfen, eine Behauptung, die, wie nahezu übereinstimmend in der Literatur festgestellt wurde, nur als eine glatte Unwahr-

---

<sup>1)</sup> veröffentlicht in der Amtlichen Sammlung, Bd. 102, S. 161.

heit bezeichnet werden muss. Jedenfalls aber stellte die Anerkennung der Nachprüfung von Gesetzen eine neue Verteilung der Machtverhältnisse zwischen Staat und Gesellschaft dar. Je stärker die Staatsgewalt, um so leichter wird der Richter sich ihrer Autorität unterwerfen. Je schwächer sie ist, um so mehr wird er versuchen, seine und seine Klasseninteressen durchzusetzen. Die Anerkennung des richterlichen Prüfungsrechtes war dazu bestimmt, die bestehende Sozialordnung zu sanktionieren. Eine Analyse aller Entscheidungen, die das Prüfungsrecht bejahen, zeigt dies deutlich.<sup>1)</sup> Alle befassen sich mit der Frage, ob nicht ein Gesetz die Eigentumsgarantie des Artikels 153 der Weimarer Verfassung verletzt.<sup>2)</sup> Ebenso akzeptierte das Reichsgericht die Theorie, dass der Gleichheitsgrundsatz das Parlament binde, sodass „willkürliche“ Gesetze als verfassungswidrig betrachtet wurden.<sup>3)</sup> Die Artikel 109 und 153 wurden in der Rechtstheorie und in der Rechtspraxis das Mittel, um Eingriffe in die Eigentumsordnung abzuwehren.

Die Wiederbelebung des Gleichheits- und Allgemeinheitsgedankens ist eine verschleierte Wiederbelebung des Naturrechts, das nunmehr gegenrevolutionäre Funktionen erfüllte. Der alte Positivismus hätte in der Periode nach 1918 die Positionen der Monopole gefährdet, weil die positive Rechtsordnung nicht mehr durchgehends den Interessen der Monopole entsprach. Die Existenz eines Naturrechts selbst wurde nunmehr auch offen in den Mittelpunkt der Diskussion gestellt. Carl Schmitt versuchte in Nachahmung der amerikanischen Theorie von den „inherent limitations upon the amending power“<sup>4)</sup>, zwischen Verfassungsänderungen und Verfassungsdurchbrechungen zu unterscheiden. Er meinte, dass auch die Verfassungsänderung die „Verfassung als Grundentscheidung“ nicht antasten könne. Verfassungsänderungen könnten nur bestimmte Aspekte der Verfassung ändern. Die grundsätzlichen Wertentscheidungen, die die Verfassung verkörpern, dürften selbst mit verfassungsändernder Mehrheit nicht angefasst werden. Ein ähnlicher Gedanke bewegte die Mitglieder des

---

<sup>1)</sup> Bd. 102, S. 161, Bd. 111, S. 320.

Bd. 103, S. 200, Bd. 107, S. 370.

Bd. 109, S. 310, Bd. 111, S. 329.

<sup>2)</sup> Zur weiteren Diskussion vgl. die Darstellung von Otto Kirchheimer, Grenzen der Enteignung. Berlin 1932.

<sup>3)</sup> Bd. 111, S. 329.

<sup>4)</sup> W. A. Marbury, The 19th Amendment and after. In: Virginia Law Review 1920, S. 1, und W. W. Willoughby, The Constitutional Law of the United States. 2nd Ed., Bd. 1, S. 598. Charles Groves Haines, The Revival of Natural Law Concepts. Harvard 1930, S. 336.

Reichsgerichts, als sie im Jahre 1924 in einer Versammlung zur Aufwertungsordnung (der ersten Steuernotverordnung) Stellung nahmen. Damals beschlossen sie : „Dieser Gedanke von Treu und Glauben steht ausserhalb der einzelnen Gesetze, ausserhalb einer einzelnen positiv-rechtlichen Bestimmung. Keine Rechtsordnung, die diesen Ehrennamen verdient, kann ohne jenen Grundsatz bestehen. Darum darf der Gesetzgeber nicht ein Ergebnis, das Treu und Glauben gebieterisch fordert, durch sein Machtwort vereiteln. Es wäre ein schwerer Verstoss gegen das Ansehen der Regierung und des Rechtsgefühls, wenn jemand, der sich auf ein neues Gesetz beriefe, damit vom Gericht abgewiesen würde, weil seine Berufung auf das Gesetz gegen Treu und Glauben verstiesse.“<sup>1)</sup> Die Richter des Reichsgerichtes kündigten also an, dass ein Hypothekenschuldner, der sich auf die Steuernotverordnung beriefe, seinen Prozess verlöre, weil seine Verteidigung gegenüber dem Hypothekengläubiger als sittenwidrig behandelt werden müsse. James Goldschmidt, der Strafrechts- und Zivilprozesslehrer der Berliner Universität<sup>2)</sup> unterstützte die Reichsrichter und rief zum Zeugen für die Richtigkeit ihrer Entschliessung altes Naturrecht und das Widerstandsrecht des Volkes gegen unrechtmässige Ausübung der Staatsgewalt an. Hermann Isay ging noch weiter und räumte jedem Richter das Recht ein, jedes Gesetz auf seine Vereinbarkeit mit Gerechtigkeitsgefühl zu prüfen. Eine grosse Literatur folgte. Ein neues Naturrecht schien sich fest zu etablieren.

Ein geheimes Naturrecht allerdings war in dieser ganzen Periode hemmungs- und bedenkenlos angewandt worden. Die Zeit von 1918-1932 war charakterisiert durch die fast allgemeine Akzeptierung der Doktrin der Freirechtsschule, durch die Zerstörung der Rationalität und Berechenbarkeit des Rechts, die Einschränkung des Vertragssystems und den Sieg des Befehlsgedankens über den Vertrag, durch einen Sieg der Generalklauseln über die echten Rechtssätze. Die Generalklauseln verändern das gesamte Rechtssystem. Durch ihre Beziehung auf ausserrechtliche Wertordnungen zerstören sie die formale Rationalität, lassen dem Richter ungeheuer weite Ermessensfreiheit und zerstören die Grenze zwischen Rechtsprechung und Verwaltung, sodass Verwaltungsentscheidungen, d.h. politische Entscheidungen, die Form von Entscheidungen der ordentlichen Zivilgerichte annehmen. In der Vorkriegszeit hatte die Freirechtsschule einen energischen, aber

---

<sup>1)</sup> Jurist. Wochenschrift 1924, S. 90.

<sup>2)</sup> Jurist. Wochenschrift 1924, S. 245.



hoffnungslosen Kampf gegen den Positivismus geführt.<sup>1)</sup> Nach ihr ist das Recht nicht nur in Gesetzen enthalten, das Rechtssystem ist nicht geschlossen, ist nicht lückenlos, sondern hat Lücken, die gefüllt werden müssen. Die Lückenfüllung kann nur durch Rechtsnormen erfolgen, denn die Entscheidung des Richters muss eine rechtliche sein. Diese Normen müssen generell sein, da die Rechtsprechung dem Prinzip der Gleichheit zu folgen hat. Diese Normen werden vom Richter geschaffen, der deshalb nicht nur Rechtserkenntnis, sondern ebenso Rechtsschaffungsaufgaben hat. Mit dieser Rechtsquellen-theorie der Freirechtsschule ist regelmässig ein Postulat der Rechtsanwendungspolitik verknüpft, das am besten in dem zitierten Pamphlet von Kantorowicz und in den zahlreichen Publikationen von Ernst Fuchs niedergelegt ist, nämlich: dem Richter gegenüber den Gesetzesbestimmungen eine so grosse Freiheit wie möglich einzuräumen, das freie richterliche Ermessen also zum Grundprinzip der Rechtsanwendung zu erheben. Diese beiden Aspekte der Freirechtsschule, der theoretische und politische, müssen strikt getrennt werden. Soweit die Freirechtsschule eine Rechtsanwendungstheorie ist, verlangt sie die Ersetzung des formal-rationalen Rechts durch Generalklauseln. Während Kantorowicz, der deutsche Gründer der Schule, in seinen späteren Werken mehr die theoretische Seite der Schule in den Vordergrund stellte, befassten sich seine theoretisch nicht sehr qualifizierten Anhänger im wesentlichen mit der Rechtsanwendungspolitik und behaupteten, wie etwa Ernst Fuchs, dass das Bürgerliche Gesetzbuch nur an einer einzigen Stelle gut sei, nämlich da, wo es die abstrakte Kasuistik aufgibt und nur einen Wegweiser aufstellt mit der Inschrift „Eintritt zum freien Meer der Rechtsbedürfnisse“, nämlich den § 242, der für ihn der archimedische Punkt ist, von dem aus die alte Rechtswelt aus den Angeln gehoben werden könne. Gerade dieser praktische Aspekt der Freirechtslehre wurde herrschend und allgemein akzeptiert.

Die Freirechtsschule forderte vor 1918 das freie Ermessen des Richters, um fortschrittliche Gedanken in einem reaktionären Rechtssystem durchzusetzen. Aber schon 1911 warnte Max Weber: „Übrigens ist nicht sicher, ob die heute negativ privilegierte Klasse,

---

<sup>1)</sup> Eugen Ehrlich, *Freie Rechtsfindung*. 1903: Grundlegung der Soziologie des Rechtes. München und Leipzig 1913.

Gnäus Flavius (Hermann Kantorowicz), *Der Kampf um die Rechtswissenschaft*. Heidelberg 1906: *Tat und Schuld*. Zürich 1933; *Some Rationalisms about Realism*. In: *Yale Law Review* 1934, S. 1240.

Ernst Fuchs, *Was will die Freirechtsschule?* Rudolstadt 1929.

François Génay, *Méthode d'Interprétation et Sources du Droit Privé Positif*. 2. Aufl. Paris 1919.

speziell die Arbeiterschaft, vor einer unformalen Rechtspflege für ihre Interessen das zu erwarten hat, was die Juristenideologie annimmt.“<sup>1)</sup>

Zur Entscheidung der Frage nach der Funktion der Generalklauseln muss untersucht werden, in welchen Rechtsgebieten die Generalklauseln eine Rolle spielen und welche Funktionen sie dort erfüllen. Wir können einleitend feststellen, dass Generalklauseln immer dort auftreten, wo der Staat mit gesellschaftlich bedeutsamen Machtgruppen konfrontiert ist. Überall, wo nicht gleichberechtigte Parteien in Tauschbeziehungen miteinander stehen, sondern wo eine mächtige Partei anderen Privaten oder dem Staat gegenübersteht, kann rationales Recht nicht mehr angewandt, muss vielmehr zu irgendeiner Generalklausel Zuflucht genommen werden. Die Entscheidung des Richters wird dann politischer Befehl, Verwaltungsakt, durch den Interessen ausgeglichen werden, der aber die Form eines Richterspruches annimmt. Verfolgen wir das Schicksal der Generalklauseln in dem sozial wichtigsten Gebiet, im Arbeitsrecht, das die Rechtsbeziehungen zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgeber zum Inhalt hat. Private Macht wird am deutlichsten sichtbar im Arbeitskampf. Die rechtliche Zulässigkeit von Arbeitskämpfen wurde nach deutschem Recht aber entscheidend nach der Generalklausel des § 826 BGB beurteilt, der bestimmt, dass zu Schadensersatz verpflichtet ist, wer einem anderen in einer gegen die guten Sitten verstossenden Weise Schaden zufügt. Was sittenwidrig ist und was nicht, ist niemals verbindlich zu entscheiden. Das Reichsgericht hat seit Jahrzehnten die Formel geprägt, dass sittenwidrig das sei, was dem Billigkeits- und Gerechtigkeitsgefühl aller Volksgenossen widerspräche, eine rein tautologische Definition, die sachlich nichts anderes besagt, als was im Gesetz selbst mit nahezu den gleichen Worten bereits ausgedrückt ist. Eine verbindliche Auffassung über die Rechtmässigkeit eines Streikes ist unerreichbar. Ein Arbeitgeber empfindet im Grunde jeden Streik als eine Störung der geheiligten Ordnung, ein Arbeitnehmer wird im Grunde keinen Streik als sittenwidrig empfinden. Alles, was das Reichsgericht an konkreten Grundsätzen darüber aufgestellt hat, ist im Grunde eine Wiederholung der tautologischen Definition. Oder nehmen wir das andere wichtige arbeitsrechtliche Problem, nämlich die Frage, ob ein Arbeiter, wenn er stillschweigend niedrigeren Lohn als den Tariflohn, auf den er Anspruch hat, entgegennimmt, auf die Differenz zwischen dem

---

<sup>1)</sup> Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*. Tübingen 1922, S. 511.

wirklich gezahlten Lohn und dem Tariflohn verzichtet. Diese Frage entscheidet das Reichsarbeitsgericht stets mit dem Hinweis auf § 242 BGB, der bestimmt, dass der Schuldner seine Verpflichtungen mit Rücksicht auf Treu und Glauben zu erfüllen hat. Infolgedessen verweigert das Reichsarbeitsgericht ein klares Ja oder Nein. Es will jeden einzelnen Fall auf Grund des konkreten Sachverhaltes entscheiden und will alle Umstände, die möglicherweise in Betracht kommen könnten, in Rücksicht ziehen, vor allem, ob der Arbeiter, der niedrigeren Lohn angenommen hat, dabei unter „wirtschaftlichem Druck“ gestanden hat. Ein anderes zentrales Problem des Arbeitsrechtes ist die Frage, ob ein Arbeiter, der an sich arbeitsbereit ist, seinen Lohnanspruch dann verliert, wenn der Unternehmer aus irgendwelchen Gründen von der Arbeitskraft des Arbeiters keinen Gebrauch machen kann, sei es infolge technischer Störungen, sei es durch Marktschwankungen, sei es durch soziale Störungen, wie Streik in demselben oder im anderen Betriebe. An sich ist diese Frage klar im § 615 BGB entschieden, der dem Arbeiter in all solchen Fällen seinen Lohnanspruch gewährt, und die Motive zum BGB zeigen auch, dass der Gesetzgeber das Betriebsrisiko dem Unternehmer als dem Unternehmer allein aufbürden wollte. Reichsgericht und Reichsarbeitsgericht jedoch lehnen die Anwendung der klaren rationalen Norm des § 615 ab. Ihre Entscheidung basiert allein auf § 242 BGB. Auch hier sollen von Fall zu Fall die konkreten Umstände des Streites in Rechnung gezogen werden. Dabei entwickelt das Reichsarbeitsgericht eine Reihe von Prinzipien, die von ausserordentlicher juristischer und politischer Bedeutung sind. Es behauptet nämlich, dass durch die Schaffung des Betriebsrätegesetzes zwischen Arbeiter und Betriebsinhaber eine „soziale Arbeits- und Betriebsgemeinschaft“ ins Leben gerufen sei, die zur Folge habe, dass der Arbeiter am Schicksal eines Betriebes teilnehmen müsse, sodass, wenn der Betrieb durch eine Störung in seinen Grundlagen erschüttert sei, der Arbeiter das gesamte oder einen Teil des Risikos zu tragen habe, wodurch der „Betrieb“ von dem Betriebsinhaber losgelöst wird. Noch ein weiteres Prinzip, das bei dieser Gelegenheit entwickelt wird, ist von weittragender Bedeutung. Wird der Betrieb durch einen Streik in einem anderen Betrieb oder durch den Streik einer anderen Arbeitergruppe innerhalb desselben Betriebes lahmgelegt, so verweigert das Gericht den Lohnanspruch für arbeitsbereite und arbeitsfähige Belegschaftsmitglieder deshalb, weil es eine solidarische Verbundenheit aller Arbeiter annimmt und deshalb zu dem Ergebnis gelangt, dass ein Streik jedem einzelnen Arbeiter, der durch ihn arbeitsunfähig werde, zugerechnet werden müsse. Dies sind nur einige wenige Beispiele aus dem



sozial entscheidenden Gebiet der Rechtsbeziehungen zwischen Arbeit und Kapital.

Die Wiederentdeckung der Generalklauseln dient der Zerstörung eines positiven Rechts, das erhebliche Teile der Sozialreform inkorporiert hatte, es zerstört die Rationalität des Rechts. Die Generalklauseln erfuhren durch die Strukturänderung des Wirtschaftssystems entscheidende Funktionswandlungen. Aus Stiefkindern des Rechts wurden sie zu verzärtelten Lieblingskindern. Der § 1 des unlauteren Wettbewerbsgesetzes z. B. verbietet Kaufleuten die Anwendung unlauterer Methoden im Wettbewerb. Dieses Verbot hat spezifische Funktionen in der Konkurrenzwirtschaft. Durch das Verbot, bestimmte Formen der Anpreisung, des Scheinverkaufes usw. in Anwendung zu bringen, stellt es zwischen den Wettbewerbern auf dem freien Markt eine Waffengleichheit her; insoweit ist die Generalklausel des § 1 des unlauteren Wettbewerbsgesetzes ein wichtiges Element in der Konkurrenzwirtschaft. Dieser Aspekt ändert sich in dem Augenblick, in dem die Konkurrenz durch die Monopolwirtschaft ersetzt wird. In diesem Augenblick wird die Generalklausel aus einem Mittel, die Marktgleichheit zu sichern, zu einem solchen, die Marktbeherrschung durch Monopole zu etablieren. Dieser Funktionswandel kommt vor allem bei der Frage der Preisfestsetzung von Markenartikeln zum Ausdruck. Wenn der Staat Preisfestsetzungen von Markenartikelfabrikanten sanktioniert und Zwischenhändler und Detaillisten, die diese Preisfestsetzungen nicht innehalten, mit Geldstrafen und Gefängnis bedroht, dann nimmt die private Preisfestsetzung des Monopols einen öffentlichen Charakter an. Die Anwendung der Generalklausel wird hier praktisch ein Hoheitsakt des Staates, der dem vom Monopol abhängigen Konsumenten befiehlt, das private Preisdekret des Monopolisten anzuerkennen und durchzuführen.

Diese Beispiele sollten die These stützen, dass Generalklauseln dann eine zentrale Rolle spielen, wenn das Wirtschaftssystem von der freien Konkurrenz zum Monopol übergeht. Sie haben dann die Aufgabe, die Machtpositionen der Monopole zu stützen. In gewisser Richtung ist allerdings diese Behauptung zu korrigieren. Vom Jahre 1919 bis zum Jahre 1931 dienten die arbeitsrechtlichen Generalklauseln entscheidend der Herstellung eines Kompromisses zwischen Unternehmer und Arbeitern. Eine genaue Analyse aller Entscheidungen ergibt, dass in dieser Zeit das Reichsarbeitsgericht die Generalklauseln als Mittel des Ausgleichs der antagonistischen Interessen von Kapital und Arbeit benutzte. Denn damals war der verfassungsrechtliche Paritätsgedanke noch politische Wirklichkeit. Von 1931 an jedoch verschwindet der politische Einfluss der

Arbeiterparteien und der Gewerkschaften, der Paritätsgedanke wird reine Ideologie, die Generalklausel wird von da an wiederum das Mittel zur reinen Sanktionierung der Kapitalsinteressen.<sup>1)</sup>

Es folgt deshalb, dass im Bereich der Monopolwirtschaft Generalklauseln wesentlich den Interessen des Monopolisten dienen. Die irrationale Norm ist für den Monopolisten berechenbar, da er stark genug ist, der formalen Rationalität zu entbehren. Der Monopolist kann nicht nur ohne rationales Recht auskommen, es ist sogar häufig eine Fessel für die volle Entfaltung oder für die ihm wünschenswerte Beschränkung der Produktivkräfte, denn das rationale Recht hat ja nicht nur, wie wir gezeigt haben, die Aufgabe, Austauschprozesse berechenbar zu machen, sondern zugleich auch die Schwachen zu schützen. Der Monopolist kann der Hilfe der Gerichte entbehren. Seine Befehlsgewalt ist ein ausreichendes Substitut für die Rechtsprechung des Staates. Durch seine ökonomische Gewalt ist er fähig, Verbrauchern und Arbeitern selbst unter Benutzung der Vertragsform alle diejenigen Bestimmungen aufzuerlegen, die er für nötig hält und die die Parteien akzeptieren müssen, wenn sie leben wollen. Die Standardverträge der Monopolisten schieben alle denkbaren Risiken auf die Schulter der Konsumenten, während der Konsument alle Verpflichtungen des Gesetzes zu erfüllen hat. Der Monopolist kann ihn dazu zwingen, ohne das Gericht anzurufen. Darüber hinaus versucht der Monopolist, die Konnexgarantien des Privateigentums an Produktionsmitteln, nämlich Vertrags- und Gewerbefreiheit abzuschaffen und die formale Rationalität des Gesetzes restlos zu beseitigen. Denn Vertragsfreiheit umschliesst auch die Berechtigung der Aussenseiter, sich von einem Kartell fernzuhalten, sie umfasst auch das Recht eines Kartellmitglieds, unter Innehaltung der Kündigungsfrist oder aus wichtigem Grunde sich vom Kartell zurückzuziehen und seine Wirtschaftsfreiheit zu erlangen, sie gewährt den Arbeitnehmern auch die Befugnis, sich zu koalieren. Die Gewerbefreiheit deckt auch die Befugnis eines jeden Kapitalisten, Konkurrenzbetriebe zu errichten und mit Monopolen in Wettbewerb zu treten. So verlieren für den Monopolisten die Konnex-

---

<sup>1)</sup> Für England ist das beste Beispiel wahrscheinlich die Entscheidung in Sachen *Hopwood v. Roberts* (1924, 1 KB 514 und 1925, A C 578; vgl. dazu auch den Aufsatz von Harold J. Laski in: *Studies in Law and Politics*, Kap. IX, London 1932). Ein Statut aus dem Jahre 1905 gewährte den Gemeinden das Recht, ihren Angestellten diejenigen Löhne zu zahlen, die sie für geeignet hielten. Als nun eine Labor-Gemeinde Löhne ihrer Angestellten erhöhte, erklärten der High Court sowohl als das House of Lords, dass das Statut nur so ausgelegt werden könne, dass nur „reasonable“ Löhne gezahlt werden dürften. Hier wurde also eine Generalklausel, die das Gesetz gar nicht kannte, in das Gesetz eingeführt.

garantien ihre soziale Funktion, sie werden deshalb konsequenterweise eingeschränkt, unter Umständen sogar völlig beseitigt. Das neue Konnexinstitut zum Schutz des Eigentums wird der unmittelbare Befehl des Staates, der Verwaltungsakt, der in direkter Weise Interessen des Monopolisten schützt und die alten Garantien beschränkt oder beseitigt. Der Apparat des autoritären Staates verwirklicht die juristischen Forderungen der Monopolisten am reinsten.

## VII

Im autoritären Staat<sup>1)</sup> wird die Bedeutung der Generalklauseln noch viel klarer, weil alle Hemmungen, welche die, wenn auch schlecht funktionierende, parlamentarische Demokratie gegenüber der nackten Durchsetzung der Monopolforderungen errichtet, gefallen sind.<sup>2)</sup> Die Funktion der Generalklauseln erweitert sich noch. Wegen ihrer Unbestimmtheit werden sie zunächst in der Übergangsperiode das Mittel, um vor-nationalsozialistisches positives Recht, das den Anforderungen der herrschenden Gesellschaftsschicht, formell also dem Führerbefehl, widerspricht, der ja alleinige Rechtsquelle ist, mit ihm in Einklang zu bringen. Der Nationalsozialismus postuliert heute, obwohl gewiss Meinungsverschiedenheiten darüber bestehen, die absolute Bindung des Richters an das Gesetz. Aber die sogenannten Generalklauseln ermöglichen es, die herrschenden politischen Anschauungen auch dort durchzusetzen, wo das positive Recht ihnen widerspricht. Denn bei der Anwendung der Generalklauseln hat der Richter heute nicht sein „subjektives Ermessen“ anzuwenden, sondern „für die Anwendung und Handhabung der Generalklauseln durch den Richter, Anwalt, Rechtspfleger oder Rechtslehrer sind die Grundsätze des Nationalsozialismus unmittelbar und ausschliessend massgebend.“<sup>3)</sup> Hier also

---

<sup>1)</sup> Die folgenden Ausführungen beabsichtigen nicht, das Rechtssystem des autoritären Staates darzustellen. Sie dienen lediglich dazu, die vorher gewonnenen Ergebnisse zu konkretisieren.

<sup>2)</sup> Sehr aufschlussreich ist die Arbeit von Claire Russell, Die Praxis des Zwangskartellgesetzes. In: Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft. Bd. 97, S. 499 ff. Die Verf. stellt in einem Anhang (S. 543 ff.) alle Eingriffe des Staates auf Grund des Zwangskartellgesetzes zusammen, und zwar in 18 Industrien. Von diesen Eingriffen wird für 14 Wirtschaftszweige der Zwangsbeischluss von Aussenseitern zu Kartellen verordnet. In 13 Wirtschaftszweigen bestehen die Eingriffe aus Genehmigungspflichten, Erweiterungsverboten oder Errichtungsverboten. Im Grunde also sind diese Verwaltungsakte darauf gerichtet, bestehende Monopolsituationen rechtlich zu sichern.

<sup>3)</sup> Carl Schmitt, Fünf Leitsätze für die Rechtspraxis. Berlin 1933, Leitsatz 4; ebenso Wolfgang Siebert, Vom Wesen des Rechtsmissbrauches. Berlin 1935, S. 15 u. viele andere.



ist die Generalklausel ein Mittel, um den politischen Befehl der Führung reibungslos gegenüber widersprechendem positivem Recht durchzusetzen. Im übrigen besteht in der nationalsozialistischen Literatur völlige Einigkeit darüber, dass das Gesetz weiter nichts ist als der Befehl des Führers, denn das „vorrevolutionäre“ Recht hat Geltung nur kraft des Führerwillens. „Im Führer vereinigt sich alle politische Gewalt des deutschen Volkes, sie ruht in seiner Hand. Von ihm geht mithin auch alles Recht aus. Den völkischen Führer zeichnet die Bindung an das völkische Lebensgesetz aus, dem er in Gesetzen, Verordnungen usw. Gestalt und Prägung verleiht, denn er steht in der Gemeinschaft und nicht ausserhalb von ihr. Diese unmittelbare ‚Rechtswahrung‘ ist es, die allen im Denken des 19. Jahrhunderts noch stecken gebliebenen Gemütern als ganz besondere Ungeheuerlichkeit erscheint. Für sie kann ‚Recht‘ nur sein, was im Gesetz steht, und Gesetz nennen sie das, was das Parlament als sogenannte ‚Volksvertretung‘ ordnungsmässig beschlossen hat. Vor allem aber erscheint ihnen unvorstellbar, dass sich im Führer auch sogar die oberste Gerichtshoheit der völkischen Gemeinschaft verkörpert. Hatten sie doch ihren bürgerlichen Rechtsstaat gerade unter dem Palladium der Gewaltenteilung errichtet und in einer gegen den Staat gerichteten ‚Unabhängigkeit des Richters‘ eine der wesentlichen Garantien ihrer individualistisch verstandenen Freiheit erblickt. Allein die Geschichte hat sich für uns Deutsche endgültig gegen jene volkzerstörenden liberalistischen Grundsätze entschieden. Wir wissen heute, dass der Führer das Recht schützt, und dass er, wenn Not am Mann ist, selbst unmittelbar vollziehend eingreift, ruht doch auf seinen Schultern das Schicksal des ganzen Volkes.“<sup>1)</sup> Zahlreiche Individualgesetze, die sämtlich Privilegien-Charakter haben, sind bereits erlassen worden. Der Grundsatz der Nichtrückwirkung von Gesetzen ist nicht mehr anerkannt. Selbst das fundamentale Prinzip des Rechtsstaates, die Gleichheit der Menschen vor dem Gesetz, d. h. die Anerkennung der Rechtsperson, ist nicht mehr das Fundament der nationalsozialistischen Rechtstheorie, die vielmehr unter demagogischer Berufung auf Hegel von der „konkreten Persönlichkeit“ ausgehen will<sup>2)</sup> und dabei vergisst, dass Hegel trotz klarer Erkenntnis von der rein negativen Natur dieser formalen Gleichheit sie nicht weggeworfen sehen will. Damit hat aber auch die Unabhängigkeit des Richters sich geändert. Selbst wenn wir alle ausserrechtlichen Eingriffe in die

---

<sup>1)</sup> Hans Frank in : Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht. 4. Jahrgang 1936, S. 290.

<sup>2)</sup> Karl Larenz, Rechtsperson und subjektives Recht. Berlin 1935, S. 9.

Justiz völlig ausser acht lassen, reduziert die Verneinung des generellen Charakters des Gesetzes den Richter auf den Status eines Polizisten. Wenn Recht und der Wille des Führers identisch sind, wenn der Führer selbst ohne jedes Justizverfahren politische Gegner töten lassen kann und diese Tat als höchste Verwirklichung des Rechts gefeiert wird<sup>1)</sup>, dann allerdings kann man von einem spezifischen Charakter des Rechtes nicht mehr sprechen. Das Recht ist jetzt ein technisches Mittel zur Durchsetzung bestimmter politischer Ziele, ist nur noch Befehl des Souveräns. Insoweit ist die juristische Theorie des autoritären Staates der Dezisionismus, das Recht ist nur ein *arcanum dominationis*, ist Mittel der Machtstabilisierung.

Das ist jedoch nicht die juristische Ideologie des autoritären Staates. Diese bildet vielmehr der Institutionalismus oder, wie Carl Schmitt ihn nennt, das „konkrete Ordnungs- und Gestaltungsdenken“ oder auch das „konkrete Ordnungs- und Gemeinschaftsdenken.“<sup>2)</sup> Der Institutionalismus wird wohl dem Dezisionismus als dem normativistischen Positivismus gegenübergestellt. Wir haben das Wesen des Positivismus bereits beschrieben: die Behauptung, dass das Recht nur im Gesetz enthalten sei, dass das Rechtssystem ein logisch widerspruchsfreies, damit lückenloses System genereller Normen sei und dass der Richter dieses Normensystem nur anzuwenden habe, um den Willen des Gesetzes zum Ausdruck zu bringen, so dass trotz der Anwendung durch Menschen doch nur die Norm in ihrer Reinheit herrsche. Die Grundbegriffe dieser Theorie sind die der Rechtsperson, die sowohl die physische wie die juristische Person umfasst, das subjektive private Recht, das die vor dem objektiven Recht bestehende Freiheit der Person zum Ausdruck bringt und dessen höchste Ausprägung das Eigentumsrecht ist, und der Vertrag, auf den sich alle menschlichen Beziehungen, der Staat und der Verein, Ehe und Kaufvertrag, die Kirche und die Gewerkschaft reduzieren lassen müssen. Auch der Staat war in der Theorie des Positivismus eine Rechtsperson. Träger der Souveränität waren nicht soziale Gruppen, sondern die Staatsperson selbst, die durch Organe handelte.<sup>3)</sup> Das Individuum hatte gegenüber dem Staat subjektive öffentliche Rechte.<sup>4)</sup>

Die Rechtsperson ist die ökonomische Charaktermaske des

---

<sup>1)</sup> so Carl Schmitt in dem Aufsatz: Der Führer schützt das Recht. In: Deutsche Juristen-Zeitung, 1934, S. 945, und das obenerwähnte Zitat von Hans Frank.

<sup>2)</sup> Carl Schmitt, Über die drei Arten des rechtswissenschaftlichen Denkens. Hamburg 1934.

<sup>3)</sup> Georg Jellinek, Allgemeine Staatslehre. Ausgabe von 1922, S. 181.

<sup>4)</sup> C. F. Gerber, Über öffentliche Rechte. 1852. Georg Jellinek, System der subjektiven öffentlichen Rechte. 1905.

Eigentumsverhältnisses. Als Maske verhüllt sie das wahre Gesicht, verdeckt, dass das Eigentum nicht nur subjektives Recht ist, sondern zugleich auch „Herrschafts- und Knechtsverhältnisse“ begründet. Die Konnexgarantie des Eigentums, der Vertrag, ist Vertrag zwischen freien und gleichen Rechtspersonen. Aber diese Freiheit und Gleichheit ist nur eine rechtliche. Die abstrakte Gleichheit der Vertragsparteien verhüllt ihre ökonomische Ungleichheit. Der Arbeitsvertrag im besonderen ist ein Vertrag zwischen dem rechtlich gleichen Arbeiter und dem rechtlich gleichen Unternehmer. Seine Form lässt nichts davon ahnen, dass der Unternehmer über den Arbeiter verfügt. Die Staatsperson allein soll Träger der Souveränität sein, und die positivistische Staatstheorie lehnt es deshalb ab, von einer Organ-Souveränität zu sprechen. Sie verbirgt, dass soziale Gruppen, Menschen über andere Menschen herrschen.

Der Institutionalismus gebärdet sich als progressive, als enthüllende Theorie dadurch, dass er dem Begriff der Person den Kampf ansagt und ihn durch den der Institution ersetzt, die nicht wie die liberalistische Rechtsperson Differenzierungen verhüllt. So wird im Staatsrecht der Begriff der Staatsperson<sup>1)</sup> und der der Souveränität<sup>2)</sup> eliminiert. Der Staat wird eine Institution, in der ein Parallelogramm von Kräften wirksam ist, er wird eine Gemeinschaft, die sich organisch auf niederen Gemeinschaften aufbaut. Die Gewalt, die dieser Staat ausübt, ist keine äussere mehr, sodass die Souveränität entfällt, sie ist vielmehr die Gewalt der organisierten Gemeinschaft selbst. Diese Gewalt soll ausserdem unter dem ewigen Naturrecht oder dem „ewigen Lebensgesetz des Volkes stehen“.

Die Wandlung des juristischen Denkens verneint auch die fundamentale Scheidung des Rechtssystems in öffentliches und privates Recht. Öffentliches Recht ist, kurz gesprochen, das Interventionsrecht des Staates. Durch die Anerkennung der Kategorie des öffentlichen Rechts wird dem bürgerlichen Juristen die Vergesellschaftung des Lebens bewusst. Privatrecht ist wesentlich Verkehrs-, d. h. Vertragsrecht. In seinem frühen Stadium schiebt der Institutionalismus zwischen diese beiden Kategorien eine neue ein, nämlich das Sozialrecht, das nicht öffentlich ist, weil es nicht Staatsrecht, und nicht privat ist, weil es nicht Vertragsrecht sein soll. Das soziale Recht wird als Gemeinschaftsrecht bezeichnet. Es soll ein Recht sein, das unabhängig vom Staat, nämlich von

---

<sup>1)</sup> Reinh. Höhn, Die Wandlung im staatsrechtlichen Denken. Hamburg 1934.

<sup>2)</sup> Léon Duguit, Droit constitutionnel. Paris 1907.



sozialen Verbänden, wie der Kirche, den Arbeiter- und den Unternehmer-Verbänden, den Gemeinden geschaffen wird.<sup>1)</sup> In der späteren Phase des Institutionalismus, unter dem autoritären Staat, wird die Scheidung von öffentlichem und privatem Recht endgültig beseitigt, das gesamte Rechtssystem als ein Einheitssystem zum Gemeinschaftsrecht erklärt.<sup>2)</sup> Da das Sozialrecht Recht der gesellschaftlichen Organisationen selbst ist, das man autonomes Recht nennt, wird auch die Rechtsquellentheorie einer Wandlung unterworfen. Während für den Positivismus nur das staatliche Recht Rechtsquelle ist, tritt beim Institutionalismus dieses autonome Recht hinzu. Aber nicht nur staatliches und autonomes Recht, auch das Richterrecht wird zur Rechtsquelle. Denn der Institutionalismus lehnt die mechanistische Theorie des Positivismus, die Vorstellung, dass der Richter nur Mund des Gesetzes sei, ab und bekennt sich zur freirechtlichen These, dass der Richter ausschliesslich rechtsschöpferische Tätigkeit entfalte.

Noch einschneidender sind die Veränderungen der Eigentumstheorie. Im Positivismus gilt der Betrieb als technische Einheit, in welcher der Eigentümer produziert, das Unternehmen als ökonomische Einheit, in welcher der Eigentümer seine Geschäftspolitik verfolgt. Der Institutionalismus verwandelt den Betrieb in eine „soziale Arbeits- und Betriebsgemeinschaft“, in welcher der Arbeiter nicht nur ein Werkzeug des Unternehmers, sondern „ein lebendiges Glied der zwischen diesem und der Arbeiterschaft bestehenden Arbeitsgemeinschaft“ ist.<sup>3)</sup> Das Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit vom 20. Januar 1934 hat diese Betriebsdefinition des Reichsarbeitsgerichtes legalisiert mit der Folge, dass anstelle der vertragsrechtlichen Beziehungen zwischen Arbeiter und Unternehmer die Treuepflicht getreten ist, die aus dieser Gemeinschaft abgeleitet wird. „Nicht die materialistische römische locatio

---

<sup>1)</sup> Vgl. Georges Gurvitch, *L'Idée du Droit Social*, Paris 1932, wo sich folgende Definition auf S. 15 findet: „Le droit social est un droit autonome de communion, intégrant d'une façon objective chaque totalité active réelle, qui incarne une valeur positive extra-temporelle. Ce droit se dégage du 'tout' en question pour en régler la vie intérieure, indépendamment du fait que ce 'tout' est organisé ou inorganisé. Le droit de communion fait participer le tout d'une façon immédiate à la relation juridique qui en découle sans transformer ce 'tout' en un sujet disjoint de ses membres.“ Ähnliche Formulierungen bei Hugo Sinzheimer, *Ein Arbeitstarifgesetz, die Idee der sozialen Selbstbestimmung im Recht*. München und Leipzig 1916, und *Grundzüge des Arbeitsrechts*, 2. Auflage. Jena 1928.

<sup>2)</sup> H. Lange, *Liberalismus, Nationalsozialismus und bürgerliches Recht*. Tübingen 1933. F. Wieacker, *Wandlungen der Eigentumsverfassung*. Hamburg 1935, S. 23. Schwankend O. Koellreutter, *Grundriss der allgemeinen Staatslehre*. Tübingen 1933, S. 80 ff.

<sup>3)</sup> Urteil des Reichsarbeitsgerichts vom 20. Juni 1928.

conductio operarum (Dienstmiete), sondern die deutschrechtliche Gestalt eines Treuevertrages ist bestimmend für das Arbeitsverhältnis. Nicht das Gegeneinander der Austauschverpflichtungen, sondern das Miteinander des Arbeitens, die Arbeit in der Gemeinschaft und die Gemeinsamkeit der Aufgabe und des Zieles ist das Entscheidende.“<sup>1)</sup> Diese Formulierung, die den Arbeitsvertrag nicht mehr als Vertrag, sondern als Organisationsverhältnis oder personenrechtliches Band betrachtet, hat mit Gierke<sup>2)</sup> begonnen, der behauptet hat, dass der Arbeitsvertrag die Fortsetzung des germanischen Treuevertrags zwischen Gefolgeherr und Gefolgemann sei, und ist durch Hugo Sinzheimer im deutschen Arbeitsrecht heimisch gemacht worden. Das Unternehmen wird zu einem gesellschaftlichen Organismus, die Aktiengesellschaft aus einem Verein von Rechtspersonen mit Eigentum zu einer Anstalt. Kurz, das Eigentum verwandelt sich aus einem der Rechtsperson zustehenden subjektiven Recht zu einer „Institution“, zu einem verdinglichten gesellschaftlichen Verhältnis. Der Vertrag wird nicht nur in der Praxis verdrängt, wie wir es geschildert haben, er verliert auch seine Rolle in der Rechtsideologie. Rechte und Pflichten sollen nicht mehr an den Willen der rechtlich gleichen Rechtspersonen, sondern an objektive Tatsachen geknüpft werden. Massgebend soll jetzt der Status sein, den der Mensch in der Gesellschaft einnimmt. Sir Henry Maines berühmte Formel, in der die Entwicklung vom Vertrag zum Status beschrieben wird<sup>3)</sup>, ist heute generell akzeptiert.

Der Hauptvertreter der institutionalistischen Theorie, Georges Renard, hat die Forderungen des Institutionalismus zusammengefasst und sie dem juristischen Positivismus, der bei ihm Jacobinismus heisst, entgegengesetzt.<sup>4)</sup> Der Kern der Theorie ist die Eliminierung der Rechtsperson aus dem Rechtssystem, Trennung der Institution von der Rechtsperson und die Verabsolutierung der Institution. Die Rechtsperson wird durch die „konkrete Rechtsstellung des Volksgenossen“ ersetzt,<sup>5)</sup> da die Beibehaltung der alten liberalen Grundbegriffe die „Volksgemeinschaft“ zerstören würde.<sup>6)</sup> Die Institution ist nach Renard ein Organismus, eine

---

<sup>1)</sup> so statt vieler R. Dietz, Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit, 4. Auflage. München 1936.

<sup>2)</sup> Die Wurzeln des Dienstvertrages. In : Festschrift für Heinrich Brunner. Berlin 1914, S. 37 ff.

<sup>3)</sup> Ancient Law. Ausgabe der Oxford Classics.

<sup>4)</sup> L'Institution, Fondement d'une Rénovation de l'Ordre Social. Paris 1931.

<sup>5)</sup> K. Larenz, Rechtsperson und subjektives Recht. Tübingen 1935, S. 225.

<sup>6)</sup> E. R. Huber, Die Rechtsstellung der Volksgenossen. In : Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Bd. 96 (1936), S. 448.

juristische Struktur, die dem gemeinen Besten dient. Sie ist nicht nur eine einfache Beziehung, sondern ein „Sein“. Sie ist eine Einheit, „un tout“, in das die einzelnen integriert sind. „La relation institutionnelle est une intériorisation, consortium, invicem membra.“ So wird der Betrieb vom Betriebsinhaber, das Unternehmen vom Unternehmer, die Aktiengesellschaft vom Vorstand und Aufsichtsrat losgelöst. Staatsperson und Staatssouveränität verschwinden mit dem subjektiven öffentlichen Recht.<sup>1)</sup>

Wie ist diese Wandlung zu erklären? Die juristischen Grundbegriffe des Positivismus hatten sicher verhüllende Funktionen. Der Begriff der Rechtsperson ist zweifellos eine soziale Charaktermaske. Aber diese Maske verhüllt nur, sie lässt ihren Träger nicht verschwinden, sie lässt ihn immer noch ahnen. Der Eigentümer braucht auch in der Periode der Konkurrenz nicht aus der Theorie zu verschwinden, da er als einzelner keine grosse ökonomische und soziale Macht ausübte, denn nicht der einzelne, sondern nur die Summe der einzelnen, das System, übte Herrschaft über Menschen aus. Im Monopolkapitalismus dagegen ist ungeheure Befehlsgewalt bei wenigen konzentriert. Würde man die Charaktermaske lüften, so zeigte sich dieser wahre Sachverhalt. In der Monopolwirtschaft kann die Macht, die einige wenige ausüben, sehr wohl wahrgenommen werden. Der Institutionalismus, der die Rechtstheorie der Monopolwirtschaft ist, lässt die Maske aus der Rechtstheorie verschwinden, aber mit ihr ihren Träger, den Eigentümer. Man spricht nicht mehr vom Eigentümer, sondern von Institution. Man spricht nicht mehr von der Rechtsperson, sondern vom Betrieb, vom Unternehmer. Man lässt die Staatsperson verschwinden. Der Begriff der Staatsperson verhüllte in der Theorie des staatsrechtlichen Positivismus die Tatsache, dass eine gesellschaftliche Gruppe die dieser Staatsperson zugeschriebene Souveränität in Wirklichkeit ausübe. Ist aber die politische Gewalt so stark konzentriert, wie das im autoritären Staat der Fall ist, so empfiehlt es sich, den Begriff der Staatsperson und den der Souveränität zu beseitigen und diese Begriffe durch die vom Führer geführte Gemeinschaft zu ersetzen. Der Staat wird nunmehr „Gestalt“, er wird als die „politische Gestalt des deutschen Volkes“ bezeichnet.<sup>2)</sup> In dem Masse, wie nicht mehr die vertragliche Verständigung, sondern Befehlsgewalt entscheidend werden,

---

<sup>1)</sup> R. Höhn, Staat und Rechtsgemeinschaft. Th. Maunz, Das Ende des subjektiven öffentlichen Rechts. Beide in: Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Bd. 95 und 96 (1935), S. 656 und S. 71.

<sup>2)</sup> E. R. Huber, Die deutsche Staatswissenschaft. In: Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Bd. 95 (1934), S. 28.



in dem Masse verschwindet das Rechtsdenken des Positivismus und wird durch den Institutionalismus ersetzt. „Wenn es in den letzten Jahrhunderten zur Aufrechterhaltung des Verkehrs gehörte, dass Versprechungen wenigstens ohne fortwährendes Eingreifen der Macht gehalten wurden, so ist diese Notwendigkeit durch die fortschreitende Akkumulation des Kapitals inzwischen kleiner geworden. Die herrschende Schicht besteht nicht mehr aus zahllosen Subjekten, die Verträge schliessen, sondern aus grossen, von wenigen Personen kontrollierten Machtgruppen, die auf dem Weltmarkt miteinander konkurrieren. Sie haben weite Gebiete Europas in riesige Arbeitslager mit eiserner Disziplin verwandelt. Je mehr die Konkurrenz auf dem Weltmarkt in blossen Machtkampf umschlägt, werden sie nach innen und aussen straffer organisiert und streng gegliedert. Die ökonomische Grundlage für die Bedeutung von Versprechungen wird daher schmaler von Tag zu Tag. Denn nicht mehr der Vertrag, sondern Befehlsgewalt und Gehorsam kennzeichnen jetzt in steigendem Masse den inneren Verkehr.“<sup>1)</sup>

Völlig disparate politische Theorien haben sich der des Institutionalismus bemächtigt, sowohl die Theorie der Sozialreform, vor allem der gewerkschaftlichen Sozialreform, als auch die des autoritären Staates. Diese Tatsache zeigt die Verwirrung an, die im Rechtsdenken der Gegenwart besteht. Es ist zwar richtig, dass die Theorie des Institutionalismus wirklichkeitsnäher zu sein scheint als die des juristischen Positivismus. Wenn man den Betrieb, das Unternehmen, die Aktiengesellschaft, das Monopol zu gesellschaftlichen Einrichtungen erklärt, so kann damit zum Ausdruck gebracht werden, dass das Eigentum nicht mehr nur Privatsache, sondern eine gesellschaftliche Institution geworden ist. Institutionen sind selbstverständlich anschaulicher als Normen, deshalb wurde in Deutschland, Frankreich und England diese Theorie auch die des gewerkschaftlichen Fortschritts, des früher beschriebenen Kollektivismus. Aber diese Wirklichkeitsnähe ist in Wahrheit nur scheinbar, denn die Institution wird von den gesellschaftlichen Machtverhältnissen getrennt, in deren Zusammenhang sie allein verständlich ist. Der Institutionalismus reisst die Institution aus diesen sozialen Abhängigkeiten heraus. „Diese Gliederungstendenz (nämlich die des Institutionalismus) ist zunächst dadurch bezeichnet, dass die zerstörenden dialektischen Gruppenbildungen im Volkskörper : Arbeiter und Unternehmer; Mieter und

---

<sup>1)</sup> Max Horkheimer, Bemerkungen zur philosophischen Anthropologie. In : diese Zeitschrift, Jahrgang IV (1935), S. 14.

Vermieter; Stadt und Land durch synthetische, häufig reichsständische Gliederungen aufgehoben werden. Ihre Begründung findet eine Rechtsbildung, die sich an dieses Aufbauprinzip anschliesst, darin, dass Fronten und Berufe Gliederungen der natürlichen Volksordnung sind, in denen eine Reihe von Rechtssetzungen durch berufsständische Gruppen als das optimale Prinzip eines zwanglosen und ordnenden Rechtswachstums erscheint.<sup>1)</sup> Eben wegen dieses schillernden Charakters des Begriffes der Institution, der in so gewaltigen Sätzen ausgedrückt wird, wegen der Ablösung dieses Begriffes von der gesellschaftlichen Wirklichkeit war der Institutionalismus in Deutschland die Theorie der gewerkschaftlichen Sozialreform. Im besonderen bauten die arbeitsrechtlichen Theorien der Gewerkschaften aller Richtungen auf den institutionalistischen Grundbegriffen auf. In England, vor allem unter dem Einfluss der Gierkeschen Genossenschaftstheorie, bemächtigen sich sowohl der soziale Konservatismus als auch der Fabianismus der institutionalistischen Theorie, um eine Neuordnung des Verhältnisses von Staat und Gesellschaft zu erreichen.<sup>2)</sup> In Frankreich ist der Institutionalismus im wesentlichen neothomistisch, er hat durch die päpstliche Enzyklika *Quadragesimo Anno* einen ausserordentlich starken Auftrieb erfahren. Diese Theorie ist von Maurice Hauriou in den drei Bänden seiner Anmerkungen zu den Entscheidungen des Conseil d'État begründet worden.<sup>3)</sup> Die grosse Popularität der Theorie datiert von der Veröffentlichung des Aufsatzes von Georges Renard, *La Théorie de l'Institution et de la Fondation*<sup>4)</sup> und *La Théorie de l'Institution*. Dieses Buch ist von den sechs bedeutendsten französischen Rechtsphilosophen in der ersten Nummer der *Archives de Philosophie du Droit et de la Sociologie Juridique* (1931) diskutiert worden.

Die Rechtstheorie des Staates vermeidet das Wort Institutionalismus. Sie liebt es, „um sich vor allem vom Neothomismus zu

---

1) F. Wieacker, *Wandlungen der Eigentumsverfassung*, S. 21.

2) Vgl. vor allem folgende Arbeiten: Harold J. Laski, *The State and the New Social Order*. In: *Studies in Law and Politics*. London 1932. *The Foundations of Sovereignty and the Pluralistic State*. Beide in: *The Foundations of Sovereignty*. London 1921; Laski hat seit 1932 diese Theorie aufgegeben. G. D. H. Cole, *Self-Government in Industry*, wo der Gildensozialismus vertreten wird. Cole hat diese Ansicht gleichfalls aufgegeben. Ferner J. N. Figgis, *The Church in the Modern State*, stark beeinflusst von Gierke und F. W. Maitland, der Gierke in England übersetzt und heimisch gemacht hat. Seine wichtigsten Aufsätze sind jetzt veröffentlicht in: *Selected Essays*, hrsg. von Hazeltine, Lapsley und Winfield, Cambridge (England) 1936.

3) 1. Auflage, unter Titel *Notes d'arrêts* 1928; 2. Auflage der *Jurisprudence Administrative* 1930.

4) *Cahiers de la nouvelle Journée*, No. 4 (1925) S. 1-45.

distanzieren“,<sup>1)</sup> diese Theorie als juristisches Ordnungs- und Gestaltungs-, oder als Gemeinschaftsdenken zu bezeichnen. Es soll ein „Sachgestaltungsdenken“ sein.<sup>2)</sup> Die Sachgestaltung erfährt der Nationalsozialismus durch die Monopole. Die enge Verwandtschaft des Institutionalismus mit dem Monopolkapitalismus hat Carl Schmitt dadurch implizite zugegeben, dass er die „Gebilde- und Gefügelehre“ Gottl-Ottlilienfelds als die adäquate deutsche ökonomische Theorie bezeichnet.<sup>3)</sup> Gottl-Ottlilienfeld<sup>4)</sup>, ein führender deutscher Ökonom, eliminiert aus der Wirtschaftstheorie das wirtschaftende Subjekt völlig und ersetzt es durch die sozialen Gebilde, die entweder „Urgebilde“ oder „Zweckgebilde“ sind.

Aus der Rechtstheorie des autoritären Staats verschwindet somit der juristische Positivismus, — aber er wird nicht etwa nur durch den Institutionalismus verdrängt. Die dezisionistischen Elemente bleiben bestehen und erfahren durch die bereits aufgezeigte Eliminierung der rationalen und die alleinige Herrschaft der politischen Gesetzesbegriffe eine ungeahnte Stärkung. Denn die institutionalistische Theorie kann niemals die Frage beantworten, welche Institution in einer gegebenen Situation ein „Urgebilde“ und welche nur ein „Zweckgebilde“ ist, sie kann niemals sagen, welche Eingriffe und welche Art der Normierung der Institution „sachgerecht“ sind, sie kann nicht aus sich selbst heraus entscheiden, ob die „konkrete Stellung des Volksgenossen“ so und nicht anders sein soll. Diese Entscheidung fällt der Apparat des autoritären Staates, der sich des Führerbefehls als des technischen Mittels bedient.

Ist das generelle Gesetz die Grundform des Rechts, ist Gesetz nicht nur voluntas sondern auch ratio, dann muss man dem Recht des autoritären Staates den Rechtscharakter absprechen. Recht als vom politischen Befehl des Souveräns verschiedenes Phänomen ist nur dann denkbar, wenn sich das Recht im allgemeinen Gesetz manifestiert. In einer Gesellschaft, die der Gewalt ihrem Prinzip nach nicht entraten kann, ist wahre Allgemeinheit nicht möglich. Aber die beschränkte, formale und negative Allgemeinheit des Gesetzes im Liberalismus ermöglicht nicht nur kapitalistische Berechenbarkeit, sondern garantiert ein Minimum an Freiheit, da die formale Freiheit zweiseitig ist und so auch den Schwachen

<sup>1)</sup> Carl Schmitt, Über die Arten des rechtswissenschaftlichen Denkens. S. 57.

<sup>2)</sup> Hans Frank in : Juristische Wochenschrift 1933, S. 2091.

<sup>3)</sup> Carl Schmitt, a. a. O., S. 63.

<sup>4)</sup> Volk, Staat, Wirtschaft und Recht, Erster grundlegender Teil, Berlin 1936, und dazu die zustimmende Besprechung von E. Wiskemann in : Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft. Bd. 97 (1936), S. 188 ff.



wenigstens rechtliche Chancen einräumt. Deshalb geraten das Gesetz und die auf es bezogenen Freiheitsrechte mit den Bedürfnissen der Monopolwirtschaft in Konflikt. Im Monopolkapitalismus bleibt zwar das Privateigentum an Produktionsmitteln als die einigende Rechtsfigur der gesamten bürgerlichen Epoche unangestastet, aber das allgemeine Gesetz und der Vertrag verschwinden und werden durch individuelle Massnahmen des Souveräns ersetzt.

### The Change in the Function of Law in Modern Society.

During the period of competitive capitalism legal theory understands by law only the general rule and not every command of the sovereign. To say that the law is general is to give not only a description of its formal structure but also to indicate that it has a minimum of material content in that it guarantees a minimum of freedom. General law alone makes possible the independence of judges. It provides regulations for human spheres of freedom (personal, political, economic, and social) and for human institutions. The main institution of modern society, private property in the means of production, is surrounded by supplementary liberties, namely, freedom of contract and of trade which serve to protect it and to implement its operation. In the period of competitive capitalism the legal system is considered to be a closed system of general norms which are to be applied by the judge; the interpretation of law is therefore dogmatic.

Legal theory and legal practice undergo decisive changes in the stage of monopoly capitalism. The German republic, based upon a series of social contracts, attempted to realize the principle of pluralism, that is to say, a parity between workers and employers, between Reich and federal states, between church and state. The very nature of this pluralistic structure, however, strengthened the power of the bureaucracy and thereby weakened the rule of law. Although the theory of the generality of law had disappeared from German constitutional theory during the Bismarckian period, it was restored in the Weimar Republic. This period is also characterized by the victory of the school of free discretion which demands that the judge is freed from the fetters of positive law and shifts the center of gravity of the legal system to those legal standards of conduct which grant to the judge considerable free discretion. These legal standards of conduct are stressed since they are an excellent means for furthering monopolistic interests to which rational law merely constitutes an obstacle. The administrative act which, as the command of the sovereign, directly protects monopolistic situations, became the new supplementary institution of property. The legal theory of monopoly capitalism is the institutionalism which National Socialism calls „thinking according to concrete orders and structures.“ Institutionalism hypostatizes the concept of institution and divorces it from the property owner. The reason for this change is that the concept of the legal person facilitates the discovery of the fact that only a few people exercise economic power. At the same time law becomes an *arcanum dominationis*, that is to say, a mere command of the

Leader. If we understand by law a system of norms distinguished from the will or command of the sovereign, then we must deny a specific legal character to the legal system of the authoritarian state.

### L'évolution de la fonction de la loi dans le droit de la société bourgeoise.

Pendant la période du capitalisme de concurrence, la théorie du droit réserve le nom de loi à la seule loi universelle et non pas à tout commandement du souverain. La généralité ne caractérise pas seulement la structure formelle de la loi, elle implique aussi un certain contenu, en ce sens qu'elle garantit un minimum de liberté. Car seule la loi générale rend possible la véritable indépendance du juge. La loi générale règle les sphères de la liberté (personnelle, politique, économique et sociale) et les institutions humaines. L'institution fondamentale de la société bourgeoise, la propriété privée des instruments de production, est entourée de libertés connexes, à savoir celles du contrat et de l'activité économique, nécessaires à la protection et à l'exercice de la propriété. Dans le capitalisme de concurrence, le système juridique est un système fermé, sans lacunes, de normes générales que le juge n'a qu'à appliquer. Aussi, la jurisprudence est, elle aussi, dogmatique.

Dans le capitalisme de monopole, théorie et pratique juridiques subissent une transformation décisive. La république allemande qui reposait sur une multiplicité de contrats sociaux, avait tenté de réaliser le principe du pluralisme, c'est-à-dire de mettre sur le même plan travailleurs et entrepreneurs, Reich et pays, État et Église. Mais précisément cette construction pluraliste accrut la puissance de la bureaucratie et affaiblit ainsi l'autorité de la loi. L'idée de l'universalité de la loi, disparue pendant la période bismarckienne de la théorie allemande de l'État, fut restaurée durant la République de Weimar. En même temps, l'école du droit libre triomphe, école qui veut libérer le juge des chaînes de la loi positive et qui met l'accent sur les formules générales qui laissent une large place à la libre appréciation du juge. Ces formules sont maintenant au centre de la théorie aussi bien que de la pratique, parce qu'elles sont pour les intérêts de monopole un excellent instrument, tandis que le droit rationnel constitue pour ceux-ci un obstacle. Désormais c'est l'acte d'administration par lequel la souveraineté de l'État protège directement les situations de monopole, qui devient l'annexe institutionnel de la propriété privée. La théorie juridique du capitalisme de monopole est l'institutionnalisme qui, dans le national-socialisme, prend le nom de „pensée concrète de l'ordre et de l'organisation“. L'institutionnalisme donne une valeur absolue au concept de l'institution et le détache du propriétaire. Car le concept juridique de la personne permet de découvrir qu'un petit nombre d'individus exercent une énorme puissance économique. En même temps l'autorité devient mystère, pur et simple commandement du chef.

Si l'on entend par droit un système de normes, qui se distingue de la volonté du souverain, il faut refuser au droit de l'État autoritaire le caractère spécifiquement juridique.

# **Zum Begriff und zur Diagnose der Persönlichkeit in den „Personality Tests“.**

Von  
Ernst Schachtel.

In der angewandten Psychologie sind in den letzten zwanzig Jahren in zunehmendem Masse, besonders in den USA., Versuche angestellt und Methoden erprobt worden, die den Zweck haben, eine verhältnismässig rasche und zuverlässige Diagnose und Messung von verschiedenen Eigenschaften oder Eigenschaftsgruppen bei einer grösseren Anzahl von Menschen zu gestatten. Dabei handelt es sich nicht um die Messung der Intelligenz, die schon seit längerer Zeit ein wichtiger Zweig der angewandten Psychologie ist; auch nicht um die Prüfung von Arbeitsleistungen, wie sie den Gegenstand der Psychotechnik im engeren Sinn bildet; sondern um den Versuch der Messung von solchen Eigenschaften, die man meist mit dem Wort „Charakterzug“ zu bezeichnen pflegt.

Diese Richtung der diagnostischen Bemühungen der angewandten Psychologie ist in wesentlichen Elementen am Bilde der Psychotechnik orientiert, wenn diese Abhängigkeit den einzelnen, auf diesem Feld Arbeitenden auch nicht in ihrem vollen Umfang und ihrer Bedeutung bewusst sein mag. Um zu verdeutlichen, was mit dieser Abhängigkeit gemeint ist, muss ein charakteristischer Zug in der Psychotechnik kurz beschrieben werden.

Die Psychotechnik ist daran interessiert, die Arbeitsqualitäten von Menschen mit Hilfe wissenschaftlicher Methoden festzustellen, zu diagnostizieren. Dieses Interesse ist zugleich ein Interesse des Unternehmers, der die Produktivität seines Unternehmens durch eine geeignete Auswahl seiner Arbeiter und Angestellten erhöhen will. In der Tat ist die Psychotechnik weitgehend von den praktischen Anforderungen der Unternehmer, und zwar zunächst besonders der industriellen Unternehmer ausgegangen. Angesichts des Überangebots und der leichten Austauschbarkeit des ungelerten Arbeiters hat sie sich in erster Reihe mit den Arbeitsqualitäten beschäftigt, die in einer fortgeschrittenen industriellen Entwicklung für Facharbeiter an verschiedenen Maschinen verlangt werden. So gibt es entsprechend der Vielfalt der manuellen Arbeitsprozesse in hochindustrialisierten Ländern eine unübersehbare Literatur und Praxis, die sich — zum Teil unter Zuhilfenahme von komplizierten Apparaturen — mit der Prüfung der Eignung der



einzelnen Arbeiter für die in Aussicht genommene Spezialarbeit an oder mit bestimmten Maschinen und Werkzeugen beschäftigt. Die dabei befolgte Methode ist quantitativ und bedient sich der exakten Messung und Zählung. Der Gesichtspunkt, unter dem der einzelne Mensch untersucht wird, ist — entsprechend dem Interesse des Unternehmers — lediglich, ob er den Anforderungen der in Frage stehenden Arbeit, den Anforderungen der betreffenden Maschine gewachsen ist. Es wird — was besonders bei Eignungsprüfungen für Arbeiten am Fließband deutlich hervortritt — der Mensch in ähnlicher Weise wie ein Maschinenteil daraufhin geprüft, ob er, an einer bestimmten Stelle, an einer bestimmten Maschine in den Produktionsgang eingeschaltet, reibungslos und ausdauernd funktionieren wird. Es ist derselbe Gesichtspunkt, unter dem etwa ein Zahnrad geprüft wird, ob es, an einer bestimmten Stelle in eine Maschine eingefügt, seinen Arbeitszweck erfüllen wird. Aus diesem Grunde sind die psychotechnischen Verfahren prinzipiell nicht daran interessiert, auf welche Weise die verlangte und geprüfte Leistung in dem einzelnen Menschen zustande kommt; ebensowenig wie der Techniker, der ein Zahnrad zu konstruieren hat, an der Atomtheorie interessiert ist, die etwas über die Gründe aussagt, aus denen die Materie so oder so strukturiert sein mag, sondern lediglich etwa an einer Zerreißprobe oder an der Messung der Genauigkeit und des Reibungswiderstandes, mit denen er beim Ineinandergreifen seines Zahnrades und eines anderen Rades an einer Maschine rechnen kann. Das Interesse der Psychotechnik ist also auf das Resultat, das Funktionieren eines bestimmten, kompliziert bedingten und zusammengesetzten Prozesses gerichtet, nicht auf die Kräfte und Vorgänge, die zur Erzielung dieses Resultats vom einzelnen Menschen benötigt werden.<sup>1)</sup> Der psychische Aufwand, der zur Erzielung der geforderten Arbeitsleistung notwendig und der nach der Art seiner Erzeugung und dauernden Aufrechterhaltung bei den Individuen sehr verschieden strukturiert ist, interessiert den Psychotechniker im Prinzip nicht oder doch nur insofern, als ein besonders unökonomischer, spannungsreicher, widerstandsvoller Kräfteverbrauch zu einer unzureichenden Arbeitsleistung führen mag und als sich dies bei der psychotechnischen Eignungsprüfung in einem negativen Resultat, etwa einer Ausdauer- und Ermüdungsprüfung zeigen mag. Wäre Chaplin vor seiner Beschäftigung an dem laufenden Band der grossen Fabrik in

---

<sup>1)</sup> Auf die Begrenzung des Interesses der „Psychometrie“ auf Leistungsunterschiede, unabhängig von den ihnen entsprechenden psychischen Faktoren, weist auch Lajos Székely hin, „Zur Frage der sogenannten Psychometrie, insbesondere der Testmethode in der Intelligenzforschung“. In: Erkenntnis 1936, Bd. 6, S. 206-210.

„Modern Times“ einer psychotechnischen Eignungsprüfung unterzogen worden, so wäre er schon arbeitslos gewesen, bevor das Stück begann.

Diese Eigenarten des psychotechnischen Gesichtspunktes kommen in der gesamten psychotechnischen Literatur zum Ausdruck, sogar in den Titeln der Fachzeitschriften. Die Verbindung mit der Industrie wird in dem führenden deutschen Blatt „Industrielle Psychotechnik“ betont. In der englischen Zeitschrift „Human Factor“ kommt im Namen der Gedanke zum Ausdruck, dass man mit diesem im Vergleich zur Maschine so viel unsicherer funktionierenden Faktor als einem Teil der Maschine rechnen muss. Das amerikanische Fachblatt heisst „Personnel“ und gibt damit kund, dass es sich um Methoden zur Auswahl des Personals handelt.

Obwohl die Psychotechnik nicht nur in der Auswahl von Arbeitnehmern, sondern auch in der am Individuum interessierten Berufsberatung ihre Anwendung findet, ist es doch charakteristisch, dass schon in den Namen der psychotechnischen Fachblätter nicht dieser an der Entwicklung und Anpassung des Individuums interessierte Gesichtspunkt, sondern das Interesse des Unternehmers an der Ausscheidung der für ihn unbrauchbaren und der Auswahl der geeigneten Arbeiter allein zum Ausdruck kommt.<sup>1)</sup> Die Begrenzung des psychotechnischen Interesses auf die Feststellung des Vorhandenseins oder Fehlens bestimmter Arbeitsqualitäten ohne Rücksicht auf deren Zusammenhang mit der Struktur der Gesamtpersönlichkeit und ohne Rücksicht auf den physischen und psychischen Aufwand des Individuums in der Bereitstellung dieser Arbeitsqualitäten findet ihren Ausdruck auch in der spezialistischen Abtrennung des Gebiets der Psychotechnik von den übrigen Zweigen der Psychologie. Man kann die Psychotechnik als eine Methode zur Messung gewisser Resultanten bezeichnen, die sich aus der komplizierten Dynamik und Struktur der physischen und psychischen Kräfte eines Menschen ergeben, eine Methode, die an den Kräften und Strukturen, die diese Resultanten hervorbringen, nicht unmittelbar interessiert ist. Daher der Begründer der Psychotechnik der Meinung Ausdruck geben konnte, die Psychotechnik könne „in hohem Masse unberührt bleiben von den Kämpfen, die sich innerhalb der theoretischen Psychologie abspielen.“<sup>2)</sup> Ist die Arbeitskraft, insbesondere die qualifiziertere Arbeitskraft die Ware, die der Arbeiter zu verkaufen hat, so gleicht der Psychotechniker dem Einkäufer, der diese Ware auf ihre Güte und Verwendbarkeit hin zu prüfen hat, bevor er zu ihrem Ankauf rät.

---

<sup>1)</sup> Über diesen Gegensatz siehe auch P. M. Symonds, Psychological Diagnosis. In: Social Adjustment. New York 1934, S. 83-85.

<sup>2)</sup> H. Münsterberg, Grundzüge der Psychotechnik. Leipzig 1914, S. 24.

Wir werden diese Konzentrierung des Interesses auf das Endprodukt komplizierter psychischer Vorgänge und Strukturen, dieses abgetrennte Interesse an Resultanten, die Abspaltung gewisser Bemühungen der angewandten Psychologie von der psychologischen Theorie überall dort wiederfinden, wo nicht die Einheit der menschlichen Persönlichkeit, nicht die Entwicklung ihrer Fähigkeiten und die Erfüllung ihrer Möglichkeiten den Ausgangspunkt der Untersuchung bilden, sondern wo ein verdinglichter und abgetrennter Teil des Menschen — wie in der Psychotechnik die Arbeitskraft — den Gegenstand der Untersuchung bildet.

Die Psychotechnik hat aber eine Tendenz, sich über ihr ursprüngliches Gebiet, die Messung und Begutachtung von Arbeitsqualitäten, auszudehnen und den gesamten Menschen unter ihren spezifischen Gesichtspunkten und Methoden zu untersuchen, sie wird totalitär. Der Grund zu dieser Gebietsausdehnung liegt einmal in dem Interesse des Unternehmers, ausser der Arbeitseignung auch Eigenschaften, wie etwa Fügsamkeit oder Oppositionstendenz, „Gefolgschaftstreue“ bei seinen Arbeitnehmern zu kennen; er liegt ferner darin, dass für viele Kategorien von Arbeitnehmern, insbesondere die Angestellten, Arbeitsqualitäten erforderlich sind, die bei der manuellen Arbeit keine oder eine geringe Rolle spielen. So etwa eine gewisse Fähigkeit der Menschenbehandlung und -beeinflussung beim Verkäufer, um ein besonders häufiges und typisches Beispiel zu nennen. Symptomatisch für diese Gebietsausdehnung ist z. B. die Änderung des Arbeitsgebietes des führenden deutschen Fachblattes „Industrielle Psychotechnik“, das bis 1934 angegeben wurde als „Angewandte Psychologie in Industrie - Handel - Verkehr - Verwaltung“ und das, nicht ohne Zusammenhang mit der Errichtung des totalitären Staates, dann geändert wird in „Der Mensch - Eignung - Leistung - Charakter - Verhalten“. Allerdings bringt diese Gebietsausdehnung gleichzeitig vielfach die Sprengung des Monopols der bis dahin dominierenden spezifisch psychotechnischen Methoden der Messung und Zählung von Resultanten mit sich, da diese nicht auszureichen scheinen, um die gewünschten Daten über psychische Verhaltensweisen und Tendenzen zu liefern. In der Erweiterung des psychotechnischen Arbeitsbereichs sind Momente enthalten, die über die Psychotechnik hinausführen und die sich letzten Endes nicht ohne die Berücksichtigung einer fortgeschrittenen psychologischen Theorie werden bewältigen lassen.<sup>1)</sup>

---

<sup>1)</sup> So werden z. B. im Psychotechnischen Institut Zürich ausser spezifisch psychotechnischen Verfahren Graphologie, Rorschach's Psychodiagnostik und Traumdeutung in Anlehnung an die psycho-analytische Theorie verwendet; siehe H. Biäsch,



Die Anwendung nicht-psychotechnischer Methoden ist freilich nicht der einzige Weg, auf dem man das umfangreichere Aufgabengebiet zu bearbeiten sucht. In der Entwicklung des Behaviorismus und der amerikanischen Testpsychologie, insbesondere in den sogenannten personality- oder character-tests liegt ein Phänomen vor, das man als eine Verselbständigung der industriellen Hilfsmethode Psychotechnik zu einem allgemeinen psychologischen Verfahren zum Studium der Persönlichkeit beschreiben könnte. Beiden gemeinsam ist die Beobachtung von Resultanten, von „Behavior“, von „habits“, unabhängig von ihrem innerpsychischen Entstehen und der sie bedingenden Persönlichkeitsstruktur. Zwar ist der Behaviorismus entstanden zu einem grossen Teil unter dem Einfluss der Tierpsychologie und der Arbeiten von Bechterew und Pawlow über bedingte Reflexe. Aber man hat mit Recht darauf hingewiesen, dass der Wunsch nach präziser, quantitativer, mechanistischer Messung und Methode in der Psychologie, wie er dem Behaviorismus und den stark von ihm beeinflussten personality tests eigentümlich ist und wie wir ihn auch als ein charakteristisches Merkmal der Psychotechnik fanden, verstärkt wurde durch die praktischen Bedürfnisse der Industrialisierung Amerikas. „Was man nötig hatte, war offenbar etwas der Industrie selbst Eigentümliches und Inhärentes. Was sich entwickelte, ist die Bewegung zur Erhöhung der Arbeitsproduktivität (efficiency movement), das Bestreben, den Mann seiner Arbeit und die Arbeit dem Mann anzupassen.“<sup>1)</sup> Watsons Kennzeichnung des Menschen als einer montierten organischen Maschine, bereit zum Gebrauch, ist ein äusserst kennzeichnender Ausspruch dieser Art Psychologie.

Im Verlauf dieser Entwicklung hat sich der Prozess der Ablösung bestimmter Resultanten aus der gesamten Struktur und Dynamik der Persönlichkeit und ihre Untersuchung durch Methoden, die keinen oder wenig Zusammenhang mit einer umfassenden psychologischen Theorie hatten, ausgedehnt von der unmittelbar den Arbeitsprozess betreffenden, menschlichen Aktivität auf solche „Teile“ des „In-dividuums“, der Persönlichkeit, die man früher

---

Die Technik der Charakterbeurteilung. In: Industrielle Psychotechnik 1934, Bd. 11 S. 289-302. Über ähnliche Methoden berichtet Hellmuth Bogen aus dem Landesarbeitsamt Berlin in einem Aufsatz: Zur Methodik des „Totalverfahrens“ in der berufseignungspsychologischen Begutachtung, S. 15-32 der Festschrift für William Stern, Beiheft 59 der Zeitschrift für angewandte Psychologie, 1931. In Deutschland hat ausserdem die graphologische Schule von Ludwig Klages auch auf dem Gebiet der Auswahl von Arbeitnehmern in Industrie und Handel weitgehend praktische Verwendung gefunden.

<sup>1)</sup> Horace M. Kallen, Behaviorism. In: Encyclopædia of Social Sciences. Bd. II, S. 495 ff.

in der experimentellen Psychologie ängstlich vermieden hatte und die man in der Umgangssprache als Charakterzüge oder persönliche Eigenarten zu bezeichnen pflegt.

Einen wesentlichen Einfluss auf die Entwicklung dieser Art Charakter- oder Persönlichkeitstests hatten die Erfolge, die man mit den Tests zur Messung der „allgemeinen Intelligenz“ („general intelligence“, „intelligence globale“) erzielt zu haben glaubte.<sup>1)</sup> Der am weitesten verbreitete und am gründlichsten durchgearbeitete dieser Intelligenztests ist der von Binet-Terman, ursprünglich konstruiert, um schwachsinnige und zurückgebliebene Kinder in Pariser Schulen zu diagnostizieren. Gegen die Bezeichnung dieses und ähnlicher Tests als Messinstrumente der „allgemeinen Intelligenz“ ist mit Recht von vielen Seiten darauf hingewiesen worden, dass sie teilweise<sup>2)</sup> oder so gut wie ausschliesslich<sup>3)</sup> nur diejenigen Funktionen der Intelligenz messen, die zur Erreichung guter Leistungen in den herkömmlichen Schulen erforderlich sind, dass sie aber nicht die im späteren Leben notwendige praktische Intelligenz und, wie man hinzufügen muss, auch nicht die schöpferische Komponente der Intelligenz messen. In der Tat gleichen diese Tests in mehr als einer Beziehung einem Schulexamen, das auf einen sehr allgemeinen Standard gebracht worden ist und mannigfaltige Aufgaben umfasst. Es wird also auch in ihnen gemessen, ob die Versuchsperson eine bestimmte Leistung vollführen kann, die diesmal nicht in einer manuellen Arbeit, sondern in einer Art Schulaufgabe besteht. Der aus einem solchen Test errechnete sogenannte „Intelligenzquotient“ ist eine Zahl, die angibt, wo die untersuchte Person ihren Platz in der Schulklasse hat, die sich von anderen Schulklassen vor allem dadurch unterscheidet, dass sie sehr viel grösser ist, nämlich gleich der Summe aller Individuen, die mit diesem Intelligenztest untersucht worden sind und deren Resultate bei dieser Untersuchung zu Vergleichszwecken zugänglich sind, und dass der Massstab, nach dem die Leistungen gemessen werden, genauer feststeht.<sup>4)</sup> Aus dieser Zahl,

---

<sup>1)</sup> P. M. Symonds, *Diagnosing Personality and Conduct*. New York und London 1931, S. V/VI.

<sup>2)</sup> E. Claparède, *Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers*. Paris 1927, S. 111.

<sup>3)</sup> H. E. Garret, und M. R. Schneck, *Psychological Tests, Methods and Results*. New York und London 1933, Teil 2, S. 3-5, wo die in der amerikanischen Literatur, besonders von Thorndike, erhobenen Einwände gegen den Intelligenzbegriff der meisten Intelligenz-Tests übersichtlich wiedergegeben werden.

<sup>4)</sup> J. F. Brown hat in einer gründlichen methodologischen Untersuchung nachgewiesen, dass es sich hier nicht um Messung im strengen Sinne, sondern um eine Vergleichung von ihrer Struktur nach unbekannten Grössen handelt. Siehe seinen

diesem Platz in der Rangordnung aller durch den Test gemessenen Intelligenzen geht freilich nicht hervor, welcher Art die untersuchte Intelligenz ist, ähnlich wie die Rangordnung in der Schulklasse nichts darüber aussagt, ob der betreffende Schüler seinen Rang auf Grund guter Leistungen z. B. im Rechnen und mässiger in der Rechtschreibung, oder aber auf Grund guter Leistungen in der Rechtschreibung und mässiger im Rechnen bekommen hat. Immerhin kann man sich hierüber noch Aufklärung verschaffen, sofern man nicht nur den „Intelligenzquotienten“, sondern die Resultate der einzelnen Aufgaben, aus denen der Test besteht, zu Rate zieht, was übrigens praktisch nicht sehr oft geschieht. Dagegen erfährt man auch aus diesen Einzelresultaten nichts über die individuelle Artung der Intelligenz unabhängig von ihrer Anpassung an die spezifischen Aufgaben, die ihr in der Schule gestellt werden, und man erfährt auch nichts über die psychische Struktur, die etwa zum Versagen oder zum Erfolg in der einen oder anderen Aufgabe geführt haben mag.

Es wird also in diesen Intelligenztests, ähnlich wie die Arbeitsleistung in der Psychotechnik, die „Schulintelligenz“ als ein isolierter Faktor gemessen. Es werden darin Resultate einer Leistungsprüfung nach einem bestimmten statistischen System verrechnet. Zu Grunde liegt ihnen weniger eine Theorie der Intelligenz als bestimmte, von der Schule beeinflusste Vorstellungen darüber, was man mit Hilfe der „Intelligenz“ leisten sollte; in ähnlicher Weise liegen der psychotechnischen Eignungsprüfung Vorstellungen darüber zu Grunde, was der Arbeiter leisten können muss, wobei diese letzteren Vorstellungen wesentlich präziser kalkulierbar sind als die ihnen entsprechenden Vorstellungen für die Intelligenz. An dieser Stelle kann nur angemerkt werden, dass die psychologische Theorie der Intelligenz von Seiten der Intelligenztests keinen wesentlichen Beitrag und keine entscheidend neuen Erkenntnisse erhalten und voraussichtlich auch nicht zu erwarten hat. Solche Beiträge sind viel eher zu erwarten, wenn die Intelligenz nicht losgelöst von der Gesamtpersönlichkeit, sondern in ihrer Funktion für diese und in ihrem strukturellen Zusammenhang mit der menschlichen Persönlichkeit und ihrer gesellschaftlichen Bedingtheit untersucht wird. Die Frage der spezifischen Einengung und Entwicklungshemmung gewisser Faktoren der kindlichen Intelligenz durch die hergebrachte Schule, die



Funktion der Intelligenz im Verhältnis zur Emotionalität und zur Triebstruktur, die Bedeutung der Spontaneität und der Konvention im Denken, die Rolle der produktiven Faktoren der Intelligenz und ihre Beeinflussung durch die Erziehung : alles Probleme, die durch die Überschätzung der Bedeutung und die Unterschätzung der Grenzen der Intelligenztests eher Hemmung als Förderung zu erwarten haben.

Die grösste Bevölkerungsgruppe, die mit derartigen Intelligenztests zu praktischen Zwecken untersucht worden ist, waren die rund 1 750 000 Rekruten der amerikanischen Armee im Weltkrieg, die zwischen September 1917 und Januar 1919 mit dem sogenannten Army Alpha und Army Beta Test (der letztere für Analphabeten) daraufhin untersucht wurden, ob sie die für den Militärdienst notwendige Mindest-Intelligenz besaßen, und welche von ihnen für Sonderausbildung in Frage kamen. Dieselbe Bevölkerungsgruppe, die amerikanische Armee im Weltkrieg, sollte auf ihre Fähigkeit zur Anpassung an den Druck, die Spannung, die psychischen Anforderungen des Krieges untersucht werden, zu welchem Zweck das „psychoneurotische Inventar“ von Woodworth entworfen wurde : ein Fragebogen, der neurotische Störungen und Anpassungsschwierigkeiten diagnostizieren soll.<sup>1)</sup> Wir erwähnen diesen Fall besonders, weil er den ausgedehnten praktischen Gebrauch derartiger Untersuchungsmethoden in USA gut veranschaulicht. Das Woodworthsche Inventar ist im übrigen in der technischen Anordnung und Ausgestaltung genau so konstruiert wie zahlreiche andere Tests, die zur Messung von Charakterzügen bestimmt sind.

Der grösste Teil dieser personality tests, insbesondere soweit sie in der Praxis der Schulen und Betriebe gebraucht werden, verwenden die schriftliche Fragebogenmethode mit eng begrenzter Antwortmöglichkeit.<sup>2)</sup> Diese Fragebogen bestehen aus einer mehr oder weniger grossen Menge von verschiedenen Fragen ; bei jeder Frage sind mehrere (in der Regel drei, manchmal bis zu fünf oder

---

<sup>1)</sup> R. S. Woodworth, Personal Data Sheet, zuerst 1918 für die Armee, später 1920 für den allgemeinen Gebrauch veröffentlicht. Vgl. auch P. M. Symonds, a. a. O., S. 174.

<sup>2)</sup> Eine ungefähre Vorstellung von der Ausdehnung des psychologischen Interesses an diesen Tests und von ihrer praktischen Bedeutung vermittelt eine bis zum Jahre 1932 reichende Bibliographie der „Character and Personality Tests“ von J. B. Maller, New York. Diese Bibliographie umfasst 255 amerikanische Tests und einige 50 aus Deutschland, Frankreich, England und Russland. Der grösste Teil der amerikanischen Tests benutzt die Fragebogenmethode. Seither sind zahlreiche neue, derartige Tests veröffentlicht worden. Vgl. auch die schon erwähnten Bücher von Symonds und Garrett-Schneck, sowie Gardener Murphy, Experimental Social Psychology. New York und London 1931.

sechs) Antworten vorgedruckt<sup>1)</sup>, und die Versuchsperson hat diejenige der vorgedruckten Antworten kenntlich zu machen, die der von ihr beabsichtigten Antwort am nächsten kommt. Die Antworten beschränken sich sehr häufig auf die drei Möglichkeiten: „ja“, „nein“ oder „?“, wobei aber oft dringend angeraten wird, die Frage nicht mit einem Fragezeichen, sondern mit „ja“ oder „nein“ zu beantworten. Handelt es sich um die Feststellung von Vorlieben und Abneigungen, so wird manchmal die Antwortmöglichkeit durch Zulassung von Zwischenstufen etwas erweitert, indem etwa als mögliche Antworten vorgesehen werden: eine sehr starke, starke, mässige Vorliebe oder Abneigung, oder eine indifferente Haltung. Entsprechend wird bei Fragen nach der Häufigkeit eines bestimmten Verhaltens manchmal eine Abstufung in drei, fünf oder gar sieben Häufigkeitsgrade in den vorgedruckten Antworten vorgesehen. Dass allerdings verschiedene Personen etwas sehr Verschiedenes meinen können, wenn sie dem Wortlaut nach übereinstimmend sagen, sie täten etwas „sehr gern“ oder „mässig gern“, „sehr häufig“ oder „gelegentlich“; dass andererseits die Verwendung eines Superlativs durch die Person A inhaltlich nicht mehr zu meinen braucht als die Verwendung des Positivs durch die zu einer gemässigten Ausdrucksweise neigende Person B, wird bei der Bewertung der Antworten nicht berücksichtigt.

Als Vorzug dieser Fragebogentests mit eng begrenzter Antwortmöglichkeit werden vor allem hervorgehoben ihre grössere Genauigkeit und Zuverlässigkeit im Vergleich etwa mit dem psychologischen Interview oder der klinischen Beobachtung<sup>2)</sup> und ihre Unabhängigkeit von psychologischen Schulen oder Theorien.<sup>3)</sup> Der Vorzug der zahlenmässigen Exaktheit wird jedoch am häufigsten und mit grösstem Nachdruck gerühmt. Er entspricht der der Testpsychologie und der Psychotechnik gemeinsamen Ansicht von der Überlegenheit des quantitativen, naturwissenschaftlichen Experiments gegenüber „geisteswissenschaftlichen“ oder klinischen Methoden der Psychologie. Worin besteht nun diese zahlenmässige Exaktheit?

Nachdem der Fragebogen ausgefüllt ist, wird das Ergebnis nach einem bestimmten Schlüssel verrechnet. Die Art dieser Verrechnung erläutern wir an der einfachsten — übrigens auch relativ verbreitetsten — Methode. Handelt es sich zum Beispiel

---

1) P. M. Symonds, a. a. O., S. 134, schreibt dies als ein Erfordernis eines guten Fragebogens ausdrücklich vor.

2) Symonds, a. a. O., S. 6.

3) G. Murphy und F. Jensen, *Approaches to Personality*, New York 1933, S. IX.

um einen der zahlreichen Tests zur Feststellung neurotischer Tendenzen oder emotionaler Labilität, so erhalten alle Antworten, die nach dem Schlüssel für den betreffenden Test als Symptome für solche Tendenzen gelten, einen Punkt. Die Gesamtsumme dieser Punkte ergibt dann eine Zahl, und diese Zahl repräsentiert die Stärke der neurotischen Tendenzen oder der emotionalen Labilität. Dieses Prinzip wird in allen derartigen Fragebogentests angewendet und wird nur in manchen Fällen etwas verfeinert und kompliziert, indem z. B. die Antworten auf verschiedene Fragen nicht denselben Zahlenwert erhalten, sondern je nach dem Symptomwert der betreffenden Antwort in den Augen des Testkonstruktors verschiedene Zahlenwerte; sodass z. B. die bejahende Antwort auf eine Frage mit zwei Punkten im Sinne neurotischer Tendenz gewertet wird, die bejahende Antwort auf eine andere Frage nur mit einem Punkt. Manchmal wird auch noch eine Subtraktion vorgenommen, um den Antworten mit entgegengesetztem Symptomwert Rechnung zu tragen. Die mit verschiedenen Symptomgewichten arbeitende Form der Berechnung geht davon aus, dass nicht alle Daten dieselbe quantitative Bedeutung für die Messung eines bestimmten Zuges haben, was offenbar bei dem einfachen Punktsystem angenommen wird, in dem jedes Ja oder jedes Nein, unabhängig von dem Inhalt der Frage, den gleichen Punktwert in der Errechnung der Gesamtzahl hat. Aber auch bei diesem verfeinerten System wird durch Addition der Punkte, die im Schlüssel für die verschiedenen möglichen Antworten vorgesehen sind, eine einfache Zahl ermittelt, die die Stärke des gemessenen Zuges angeben soll. Die Bedeutung des errechneten Zahlenwertes ergibt sich aus seiner Abweichung vom Durchschnittsstandard. Dieser Standard wird mit sehr verfeinerten mathematischen Methoden aus einem grossen Vergleichsmaterial beantworteter Fragebogen errechnet.

Der Vorzug der Exaktheit reduziert sich also darauf, dass man statt einer psychologischen Beschreibung mit all den Gefahren, die eine vieldeutige Terminologie und eine teilweise auf subjektiven Faktoren beruhende Beobachtung mit sich bringt, eine bestimmte Zahl erhält, die man ohne Furcht vor terminologischen Missverständnissen mit von anderen Versuchspersonen mit Hilfe desselben Fragebogens gewonnenen Zahlen vergleichen kann. Fragt man freilich nach dem Sinn, der Bedeutung dieser Zahl, so ergibt sich eine solche Flut von Vieldeutigkeiten, eine solche unübersehbare und unausdenkbare Mannigfaltigkeit von möglichen Bedeutungen und Ursachen, warum bei der Befragung gerade dieses Menschen gerade diese Zahl herausgekommen ist, dass man leicht zu dem Glauben verleitet wird, die Exaktheit der Zahl beschränke sich auf die Beruhigung, die viele Menschen empfinden, wenn sie



statt mit einem komplizierten Sachverhalt, oder gar statt mit einem lebendigen Wesen und all seinen Widersprüchen, Konflikten, Trieben, Wünschen, Ängsten und Freuden, mit einer einfachen Zahl operieren können. Das der modernen Philosophie seit Descartes eigentümliche Streben nach Sicherheit und absoluter Wahrheit hat mehr als eine Beziehung mit dieser Methode der Psychologie, die nach den Beruhigungen verlangt, die nur die Mathematik gewähren kann.

Verweilen wir kurz bei der Frage nach der Bedeutung dieser Zahl, und benutzen wir wieder unser Beispiel eines Tests zur Messung neurotischer Tendenzen. Nehmen wir an, der Index eines Menschen auf einem solchen Test sei ein  $x$  und der Durchschnittsindex sei  $x-y$ . Wenn der Test sorgfältig konstruiert ist, können wir dann annehmen, dass dieser Mensch starke neurotische Züge aufweisen wird. Darüber freilich, welcher Art diese neurotischen Züge sind, wie sie sich entwickelt haben, aus welchen gegenwärtigen Quellen sie gespeist werden, welche Anpassungsmechanismen infolge dieser Züge entwickelt worden sind, wie weit diese Anpassungsmechanismen zum Erfolg geführt haben : darüber hören wir nichts.

Jede dieser Fragen, über die wir nichts erfahren, deutet auf eine Fülle verschiedenartiger Möglichkeiten und Gründe, die hinter dieser so einfachen und so exakt aussehenden Zahl verborgen sind. Wir können nicht einmal hoffen, darüber sehr wichtige Aufschlüsse zu erhalten, wenn wir die Antworten der befragten Person durchlesen und uns nicht mit der Zahl allein begnügen. Denn wir geben mit dem Rückgang auf die einzelne Antwort den gerühmten Vorteil der genauen Messung auf und versuchen, statt dessen Einsichten über die individuelle Eigenart gerade dieser Person zu erlangen, Einsichten, die allerdings dürftig ausfallen müssen, wenn wir sie vergleichen mit denen, die ein geschulter Psychologe in einem kurzen Interview erhalten kann. Die „Exaktheit“ der Zahl besteht nur, solange sie selbstherrlich bleibt. Sowie man zu erfahren versucht, was diese Zahl bedeutet, ergibt sich, dass die Vielzahl der möglichen Bedeutungen die Eindeutigkeit der Zahl als mathematischer Grösse aufhebt.

Die „geisteswissenschaftlichen“ oder „klinischen“ Methoden der Persönlichkeitsdiagnose legen Wert darauf, eine möglichst spontane, durch keinen Zwang eingeengte Äusserung der Persönlichkeit als Material für ihre Diagnose zu erhalten. Freie, durch keine bewusste Kritik beeengte Assoziation in der Psychoanalyse ; möglichst spontane, durch keine bewusste Konzentration der Aufmerksamkeit auf den Schreibakt veränderte Schriftprobe in der Graphologie ; durch keine zeitlichen Schranken, durch keine quanti-

tativen oder qualitativen Anforderungen beengte und durch eine für die Versuchsperson nach Möglichkeit von allen Examens- und Angst- oder Zwangsgefühlen befreite Situation bei der Deutung der Zufallsformen in der Rorschachschen Psychodiagnostik.

Bei diesen Methoden besteht die Überzeugung, dass nur durch weitgehende Spontaneität, durch möglichste Aufhebung aller konventionellen Schranken, die dem Ausdruck der Persönlichkeit sonst gesetzt sind, ein Material erzeugt werden kann, das ein wirklich genaues, der tieferen Struktur eines Menschen entsprechendes Bild zu gewinnen ermöglicht. Die hier erstrebte Genauigkeit besteht also in der möglichst präzisen, minutiösen und tiefdringenden Beobachtung der individuellen, persönlichen Äusserung (im allgemeinen Sinn : Assoziation, Schrift, Wort, Gebärde, Haltung, unwillkürliche Innervation, Stimme, freie Produktion irgendwelcher Art). Die Genauigkeit, die in den personality tests erstrebt wird, ist von grundsätzlich anderer Art. Hier wird die Äusserungsmöglichkeit, die Spontaneität des Individuums aufs äusserste beschränkt und beschnitten. Zunächst dadurch, dass der betreffende Mensch gezwungen wird, schwarz auf weiss auf eine grosse Menge von Fragen Auskunft zu geben. Dann dadurch, dass er diese Auskunft nicht geben darf, wie er will, sondern sich für eine von wenigen vorgeschriebenen Antworten entscheiden muss. Was dadurch gewonnen wird, ist die Möglichkeit, mit diesen unspontanen Äusserungen mathematische Operationen zu vollführen. Man kann sie addieren, subtrahieren, mit den erhaltenen Summen vielleicht sogar noch Divisionsrechnungen ausführen (wie bei der Errechnung der „Quotienten“). All dies wäre nicht oder nur sehr viel schwerer möglich, wenn man den Versuchspersonen keine bestimmten Fragen stellte, oder wenigstens ihnen keine bestimmten Antworten vorschriebe. Durch die geringe Anzahl vorgedruckter Antworten wird aber nicht nur die Spontaneität der Befragten beschnitten, sondern, was die Genauigkeit der Einzelbeobachtung womöglich noch entscheidender erschwert, wenn nicht völlig ausschliesst : die Befragten müssen in vielen Fällen etwas antworten, was gar nicht ihrer Meinung entspricht. Zu dem ohnehin der Wert solcher Methode stark beeinträchtigenden Faktor bewusster oder unbewusster Unwahrheit der Angaben tritt also ein Faktor erzwungener Unwahrheit, gewaltsamer Ungenauigkeit hinzu. Wie sieht das in der Praxis aus ? Nehmen wir ein Beispiel, das in vielen Tests wiederkehrt, die Frage : „Können Sie Kritik vertragen, ohne sich verletzt zu fühlen ?“ Die vorgedruckten Antwortmöglichkeiten sind „Ja“ — „Nein“ — „?“ . Sehr viele Menschen werden sich darüber überhaupt nicht im klaren sein. Bei vielen wird es davon abhängen, von wem die Kritik ausgeht, auf welches

Gebiet sie sich richtet, ob sie einen wunden Punkt betrifft oder etwas, was ihnen gleichgültig ist, mit welcher Absicht sie vorgebracht wird, in welcher Art sie formuliert und mit welchem Ton sie ausgesprochen wird, in welchem Zustand der Kritisierte sich gerade befindet usw. So aufschlussreich die Frage des Verhaltens zu Kritik für den geschulten Psychologen oder guten Beobachter sein kann, wenn er einen einzelnen Fall beobachtet oder ihm ein solcher ausführlich von dem Kritisierten mit all seinen Reaktionen dargestellt wird, so wenig entsprechen die Antworten „ja“ oder „nein“ oder „?“ dem wirklichen Sachverhalt. Die Autoren eines personality test gehen natürlich auch nicht von der Annahme aus, dass die Antwort auf eine einzelne derartige Frage allein einen Aufschluss über die betreffende Person geben soll. Vielmehr besteht die Meinung, dass durch die Häufung der Fragen bei dem Gesamtergebnis die Ungenauigkeiten bei den Einzelantworten sich ungefähr gegenseitig ausgleichen. Dies mag von einem statistischen Gesichtspunkt richtig sein; aber es hat zur Folge, dass man statt eines Einblicks in die individuelle Struktur einer Persönlichkeit einen statistischen Mittelwert über einen recht unbestimmten „Charakterzug“ oder vielmehr über ein seiner individuellen Zusammensetzung nach unbekanntes Aggregat von solchen Zügen erhält. Wieder ist die Möglichkeit einer Zahlenangabe mit ihrem trügerischen Genauigkeitsschein erkaufte mit dem Verlust der individuellen Diagnose.

Die Vieldeutigkeit und Unbestimmbarkeit des anscheinend so genauen Zahlenresultats hängt weiterhin mit der Loslösung der personality tests von einer psychologischen Theorie zusammen. Die gebräuchlichste Methode zur Konstruktion solcher Tests besteht darin, dass der Autor auf Grund der Ansichten der verschiedensten Fachleute (Psychologen und Psychiater), wie er sie bei einer Durchsicht der Literatur vorfindet, die charakteristischen Züge und Merkmale zusammenstellt, die in Verbindung mit der Charaktereigenart oder der Eigenschaft, die er messen will, genannt werden. Aus diesen Angaben konstruiert er seine Fragen und leitet den Symptomwert der Antworten ab.<sup>1)</sup> Der theoretische Zusammenhang, in den die zu Rate gezogenen Fachleute oder einige von ihnen das betreffende Symptom gestellt haben mögen, geht dabei verloren, da nur das Symptom selbst in den Fragen verarbeitet wird und da ausserdem durch die Berücksichtigung möglichst vieler Autoritäten auf dem betreffenden Gebiet sozusagen eine statisti-

---

<sup>1)</sup> Vgl. H. E. Garrett und M. R. Schneck, *Psychological Tests, Methods and Results*. New York und London 1933, Teil II, S. 123.



sche Nivellierung sowohl des theoretischen Gehalts als auch etwaiger Kontroversen stattfindet derart, dass aus dem fertigen Test dann meist jeder einheitliche Gesichtspunkt und jeder begründende Zusammenhang gründlich verbannt ist.

Sehr oft wird aber nicht einmal bis auf die in der Fachliteratur geäußerten Ansichten über die betreffende Eigenschaft oder Eigenschaftsgruppe zurückgegangen, sondern der Test wird als eine Auswahl und Mischung von Fragen konstruiert, die der Autor in früher veröffentlichten personality tests zur Messung des gleichen oder eines verwandten Charakterzuges vorfindet.<sup>1)</sup> Diese Methode verstärkt noch die Loslösung des Tests von jeder psychologischen Theorie und damit die Unbestimmtheit des gemessenen Zuges. Daran vermag auch im Prinzip eine mit dieser Konstruktionsmethode bei den sorgfältiger ausgearbeiteten Tests oft verbundene Nachprüfung des Symptomwerts der Antworten an anderweitig ausgewählten Kontrollgruppen nichts zu ändern. Diese Kontrolle ergibt zwar, welche Fragen bei der benutzten Gruppe sich als besonders geeignet zur Differenzierung zwischen denjenigen Personen, die den betreffenden Zug besonders stark oder besonders schwach aufwiesen, gezeigt haben; aber auch sie kann nicht darüber aufklären, welche Stelle der betreffende Zug in der Struktur der Persönlichkeit einnimmt und in welchen funktionellen Zusammenhang er gehört; sie vermag ebensowenig, genauer anzugeben, was nun eigentlich gemessen werde, ändert also nichts an der Unbestimmtheit des vermeintlich gemessenen Zuges.

Durch die geschilderte Art der Testkonstruktion glaubt man, eine grössere „Objektivität“ zu erreichen, als wenn man die Fragen den theoretischen Annahmen einer psychologischen Schule entsprechend formulieren würde. Es wird hervorgehoben, dass durch die eklektische, möglichst viele Ansichten berücksichtigende Methode ein von den Schulen unabhängiger, unmittelbarer Zugang zum Studium der Persönlichkeit gewonnen werde. Unausgesprochen scheint die Annahme zu bestehen, dass auch durch diese Art Eklektizismus ein statistischer Ausgleich in den Fehlern und Übertreibungen der verschiedenen psychologischen Schulen eintreten werde, wenn man die Ansichten möglichst zahlreicher Fachautoritäten über die Symptome bestimmter Eigenschaftsgruppen berücksichtigt. Das Ergebnis solcher Methode verstärkt die

---

<sup>1)</sup> So geben z. B. L. L. und T. G. Thurstone an, dass sie ihren sehr verbreiteten Fragebogen zur Messung neurotischer Tendenzen aus den Fragebogen und Listen von Woodworth, Alport, Freyd, Laird und einer Monographie von House zusammengestellt haben. Siehe: Instructions for Using the Personality Schedule. Chicago 1929.

Momente der Unbestimmtheit in der Bedeutung des gewonnenen zahlenmässigen Ergebnisses. Der Widerspruch zwischen dem exakten Aussehen der Zahl und der Vieldeutigkeit des mit ihr gemeinten Sachverhalts wird gesteigert. Innerhalb einer ausgeführten psychologischen Theorie erhalten Symptome sowohl wie die durch sie angezeigten psychischen Vorgänge und Qualitäten einen bestimmten Sinn und ein bestimmtes Gewicht. Werden sie aus diesem Zusammenhang losgelöst und mit anderen, gleich oder ähnlich lautenden Symptomen oder Qualitäten kombiniert, so verlieren sie diese spezifische Bedeutung. Der grössere Umfang des durch die Kombination gewonnenen Begriffs bringt eine grössere Inhaltslosigkeit und die grössere Schwankungsbreite seiner möglichen Bedeutungen mit sich.<sup>1)</sup> Ausserdem werden oft qualitativ ganz verschiedene, sogar teilweise einander widersprechende Grössen in dieser Weise addiert. Das durch Addition gewonnene Ergebnis lässt sich dann oft überhaupt nicht mehr unter eine begriffliche Einheit bringen, sodass inkommensurable und widersprechende Teile in den Antworten auf einem derartigen Fragebogen zu einem nur scheinbar einfachen Zahlenergebnis vereinigt werden, dessen Bedeutung nicht nur innerhalb eines sehr grossen Spielraums unbestimmt bleibt, sondern überhaupt keinen einheitlichen Zug, sei er auch von noch so vielfältig abgestufter Differenzierbarkeit, mehr erfasst.

Das logische Schema, nach dem die personality tests konstruiert werden, könnte man als eine statistische Logik bezeichnen. Die Fragebogen suchen festzustellen, wie sich der Mensch in verschiedenen Situationen verhält und was für Symptome er bei verschiedenen Gelegenheiten aufweist; indem sie aber gleichzeitig darauf verzichten, diese Symptome und Verhaltensweisen in ihrer spezifischen Besonderheit qualitativ zu erfassen, benutzen sie sie nur als statistische Zahlenwerte über die Häufigkeit gewisser Verhaltensweisen. Es wird unmittelbar von Verhalten auf Verhalten (von behavior auf behavior) geschlossen. Der Schluss bewegt sich gleichsam an der Oberfläche des Menschen entlang. Gewiss findet man in den fortgeschritteneren personality tests auch viele Fragen nach Vorlieben, Abneigungen, nach Gefühlen, die in einer bestimmten Situation oder ohne offensichtlichen Anlass empfunden werden. Aber damit ist grundsätzlich nichts an diesem statistischen Schema des Schlussverfahrens geändert. Auch die Gefühle werden nicht

---

<sup>1)</sup> Von einem anderen Ausgangspunkt aus hat auch Raymond V. Bowers *An Analysis of the Problem of Validity*. In: *American Sociological Review* (1936) Bd. I, S. 69/74, den Mangel einer Theorie bei der Konstruktion von personality scales kritisiert.

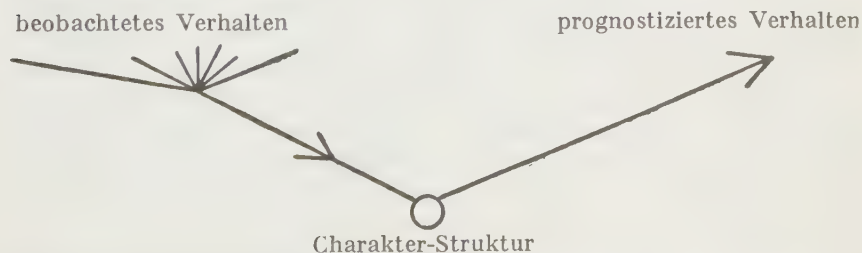
auf eine Struktur bezogen, in der sie eine bestimmte Funktion erfüllen; sondern genau wie alles andere Verhalten werden sie nur als Zahlen-Werte behandelt, die in der Statistik über die Häufigkeit eines gewissen Verhaltens in gewissen Situationen so und so viele Punkte hinzufügen oder wegnehmen. Indem auch Gefühle und Stimmungen bei der Aufstellung dieser Statistik berücksichtigt werden, weicht zwar die Testpsychologie vom strengen Behaviorismus ab; aber diese Abweichung besteht gleichsam nur darin, dass zu der beobachteten Oberfläche ausser den Handlungen, Äusserungen und sichtbaren oder messbaren Reflexen und Reaktionen auch noch die Schicht der Gefühle, der Vorlieben und Abneigungen hinzugefügt wird. Die Methode, die logische Schlussform, in der dieses gegenüber dem Behaviorismus erweiterte Beobachtungsmaterial verarbeitet wird, bleibt dessenungeachtet die gleiche: Wenn A sich in  $x$  Situationen auf die Art  $y$  verhalten hat, wird er sich auch in der Situation  $x'$  so verhalten. Wenn z. B. ein Mensch in verschiedenen Situationen, in der Schule, in der Familie, in Gesellschaft, im Geschäft sich nachgiebig, gefügig verhält, dann besteht eine gewisse Wahrscheinlichkeit — so würde der Schluss lauten —, dass er sich jeder Autorität gegenüber gehorsam verhalten wird. Insofern personality tests der Prognose künftigen Verhaltens dienen sollen — und nur insoweit können sie z. B. in Personalauslese oder Berufsberatung Verwendung finden —, müssen sie diese Grundform des Schlussverfahrens verwenden.

Es ist unverkennbar, dass dieses Verfahren einen rationalen Versuch der Prognose menschlichen Verhaltens bedeutet, und dass je häufiger das beobachtete (oder erfragte) Verhalten vorkommt und damit einen bestimmten Symptomwert erhöht, desto grösser die Wahrscheinlichkeit wird, dass entsprechendes Verhalten in gleichartigen oder entsprechenden Situationen zu erwarten ist. Aber indem nur die Häufigkeit und nicht die spezifische Qualität des Verhaltens berücksichtigt wird, bewegt sich der Schluss auf künftiges Verhalten nicht entlang der Kausalkette, die dieses künftige Verhalten erzeugen wird und die auch das beobachtete (oder erfragte) Verhalten erzeugt hat, sondern überspringt die begründende Gemeinsamkeit des beobachteten (oder auf Grund des Fragebogens berichteten) Verhaltens und des künftigen Verhaltens in der zugrunde liegenden Persönlichkeitsstruktur. Dieser Sprung, dieser logische „Kurzschluss“ ist ein wesentliches Element, das die Unsicherheit und die Begrenzung der Testpsychologie hervorruft. Die psychologische „Finesse“ der Testpsychologie, soweit sie mit Questionnaires arbeitet, besteht eigentlich nur in Folgendem: Statt den Menschen, an dessen künftigen Verhalten etwa in Beruf oder Geschäft man interessiert ist, zu fragen: „Wie



pflügen Sie sich in derartigen Situationen zu verhalten?“ fragt man ihn : „Wie haben Sie sich in den Situationen a, b, c, d,... verhalten?“, wobei die psychologische Ähnlichkeit zwischen dem erfragten und dem zu prognostizierenden Verhalten der Intention nach nur dem Psychologen bekannt sein soll, der den personality test verwendet ; und wobei ferner das erfragte Verhalten nur statistisch und nicht in Verbindung mit der begründenden Persönlichkeitsstruktur verarbeitet wird. Es bedarf aber sowohl einer Analyse der das Verhalten in einem Menschen erzeugenden Dynamik und Struktur als auch einer Analyse derjenigen Faktoren in einer künftigen Situation, die auf das künftige Verhalten dieses Menschen in dieser Situation einwirken, um eine fundierte Prognose zu stellen.

Daher sieht in den diagnostischen Verfahren, die nicht auf einer statistischen Verarbeitung der von der Persönlichkeitsstruktur abgelösten Verhaltenssymptome, sondern auf einer strukturellen Analyse beruhen, das logische Schema des Schlussverfahrens prinzipiell anders aus. Auch diese Verfahren müssen ein Verhalten, Symptome (im weitesten Sinne) als Ausgangsmaterial nehmen. Aber sie beobachten dieses Ausgangsmaterial nicht losgelöst von der zugrunde liegenden und der umgebenden Struktur, sondern in seiner individuell-spezifischen Eigenart, in seinem Gewicht innerhalb einer individuellen Struktur. Sie schliessen von dem so erfassten Beobachtungsmaterial auf die zugrunde liegende Charakter-Struktur, an der sie in erster Reihe interessiert sind, und — soweit ein prognostisches neben dem diagnostischen Interesse besteht — erst wieder von dieser Struktur auf künftiges Verhalten, auf Verhalten in anderen Situationen. Ihr Schlussverfahren befolgt also das Schema :



während die personality tests nach folgendem Schema schliessen :



In der wissenschaftlichen Graphologie z. B. sieht das logische Schema der psychologischen Analyse so aus, dass von dem Aus-

drucksgesamt der Schreibbewegung<sup>1)</sup> auf die Kräfte und Strukturen geschlossen wird, die gerade diese Bewegung in einer bestimmten Konfiguration von Bewegungen erzeugen mussten. Diese Kräfte und diese Struktur interessieren den sich der Graphologie als diagnostischen Hilfsmittels bedienenden Psychologen. Soweit er dann an der Prognose von künftigen Verhalten interessiert ist, schliesst er von dieser, die spezifische Ausdrucksbewegung begründenden und erzeugenden Struktur auf künftiges Verhalten.

Ganz Entsprechendes gilt für die psychodiagnostische Methode des Rorschachschen Formdeutversuchs.<sup>2)</sup> Hier wird zunächst der vielschichtig zusammengesetzte Prozess der Assoziationsbildung beobachtet, der bei der Exponierung von Klecksographien in dem sie deutenden Menschen vor sich geht. Von der Beobachtung dieses Prozesses wird auf die ihn in dieser spezifischen Form und diesem individuellen Ablauf erzeugende Struktur geschlossen. — Die Psychoanalyse, in der Diagnose und Therapie eine nur diesem Verfahren eigentümliche Verbindung eingehen, befolgt, soweit sie diagnostisch arbeitet, dasselbe Schema des logischen Schlusses. Aus dem von freier Assoziation und Träumen gelieferten Beobachtungsmaterial schliesst der Psychoanalytiker auf die Dynamik und Struktur, die gerade dieses Material in dieser Zusammensetzung und in der spezifischen Verbindung mit aktuellen Anlässen zu Tage bringen musste.

Kehren wir zu der Frage der Bedeutung der Fragebogen-personality tests für die Erkenntnis der Persönlichkeit zurück, so haben unsere bisherigen Überlegungen gezeigt, dass wir bestenfalls hoffen können, in dem Ergebnis eines solchen Tests ein Symptom oder besser eine Symptomstatistik für einen sehr unbestimmten „Zug“ des betreffenden Charakters zu erhalten. Dieses Symptom unterscheidet sich in charakteristischer Weise von den Symptomen im medizinischen und sonst in der Psychologie üblichen Sinne. Es weist keinen biologischen oder psychologischen, keinen lebendigen Zusammenhang mit der betreffenden Person mehr auf. Während sonst in jedem Teil eines Menschen, in jeder menschlichen

---

<sup>1)</sup> Das ruhende Schriftbild wird in die Bewegungsimpulse aufgelöst, die zu seiner Entstehung geführt haben und die das eigentliche Beobachtungsmaterial der Graphologie darstellen.

<sup>2)</sup> Für die Methodik der Graphologie muss auf die Schriften von Max Pulver und Ludwig Klages verwiesen werden. Näheres über den Rorschachschen Formdeutversuch siehe in: H. Rorschach, Psychodiagnostik. 3. Auflage. Bern 1937. Diese beiden Verfahren, die sich psychologische Diagnose zur wesentlichen Aufgabe stellen, sind die beiden wichtigsten diagnostischen Methoden zur Erkenntnis individueller Persönlichkeitsstrukturen. Die Psychoanalyse, die oben gleichfalls genannt wird, hat die Diagnose von Persönlichkeitsstrukturen nicht zu ihrer Hauptaufgabe.

Äusserung, in jedem menschlichen „Symptom“ prinzipiell der ganze Mensch „mitenthaltend“ ist und die Schwierigkeit der Bemühung um die Erkenntnis dieses Menschen nur in dem Mangel an oder der Unvollständigkeit von Methoden liegt, dieses „Mitenthaltensein“ mit wissenschaftlichen Begriffen explizit zu machen; während sonst also das Symptom in qualitativ aufschlussreicher Weise mit den es bedingenden Faktoren lebendig verbunden erscheint, ist in dem Zahlenwert des personality tests diese Verbindung aufgehoben, da der Zahlenwert nichts mehr über die ihn konstituierenden und bedingenden Faktoren sagt. Der Symptomwert des personality test ist abstrakt in dem Sinne, dass er von den dynamischen Faktoren, die dieses Symptom produzieren und die psychische Persönlichkeit konstituieren, abstrahiert.

Dieser besonderen Artung des „Symptoms“ entspricht die besondere Artung der auf ein solches Symptom gestützten „Diagnose“. Auch sie vermag nichts über die Vorgänge in dem mit Hilfe des Tests untersuchten Menschen auszusagen, sondern muss sich auf die Quantität des Symptomwerts beschränken. Die medizinischen Begriffe des Symptoms und der Diagnose erfahren in dieser Wissenschaft von der Person eine merkwürdige Abänderung. Während in der Medizin das Symptom eine Art Wegweiser zu den es hervorbringenden Kräften ist, mit denen der Arzt im Interesse des Individuums es zu tun hat, ist in der Test-Psychologie das Interesse auf die abstrakte, quantitative Stärke des Symptoms beschränkt, und der mit einem solchen Test arbeitende Psychologe vermag weder, das Symptom qualitativ zu beschreiben, noch zu sagen, wie es verursacht und am Leben erhalten wird.

An dieser Stelle liegt die tiefste Verwandtschaft der Test-Psychologie mit der Psychotechnik, von der wir ausgingen. Das „Symptom“ des personality test gleicht der Resultante, die mit psychotechnischen Methoden gemessen wird. Hier wie dort handelt es sich lediglich um die Messung eines Resultats, eines Oberflächenergebnisses, und es bleibt unerkannt und unerheblich, wie dieses Resultat zustande kommt. Die Psychotechnik unterscheidet sich freilich insofern vorteilhaft von den personality tests, als sich bei ihr die Messung auf sehr bestimmt umschriebene, eng spezialisierte Arbeitsleistungen erstreckt, während die mit den personality tests gemessenen Züge sehr unbestimmt und vieldeutig bleiben. Es werden verselbständigte, abgetrennte, verdinglichte Leistungen, Ergebnisse gemessen, seien es nun Leistungen im Sinne manueller Arbeit, wie in der Psychotechnik, oder sei es die Anpassungsarbeit des Charakters, wie in den meisten personality tests. Es handelt sich nämlich fast durchweg bei den personality tests um die Untersuchung von solchen Zügen, die für die Frage



der Anpassung des einzelnen an die Gesellschaft wesentlich sind. Sehen wir den Gegenstand der psychologischen Untersuchung, den Menschen, wieder unter dem Bilde eines Zahnrades, so prüft der Psychotechniker es auf seine Einsetzbarkeit in eine für die industrielle Produktion unmittelbar bestimmte Maschine, während der personality test es auf sein reibungsloses Funktionieren in der Maschine „Gesellschaft“ zu untersuchen beabsichtigt und bei beiden Methoden nur dieses Funktionieren, nicht sein Wie und Warum oder Warum nicht, Gegenstand der Untersuchung wird.

Wie das in einem konkreten Fall aussieht, können wir am besten durch eine kritische Betrachtung der Tests zur Messung von Extraversion und Introversion erkennen, bei denen das Problem der Anpassung in aufschlussreicher Weise zum Objekt der Untersuchung gemacht wird.<sup>1)</sup> Die Begriffe der Introversion und der Extraversion stammen von C. G. Jung, der ursprünglich (vor seiner Trennung von Freud) unter Introversion die Abkehr eines Stücks Libido von realen Objekten und die Besetzung von Phantasieobjekten mit diesem der Aussenwelt entzogenem Libido-Teil verstand.<sup>2)</sup> Später hat Jung den Begriff ausgedehnt und verändert, derart, dass er zwei Typen sowohl unter Normalen als auch in pathologischen Fällen konstruierte, die hauptsächlich durch die vorwiegende Richtung der „psychischen Energie“ auf die Aussenwelt oder die eigene Person sich unterscheiden sollen.<sup>3)</sup> Bei der Beschreibung dieser beiden Grundtypen behandelt Jung auch das Problem der Neurosenwahl, worunter die Affinität dieser Typen zu bestimmten Formen neurotischer Erkrankung zu verstehen ist. Er kommt zu dem Ergebnis, dass der Extraversionstyp zu hysterischen, der Introversionstyp zu psychasthenischen und Zwangs-Symptomen im Falle neurotischer Störung neigt. Die Affinität des Extravertierten zur Hysterie findet ihre Erklärung darin, dass die Hysterie „durch einen übertriebenen Rapport mit den Personen der Umge-

---

<sup>1)</sup> Es gibt eine erhebliche Zahl von Tests, die sich ausschliesslich oder teilweise mit der Messung von Extraversion und Introversion befassen, wobei allerdings diese Begriffe fast bei jedem Autor eine etwas andere Bedeutung annehmen, was nicht zur Klärung der den Begriffen der personality tests ohnehin inhärenten Ungenauigkeit und Vagheit beiträgt. Eine bibliographie raisonnée der Tests für Introversion und Extraversion gibt J. P. Guilford, *Introversion-Extroversion*. In : *Psychological Bulletin* 1934, Bd. 31, S. 331/354. Die meisten anderen personality tests haben gleichfalls Probleme der Anpassung oder einer besonderen Art der Anpassung zum Gegenstand; so Tests zur Messung neurotischer Tendenzen, der Nachgiebigkeit, Unterwürfigkeit oder des Machtstrebens, der Tendenz zur Unabhängigkeit ökonomischer oder anderer Art, der sexuellen Anpassung usw.

<sup>2)</sup> C. G. Jung, *Über die Konflikte der kindlichen Seele*. In : *Jahrbuch für psychoanalytische und psychopathologische Forschungen* 1911, Band 2, S. 38.

<sup>3)</sup> C. G. Jung, *Psychologische Typen*. Zürich 1921.

bung“, durch „eine geradezu imitatorische Einpassung in die Verhältnisse“, durch „eine beständige Tendenz, sich interessant zu machen und bei der Umgebung Eindrücke hervorzurufen“, durch eine „sprichwörtliche Suggestivität“ und durch einen förmlichen Mitteilungsdrang, der zur hysterischen Lüge führen kann, charakterisiert ist.<sup>1)</sup> Alles Züge, die in mehr oder weniger starkem Masse ohne die hysterische Entstellung beim normalen Extravertierten zu finden sind.

Von den zahlreichen personality tests, die der Messung der Stärke der Introversion oder Extraversion eines Individuums dienen sollen, identifizieren — im Gegensatz zu Jung — die meisten völlig oder zu einem sehr erheblichen Grade Introversion mit neurotischer Tendenz und Extraversion mit dem Fehlen neurotischer Tendenzen, unterschlagen also völlig die Affinität der Extraversion zur Hysterie.<sup>2)</sup> Jung selbst meint, dass die extravertierte Einstellung in der europäischen und amerikanischen Kultur als massgebend, das introvertierte Prinzip als Ausnahme gelte.<sup>3)</sup> Aus dieser Ausnahmestellung liesse sich eine gesteigerte Tendenz zu neurotischem Konflikt infolge von Anpassungsschwierigkeiten wohl ableiten. Immerhin würde das allein aber nicht zur Erklärung ausreichen, warum man in all diesen personality tests, die auf die Jungschen Typen zurückgehen, die Tatsache der extravertierten Neurosenbildung weggelassen und die Introversion mehr oder weniger mit der Neurose einschliesslich der Hysterie identifiziert hat, welch letzteres Verfahren in der Typenlehre von Jung keine Rechtfertigung findet.

Wenn in einem Test zur Messung der Anpassung des Individuums an die Gesellschaft Anpassung nur im Sinn der Extraversion verstanden wird, so heisst das, dass auch jede Scheinanpassung, mag sie auf noch so tiefen neurotischen Störungen aufgebaut sein,

---

<sup>1)</sup> C. G. Jung, Psychologische Typen, S. 482/83.

<sup>2)</sup> Dies gilt zum Beispiel für den wohl am meisten gebrauchten derartigen Test, das „Personality Inventory“ von Robert G. Bernreuter; ferner für den Test von Heibreder (Freyd), für das „Inventory of Activities and Interests“ von Link, Corbey, Bennet, Anderson und Roslow.

H. Pallister, The Negative or Withdrawal Attitude, New York 1931, sagt, dass die Ausdrücke „neuroticism, introversion“ synonym („closely synonymous“) seien. Eine Ausnahme scheint R. D. Mac Nitt in seinem „Personality and Vocational Guidance Test“ zu machen.

<sup>3)</sup> Es soll mit der von der Jungschen Theorie ausgehenden Kritik an den Begriffen der Extraversion und Introversion der personality tests nicht etwa gesagt werden, dass die Jungschen Typen als richtig und fruchtbar angesehen werden müssen. Der Rückgang auf die Begriffe von Jung erfolgt nur deshalb, weil die Abweichung von ihrem Gehalt in den hier diskutierten personality tests einen typischen Zug dieser Testpsychologie besser erkennbar macht.

dass auch die hysterische Überanpassung das reibungslose Eingreifen des Zahnrads Mensch in die Maschine Gesellschaft garantiert ; besser jedenfalls garantiert, als es die Kritik, das dem üblichen, konventionellen, gesellschaftlichen Verhalten widersprechende Benehmen des „Introvertierten“, mag er auch noch so normal, noch so gesund und frei von neurotischen Störungen sein, zu tun vermag. Der Grund für die Tendenz zur Identifizierung von Introversion mit Neurose liegt nicht so sehr in einer begründeten psychologischen Erkenntnis als vielmehr in dem „psychotechnischen“ Charakter der personality tests : ein konformistisches Verhalten, das kritiklos und unter allen Umständen sich der Konvention und den ihr zugrunde liegenden gesellschaftlichen Kräften einpasst, besteht hier freilich die Prüfung mit dem Prädikat „gesund“, jede Abweichung von solchem Schema, jedes Beharren auf der Selbständigkeit und der Urteilkraft des Individuums, jedes nichtkonformistische Verhalten bekommt mit dem Prädikat der „Introversion“ zugleich einen Verdachtspunkt der neurotischen Tendenz auf der Skala des Extraversion-Introversion-Tests.<sup>1)</sup>

Infolge dieser oft bis zur Identifizierung gehenden Verwandtschaft, die die Testpsychologie zwischen Neurose und Introversion gestiftet hat, finden wir sowohl in den Tests zur Messung neurotischer Tendenzen als auch in den meisten Tests zur Messung von Introversion und Extraversion eine Reihe von Fragen, die sich auf neurotische Symptome beziehen, wie Schlaflosigkeit, Schwindelgefühle, häufiges Erröten, Depressionen, Stimmungsschwankungen usw. : alles Symptome in dem besonderen, oben beschriebenen Sinn, der über ihre Bedeutung für und ihren Einbau in die Struktur der Persönlichkeit nichts aussagt. Neben der Frage nach solchen Symptomen weisen nun die Tests zur Messung von Introversion und Extraversion regelmässig eine Reihe von Fragen auf, in denen ihre Funktion als psychotechnisches Messinstrument der reibungslosen Einpassung in eine bestimmte Gesellschaft in charakteristischer Weise zum Ausdruck kommt. Wir führen eine Reihe von Gebieten an, auf die sich diese Fragen erstrecken. Es kommen nicht alle diese Gebiete in allen derartigen Tests vor ; aber in den meisten Tests sind mehrere von ihnen, und zwar jeweils durch eine ganze

---

<sup>1)</sup> In diesen Zusammenhang gehört das viel umfassendere Problem des Begriffs der Anpassung, wie er im pädagogischen und psychotherapeutischen Sinn verwendet wird, wobei er in der Regel das gleiche, konformistische Element enthält, das im Text beschrieben wird. Dass die neurotische Erkrankung in gewisser Weise ein Element der Kritik, des Widerspruchs gegen die Mängel der gegenwärtigen Gesellschaft enthält und dass dieses Element manchmal fruchtbarer sein kann als der Konformismus der „normalen Anpassung“, ist eine meist übersehene Seite des Anpassungsbegriffs.



Gruppe von Fragen vertreten, und ein oder zwei von ihnen sind in jedem Test dieser Gruppe vorzufinden.

Eine in allen mir bekannten Tests für Introversion und Extraversion wiederkehrende Fragensgruppe betrifft einen Zug, den man negativ als Kritiklosigkeit beschreiben könnte; diese ist ein wichtiges Merkmal der Extraversion, umgekehrt gilt ein kritisches Verhalten als ein Merkmal der Introversion und meist auch als ein neurotisches Symptom. Unter den Oberbegriff der „Kritiklosigkeit“ fallen verschiedene Fragegruppen. Eine von ihnen hat das Fehlen von qualitativer Differenzierung zwischen anderen Menschen zum Gegenstand. Es wird da etwa gefragt, ob einen die meisten Menschen interessieren, ob man mit aller Welt rasch Freundschaft schliesst, ob man viele Freunde hat, ob man meist das Bedürfnis hat, mit vielen Menschen zusammen zu sein oder viele neue Menschen kennen zu lernen, ob man an den Menschen, die man kennen lernt, Kritik übt und ähnliches mehr. Ebenso finden sich Fragen über kritisches Verhalten zu den Meinungen anderer, seien es Freunde, Bekannte oder öffentliche Redner, wobei wiederum kritisches Verhalten als ein Introversions- beziehungsweise neurotisches Symptom bewertet wird. Radikalismus in politischer oder religiöser Hinsicht hat ähnlichen Symptomwert wie anderes kritisches Verhalten, und gelegentlich findet sich auch Kritik gegenüber Kunstwerken und Filmen unter dieser Gruppe von Introversionssymptomen. Andere Fragensgruppen betreffen folgende Züge, die als Symptom für Extraversion gelten: Lust am Verkaufen und Handeln, starkes Geld- und Sparinteresse, Ehrgeiz, Festhalten an Konventionen, Indifferenz gegenüber eigenen Vorlieben und Abneigungen zugunsten ökonomischer oder anderer Interessen. In einem Test wird sogar die bejahende Antwort auf die Frage, ob man jemals einem Bettler Geld gebe, als ein — wenn auch nicht starkes — Symptom für folgende Züge gewertet: Introversion, neurotische Tendenzen, Unterwürfigkeit, Mangel an Selbstvertrauen.<sup>1)</sup>

Die beschriebenen Fragensgruppen, die zwar nicht den Hauptbestandteil, aber doch ein wesentliches Stück in den Extraversions-

---

<sup>1)</sup> Siehe Frage 6 in dem weit verbreiteten und in der Praxis viel verwendeten „Persönlichkeitsinventar“ von Robert G. Bernreuter, das übrigens zu den am sorgfältigsten konstruierten und durchgearbeiteten Fragebogen dieser Art gehört. Die Analyse des Symptomwertes der oben zitierten Frage wäre recht interessant, würde aber über den Rahmen dieser Arbeit hinausgehen. Vielleicht hat dem Autor vorgeschwebt, dass ein wenig gebefreudiger Mensch durch die Gegenwart des Bettlers und womöglich dritter Personen gegen seine eigentliche Neigung zu einer Gabe veranlasst wird, weil er eine Beeinträchtigung seines Prestige befürchtet oder sich sonst geniert fühlt.

tests darstellen, sind besonders charakteristisch für die „psycho-technische“ Messung einer Oberflächenresultante, diesmal auf dem Gebiet der gesellschaftlichen Anpassung, ohne Rückgang auf den Zusammenhang mit der begründenden Persönlichkeitsstruktur.

Die erörterten Eigenarten der personality tests finden einen besonders typischen Ausdruck in einer kürzlich im Zusammenhang mit einem neuen Extraversionstest veröffentlichten Theorie. Sie behauptet, dass Extraversion und Persönlichkeit synonym seien, Persönlichkeit bestehe aus der Umformung der physiologischen Energien in solche Gewohnheiten und Handlungen, mit deren Hilfe man erfolgreich andere Menschen beeinflussen könne. Der Test, der mit dieser Theorie gerechtfertigt werden soll, weist alle oben beschriebenen Eigenschaften und Fragengruppen eines Extraversion-Introversion-Questionnaires auf.<sup>1)</sup> Der Erfolg, vor allem der wirtschaftliche Erfolg, wird hier zum Massstab der Persönlichkeit, und das erfolgreiche Bestehen in der Konkurrenz ist das letzte Kriterium, an dem die Persönlichkeit<sup>2)</sup> erkannt wird. Die Extraversion, die reibungslose, konformistische Einpassung in bestehende Konventionen und gesellschaftliche Gruppen, und zwar unabhängig von der sie erzeugenden und aufrechterhaltenden Dynamik und Struktur, wird mit Persönlichkeit gleichgesetzt. Bestand der erste Schritt in der Identifizierung von Introversion mit Neurose und von Extraversion mit Gesundheit im Sinne der Anpassung, so besteht der zweite — folgerichtige — Schritt in der Identifizierung von Extraversion mit Persönlichkeit: die psychotechnische Messung der Resultante „Persönlichkeit“, der Einpassung des Zahnrades

---

<sup>1)</sup> H. C. Link, A Test of Four Personality Traits of Adolescents. In: *Journal of Applied Psychology*, 1936, Bd. XX, Seite 527/534. Das Testformular nennt sich „Inventory of Activities and Interests“. In einem populären Aufsatz über diesen Test macht der Autor einige besonders kennzeichnende Bemerkungen: „Im Geschäft, in der Regierung, in allen gesellschaftlichen Beziehungen nützt ein guter Verstand oder ein guter Charakter wenig, wenn er nicht mit einer wirkungsvollen („effective“) Persönlichkeit verbunden ist.“ Als einen besonderen Vorzug des Tests hebt der Autor hervor, dass man nun eine Methode habe, mit der man — ähnlich wie im Intelligenztest — einen Persönlichkeitsquotienten errechnen könne, das heisst eine einfache Zahl, an der man dann ablesen kann, wie „effective“ eine Persönlichkeit ist. Siehe H. C. Link, „Personality can be acquired“. In: *Readers Digest*, Dezember 1936, S. 1-4.

<sup>2)</sup> Das englische Wort „personality“, das hier mit „Persönlichkeit“ übersetzt wird, ist allerdings nicht ganz gleichbedeutend und entspricht etwas mehr dem Gebrauch von Charakter in den Versen

„Es bildet ein Talent sich in der Stille,  
Sich ein Charakter in dem Strom der Welt.“

Vgl. über die Bedeutung der englischen und deutschen Worte Charakter (character) und Persönlichkeit (personality) William McDougall, *Of the Words Character and Personality*. In: „Character and Personality“ (1932), Bd. I, S. 3-16.

Mensch in die Maschine Gesellschaft soll damit geleistet sein oder zumindest angestrebt werden. Die Anpassung ist hier in der Tat losgelöst und verselbständigt, sie wird als ein besonderer Zug gemessen, der die „Persönlichkeit“ konstituiert. In diesem jüngsten Erzeugnis der Testpsychologie ist die Persönlichkeit vom Menschen abgelöst und zu einem Funktionieren des reibungslosen Anpassungsprozesses verdinglicht. War die Persönlichkeit ehemals eine Art Heiligtum des Individuums, das der Mensch unabhängig von Erfolg und Misserfolg, von Billigung und Missbilligung seitens der Gesellschaft besitzen und in dem seine Würde und innere Freiheit bewahrt sein sollte, wie unfrei er auch in Wirklichkeit sein mochte, so ist in der psychotechnischen Testpsychologie tendenziell die Persönlichkeit zu einem mehr oder weniger guten Funktionieren der Anpassungsmechanismen in einem Menschen geworden, das man messen zu können glaubt, ohne dabei auf die individuelle Struktur zurückgehen zu müssen.

Bisher haben wir die methodischen Gemeinsamkeiten der personality tests und der Psychotechnik und die damit zusammenhängende Gemeinsamkeit des Gesichtspunktes, unter dem der einzelne Mensch in diesen Verfahren angesehen und untersucht wird, hervorgehoben. Dies führte mit Notwendigkeit zu einer Kritik an den personality tests, insofern sie etwas Wesentliches über Individuen in psychologischer Hinsicht aussagen zu können glauben. In der Tat legen schon die Ausdrücke „character-“ oder „personality-“ test, die häufige Verwendung des Wortes Diagnose im Zusammenhang mit diesen Tests dem Leser den Glauben nahe, als habe er es hier mit Methoden zu tun, die wirklich über individuelle Differenzen der Persönlichkeitsstruktur etwas ausmachen und zu einer besseren Erkenntnis solcher Differenzen, einem tieferen Verständnis der Persönlichkeit beitragen könnten. Wir haben gezeigt, inwiefern dies nicht der Fall ist und inwiefern besonders der Schein einer grösseren Exaktheit dieser Methoden trügerisch ist. Trotz dieser Kritik kann die Testpsychologie im Prinzip etwas leisten: sie kann zwar nicht Aufschlüsse über Individuen geben, die in irgendeiner Weise mit den durch klinische oder „geisteswissenschaftliche“ Methoden der Psychologie gewonnenen Ergebnissen zu konkurrieren vermöchten; aber sie kann, wenn es sich um rasche Prüfung vieler Menschen handelt, eine Auswahl treffen, bei der in der ausgewählten Gruppe eine höhere Wahrscheinlichkeit für das Vorhandensein bestimmter Verhaltensweisen besteht als in der ausgeschiedenen. An einem praktischen Beispiel gezeigt, heisst das, dass etwa Versicherungsagenten oder Automobilverkäufer, wenn sie aus einer Gruppe ausgewählt werden, die auf einem entsprechenden Test als stark extravertiert erscheint, durchschnitt-



lich bessere Erfolge haben werden, als wenn sie aus einer introvertierten Gruppe ausgewählt sind.<sup>1)</sup> Hier wird wieder die Gemeinsamkeit mit der Psychotechnik deutlich : wie bei der psychotechnischen Eignungsprüfung Arbeitsresultate gemessen werden, um eine höhere Wahrscheinlichkeit zu erreichen, dass die ausgewählten Arbeiter eine maximale Produktivität der Arbeit garantieren, so wird hier ein Charakterzug, nämlich Extraversion, gemessen, um eine höhere Wahrscheinlichkeit guter Verkaufsergebnisse zu erzielen. In beiden Fällen wird nicht nach dem Zusammenhang zwischen Beruf und Persönlichkeit im Sinn einer Entfaltung der individuellen Fähigkeiten gefragt, sondern nach einer Leistungsresultante, die hohe Profite garantieren soll. Solange man sich dieser Grenzen der Methode bewusst bleibt, dass sie nämlich bei Massenuntersuchungen Wahrscheinlichkeitsresultate ergibt, dagegen nichts über individuelle Strukturen zu sagen vermag, wird man den irrtümlichen Anspruch vermeiden, dass hier ein exaktes Verfahren zur Erkenntnis und Diagnose von Charakterzügen und Persönlichkeitsdifferenzen oder gar von Charakterstrukturen gegeben sei.

Innerhalb einer entwickelten industriellen Gesellschaft dienen die personality tests einem berechtigten Bedürfnis : dem Bedürfnis, in der Auswahl von Menschen für gesellschaftlich wichtige Funktionen, bestimmte Berufe, bestimmte Arbeiten, bestimmte Ausbildungsmöglichkeiten die Fehlerquellen zu vermeiden, die zu einer Auswahl ungeeigneter Personen führen können. Selbst der Umstand, dass diese Methoden noch sehr grob sind und dass sie für den einzelnen oft falsche Resultate ergeben, hindert nicht, dass sie durchschnittlich eine höhere Wahrscheinlichkeit für eine richtige Auswahl gewährleisten, als man ohne ihre Heranziehung erreichen könnte. Diese Wahrscheinlichkeit wird sich mit der Verfeinerung der Methoden noch steigern.

Aber indem diese Methoden ein wichtiges gesellschaftliches Bedürfnis befriedigen sollen und teilweise auch können, wird ihre konkrete Gestalt und vor allem ihre konkrete Anwendung von der besonderen Form und dem besonderen Inhalt bestimmt, den dieses Bedürfnis in einer bestimmten, gegebenen Gesellschaftsordnung annimmt.

---

<sup>1)</sup> Dieses Beispiel ist absichtlich aus einem Gebiet gewählt, in dem bisher die personality tests innerhalb der Geschäftspraxis am meisten Anwendung gefunden haben, und zwar einerseits die Tests zur Messung von Introversion und Extraversion, andererseits die Tests zur Messung von Tendenzen zu überlegenem oder unterwürfigem, nachgiebigem Verhalten. Vgl. aus der ständig wachsenden Literatur etwa : M. A. Bills und L. W. Ward, *Testing Salesmen of Casualty Insurance*. In : *Personnel* (1936), Bd. 15, S. 55 ; Richard S. Schultz, *Test selected Salesmen are successful*, a. a. O., 1935, Bd. 14, S. 139.

Die Gesellschaft bedarf zu ihrer Reproduktion und Entwicklung eines komplizierten Produktionsapparates mit mannigfaltigen Arbeiten, deren Bewältigung die verschiedenartigsten Eigenschaften und Fähigkeiten bei den Menschen voraussetzt, die diese Arbeiten ausführen. Der einzelne Mensch vermag ein Höchstmass an gesellschaftlich nützlicher Arbeit nur zu leisten, wenn er in dieser Arbeit und in seinem gesamten Leben seine besonderen Fähigkeiten voll entfalten kann. In einer Gesellschaft, in der das Glück und die Interessen des einzelnen nicht in dem Interesse der gesamten Gesellschaft aufgehoben sind, ergibt sich ein Widerspruch zwischen den Bedürfnissen dieser Gesellschaft und den Bedürfnissen der einzelnen. Auf dem Gebiet der Auswahl einzelner Menschen für bestimmte Funktionen und Arbeiten äussert sich dieser Widerspruch darin, dass der Auswählende in der Regel nur daran interessiert ist, diese Auswahl so zu treffen, dass er einen möglichst hohen Nutzen davon hat, nicht aber so, dass der Ausgewählte in seiner Arbeit seine individuellen Anlagen, Kräfte, Fähigkeiten und Glücksmöglichkeiten voll entwickeln kann. Zwar kann es nicht zweifelhaft sein, dass die Produktivität der Arbeit, soweit sie von dem menschlichen Faktor im Arbeitsprozess abhängt, am höchsten dann sein wird, wenn alle Individuen ihre Kräfte voll entfalten können. Aber wenn die Interessen derer, die die Arbeit zu vergeben haben, andere sind als die Interessen derer, die diese Arbeit suchen, dann besteht keine Möglichkeit zu einer planmässigen Gestaltung der Arbeitsverteilung und der Ausbildung, bei der die höchste Produktivität der Arbeit und mit ihr das Interesse der Gesamtgesellschaft zusammenfielen mit der Entfaltung der Kräfte der einzelnen Menschen und mit dem Glück, das die volle Entwicklung der Anlagen und Kräfte eines Menschen für ihn bedeutet. Erst wenn die Entfremdung der Arbeit von dem Arbeiter, die Entfremdung des Berufs von den Menschen, die ihn nicht ergreifen sondern zufällig von ihm ergriffen werden, aufgehoben ist, wird auch die diagnostische Aufgabe der Psychologie ihr eigentliches Wirkungsgebiet gefunden haben. Die Unmöglichkeit, der individuellen Persönlichkeitsstruktur, ihren Möglichkeiten und Notwendigkeiten mit Methoden gerecht zu werden, die wie Psychotechnik und Testpsychologie nur auf Resultanten und Wahrscheinlichkeitsergebnisse gerichtet sind, wird dann ihren Ausgleich und ihr Gegengewicht dadurch finden, dass die Gesellschaft, die über die Eignung der einzelnen für bestimmte Funktionen entscheidet, auch die Sorge dafür zu übernehmen und die uns schon heute zur Verfügung stehenden Untersuchungs- und Beratungsmethoden zu entwickeln hat, damit die glückliche Entfaltung der Kräfte des einzelnen wirklich gewährleistet ist.

### On the Concepts and Diagnosis of Personality in Personality Tests.

This article is a critical analysis of personality tests. It analyzes the methods used in diagnosing personality and investigates the concept of personality which is implied in them. The conduct of such tests is described and their relationship to psychotechnics and behaviorism indicated. Their claim to precision in the understanding of personality is tested and it is demonstrated that the object of this knowledge is not the structure of the personality but only certain superficial aspects of human behavior. In fact, the fundamental structure underlying behavior remains unknown. This psychological criticism is then linked with a sociological critique of psychotechnics and personality tests which investigates their function in modern society. This function is largely determined by interest in the productivity of labor and in increasing profits which, in turn, conditions the development of the methods of psychotechnics and „test psychology“.

#### Du concept de personnalité et des personality-tests.

L'article est une étude critique des personality-tests. Il analyse la méthode employée pour les diagnostics de personnalité et le concept de personnalité qui correspond à cette méthode. S. montre l'affinité de ce procédé avec la psychotechnique et le behaviorisme. Il soumet à l'examen leurs prétentions à une connaissance plus exacte de la personnalité et montre qu'en réalité l'objet de cette connaissance n'est pas la personnalité, mais certains aspects superficiels de la conduite humaine, si bien qu'en dernière analyse, la structure profonde de la personne reste inconnue.

A cette critique psychologique immanente se joint une critique sociologique, qui recherche la fonction des personality-tests et de la psychotechnique dans la société actuelle. Cette fonction qui s'explique dans une large mesure par le souci d'une productivité plus grande du travail et d'un profit accru, exerce à son tour une certaine influence sur l'élaboration des méthodes psychologiques, par exemple de la psychotechnique et de la psychologie des tests.



## Philosophie und kritische Theorie.

*Vorbemerkung. An den Aufsatz über traditionelle und kritische Theorie im letzten Heft hatten sich ausführliche Besprechungen angeschlossen. Die Bedeutung der Philosophie, eigentlich die Frage nach der gegenwärtigen Rolle des Denkens bildete das wichtigste Thema. Unserer Erörterung lagen die folgenden Beiträge zugrunde.*

M. H.

### I

In meinem Aufsatz<sup>1)</sup> habe ich auf den Unterschied zweier Erkenntnisweisen hingewiesen; die eine wurde im Discours de la Méthode begründet, dessen Erscheinungsjubiläum man in diesem Jahr gefeiert hat, die andere in der Kritik der politischen Ökonomie. Theorie im traditionellen, von Descartes begründeten Sinn, wie sie im Betrieb der Fachwissenschaften überall lebendig ist, organisiert die Erfahrung auf Grund von Fragestellungen, die sich im Zusammenhang mit der Reproduktion des Lebens innerhalb der gegenwärtigen Gesellschaft ergeben. Die Systeme der Disziplinen enthalten die Kenntnisse in einer Form, die sie unter den gegebenen Umständen für möglichst viele Anlässe verwertbar macht. Die soziale Genesis der Probleme, die realen Situationen, in denen die Wissenschaft gebraucht, die Zwecke, zu denen sie angewandt wird, gelten ihr selbst als äusserlich. — Die kritische Theorie der Gesellschaft hat dagegen die Menschen als die Produzenten ihrer gesamten historischen Lebensformen zum Gegenstand. Die Verhältnisse der Wirklichkeit, von denen die Wissenschaft ausgeht, erscheinen ihr nicht als Gegebenheiten, die bloss festzustellen und nach den Gesetzen der Wahrscheinlichkeit vorauszuberechnen wären. Was jeweils gegeben ist, hängt nicht allein von der Natur ab, sondern auch davon, was der Mensch über sie vermag. Die Gegenstände und die Art der Wahrnehmung, die Fragestellung und der Sinn der Beantwortung zeugen von menschlicher Aktivität und dem Grad ihrer Macht.

In der Beziehung des Materials scheinbar letzter Tatsachen, an das der Fachgelehrte sich halten muss, auf menschliche Produktion stimmt die kritische Theorie der Gesellschaft mit dem deutschen Idealismus überein; seit Kant hat er dieses dynamische Moment gegen die Tatsachenverehrung und den mit ihr verbundenen sozialen Konformismus geltend gemacht.

---

<sup>1)</sup> Vgl. den laufenden Jahrgang, S. 245 ff.

„So wie es .. in der Mathematik ist,“ heisst es bei Fichte,<sup>1)</sup> „so ist es in der ganzen Weltanschauung ; der Unterschied ist nur der, dass man sich beim Konstruieren der Welt seines Konstruierens nicht bewusst ist, denn es ist nur notwendig und nicht mit Freiheit.“ Dieser Gedanke war im deutschen Idealismus allgemein. Die Tätigkeit, die im gegebenen Material zum Vorschein kommt, galt ihm jedoch als geistig, sie gehörte zum überempirischen Bewusstsein an sich, zum absoluten Ich, zum Geist, und die Überwindung ihrer dumpfen, bewusstlosen, irrationalen Seite fiel daher prinzipiell ins Innere der Person, in die Gesinnung. Nach der materialistischen Auffassung dagegen handelt es sich bei jener grundlegenden Tätigkeit um die gesellschaftliche Arbeit, deren klassenmässige Form allen menschlichen Reaktionsweisen, auch der Theorie, ihren Stempel aufprägt. Die rationale Durchdringung der Prozesse, in denen die Erkenntnis und ihr Gegenstand sich konstituieren, ihre Unterstellung unter die Kontrolle des Bewusstseins verläuft daher nicht im rein geistigen Bezirk, sondern fällt mit dem Kampf um bestimmte Lebensformen in der Wirklichkeit zusammen. Wenn die Aufstellung von Theorien im traditionellen Sinn einen gegen andere wissenschaftliche und sonstige Tätigkeiten abgegrenzten Beruf in der gegebenen Gesellschaft ausmacht und von historischen Zielsetzungen und Tendenzen, in die solches Geschäft verflochten ist, selbst gar nichts zu wissen braucht, folgt die kritische Theorie in der Bildung ihrer Kategorien und allen Phasen ihres Fortgangs ganz bewusst dem Interesse an der vernünftigen Organisation der menschlichen Aktivität, das aufzuhellen und zu legitimieren ihr selbst auch aufgegeben ist. Denn es geht ihr nicht bloss um Zwecke, wie sie durch die vorhandenen Lebensformen vorgezeichnet sind, sondern um die Menschen mit allen ihren Möglichkeiten.

Insofern bewahrt die kritische Theorie über das Erbe des deutschen Idealismus hinaus das der Philosophie schlechthin ; sie ist nicht irgendeine Forschungshypothese, die im herrschenden Betrieb ihren Nutzen erweist, sie ist ein unlösbares Moment der historischen Anstrengung, eine Welt zu schaffen, die den Bedürfnissen und Kräften der Menschen genügt. Bei aller Wechselwirkung zwischen der kritischen Theorie und den Fachwissenschaften, an deren Fortschritt sie sich ständig zu orientieren hat und auf die sie seit siebzig Jahren einen befreienden und anspornenden Einfluss ausübt, zielt sie nirgends bloss auf Vermehrung des Wissens als solchen ab, sondern auf die Emanzipation des Menschen aus versklavenden Verhältnissen. Darin entspricht sie der griechischen Philosophie, nicht so sehr in der hellenistischen Periode der Resignation als in ihrer Blüte unter Plato und Aristoteles. Wenn Stoiker und Epikuräer sich nach den vergeblichen politischen Entwürfen jener beiden Philosophen auf die Lehre individualistischer Praktiken zurückzogen, so hat die neue dialektische Philosophie die Erkenntnis festgehalten, dass die freie Entwicklung der Individuen von der vernünftigen Verfassung der Gesellschaft abhängt. Indem sie den gegenwärtigen Zuständen auf den Grund ging, wurde sie zur Kritik der Ökonomie.

---

<sup>1)</sup> Johann Gottlieb Fichte, Logik und Metaphysik. In : Nachgelassene Schriften, Bd. 2. Berlin 1937, S. 47.

Kritik jedoch ist nicht identisch mit ihrem Gegenstand. Aus der Philosophie hat sich nicht etwa die Volkswirtschaftslehre herauskristallisiert. Die Kurven der mathematischen Nationalökonomie unserer Tage vermögen den Zusammenhang mit dem Wesentlichen ebensowenig zu wahren wie die positivistische oder die existentielle Fachphilosophie. Die Begriffe jener Disziplin haben die Beziehung zu den grundlegenden Verhältnissen der Epoche verloren. Wenn strenge Untersuchung seit je die Isolierung von Strukturen erfordert hat, so bilden heute nicht mehr wie bei Adam Smith bewusste, weitertreibende, historische Interessen dabei den Leitfaden, die Zugehörigkeit moderner Analysen zu irgendeinem auf die wirkliche Geschichte zielenden Ganzen der Erkenntnis ist verschwunden. Man überlässt es andern oder einer späteren Zeit oder dem Zufall, die Beziehung zur Wirklichkeit und zu irgendwelchen Zwecken herzustellen. Solange für sie selbst gesellschaftliche Nachfrage und Anerkennung vorhanden ist, beunruhigen sich die Wissenschaften darüber nicht, oder sie schieben die Sorge auf andere Disziplinen, zum Beispiel auf Soziologie und Fachphilosophie, die ihrerseits wieder dasselbe tun. Die Kräfte, die in der Gesellschaft den Ausschlag geben, die jeweilige Herrschaft wird damit stillschweigend von der Wissenschaft selbst als Richter über ihren Sinn und Wert bestätigt und die Erkenntnis für ohnmächtig erklärt.

Im Unterschied zum Betrieb der modernen Fachwissenschaft ist jedoch die kritische Theorie der Gesellschaft auch als Kritik der Ökonomie philosophisch geblieben: ihren Inhalt bildet der Umschlag der die Wirtschaft durchherrschenden Begriffe in ihr Gegenteil, des gerechten Tausches in die Vertiefung der sozialen Ungerechtigkeit, der freien Wirtschaft in die Herrschaft des Monopols, der produktiven Arbeit in die Festigung produktionshemmender Verhältnisse, der Erhaltung des Lebens der Gesellschaft in die Verelendung der Völker. Es handelt sich hier nicht so sehr um das, was gleichbleibt, als um die geschichtliche Bewegung der Epoche, die zum Abschluss kommen soll. Das „Kapital“ ist in seinen Analysen nicht weniger genau als die kritisierte Nationalökonomie, doch bis in die subtilsten Berechnungen isolierter, sich periodisch wiederholender Vorgänge bleibt die Erkenntnis des historischen Verlaufs des Ganzen das treibende Motiv. Der Hinblick auf die Tendenzen der gesamten Gesellschaft, der noch in den abstraktesten logischen und ökonomischen Erwägungen entscheidend ist, nicht ein spezieller philosophischer Gegenstand bezeichnet den Unterschied zu rein fachlichen Betrachtungen.

Der philosophische Charakter der kritischen Theorie tritt nicht bloss gegenüber der Nationalökonomie, sondern auch gegen den Ökonomismus in der Praxis hervor. Der Kampf gegen die harmonistischen Illusionen des Liberalismus, die Aufdeckung der ihm einwohnenden Widersprüche und der Abstraktheit seines Freiheitsbegriffs wird an den verschiedensten Orten der Welt dem Wortlaut nach übernommen und zur reaktionären Phrase verdreht. Dass die Wirtschaft, anstatt die Menschen zu beherrschen, ihnen dienen solle, führen eben die im Munde, die seit je unter der Wirtschaft bloss ihre eigenen Auftraggeber verstanden wissen wollten. Das Ganze und die Gemeinschaft werden dort verklärt, wo man sie ohne ausschliessen den Gegensatz zum Individuum, also ihrem schlichten Sinne nach, nicht



einmal denken kann, sie werden mit der verkommenen Ordnung, die man selbst vertritt, in eins gesetzt. Im Begriff des heiligen Egoismus und des Lebensinteresses der eingebildeten Volksgemeinschaft wird das Interesse der wirklichen Menschen auf ungehinderte Entfaltung und glückliche Existenz mit dem Machthunger der ausschlaggebenden Gruppen vertauscht. Der vulgäre Materialismus der schlechten Praxis, die der dialektische kritisiert, ist, durch idealistische Phrasen verdeckt, deren Durchsichtigkeit für die zuverlässigsten Anhänger ihren Reiz ausmacht, zur wahren Religion des Zeitalters geworden.<sup>1)</sup> Wenn das Fachdenken in beflissenem Konformismus jede innere Verbindung mit sogenannten Werturteilen ablehnt und in unentwegter Sauberkeit die Trennung von Erkenntnis und praktischer Stellungnahme durchführt, so hat der Nihilismus der Machthaber in der Wirklichkeit mit solcher Illusionslosigkeit brutalen Ernst gemacht. Werturteile gehören nach ihm entweder in die nationale Dichtkunst oder vor das Volksgericht, jedenfalls nicht vor die Instanz des Denkens. Die kritische Theorie dagegen, die das Glück aller Individuen zum Ziel hat, verträgt sich, anders als die wissenschaftlichen Diener der autoritären Staaten, nicht mit dem Fortbestand des Elends. Die Selbstanschauung der Vernunft, die für die alte Philosophie die höchste Stufe des Glücks bildete, ist im neueren Denken in den materialistischen Begriff der freien, sich selbst bestimmenden Gesellschaft umgeschlagen; vom Idealismus bleibt dabei übrig, dass die Möglichkeiten des Menschen noch andere sind, als im heute Bestehenden aufzugehen, andere als die Akkumulation von Macht und Profit.

Erscheinen einzelne Momente der kritischen Theorie mit verkehrtem Sinn in der gegnerischen Theorie und Praxis, so hat sich seit der Niederlage aller fortschrittlichen Bestrebungen in hochentwickelten Ländern Europas die Verwirrung selbst unter ihren Trägern verbreitet. Die Aufhebung der gesellschaftlichen Verhältnisse, welche die Entwicklung gegenwärtig hemmen, ist in der Tat das nächste historische Ziel. Aufhebung ist jedoch ein dialektischer Begriff. Die Übernahme des individuellen in Staatseigentum, die Ausbreitung der Industrie, ja selbst die weitgehende Zufriedenheit von Massen sind Elemente, über deren geschichtliche Bedeutung erst die Natur des Ganzen entscheidet, dem sie zugehören. So wichtig sie gegenüber veralteten Zuständen sein mögen, können sie doch in eine rückläufige Bewegung mit hineingezogen werden. Die alte Welt geht an einem überholten wirtschaftlichen Organisationsprinzip zugrunde. Der kulturelle Verfall ist damit verknüpft. Die Ökonomie ist die erste Ursache des Elends, und die theoretische und praktische Kritik hat sich

---

<sup>1)</sup> Form und Inhalt des Glaubens sind nicht gleichgültig gegeneinander. Das Geglaubte wirkt auf den Akt des Fürwahrhaltens zurück. Die Inhalte der völkischen Ideologie, die dem Stand des Geistes in der industriellen Welt zuwiderlaufen, werden nicht wie eine Wahrheit gewusst. Selbst die Abhängigsten hegen sie nur im oberflächlichen Denken, alle wissen eigentlich, was es damit auf sich hat. Wenn die Zuhörer den Redner dahin verstehen, dass er nicht glaubt, was er sagt, wird seine Macht nur verstärkt. In seiner Bosheit sonnen sie sich. Wenn es sehr schlecht geht, hält freilich diese Gemeinschaft nicht stand.

zunächst auf sie zu richten. Aber es wäre mechanistisches, nicht dialektisches Denken, auch die Formen der zukünftigen Gesellschaft einzig nach ihrer Wirtschaft zu beurteilen. Die geschichtliche Veränderung lässt das Verhältnis der Kultursphären nicht unberührt, und wenn beim gegenwärtigen Zustand der Gesellschaft die Wirtschaft die Menschen beherrscht und daher den Hebel bildet, durch den er umzuwälzen ist, so sollen in Zukunft die Menschen angesichts der natürlichen Notwendigkeiten ihre gesamten Beziehungen selbst bestimmen; abgelöste ökonomische Daten werden daher auch nicht das Mass bilden, an dem ihre Gemeinschaft zu messen ist. Dies gilt auch für die Periode des Übergangs, in der die Politik im Verhältnis zur Ökonomie eine neue Selbständigkeit gewinnt. An seinem Ende erst lösen die politischen Probleme sich in Fragen reiner Sachverwaltung auf. Vorher kann sich immer alles noch wenden, selbst der Charakter des Übergangs bleibt unbestimmt.

Der Ökonomismus, auf den die kritische Theorie mancherorts reduziert ist, wo man sich auf sie beruft, besteht nicht darin, das Ökonomische zu wichtig, sondern darin, es zu eng zu nehmen. Ihre ursprüngliche, aufs Ganze zielende Bedeutung verschwindet hinter der Berufung auf abgegrenzte Phänomene. Nach der kritischen Theorie ist die gegenwärtige Wirtschaft wesentlich dadurch bestimmt, dass die Produkte, welche die Menschen über ihren eigenen Bedarf hinaus erzeugen, nicht unmittelbar in die Hände der Gesellschaft übergehen, sondern privat angeeignet und umgesetzt werden. Mit der Aufhebung dieses Zustands ist in der Tat ein höheres wirtschaftliches Organisationsprinzip gemeint und keineswegs eine philosophische Utopie. Das alte Prinzip treibt die Menschheit in Katastrophen hinein. Aber der Begriff der Vergesellschaftung, welcher die Veränderung bezeichnet, enthält nicht bloss Elemente, die in der Nationalökonomie oder auch der Jurisprudenz aufgehen. Das Unterstellen der industriellen Produktion unter die Kontrolle eines Staats ist ein geschichtliches Faktum, dessen Bedeutung im Sinn der kritischen Theorie jeweils erst zu analysieren ist. Ob es sich um Vergesellschaftung in ihrem Sinn handelt, inwiefern also darin ein höheres Prinzip zur Entfaltung kommt, hängt nicht etwa bloss von der Änderung bestimmter Eigentumsverhältnisse, von der Steigerung der Produktivität in neuen Formen gesellschaftlicher Zusammenarbeit ab, sondern ebenso sehr von Wesen und Entfaltung der Gesellschaft, in der sich all dies vollzieht. Es kommt darauf an, wie die neuen Verhältnisse der Produktion genau beschaffen sind. Auch wenn die durch individuelle Begabung und Leistungsfähigkeit bedingten „natürlichen Privilegien“ zunächst noch fortbestehen, so dürfen jedenfalls keine neuen gesellschaftlichen Privilegien an ihre Stelle treten. In diesem vorläufigen Zustand darf die Ungleichheit nicht fixiert, sie muss vielmehr in steigendem Mass überwunden werden. Das Problem, was und wie produziert wird, ob relativ feste Gruppen mit speziellen Interessen existieren, soziale Unterschiede festgehalten werden oder sich gar vertiefen, ferner die aktive Beziehung des einzelnen zur Regierung, das Verhältnis aller entscheidenden, die Individuen betreffenden Verwaltungsakte zu ihrem eigenen Wissen und Willen, die Abhängigkeit aller vom Menschen beherrschbaren Zustände von wirklicher Übereinkunft, kurz, der Entwicklungsgrad der wesentlichen Momente realer

Demokratie und Assoziation gehört mit zum Inhalt des Begriffs der Vergesellschaftung. Vom Ökonomischen ist keine dieser Bestimmungen abzulösen, und die Kritik des Ökonomismus liegt gar nicht in der Abkehr von ökonomischer Analyse, sondern darin, auf ihre Vollständigkeit und historisch angezeigte Richtung zu dringen. Die dialektische Theorie übt keine Kritik aus der blossen Idee. Schon in ihrer idealistischen Gestalt hat sie die Vorstellung von einem an sich Guten, das der Wirklichkeit bloss entgegengehalten wird, abgetan. Sie urteilt nicht nach dem, was über der Zeit, sondern nach dem, was an der Zeit ist. Indem die totalitären Staaten zur partiellen Nationalisierung des Eigentums schreiten, berufen auch sie sich auf Gemeinschaft und kollektive Praktiken. Bei ihnen liegt die Unwahrheit offen zutage. Aber auch dort, wo es ehrlich zugeht, hat die kritische Theorie die dialektische Funktion, jede historische Etappe nicht bloss an einzelnen isolierten Daten und Begriffen, sondern an ihrem ursprünglichen und ganzen Inhalt zu messen und dafür zu sorgen, dass er in ihr lebendig sei. Die richtige Philosophie besteht heute nicht darin, sich von den konkreten ökonomischen und sozialen Analysen zu entleerten, beziehungslosen Kategorien zurückzuziehen, sondern im Gegenteil, es zu verhüten, dass sich die ökonomischen Begriffe zu entleertem, beziehungslosem Detailwerk verflüchtigen, das auf allen Seiten die Realität zu verdecken geeignet ist. In ökonomischer Fachwissenschaft ist die kritische Theorie nie aufgegangen. Die Abhängigkeit der Politik von der Wirtschaft war ihr Gegenstand und nicht etwa ihr Programm.

Unter denen, die sich heute auf die kritische Theorie berufen, erniedrigen einige sie mit vollem Bewusstsein zur blossen Rationalisierung ihrer jeweiligen Unternehmungen; andere halten sich an verflachte, selbst dem Wortlaut nach fremd gewordene Begriffe und machen aus ihr eine ausgleichende Ideologie, die jeder versteht, weil er sich nichts dabei denkt. Aber seit seinem Ursprung bezeichnet das dialektische Denken den fortgeschrittensten Stand der Erkenntnis, und nur aus diesem kann letzten Endes die Entscheidung kommen. Seine Träger waren zu Zeiten des Rückschlags stets noch relativ isoliert, und auch dies haben sie mit der Philosophie gemein. Solange das Denken nicht endgültig gesiegt hat, kann es sich nie im Schatten einer Macht geborgen fühlen. Es erfordert Unabhängigkeit. Aber wenn seine Begriffe, die gesellschaftlichen Bewegungen entstammen, heute eitel klingen, weil nicht viel mehr hinter ihm steht als seine Verfolger, so wird sich die Wahrheit doch herausstellen, denn das Ziel einer vernünftigen Gesellschaft, das heute freilich nur in der Phantasie aufgehoben scheint, ist in jedem Menschen wirklich angelegt.

Dies ist keine befriedende Affirmation. Die Erfüllung der Möglichkeiten hängt von geschichtlichen Kämpfen ab. Die Wahrheit über die Zukunft ist nicht eine Feststellung über Gegebenes, die bloss einen besonderen Index hätte. Der eigene Wille spielt eine Rolle dabei, er darf sich nicht beruhigen lassen, wenn die Prognose wahr sein soll. Und selbst nach Errichtung der neuen Gesellschaft böte das Glück ihrer Mitglieder kein Äquivalent für die Not derer, die in der heutigen zugrundegehen. Die Theorie verschafft ihren Trägern nicht das Heil. Mit einem bestimmten Trieb und Willen unlösbar verknüpft, predigt sie doch keinen psychischen



Zustand wie die Stoa oder das Christentum. Die Märtyrer der Freiheit haben nicht ihre Seelenruhe gesucht. Ihre Philosophie war Politik. Wenn ihre Seele im Angesicht des Schreckens ruhig blieb, hat dies doch nicht ihr Ziel gebildet. Auch ihre Angst könnte nicht gegen sie zeugen. Die Apparatur der Macht ist wahrlich seit Galileis Busse und Widerruf nicht gröber geworden; war sie im neunzehnten Jahrhundert gegen andere Maschinerien zurückgeblieben, so hat sie ihren Rückstand in den letzten Jahrzehnten reichlich aufgeholt. Auch hierin erweist sich das Ende der Epoche als Rückkehr des Anfangs auf höherer Stufe. Wenn die Persönlichkeit nach Goethe als Glück gilt, so hat ein anderer Dichter eben erst hinzugefügt, dass auch ihr Besitz sozial gestiftet ist und jederzeit verloren gehen kann. Besser, als er ahnte, hat der Faschist Pirandello seine Zeit gekannt. Unter der totalitären Herrschaft des Schlechten dürfen die Menschen nicht bloss ihr Leben, sondern auch ihr Ich nur aus Zufall behalten, und Widerrufe besagen heute noch weniger als in der Renaissance. Die Philosophie, die bei sich selbst, bei irgendeiner Wahrheit, Ruhe zu finden meint, hat daher mit kritischer Theorie nichts zu tun. Max Horkheimer

## II

Die kritische Theorie der Gesellschaft war seit ihren Anfängen stets auch mit philosophischen Auseinandersetzungen beschäftigt. Zur Zeit ihrer Entstehung: in den dreissiger und vierziger Jahren des neunzehnten Jahrhunderts, war die Philosophie die fortgeschrittenste Gestalt des Bewusstseins; die wirklichen Zustände waren in Deutschland noch hinter dieser Gestalt der Vernunft zurückgeblieben. Die Kritik des Bestehenden begann hier als eine Kritik jenes Bewusstseins, weil sie sonst ihren Gegenstand noch unter dem Niveau der Geschichte ergriffen hätte, das die ausser-deutschen Länder schon in der Realität erreicht hatten. Nachdem die kritische Theorie die ökonomischen Verhältnisse als für das Ganze der bestehenden Welt verantwortlich erkannt und den gesellschaftlichen „Gesamtzusammenhang“ der Wirklichkeit erfasst hatte, wurde nicht nur die Philosophie als eigenständige Wissenschaft dieses Gesamtzusammenhangs überflüssig, sondern es konnten nun auch diejenigen Probleme, welche die Möglichkeiten des Menschen und der Vernunft betrafen, von der Ökonomie aus in Angriff genommen werden.

So erscheint die Philosophie in den ökonomischen Begriffen der materialistischen Theorie. Jeder einzelne von ihnen ist mehr als ein ökonomischer Begriff im Sinne der Fachwissenschaft von der Wirtschaft. Er ist mehr kraft des Totalitätsanspruchs der Theorie, das Ganze des Menschen und seiner Welt aus dem gesellschaftlichen Sein zu erklären. Es wäre aber falsch, unter Berufung hierauf die ökonomischen Begriffe wieder in philosophische aufzulösen. Vielmehr sind umgekehrt die philosophischen Sachverhalte, welche für die Theorie relevant werden, aus dem ökonomischen Zusammenhang zu entwickeln. Sie enthalten Hinweise auf Verhältnisse, deren Vergessen die Theorie als Ganzes bedroht.

Nach der Überzeugung ihrer Begründer ist die kritische Theorie der Gesellschaft wesentlich mit dem Materialismus verbunden. Dies meint

nicht, dass sie sich damit als ein philosophisches System gegen andere philosophische Systeme stellt. Die Theorie der Gesellschaft ist ein ökonomisches, kein philosophisches System. Es sind vor allem zwei Momente, die den Materialismus mit der richtigen Theorie der Gesellschaft verbinden: die Sorge um das Glück der Menschen, und die Überzeugung, dass dieses Glück nur durch eine Veränderung der materiellen Daseinsverhältnisse zu erreichen sei. Der Weg der Veränderung und die grundlegenden Massnahmen für die vernünftige Organisation der Gesellschaft sind durch die jeweilige Analyse der ökonomischen und politischen Verhältnisse vorgezeichnet. Die weitere Ausgestaltung der neuen Gesellschaft kann nicht mehr Gegenstand irgendeiner Theorie sein: sie soll als das freie Werk der befreiten Individuen geschehen. Wenn die Vernunft — eben als die vernünftige Organisation der Menschheit — verwirklicht worden ist, dann ist auch die Philosophie gegenstandslos. Denn die Philosophie, sofern sie mehr als ein Geschäft oder ein Fach innerhalb der gegebenen Arbeitsteilung war, lebte bisher davon, dass die Vernunft noch nicht Wirklichkeit war.

Vernunft ist die Grundkategorie philosophischen Denkens, die einzige, wodurch es sich mit dem Schicksal der Menschheit verbunden hält. Die Philosophie wollte die letzten und allgemeinsten Gründe des Seins erforschen. Unter dem Titel Vernunft hat sie die Idee eines eigentlichen Seins gedacht, in dem alle entscheidenden Gegensätze (zwischen Subjekt und Objekt, Wesen und Erscheinung, Denken und Sein) vereinigt sind. Mit dieser Idee war die Überzeugung verbunden, dass das Seiende nicht unmittelbar schon vernünftig sei, sondern erst zur Vernunft gebracht werden müsse. Die Vernunft soll die höchste Möglichkeit des Menschen und des Seienden selbst darstellen. Beides gehört zusammen. Wird die Vernunft als die Substanz in Anspruch genommen, so heisst dies, dass auf seiner höchsten Stufe: als eigentliche Wirklichkeit, die Welt dem vernünftigen Denken der Menschen nicht mehr als blosse Gegenständlichkeit gegenübersteht, sondern von ihm begriffen, ihm zum Begriff geworden ist. Die Welt gilt als ihrer Struktur nach der Vernunft zugänglich, auf sie angewiesen, von ihr beherrschbar. So ist die Philosophie Idealismus; sie stellt das Sein unter das Denken. Durch jenen ersten Satz, der die Philosophie zur Vernunftphilosophie und zum Idealismus machte, wurde sie aber auch zur kritischen Philosophie. Wenn die gegebene Welt mit dem vernünftigen Denken verbunden, ja ihrem Sein nach auf es angewiesen war, dann war damit alles, was der Vernunft widersprach, was nicht vernünftig war, als etwas zu Überwindendes hingestellt. Die Vernunft war als kritische Instanz aufgerichtet. In der Philosophie des bürgerlichen Zeitalters hat die Vernunft die Gestalt der vernünftigen Subjektivität angenommen: dass der Mensch, das Individuum alles Gegebene an der Kraft und Macht seiner Erkenntnis zu prüfen und zu beurteilen habe. So enthält der Vernunftbegriff auch den Freiheitsbegriff, denn solche Prüfung und Beurteilung wäre sinnlos, wenn es dem Menschen nicht frei stünde, nach seiner Einsicht zu handeln und das Vorhandene zur Vernunft zu bringen. „Die Philosophie lehrt uns, dass alle Eigenschaften des Geistes nur durch die Freiheit bestehen, alle nur Mittel für die Freiheit sind, alle nur diese suchen und hervorbringen; es ist dies eine Erkenntnis der spekulativen Philosophie, dass die Freiheit

das einzig Wahrhafte des Geistes sei.“<sup>1)</sup> Hegel hat nur die Konsequenz der ganzen philosophischen Tradition gezogen, wenn er Vernunft und Freiheit identifizierte: Freiheit ist das „Formelle“ der Vernünftigkeit, die Form, unter der allein Vernunft sein kann.<sup>2)</sup>

Mit dem Begriff der Vernunft als Freiheit scheint die Philosophie ihre Grenze erreicht zu haben: was noch aussteht, die Verwirklichung der Vernunft, ist keine philosophische Aufgabe mehr. Hegel sah die Geschichte der Philosophie an diesem Punkt als endgültig abgeschlossen. Aber dieser Abschluss meinte nicht eine bessere Zukunft, sondern die schlechte Gegenwart der Menschheit, die durch ihn verewigt wird. Kant hatte zwar Ideen zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht und zum ewigen Frieden geschrieben. Seine Transzendentalphilosophie konnte jedoch die Überzeugung erwecken, dass die Verwirklichung der Vernunft durch faktische Veränderung unnötig sei, da die Individuen innerhalb des Bestehenden vernünftig und frei werden können. In ihren entscheidenden Begriffen bleibt diese Philosophie der Ordnung der bürgerlichen Epoche verfallen. Die Vernunft ist nur der Schein der Vernünftigkeit in einer vernunftlosen Welt, und die Freiheit nur der Schein des Frei-seins in der allgemeinen Unfreiheit. Der Schein kommt zustande, indem der Idealismus verinnerlicht wird: Vernunft und Freiheit werden zu Aufgaben, die das Individuum in sich selbst zu erfüllen hat und erfüllen kann, in welchen äusseren Verhältnissen auch immer es sich befinden mag. Freiheit widerspreche nicht der Notwendigkeit, sondern verlange sie als ihre Voraussetzung. Frei sei, wer das Notwendige als notwendig erkennt, damit seine blossе Notwendigkeit überwindet und es in die Sphäre der Vernunft erhebt. Wenn einer als Krüppel geboren ist und nach dem gegebenen Stande der medizinischen Wissenschaft keine Möglichkeit einer Heilung besteht, so hat er diese Notwendigkeit überwunden, indem er seine Vernunft und Freiheit nur innerhalb seines verkrüppelten Daseins spielen lässt, d. h. seine Bedürfnisse, Ziele und Handlungen von vornherein immer nur als Bedürfnisse, Ziele und Handlungen eines Krüppels setzt. Die idealistische Vernunftphilosophie hat den vorgefundenen Gegensatz von Freiheit und Notwendigkeit so aufgehoben, dass die Freiheit nie über die Notwendigkeit hinauskommt, sondern sich gleichsam bescheiden in der Notwendigkeit häuslich einrichtet. Hegel hat einmal gesagt, dass diese Aufhebung der Notwendigkeit „die Verklärung der Notwendigkeit zur Freiheit“ sei.<sup>3)</sup>

Freiheit könnte aber nur dann die Wahrheit der Notwendigkeit sein, wenn die Notwendigkeit schon „an sich“ wahr ist. Die Bestimmung des Verhältnisses von Freiheit und Notwendigkeit kennzeichnet die Bindung der idealistischen Vernunftphilosophie an die bestehende Ordnung. Diese Bindung ist der Preis, um den allein ihre Erkenntnisse wahr sein konnten.

---

<sup>1)</sup> Hegel, Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte, Einleitung. Werke, Originalausgabe, Bd. IX, S. 22.

<sup>2)</sup> Hegel, Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie, Einleitung. a. a. O., Bd. XIII, S. 34.

<sup>3)</sup> Hegel, Encyclopädie der philosophischen Wissenschaften im Grundrisse, § 158, Zusatz. a. a. O., Bd. VI, S. 310.



Sie ist schon mit dem Ansatz des Subjekts der idealistischen Philosophie gegeben. Dies Subjekt ist vernünftig nur, sofern es sich ganz auf sich selbst stellt. Alles „andere“ ist ihm ein Fremdes, Äusseres und als solches zunächst verdächtig. Damit etwas wahr sein kann, muss es sicher sein; und um sicher zu sein, muss es vom Subjekt als dessen eigene Leistung gesetzt sein. Das gilt in gleicher Weise von dem fundamentum inconcussum des Descartes wie von den synthetischen Urteilen a priori bei Kant. Und die Selbstgenügsamkeit, die Unabhängigkeit von allem anderen, Fremden garantiert allein auch die Freiheit des Subjekts. Frei ist, was von keinem anderen und von nichts anderem abhängig ist, was sich selbst zu eigen hat. Das Haben schliesst den anderen aus. Die Beziehung auf den anderen, in der das Subjekt wirklich zu dem anderen kommt, sich mit ihm vereinigt, gilt schon als ein Verlieren, Abhängig-werden. Wenn Hegel der Vernunft als der eigentlichen Wirklichkeit die „bei-sich-selbst-bleibende“ Bewegung zuschrieb, so konnte er sich auf Aristoteles berufen. Von Anfang an stand es der Philosophie fest, dass die höchste Seinsweise ein Bei-sich-selbstsein sei.

Diese Identität in der Bestimmung der eigentlichen Wirklichkeit weist auf eine tiefer liegende Identität zurück: auf das Eigentum. Etwas ist eigentlich erst, wenn es eigenständig ist, sich selbst erhalten kann, auf nichts anderes angewiesen ist. Und ein solches Sein ist für den Idealismus erreicht, wenn ein Subjekt die Welt so hat, dass sie ihm nicht genommen werden kann, dass es allgegenwärtig über sie verfügt und sie sich so zu eigen gemacht hat, dass es auch in allem anderen immer nur bei sich selbst ist. Die Freiheit jedoch, zu der das *Ego cogito* Descartes', die Monade Leibnizens, das Ich der Kategorien bei Kant, das Subjekt der ursprünglichen Tathandlung bei Fichte und der Weltgeist Hegels kommen, ist nicht die Freiheit des geniessenden Besitzes, mit der sich der aristotelische Gott in seinem eigenen Glück bewegte. Es ist vielmehr die Freiheit einer nie endenden, mühsamen Arbeit. Die Vernunft, wie sie in der neueren Philosophie zum eigentlichen Sein wird, hat sich und ihre Wirklichkeit immer aufs neue im widerstrebenden Material zu produzieren: sie ist nur in dieser Leistung. Was die Vernunft leisten soll, ist nicht mehr und weniger als die Konstitution der Welt für das Ich. Sie soll die Allgemeinheit schaffen, in der das vernünftige Subjekt sich mit anderen vernünftigen Subjekten findet. Sie soll der Grund der Möglichkeit sein, dass sich nicht bloss eigenständige Monaden treffen, sondern dass ein gemeinsames Leben in einer gemeinsamen Welt entsteht. Aber auch diese Leistung hat den Charakter über das, was schon ist, nicht hinauszuführen: sie verändert nichts. Die Konstitution der Welt ist vor allem faktischen Handeln des Individuums immer schon geleistet: das Individuum kann seine eigenste Leistung nie in die Hand bekommen. Dieselbe eigentümliche Bewegtheit, die gleichsam Angst hat, aus dem einen wirklich etwas anderes zu machen, durchherrscht alle Bestimmungen dieser Vernunftphilosophie. Man proklamiert die Entwicklung, aber die wahre Entwicklung ist „nicht eine Veränderung, ein Werden zu einem anderen“.<sup>1)</sup> An ihrem Ende kommt sie zu nichts, als

<sup>1)</sup> Hegel, Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie, Einleitung. a. a. O., Bd. XIII, S. 41.

was nicht „an sich“ schon am Anfang gewesen wäre. Solcher Mangel erschien dieser Philosophie als höchster Gewinn. Gerade auf ihrer reifsten Stufe wird die innere Statik aller ihrer scheinbar so dynamischen Begriffe deutlich.

Alle diese Bestimmungen machen die idealistische Vernunftphilosophie zweifellos zur bürgerlichen Philosophie. Und doch ist sie, schon durch den einzigen Begriff der Vernunft, mehr als Ideologie, und die Beschäftigung mit ihr ist mehr als ein Kampf gegen eine Ideologie. Der Ideologiebegriff ist sinnvoll nur, wenn er auf das Interesse der Theorie an der Veränderung der gesellschaftlichen Struktur bezogen bleibt. Er ist weder ein soziologischer noch ein philosophischer, sondern ein politischer Begriff.<sup>1)</sup> Er behandelt eine Lehre nicht in Bezug auf die gesellschaftliche Bedingtheit jeder Wahrheit oder in Bezug auf eine absolute Wahrheit, sondern ausschliesslich in Bezug auf jenes Interesse. Es gibt zahllose philosophische Lehren, die blosse Ideologie sind und sich als Illusion über gesellschaftlich relevante Sachverhalte bereitwillig in den allgemeinen Beherrschungsapparat einfügen. Die idealistische Vernunftphilosophie gehört nicht dazu, und gerade nicht, insofern sie wirklich idealistisch ist. Der Gedanke der Herrschaft der Vernunft über das Sein ist schliesslich nicht nur eine Forderung des Idealismus. Mit sicherem Instinkt bekämpft der autoritäre Staat den klassischen Idealismus. Die Vernunftphilosophie hat entscheidende Verhältnisse der bürgerlichen Gesellschaft gesehen : das abstrakte Ich, die abstrakte Vernunft, die abstrakte Freiheit. Insofern ist sie richtiges Bewusstsein. Die reine Vernunft soll die von allem Empirischen „unabhängige“ Vernunft sein : das Empirische scheint die Vernunft abhängig zu machen ; es hat den Charakter des ihr „Fremdartigen“. <sup>2)</sup> In der Beschränkung der Vernunft auf die „reine“ theoretische und praktische Leistung liegt das Eingeständnis der schlechten Faktizität. Aber es liegt darin auch die Sorge um das Recht des Individuums, um das, was es mehr ist als Wirtschaftssubjekt, um das, was in dem universalen Tauschverkehr der Gesellschaft zu kurz kommt. Wenigstens das Denken hat der Idealismus sauber zu halten versucht. Es ist seine eigentümliche Doppelrolle, sowohl dem wahren Materialismus der kritischen Gesellschaftstheorie wie dem falschen Materialismus der bürgerlichen Praxis entgegenzustehen. Im Idealismus protestiert das Individuum gegen die Welt, indem es sich und die Welt im Gedanken frei und vernünftig macht. Er ist in einem ganz wesentlichen Sinne individualistisch. Allerdings versteht er die Einzigkeit des Individuums im Hinblick auf dessen Selbstgenügsamkeit, „Eigentum“, und alle Bestrebungen, von dem so verstandenen Subjekt aus eine intersubjektive Welt zu konstruieren, blieben fragwürdig. Das andere Ich konnte immer nur abstrakt mit dem Ego verbunden werden : es blieb ein Problem der reinen Erkenntnis oder der reinen Ethik. Auch die Reinheit des Idea-

---

<sup>1)</sup> Vgl. Max Horkheimer, Ein neuer Ideologiebegriff ? In : Grünbergs Archiv, Jahrgang XV (1930), S. 38 f.

<sup>2)</sup> Kant, Nachlass Nr. 4728. Ausgabe der preussischen Akademie der Wissenschaften, Bd. XVIII.

lismus ist doppeldeutig : die höchsten Wahrheiten der theoretischen wie der praktischen Vernunft sollen rein sein, sie dürfen nicht in der Faktizität gründen ; aber die Rettung solcher Reinheit bedingt, dass die Faktizität in der Unreinheit belassen wird : das Individuum bleibt ihrer Unwahrheit ausgeliefert. Immerhin bewahrte die Sorge um das Individuum den Idealismus lange davor, zu der Aufopferung des Individuums im Dienste falscher Kollektivitäten seinen Segen zu geben.

Der Protest der Vernunftphilosophie ist ein idealistischer Protest und ihre Kritik eine idealistische : auf die materiellen Daseinsverhältnisse erstrecken sie sich nicht. Hegel bezeichnete das Verbleiben der Philosophie in der Gedankenwelt als eine „wesentliche Bestimmung“ : die Philosophie versöhne die Gegensätze in der Vernunft, aber als eine „Versöhnung nicht in der Wirklichkeit, sondern in der ideellen Welt.“<sup>1)</sup> Der materialistische Protest und die materialistische Kritik erwachsen im Kampf der unterdrückten Gruppen um bessere Lebensverhältnisse und bleiben dauernd mit dem faktischen Verlauf dieses Kampfes verbunden. Die abendländische Philosophie hatte die Vernunft als eigentliche Wirklichkeit aufgestellt. In der bürgerlichen Epoche wurde die Wirklichkeit der Vernunft zu der Aufgabe, die das freie Individuum leisten sollte. Das Subjekt war die Stätte der Vernunft : von ihm aus sollte die Objektivität vernünftig werden. Die materiellen Daseinsverhältnisse liessen der autonomen Vernunft jedoch nur im reinen Denken und im reinen Wollen ihre Freiheit. Nun ist aber eine gesellschaftliche Situation erreicht worden, in der die Verwirklichung der Vernunft nicht mehr auf das reine Denken und Wollen beschränkt zu werden braucht. Wenn Vernunft die Gestaltung des Lebens nach der freien Entscheidung der erkennenden Menschen meint, so weist die Forderung der Vernunft nunmehr auf die Schaffung einer gesellschaftlichen Organisation, in der die Individuen nach ihren Bedürfnissen gemeinsam ihr Leben regeln. In einer solchen Gesellschaft wäre mit der Verwirklichung der Vernunft auch die Philosophie aufgehoben. Die Theorie der Gesellschaft hatte diese Möglichkeit aufzuzeigen und die Grundzüge einer Veränderung der ökonomischen Struktur darzulegen. Sie konnte den Kampf jener Schichten, welche ihrer geschichtlichen Lage nach den Umschlag herbeiführen sollen, theoretisch führen. Das Interesse der Philosophie : die Sorge um den Menschen, hat in dem Interesse der Theorie seine neue Form gefunden. Neben dieser Theorie gibt es nicht noch eine Philosophie. Die philosophische Konstruktion der Vernunft wird durch die Schaffung der vernünftigen Gesellschaft erledigt. Das philosophische Ideal, die bessere Welt und das wahre Sein, geht in das praktische Ziel der kämpfenden Menschheit ein. So bekommt es auch einen menschlichen Inhalt.

Wie aber, wenn die von der Theorie vorgezeichnete Entwicklung nicht eintritt, wenn die Kräfte, die den Umschlag herbeiführen sollten, zurückgedrängt werden und zu unterliegen scheinen ? So wenig dadurch die Wahrheit der Theorie widerlegt wird, so sehr erscheint sie in neuem Licht

---

<sup>1)</sup> Hegel, Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie, a. a. O., Bd. XIII, S. 67.



und erhellt neue Seiten und Teile ihres Gegenstandes. Viele Forderungen und Hinweise der Theorie erhalten ein verändertes Gewicht. Die gewandelte Funktion der Theorie in der neuen Situation gibt ihr in einem verschärften Sinn den Charakter der „kritischen Theorie“.<sup>1)</sup> Ihre Kritik richtet sich auch gegen das Ausweichen vor ihren vollen ökonomischen und politischen Forderungen an manchen Orten, wo man sich auf sie beruft. Diese Situation zwingt die Theorie wieder zu einer schärferen Betonung der in allen ihren Analysen enthaltenen Sorge um die Möglichkeiten des Menschen, um Freiheit, Glück und Recht des Individuums. Es sind für die Theorie ausschliesslich Möglichkeiten der konkreten gesellschaftlichen Situation : sie werden nur als ökonomische und politische Fragen relevant und betreffen als solche die Beziehungen der Menschen im Produktionsprozess, die Verwendung des Produkts der gesellschaftlichen Arbeit, die aktive Teilnahme der Menschen an der ökonomischen und politischen Verwaltung des Ganzen. Je mehr Stücke der Theorie Wirklichkeit geworden sind, so dass nicht nur die Entwicklung der alten Ordnung die Voraussagen der Theorie bestätigt, sondern auch der Übergang zur neuen Ordnung in Angriff genommen wird, desto dringender wird die Frage nach dem, was die Theorie als ihr Ziel gemeint hat. Denn anders als in den philosophischen Systemen ist die menschliche Freiheit hier kein Phantom und keine unverpflichtende Innerlichkeit, welche in der äusseren Welt alles beim alten lässt, sondern eine reale Möglichkeit, eine gesellschaftliche Beziehung, von deren Verwirklichung das Schicksal der Menschheit abhängt. Auf dem gegebenen Stadium der Entwicklung zeigt sich auf neue der konstruktive Charakter der kritischen Theorie. Von jeher war sie mehr als ein blosses Registrieren und Systematisieren von Tatsachen, kam ihr Antrieb gerade aus der Kraft, mit der sie gegen die Tatsachen sprach, der schlechten Faktizität ihre besseren Möglichkeiten vorhielt. Wie die Philosophie steht sie gegen die Realitätsgerechtigkeit, gegen den zufriedenen Positivismus. Aber anders als die Philosophie gewinnt sie ihre Zielsetzungen immer nur aus den vorhandenen Tendenzen des gesellschaftlichen Prozesses. Daher hat sie keine Angst vor der Utopie, als die man die neue Ordnung denunziert. Wenn die Wahrheit nicht innerhalb der bestehenden gesellschaftlichen Ordnung realisierbar ist, hat sie ohnehin für diese den Charakter einer blossen Utopie. Solche Transzendenz spricht nicht gegen, sondern für die Wahrheit. Das utopische Element war in der Philosophie lange Zeit das einzige fortschrittliche Element : so die Konstruktionen des besten Staates, der höchsten Lust, der vollkommenen Glückseligkeit, des ewigen Friedens. Der Eigensinn, der aus dem Festhalten an der Wahrheit gegen allen Augenschein kommt, hat in der Philosophie heute der Schrullenhaftigkeit und dem ungehemmten Opportunismus Platz gemacht. In der kritischen Theorie wird der Eigensinn als echte Qualität philosophischen Denkens festgehalten.

Die gegenwärtige Situation lässt diese Qualität noch schärfer hervor-

---

<sup>1)</sup> Vgl. Max Horkheimer, Traditionelle und kritische Theorie. In : Zeitschrift für Sozialforschung, Jahrgang VI (1937), S. 245.

treten. Der Rückschlag ist in einem Stadium erfolgt, wo die ökonomischen Bedingungen für die Veränderung vorhanden waren. Die neue gesellschaftliche Lage, deren Ausdruck die autoritären Staaten sind, liess sich bruchlos mit den von der Theorie erarbeiteten Begriffen verstehen und voraussagen. Nicht aus einem Versagen der ökonomischen Begriffe kamen die Antriebe, welche zu einer neuen Betonung des Anspruchs der Theorie führten : dass sich mit der Veränderung der ökonomischen Verhältnisse das Ganze des menschlichen Daseins verändere. Der Anspruch richtete sich vielmehr gegen eine in der Praxis sowohl wie in der theoretischen Diskussion zum Ausdruck kommende verzerrte Auffassung und Anwendung der Ökonomie. Die Diskussion führt zurück auf die Frage nach dem, was die Theorie mehr ist als Nationalökonomie. Dies Mehr war von Anfang an schon dadurch gegeben, dass die Kritik der politischen Ökonomie das Ganze des gesellschaftlichen Seins kritisierte. In einer Gesellschaft, die in ihrer Totalität durch die wirtschaftlichen Verhältnisse bestimmt und so bestimmt war, dass die unbeherrschte Wirtschaft alle menschlichen Verhältnisse beherrschte, war auch alles Nicht-Ökonomische in der Ökonomie enthalten. Wenn diese Herrschaft gebrochen wird, zeigt es sich, dass die vernünftige Organisation der Gesellschaft, auf welche sich die kritische Theorie bezieht, mehr ist als eine neu geregelte Wirtschaftsform. Das Mehr betrifft das Entscheidende, wodurch die Gesellschaft erst vernünftig wird : die Unterordnung der Wirtschaft unter die Bedürfnisse der Individuen. Mit der Veränderung der Gesellschaft hebt sich das ursprüngliche Verhältnis zwischen Überbau und Unterbau auf. In der vernünftigen Wirklichkeit soll ja nicht mehr der Arbeitsprozess schon über das allgemeine Dasein der Menschen entscheiden, sondern die allgemeinen Bedürfnisse über den Arbeitsprozess. Nicht dass der Arbeitsprozess planvoll geregelt ist, sondern welches Interesse die Regelung bestimmt, ob in diesem Interesse die Freiheit und das Glück der Massen aufbewahrt sind, wird wichtig. Die Vernachlässigung dieses Elements nimmt der Theorie etwas Wesentliches : sie eliminiert aus dem Bilde der befreiten Menschheit die Idee des Glücks, durch das sie sich von aller bisherigen Menschheit unterscheiden soll. Ohne die Freiheit und das Glück in den gesellschaftlichen Beziehungen der Menschen bleibt auch die grösste Steigerung der Produktion und die Abschaffung des individuellen Eigentums an den Produktionsmitteln noch der alten Ungerechtigkeit verhaftet.

Die kritische Theorie hat allerdings verschiedene Phasen der Verwirklichung unterschieden und auf die Unfreiheiten und Ungleichheiten hingewiesen, mit denen die neue Epoche zunächst noch belastet sei. Das veränderte gesellschaftliche Dasein soll jedoch schon im Anfang vom Endziel bestimmt sein. Die kritische Theorie hat mit diesem Endziel nicht etwa anstelle des theologischen Jenseits ein gesellschaftliches Ideal ersonnen, das in der neuen Ordnung infolge seines ausschliessenden Gegensatzes zum Anfang und seiner stets hinausgerückten Ferne wieder nur als ein Jenseits erschiene. Indem sie der Mutlosigkeit und dem Verrat die gefährdeten und geopfertten Möglichkeiten des Menschen entgegenhält, ergänzt sich die kritische Theorie nicht etwa durch eine Philosophie. Sie stellt nur das heraus, was von jeher allen ihren Kategorien zugrunde

lag : den Anspruch, dass durch die Aufhebung der bisherigen materiellen Daseinsverhältnisse das Ganze der menschlichen Verhältnisse befreit werde. Wenn die kritische Theorie, inmitten der heutigen Verzweiflung, darauf hinweist, dass es in der von ihr gemeinten Gestalt der Wirklichkeit um die Freiheit und das Glück der Individuen geht, so folgt sie nur dem Anspruch ihrer ökonomischen Begriffe. Sie sind konstruktive Begriffe, welche nicht nur die gegebene Wirklichkeit, sondern zugleich deren Aufhebung und die neue Wirklichkeit begreifen. In der theoretischen Nachkonstruktion des gesellschaftlichen Prozesses sind auch diejenigen Elemente, welche sich auf die Zukunft beziehen, notwendige Bestandteile der Kritik der gegenwärtigen Verhältnisse und der Analyse ihrer Tendenzen. Die Veränderung, zu der dieser Prozess tendiert, und das Dasein, welches die befreite Menschheit sich schaffen soll, bestimmen schon die Aufstellung und Entfaltung der ersten ökonomischen Kategorien. Für das Festhalten jener theoretischen Elemente, die sich auf die zukünftige Freiheit richten, kann sich die Theorie auf keine Tatsachen berufen. Denn alles schon Erreichte ist ihr nur als Verschwindendes und Bedrohtes gegeben und ist ein positives Faktum, ein Element der kommenden Gesellschaft nur dann, wenn es als zu Veränderndes in die Konstruktion hineingenommen wird. Diese Konstruktion ist weder eine Ergänzung noch eine Erweiterung der Ökonomie. Sie ist diese selbst, sofern sie Inhalte ergreift, die über den Bereich der bestehenden ökonomischen Verhältnisse hinausgehen.

Das unbedingte Festhalten an ihrem Ziel, das selbst nur im gesellschaftlichen Kampfe erreicht werden kann, lässt die Theorie immer wieder dem schon Erreichten das noch nicht Erreichte und aufs neue Bedrohte entgegenhalten. Das Interesse der Theorie an der grossen Philosophie steht in eben diesem Zusammenhang als ein Stück ihrer Gegenstellung zu dem Bestehenden. Aber die kritische Theorie hat es nicht mit der Verwirklichung von Idealen zu tun, die an die gesellschaftlichen Kämpfe herangetragen werden. Sie erkennt in diesen Kämpfen auf der einen Seite die Sache der Freiheit, auf der anderen die Sache der Unterdrückung und der Barbarei. Wenn die letztere in der Realität zu siegen scheint, mag es leicht so aussehen, als setze die kritische Theorie ein philosophisches Ideal gegen die faktische Entwicklung und gegen deren wissenschaftliche Analyse. Die traditionelle Wissenschaft war allerdings dem Bestehenden in stärkerem Masse ausgeliefert als die grosse Philosophie. Nicht in der Wissenschaft, wohl aber in der Philosophie hat die traditionelle Theorie die Begriffe ausgearbeitet, welche sich auf die Möglichkeiten des Menschen jenseits seines faktischen Status beziehen. Am Ende der Kritik der reinen Vernunft hat Kant die drei Fragen angeführt, in denen sich „alles Interesse“ der menschlichen Vernunft „vereinigt“ : Was kann ich wissen ? Was soll ich tun ? Was darf ich hoffen ?<sup>1)</sup> Und in der Einleitung zu seiner Vorlesung über Logik hat er diesen drei Fragen die vierte, sie alle umschliessende hinzugefügt : Was ist der Mensch ?<sup>2)</sup> Die Antwort auf die Frage ist

<sup>1)</sup> Kant, Werke, hrsg. v. E. Cassirer. Berlin 1911 ff., Bd. III, S. 540.

<sup>2)</sup> Kant, a. a. O., Bd. VIII, S. 344.



nicht gedacht als die Beschreibung des je vorhandenen Menschenwesens, sondern als der Aufweis der je vorhandenen menschlichen Möglichkeiten. In der bürgerlichen Periode hat die Philosophie die Frage sowohl wie die Antworten um ihren Sinn gebracht, indem die Möglichkeiten des Menschen als immer schon reale innerhalb des Bestehenden angesetzt wurden. So konnten sie nur Möglichkeiten des reinen Erkennens und des reinen Wollens sein.

Nun ist die Veränderung eines gegebenen Status allerdings nicht Sache der Philosophie. An den gesellschaftlichen Kämpfen kann der Philosoph nur teilnehmen, sofern er nicht Fach-Philosoph ist : auch diese „Arbeits-  
teilung“ ist das Resultat der modernen Trennung der geistigen von den materiellen Produktionsmitteln. Nicht die Philosophie kann sie aufheben. Dass die philosophische Arbeit eine abstrakte war und ist, gründet in den gesellschaftlichen Daseinsverhältnissen. Das Festhalten an der Abstraktheit in der Philosophie ist der Sachlage entsprechender und kommt der Wahrheit näher als jene pseudo-philosophische Konkretheit, die sich von oben zu den gesellschaftlichen Kämpfen herablässt. Was in den philosophischen Begriffen an Wahrheit steckt, war unter Abstraktion von dem konkreten Status des Menschen gewonnen und ist nur in solcher Abstraktheit wahr. Vernunft, Geist, Moralität, Erkenntnis, Glückseligkeit sind nicht nur Kategorien bürgerlicher Philosophie, sondern Angelegenheiten der Menschheit. Als solche sind sie zu bewahren, ja neu zu gewinnen. Wenn sich die kritische Theorie mit den philosophischen Lehren beschäftigt, in denen noch vom Menschen gesprochen werden durfte, beschäftigt sie sich zunächst mit den Verdeckungen und Missdeutungen, unter denen vom Menschen in der bürgerlichen Periode die Rede war.

In solcher Absicht sind einige philosophische Grundbegriffe in dieser Zeitschrift erörtert worden : Wahrheit und Bewährung, Rationalismus und Irrationalismus, die Rolle der Logik, Metaphysik und Positivismus, der Begriff des Wesens. Niemals handelte es sich dabei nur um eine soziologische Analyse, um die Zuordnung philosophischer Lehrmeinungen zu gesellschaftlichen Standorten. Niemals wurde auch versucht, bestimmte philosophische Inhalte in gesellschaftliche Sachverhalte aufzulösen. Sofern die Philosophie mehr als Ideologie ist, muss jeder derartige Versuch scheitern. Die Auseinandersetzung der kritischen Theorie mit der Philosophie ist an dem Wahrheitsgehalt der philosophischen Begriffe und Probleme interessiert : sie setzt voraus, dass Wahrheit wirklich in ihnen enthalten ist. Das Geschäft der Wissenssoziologie dagegen betrifft immer nur die Unwahrheiten, nicht die Wahrheiten der bisherigen Philosophie. Freilich sind selbst die höchsten philosophischen Kategorien mit gesellschaftlichen Sachverhalten verbunden, und sei es auch nur mit jenem allgemeinsten Sachverhalt, dass die Auseinandersetzung zwischen Mensch und Natur nicht von der Menschheit als freiem Subjekt geführt wurde, sondern sich in der Klassengesellschaft vollzog. In vielen „ontologischen Differenzen“, welche die Philosophie statuiert hatte, kommt diese Tatsache zum Ausdruck. Ihre Spur findet sich vielleicht noch in den Formen selbst des begrifflichen Denkens, wenn etwa die Logik wesentlich als Aussagen-Logik bestimmt wurde, als Urteile über vorhandene Gegenstände, denen Prädikate in

verschiedenen Weisen zu- und abgesprochen wurden. Die dialektische Logik hat zuerst auf die Mängel hingewiesen, die in solcher Fassung des Urteils stecken : die „Zufälligkeit“ der Präzisierung, die „Äusserlichkeit“ des Prozesses der Beurteilung, so, dass das Subjekt des Urteils „als draussen“ für sich bestehend und das Prädikat als in unserem Kopfe befindlich erscheint.<sup>1)</sup> Mehr als das : viele philosophische Begriffe sind bloss „Nebelvorstellungen“, aus der Herrschaft der unbewältigten Ökonomie über das Dasein erwachsen und als solche exakt aus den materiellen Lebensverhältnissen zu erklären. Aber in ihren geschichtlichen Formen enthält die Philosophie auch Einsichten in menschliche und gegenständliche Verhältnisse, deren Wahrheit über die bisherige Gesellschaft hinausweist und daher auch nicht restlos aus ihr zu erklären ist. Nicht nur die unter Begriffen wie Vernunft, Geist, Freiheit, Moralität, Allgemeinheit, Wesen abgehandelten Inhalte, sondern auch wichtige Errungenschaften der Erkenntnistheorie, Psychologie und Logik gehören hierher. Ihr die gesellschaftliche Bedingtheit überragender Wahrheitsgehalt setzt kein ewiges Bewusstsein voraus, das das individuelle Bewusstsein der geschichtlichen Subjekte transzendental konstituierte. Er setzt vielmehr nur jene besonderen geschichtlichen Subjekte voraus, deren Bewusstsein in der kritischen Theorie sich ausdrückt. Erst für es kann dieser „überschiessende“ Gehalt in seiner wirklichen Wahrheit sichtbar werden. Die Wahrheit, welche es in der Philosophie erkennt, ist nicht auf vorhandene gesellschaftliche Verhältnisse reduzierbar. Dies wäre erst in einer Gestalt des Daseins der Fall, wo das Bewusstsein nicht mehr vom Sein getrennt ist, wo aus der Vernünftigkeit des gesellschaftlichen Seins die Vernünftigkeit des Denkens hervorgehen kann. Bis dahin ist die Wahrheit, die mehr als eine Tatsachenwahrheit ist, gegen die bestehenden gesellschaftlichen Verhältnisse gewonnen und gemeint worden ; dieser negativen Bedingtheit ist sie allerdings unterworfen. Die gesellschaftlichen Verhältnisse verdeckten den Sinn der Wahrheit : sie bildeten gleichsam den Horizont von Unwahrheit, der die Wahrheit um ihre Wirkung brachte. Ein Beispiel : der Begriff des allgemeinen Bewusstseins, um den sich der ganze deutsche Idealismus bemühte, enthält das Problem der Beziehung des Subjekts zum Ganzen der Gesellschaft : wie kann die Allgemeinheit Subjekt sein, ohne die Individualität aufzuheben ? Die Einsicht, dass hier weit mehr als ein erkenntnistheoretisches oder metaphysisches Problem vorliegt, kann aber nur ausserhalb des bürgerlichen Denkens gewonnen und ausgewertet werden. Die philosophischen Lösungen, die das Problem gefunden hat, ergeben sich aus der philosophischen Problemgeschichte. Es bedarf keiner soziologischen Analyse, um Kants Lehre von der transzendentalen Synthesis zu verstehen. Sie enthält eine erkenntnistheoretische Wahrheit. Die Interpretation, welche die kritische Theorie der kantischen Problemstellung gibt,<sup>2)</sup> greift in die innerphilosophische Problematik selbst nicht ein. Wenn sie die Frage nach der Allgemeinheit der Erkenntnis mit der

---

<sup>1)</sup> Hegel, Encyclopädie I, § 166. a. a. O., Bd. VI, S. 328.

<sup>2)</sup> Vgl. Zeitschrift für Sozialforschung, Jahrgang VI (1937), S. 257 ff.

Frage nach der Gesellschaft als allgemeinem Subjekt verbindet, so will sie damit nicht eine bessere philosophische Lösung vorlegen. Sie will vielmehr zeigen, in welchen bestimmten gesellschaftlichen Verhältnissen es gründete, wenn die Philosophie an eine weitertragende Problemstellung nicht herankommen konnte, und dass eine andere Lösung ausserhalb der Reichweite dieser Philosophie lag. Die Unwahrheit, die aller transzendentalen Behandlung des Problems anhaftet, kommt so gleichsam von aussen in die Philosophie hinein, so ist sie auch nur ausserhalb der Philosophie zu überwinden. Mit dem „Ausserhalb“ ist nicht gemeint, dass die gesellschaftlichen Sachverhalte von aussen auf das Bewusstsein einwirken, welches selbst eine eigenständige Daseinsform habe. Es ist vielmehr auf eine Trennung innerhalb des jeweils gegebenen gesellschaftlichen Ganzen abgezielt. Die Bedingtheit des Bewusstseins durch das gesellschaftliche Sein ist in dem Masse äusserlich, wie eben in der bürgerlichen Gesellschaft die gesellschaftlichen Daseinsverhältnisse des Individuums äusserlich sind, es gleichsam von aussen überwältigen. Solche Äusserlichkeit ermöglicht eben die abstrakte Freiheit des denkenden Subjekts. Erst mit der Aufhebung dieser Äusserlichkeit würde zugleich mit der allgemeinen Veränderung der Beziehung zwischen gesellschaftlichem Sein und Bewusstsein auch die abstrakte Freiheit verschwinden.

Um an der Grundkonzeption der Theorie über das Verhältnis von gesellschaftlichem Sein und Bewusstsein festzuhalten, muss dieses Ausserhalb berücksichtigt werden. Es gibt in der bisherigen Geschichte keine prästabilierte Harmonie zwischen dem richtigen Denken und dem gesellschaftlichen Sein. Die ökonomischen Verhältnisse bestimmen das philosophische Denken in der bürgerlichen Periode zunächst einmal so, dass das emanzipierte, auf sich selbst verwiesene Individuum denkt. Wie es aber in der Wirklichkeit nicht in der Konkretion seiner Möglichkeiten und seiner Bedürfnisse zählt, sondern — unter Abstraktion von seiner Individualität — nur als Träger von Arbeitskraft, von nützlichen Funktionen im Verwertungsprozess des Kapitals, so erscheint es in der Philosophie nur als abstraktes Subjekt : unter Abstraktion von seiner vollen Menschlichkeit. Wenn es sich um die Idee des Menschen bemüht, muss es im Gegenzug gegen die Faktizität denken ; wenn es sie in ihrer philosophischen Reinheit und Allgemeinheit denken will, muss es abstrahieren von dem vorhandenen Status. Diese Abstraktheit, dieses radikale Sich-Abziehen von dem Gegebenen eröffnet ihm in der bürgerlichen Gesellschaft immerhin einen Weg des ungestörten Suchens nach der Wahrheit, des Festhaltens am Erkannten. Mit dem Konkreten, mit der Faktizität lässt das denkende Subjekt freilich auch ihre Miserabilität „draussen“. Allerdings kann es nicht über sich hinauspringen. Schon in den Ansatz seines Denkens hat es die monadische Isolierung des bürgerlichen Individuums hineingenommen, und es denkt in jenen Horizont von Unwahrheit hinein, der ihm den wirklichen Ausweg versperrt.

Einige charakteristische Züge der bürgerlichen Philosophie sind aus diesem ihrem Horizont zu erklären. Einer von ihnen betrifft unmittelbar die Idee der Wahrheit selbst und scheint daher alle ihre Wahrheiten von vornherein „soziologisch“ zu relativieren : es ist die Verkoppelung von



Wahrheit und Sicherheit. Sie geht als solche bis auf die antike Philosophie zurück, aber erst in der neueren Periode nimmt sie die typische Form an, dass die Wahrheit sich als unverlierbares Eigentum des Individuums auszuweisen hat und dieser Ausweis erst dann als vollzogen gilt, wenn das Individuum die Wahrheit immer wieder als eigene Leistung erzeugen kann. Der Prozess der Erkenntnis ist nie abgeschlossen, weil das Individuum in jedem einzelnen erkennenden Akt die „Erzeugung der Welt“, die kategoriale Formung der Erfahrung aufs neue zu leisten hat, — aber der Prozess kommt auch nie weiter, weil die Einschränkung der „erzeugenden“ Erkenntnis auf die transzendente Sphäre jede neue Form von Welt unmöglich macht. Die Konstitution der Welt geschieht hinter dem Rücken der Individuen und ist doch ihr Werk.

Die entsprechenden gesellschaftlichen Sachverhalte sind deutlich. Die fortschrittlichen Momente dieser Konstruktion der Erkenntnis: die Begründung der Erkenntnis in der Autonomie des Individuums und der Ansatz des Erkennens als immer neu zu vollziehender Tat und Aufgabe werden im Lebensraum der bürgerlichen Gesellschaft um ihre Wirkung gebracht. Aber affiziert die soziologische Bedingtheit den wahren Gehalt der Konstruktion, den wesentlichen Zusammenhang zwischen Erkenntnis, Freiheit und Praxis? Nicht nur in der Abhängigkeit des Denkens, auch in der (abstrakten) Eigenständigkeit seiner Inhalte offenbart sich die Herrschaft der bürgerlichen Gesellschaft, die so das Bewusstsein bestimmt, dass dessen Tätigkeit und Inhalte in der Dimension der abstrakten Vernunft leben. Diese Abstraktheit rettet seine Wahrheit, ja sie macht sie allererst möglich. Sie ist nur Wahrheit, insofern sie nicht die Wahrheit über die gesellschaftliche Wirklichkeit ist. Und eben weil sie dies nicht ist, weil sie jene Wirklichkeit transzendiert, kann sie zur Angelegenheit der kritischen Theorie werden. Die Soziologie, welche sich nur mit den Bedingtheiten beschäftigt, hat es nicht mit der Wahrheit zu tun; ihr in manchem nützlichem Geschäft verfälscht das Interesse und das Ziel der kritischen Theorie. Was an dem vergangenen Wissen auf Kosten der gesellschaftlichen Zuordnung geht, verschwindet ohnehin mit der Gesellschaft, der es zugeordnet war. Nicht das ist die Sorge der kritischen Theorie, sondern dass die Wahrheiten nicht verloren gehen, auf die das vergangene Wissen schon hingearbeitet hatte.

Damit ist nicht gemeint, dass es ewige Wahrheiten gäbe, die sich in wechselnden geschichtlichen Formen entfalten, so dass man die Schale nur abstreifen müsse, um den Kern in Händen zu halten. Wenn Vernunft, Freiheit, Erkenntnis, Glückseligkeit wirklich erst aus abstrakten Begriffen zur Wirklichkeit geworden sind, dann werden Vernunft, Freiheit, Erkenntnis, Glückseligkeit auch etwas völlig anderes sein. Sie werden so viel und so wenig miteinander gemein haben wie die Assoziation freier Menschen mit der warenproduzierenden Konkurrenzgesellschaft gemein hat. Allerdings entspricht der Identität der gesellschaftlichen Grundstruktur in der bisherigen Geschichte auch eine Identität bestimmter allgemeiner Wahrheiten. Gerade ihr allgemeiner Charakter gehört zu ihrem Wahrheitsgehalt: eine Tatsache, welche der Kampf der autoritären Ideologie gegen abstrakte Allgemeinheiten wieder deutlich vor Augen geführt hat. Dass der Mensch ein vernünftiges Wesen ist, dass dieses Wesen Freiheit erfordert,

dass Glückseligkeit sein höchstes Gut ist : all das sind Allgemeinheiten, die eben durch ihre Allgemeinheit eine vorwärtstreibende Kraft sind. Die Allgemeinheit gibt ihnen einen beinahe umstürzlerischen Anspruch : nicht nur dieser oder jener, sondern alle sollen vernünftig, frei, glücklich sein. In einer Gesellschaft, deren Wirklichkeit alle diese Allgemeinheiten Lügen straft, kann die Philosophie sie nicht konkretisieren. Das Festhalten an der Allgemeinheit ist unter solchen Umständen mehr als ihre philosophische Zerstörung.

Das Interesse der kritischen Theorie an der Befreiung der Menschheit verbindet sie mit bestimmten alten Wahrheiten, die sie festhalten muss. Dass der Mensch mehr sein kann als ein verwertbares Subjekt im Produktionsprozess der Klassengesellschaft, durch diese Überzeugung ist die kritische Theorie am tiefsten der Philosophie verbunden. Sofern die Philosophie sich dann doch dabei beruhigt hat, dass bislang die ökonomischen Verhältnisse tatsächlich über den Menschen entschieden haben, stand sie mit der Unterdrückung im Bunde. Das ist der schlechte Materialismus, der auf dem Grunde des ganzen Idealismus liegt : der Trost, dass in der materiellen Welt schon alles in Ordnung sei (ein Trost, der auch dann, wenn er nicht die persönliche Überzeugung des Philosophen ausmacht, durch die Denkweise des bürgerlichen Idealismus fast von selbst sich einstellt und dessen eigentliche Affinität zu seiner Zeit begründet), dass der Geist nicht in dieser Welt seine Ansprüche zu machen habe und sich in einer anderen einrichten solle, die mit der materiellen nicht in Konflikt gerät. Damit kann sich der Materialismus der bürgerlichen Praxis wohl abfinden. Der schlechte Materialismus der Philosophie wird in der materialistischen Theorie der Gesellschaft überwunden. Sie richtet sich nicht nur gegen die Produktionsverhältnisse, die diesen hervorrief, sondern gegen jede Gestalt der Produktion, die den Menschen beherrscht, anstatt von ihm beherrscht zu werden. Das ist der Idealismus, der auf dem Grunde ihres Materialismus liegt. Auch ihre konstruktiven Begriffe haben solange einen Rest von Abstraktheit, als die Wirklichkeit, auf die sie abzielt, noch nicht gegeben ist. Aber die Abstraktheit gründet hier nicht im Wegsehen von dem bestehenden, sondern im Hinsehen auf den zukünftigen Status des Menschen. Sie wird nicht mehr aufgehoben durch eine andere, richtige Theorie des Bestehenden (wie die idealistische Abstraktheit in der Kritik der politischen Ökonomie), — nach ihr gibt es keine neue Theorie mehr, sondern nur noch die vernünftige Wirklichkeit selbst. Der Abgrund zwischen ihr und dem Bisherigen kann durch kein begriffliches Denken überbrückt werden. Um in der Gegenwart das noch nicht Gegenwärtige als Ziel festzuhalten, bedarf es der Phantasie. Dass Phantasie etwas Wesentliches mit Philosophie zu tun hat, geht schon aus der Funktion hervor, welche ihr unter dem Titel „Einbildungskraft“ von den Philosophen zugewiesen wurde, besonders von Aristoteles und Kant. Kraft ihrer einzigartigen Fähigkeit, einen Gegenstand auch ohne dessen Vorhandensein „anzuschauen“, auf Grund des gegebenen Materials der Erkenntnis doch etwas Neues zu schaffen, bezeichnet die Einbildungskraft einen hohen Grad der Unabhängigkeit vom Gegebenen, der Freiheit inmitten einer Welt von Unfreiheit. Im Hinausgehen über das Vorhandene kann sie die Zukunft vorwegnehmen. Wenn Kant solches

„Grundvermögen der menschlichen Seele“ als aller Erkenntnis a priori zugrunde liegend bestimmt<sup>1)</sup>, so wird allerdings durch diese Einschränkung auf das Apriori wiederum von der Zukunft auf das immer schon Vergangene abgelenkt. Die Einbildungskraft verfällt der allgemeinen Degradierung der Phantasie. Sie auf die Konstruktion einer schöneren und glücklicheren Welt frei zu lassen, blieb das Vorrecht der Kinder und Narren. Wohl kann man sich in der Phantasie alles mögliche einbilden. Aber in der kritischen Theorie gibt es keinen endlosen Horizont von Möglichkeiten mehr. Die Freiheit der Einbildung verschwindet in dem Masse, wie die wirkliche Freiheit zur realen Möglichkeit gemacht wird. Die Grenzen der Phantasie sind so nicht mehr allgemeinste Wesensgesetze (als welche sie die letzte bürgerliche Erkenntnistheorie, die sich der Bedeutung der Phantasie bewusst war<sup>2)</sup>, festgesetzt hatte), sondern in striktem Sinne technische Grenzen : sie sind durch den Stand der technischen Entwicklung vorgeschrieben. Überhaupt aber handelt es sich in der kritischen Theorie nicht um das Ausmalen einer zukünftigen Welt, wenngleich die Antwort der Phantasie auf eine solche Herausforderung vielleicht nicht ganz so absurd wäre, wie man es glauben machen möchte. Wenn die Phantasie, unter genauer Verweisung auf das heute schon gegebene technische Material, für die Beantwortung der von Kant angeführten philosophischen Grundfragen freigelassen würde : alle Soziologie würde vor dem utopischen Charakter ihrer Antworten erschrecken. Und doch wären die Antworten, welche die Phantasie geben könnte, der Wahrheit sehr nahe, näher jedenfalls als jene, die durch die streng begrifflichen Analysen der philosophischen Anthropologie zustande gekommen sind. Denn was der Mensch ist, würde sie aus dem bestimmen, was er morgen wirklich sein kann. Bei der Frage : was darf ich hoffen ? würde sie weniger auf eine ewige Seligkeit und eine innere Freiheit hinweisen als auf die schon jetzt mögliche Entfaltung und Erfüllung der Bedürfnisse. In einer Situation, wo solche Zukunft eine reale Möglichkeit darstellt, ist die Phantasie ein wichtiges Instrument bei der Aufgabe, das Ziel immer wieder vor Augen zu stellen. Die Phantasie verhält sich zu den anderen Erkenntnisvermögen nicht wie der Schein zur Wahrheit (der in der Tat, wenn sie sich als einzige Wahrheit aufspreizt, die zukünftige als Schein erscheinen muss). Ohne sie bleibt alle philosophische Erkenntnis immer nur der Gegenwart oder der Vergangenheit verhaftet, abgeschnitten von der Zukunft, die allein die Philosophie mit der wirklichen Geschichte der Menschheit verbindet.

Die starke Betonung der Rolle der Phantasie scheint in krassem Widerspruch zu stehen zu der strengen Wissenschaftlichkeit, die die kritische Theorie seit jeher für ihre Begrifflichkeit in Anspruch genommen hat. Solche Forderung nach Wissenschaftlichkeit hat die materialistische Theorie in eine merkwürdige Übereinstimmung mit [der idealistischen Vernunftphilosophie gebracht : konnte diese die Sorge um den Menschen nur in der Abstraktion von den gegebenen Tatsachen festhalten, so hat sie die Abstraktheit dadurch zurückzunehmen versucht, dass sie sich so eng wie möglich

---

<sup>1)</sup> Kant, Kritik der reinen Vernunft, a. a. O., S. 625.

<sup>2)</sup> Husserl, Formale und transzendente Logik. Halle 1929, S. 219.



an die Wissenschaften anschloss. Bei den Wissenschaften stand ja der Gebrauchswert ernsthaft nicht in Frage. In der Angst um Wissenschaftlichkeit ist der Neu-Kantianismus mit Kant, ist Husserl mit Descartes einig. Wie die Wissenschaften angewandt wurden, ob ihre Brauchbarkeit und Fruchtbarkeit auch schon ihre höhere Wahrheit verbürgten und nicht selbst wieder Zeichen der allgemeinen Unmenschlichkeit waren, darum hat sich die Philosophie ohnehin nicht gekümmert: sie war vornehmlich an der Methodenlehre der Wissenschaften interessiert. — Die kritische Theorie der Gesellschaft war zunächst der Ansicht, dass für die Philosophie nur die Verarbeitung der allgemeinsten Resultate der Wissenschaften übrig bleibe. Auch sie ging davon aus, dass die Wissenschaften zur Genüge ihre Fähigkeit gezeigt hätten, der Entfaltung der Produktivkräfte zu dienen, neue Möglichkeiten eines reicheren Daseins zu erschliessen. Aber während der Bund zwischen idealistischer Philosophie und Wissenschaft von Anfang an mit den Sünden belastet war, welche die Abhängigkeit der Wissenschaften von den bestehenden Herrschaftsverhältnissen mit sich brachten, ist in der kritischen Theorie der Gesellschaft die Lösung der Wissenschaften aus dieser Einordnung vorausgesetzt. So ist zwar die verhängnisvolle Fetischisierung der Wissenschaft hier im Ansatz vermieden, aber das enthebt die Theorie nicht einer ständigen, jede neue gesellschaftliche Situation berücksichtigenden Kritik der Wissenschaftlichkeit. Wissenschaftlichkeit als solche ist niemals schon eine Garantie für die Wahrheit, und erst recht nicht in einer Situation, wo die Wahrheit so sehr gegen die Tatsachen spricht und hinter den Tatsachen liegt wie heute. Nicht die wissenschaftliche Voraussagbarkeit kann ihre Zukünftigkeit ergreifen. Auch in der Entfaltung der Produktivkräfte und in der Entwicklung der Technik gibt es keinen ungebrochenen Fortschritt von der alten zur neuen Gesellschaft. Auch hier soll der Mensch selbst über den Fortschritt entscheiden, nicht „der“ Mensch, von dessen geistiger und moralischer Erneuerung man die Planung der Planenden erwartet (wobei man übersieht, dass das einzige Planen, was gemeint ist, das Verschwinden der abstrakten Trennung des Subjekts sowohl von seiner Tätigkeit wie des Subjekts als allgemeinen von jedem einzelnen Subjekt voraussetzt), sondern der Zusammenschluss der die Veränderung herbeiführenden Menschen. Da es erst von ihnen abhängt, was aus Wissenschaft und Technik werden soll, können Wissenschaft und Technik nicht a priori als begriffliches Modell der kritischen Theorie dienen.

Die kritische Theorie ist nicht zuletzt kritisch gegen sich selbst, gegen ihre eigenen gesellschaftlichen Träger. Das philosophische Element innerhalb der Theorie ist eine Form des Protestes gegen den neuen „Ökonomismus“: gegen eine Isolierung des ökonomischen Kampfes, gegen die festgehaltene Trennung des Ökonomischen vom Politischen. Ihr ist schon früh entgegengehalten worden, das Entscheidende sei die jeweilige Lage der Gesamtgesellschaft, die Beziehungen der verschiedenen gesellschaftlichen Gruppen zueinander, die politischen Machtverhältnisse. Die Veränderung der ökonomischen Struktur müsste die Lage der Gesamtgesellschaft so verändern, dass mit der Aufhebung der ökonomischen Antagonismen zwischen den Gruppen und Individuen die politischen Verhältnisse in hohem Grade selbständig werden und die Entwicklung der Gesellschaft bestimmen. Mit

dem Verschwinden des Staates müssen dann die politischen Verhältnisse in einem bisher nicht gekannten Sinne allgemein menschliche Verhältnisse werden : die Organisation der Verwaltung des gesellschaftlichen Reichtums im Interesse der befreiten Menschheit.

Die materialistische Theorie der Gesellschaft ist ihrem Ursprung nach eine Theorie des neunzehnten Jahrhunderts. Wenn sie einmal ihr Verhältnis zur Vernunftphilosophie unter dem Bild des „Erbes“ dargestellt hat, so hat sie sich die Erbschaft nach dem Status gedacht, wie er im neunzehnten Jahrhundert vorlag. An diesem Status hat sich inzwischen einiges geändert. Damals hat zwar die Theorie die Möglichkeit einer kommenden Barbarei tief genug in sich aufgenommen, aber näher als solche Möglichkeit erschien ihr die bewahrende Aufhebung dessen, was das neunzehnte Jahrhundert noch repräsentierte. Die Erbschaft sollte auch das retten, was die Kultur der bürgerlichen Gesellschaft bei allem Elend und aller Ungerechtigkeit doch für die Entfaltung und für das Glück des Individuums beigebracht hatte. Was schon erreicht war und was getan werden konnte, lag deutlich genug vor aller Augen ; der ganze Antrieb der Theorie kam aus diesem Interesse an dem Individuum, und es war nicht nötig, es noch philosophisch zu diskutieren. Die Situation der Erbschaft hat sich inzwischen gewandelt. Zwischen der bisherigen Wirklichkeit der Vernunft und ihrer Verwirklichung in jener Gestalt, wie die Theorie sie meint, liegt heute schon nicht mehr ein Stück neunzehntes Jahrhundert, sondern die autoritäre Barbarei. Mehr und mehr gehört jene aufzuhebende Kultur der Vergangenheit an. Überdeckt von einer Tatsächlichkeit, in der die vollständige Opferung des Individuums beinahe schon selbstverständlich an der Tagesordnung ist, ist diese Kultur schon so verschwunden, dass die Beschäftigung mit ihr nicht mehr eine solche des trotzigsten Stolzes, sondern der Trauer ist. Die kritische Theorie hat es in bisher nicht gekanntem Masse mit der Vergangenheit zu tun, — gerade sofern es ihr um die Zukunft geht. — In einer veränderten Gestalt wiederholt sich gegenwärtig die Situation, welche die Theorie der Gesellschaft im neunzehnten Jahrhundert vorfand. Wieder liegen die wirklichen Zustände unter dem allgemeinen Niveau der Geschichte. Die Fesselung der produktiven Kräfte und die Niederhaltung des Lebensstandards kennzeichnen selbst die ökonomisch fortgeschrittensten Länder. Die Spiegelung, welche die zukünftige Wahrheit in der vergangenen Philosophie gefunden hat, zeigt Sachverhalte an, die über die anachronistischen Zustände hinausführen. So ist die kritische Theorie noch mit diesen Wahrheiten verbunden. Sie erscheinen in ihr als das Bewusstmachen der Möglichkeiten, zu denen die geschichtliche Situation selbst herangereift ist, und sie sind in den ökonomischen und politischen Begriffen der kritischen Theorie aufbewahrt.

Herbert Marcuse

## Besprechungen.

### Troisième centenaire du Discours de la Méthode.

*Vorbemerkung.* — Anlässlich des Erscheinungsjubiläums des *Discours de la Méthode* von Descartes sind zahllose Bücher und Artikel erschienen. Im folgenden werden einige davon besprochen, um unseren Lesern ein ungefähres Bild zu geben. Dass sich diese Literatur fast ausschliesslich jenseits der gegenwärtigen geschichtlichen Aufgaben bewegt, kennzeichnet die verschiedene Rolle der Fachphilosophie unserer Tage gegenüber dem Zeitalter Descartes'.

M. H.

- I. *Études sur Descartes.* *Revue de Métaphysique et de Morale.* Librairie Armand Colin. Paris 1937. (352 p.; fr. fr. 30.—)
- II. *Numéro spécial consacré à Descartes.* *Revue Philosophique de la France et de l'étranger.* Paris, mai-août 1937. (372 p.; fr. fr. 40.—)
- III. *Hommage à René Descartes.* *Europe.* Paris, juillet 1937. (p. 289-430; fr. fr. 7.—)
- IV. *Autour du Discours de la Méthode.* *Archives de Philosophie,* vol. XIII, cahier III. Gabriel Beauchesne et ses fils, Éditeurs. Paris 1937. (245 p.; fr. fr. 45.—)
- V. *Dem Gedächtnis an René Descartes.* *Erinnerungsgabe der Internationalen Vereinigung für Rechts- und Sozialphilosophie;* hrsg. v. C. A. Emge. Verlag für Staatswissenschaften und Geschichte. Berlin 1937. (202 p.; RM. 14.—)
- VI. *Numéro spécial consacré à Descartes.* *Revue de Synthèse.* Paris, avril 1937. (126 p.; fr. fr. 20.—)
- VII. *Brunschvicg, Léon, Descartes.* *Les Éditions Rieder.* Paris 1937. (97 p.; fr. fr. 25.—)
- VIII. *Adam, Ch., Descartes, sa vie, son œuvre.* Boivin & Cie, Éditeurs. Paris 1937. (178 p.; fr. fr. 12.—)
- IX. *Travaux du IX<sup>e</sup> Congrès international de Philosophie;* publiés par les soins de Raymond Bayer, *Études cartésiennes;* fasc. I : *Généralités. La métaphysique.* (180 p.; fr. fr. 20.—); fasc. II : *La méthode et les mathématiques. La morale et la pratique. Histoire de la pensée de Descartes.* (130 p.; fr. fr. 18.—); fasc. III : *Descartes dans l'histoire. Influences du cartésianisme.* (145 p.; fr. fr. 18.—) Hermann & Cie, Éditeurs. Paris 1937.
- X. *Correspondance de Descartes.* Publié par Ch. Adam et G. Milhaud, t. I. Librairie Félix Alcan. Paris 1937. (477 p.; fr. fr. 80.—)
- XI. *Correspondance du Père Mersenne,* publiée par Mme Paul Tannery, éditée et annotée par Cornelis de Waard, avec la collaboration de René



*Pintard, t. II, 1628-1630. Gabriel Beauchesne et ses fils, Éditeurs. Paris 1936. (705 p. ; fr. fr. 120.—)*

La littérature que le troisième centenaire du Discours de la méthode a fait surgir en France impose par sa masse. Les communications relatives à Descartes envoyées au Congrès international de Philosophie remplissent trois volumes. La lecture de cette littérature laisse pourtant un sentiment de déception. Certes, la philologie cartésienne a approfondi notre connaissance des origines scolastiques de la philosophie moderne. On continue à discuter sur le Cogito, sur le Cercle, sur le réalisme et l'idéalisme des Méditations. Mais, au bout du compte, toutes ces discussions universitaires doivent se justifier par leur intérêt philosophique, faute de quoi elles ressortissent à la curiosité ou à l'érudition. Or, rares sont les critiques qui ont osé poser la question décisive : que représente Descartes ou la manière cartésienne de philosopher en 1937 ? On ne saurait faire à ce point de vue de distinction entre les milieux : le numéro spécial de la revue *Europe*, très médiocre, respecte les traditions académiques au moins autant que les publications techniquement philosophiques.

Nous envisagerons successivement la philologie cartésienne, puis les tentatives d'interprétation, voire d'appréciation du philosophe en lui-même ou par rapport au présent.

I. Le livre de M. Adam (VIII) est un agréable résumé de la biographie écrite pour l'édition classique, publiée jadis en collaboration avec Paul Tannery. La nouvelle édition de la correspondance que publie A. avec la collaboration de G. Milhaud n'ajoute pas grand chose à celle qui existe déjà. Elle a seulement le mérite d'être plus complète (par exemple, elle contient la correspondance avec Huyghens connue depuis une dizaine d'années seulement) et plus accessible à tous, puisque les lettres latines sont traduites et l'orthographe modernisée. La correspondance du P. Mersenne, que nous devons au labeur infatigable de Mme Tannery et dont les deux premiers tomes ont déjà paru, sera un instrument de travail indispensable, étant donné le rôle joué par le P. Minime dans les relations des savants du XVII<sup>e</sup> siècle.

Plusieurs études relatives aux travaux scientifiques de Descartes sont instructives : celle de M. Loria (I, p. 199-220) qui énumère les découvertes mathématiques de Descartes et, en bon savant, regrette qu'il ne se soit pas tout entier voué au développement des mathématiques ; celles de M. Milhaud (IX, 2, p. 21-27), qui tâche de démontrer que la Géométrie n'est pas volontairement obscure et qui s'oppose à la thèse de M. Brunschvicg selon lequel l'idée essentielle de la Géométrie serait la réduction de l'espace aux rapports intellectuels des nombres. Nous rapprocherons les études de M. Enriqués (I, p. 221-235) et de M. Koyré (II, p. 149-204 et IX, 2, p. 41-46) sur Descartes et Galilée dont l'intérêt est moins de préciser les relations historiques des deux savants que de dégager et de confronter deux philosophies de la science. En dépit de la légende, Galilée n'est pas le positiviste par opposition au métaphysicien, il cherche l'essence de la chute des corps et il admet a priori l'évidence de la structure mathématique de l'univers. De même, en ce qui concerne le rôle de l'expérience, Galilée et

Descartes sont en gros d'accord, bien que le premier se contente de donner la formule mathématique de certains effets, sans prétendre ni à un système ni à la compréhension des principes premiers. Dans un remarquable article, Koyré explique la rencontre de Galilée et de Descartes dans l'erreur, l'un et l'autre ayant posé d'abord la proportionalité de la vitesse à l'espace et non au temps.

Les études de MM. Dreyfus Le Foyer (I, p. 232-284) et Mesnard (IV, p. 181-220) sur les conceptions médicales se complètent. Elles montrent le mélange de théories traditionnelles, comme celle des humeurs, et du mécanisme. L'un et l'autre étudient les rapports entre Harvey et Descartes. M. Dreyfus suit l'évolution des idées cartésiennes et note vers la fin une modification décisive : ce n'est plus tant la médecine qui doit faire progresser la morale que celle-ci qui suppléera aux insuffisances de la première. Si l'on ne parvient pas à prolonger la vie, on peut apprendre du moins à bien mourir.

Signalons encore l'article de M. Labérenne (III, p. 364-383) sur les trois Essais joints au Discours, de M. Schrecker (II, p. 336-367) sur la logique, qui pose à partir de la pensée cartésienne le problème encore actuel du passage de la logique ou des mathématiques au réel (le Cogito est le fait dont l'aperception transforme la science déductive en science réelle et positive).

Les rapports du cartésianisme et de la scolastique, mise à part la communication de M. Eibl (IX, 3, p. 17-24) qui rattache Descartes aux nominalistes français du xiv<sup>e</sup> siècle, ne font l'objet d'aucune étude, comme si, par son succès même, cette recherche avait lassé la curiosité. En revanche, nous trouvons comme dans tous les séminaires de philosophie des commentaires sur les points traditionnellement controversés : problème du cercle (II, p. 205-225), du doute et de la création éternelle (Bréhier, II, p. 15-29, Gouhier, IX, 1, p. 69-73, Löwith, IX, 1, p. 74-79), etc. Signalons encore les bibliographies rassemblées dans la Revue de Synthèse (VI, p. 67-114) sur la littérature cartésienne au xx<sup>e</sup> siècle en France, Italie, Allemagne, Pologne, Angleterre et Pays-Bas.

Certaines études dépassent déjà l'érudition dans la mesure où elles suggèrent une interprétation nouvelle ou du moins mettent en lumière un aspect plus ou moins négligé de la doctrine. La communication de M. Olgiati (IX, 1, 105-110) nous renvoie au livre récemment publié par cet auteur dans lequel il caractérise la théorie de la connaissance de Descartes comme un phénoménisme rationaliste : ce qui apparaît clairement et distinctement à la pensée coïncide avec la réalité ontologique. M. Keeling (I, p. 63-99 et IX, 2, p. 3-8) utilisant en particulier les textes des *Regulæ* comprend le cartésianisme comme un réalisme. Idée et réalité ne font qu'un dans le cas des natures simples. C'est à partir de ce contact avec la réalité que se développe la connaissance représentative.

L'étude de M. Laporte n'a pas seulement le mérite de préciser les divers aspects de la conception cartésienne de la liberté, elle démontre sur un point décisif, contre M. Gilson, que Descartes n'a nullement emprunté, au gré des circonstances, tel ou tel thème aux philosophies classiques, mais qu'il a une philosophie originale. „Le fond de la liberté chez l'homme

comme chez Dieu c'est le pouvoir, illimité en tant qu'il échappe à toute contrainte, de causer ses propres actes". La liberté humaine est „la réfraction de la liberté divine dans une nature soumise à ces conditions de dépendance, de multiplicité, de matérialité et de durée qui sont les nôtres". Or la liberté, par l'intermédiaire du doute, est la condition de la science ; bien utilisée, elle mène à la sagesse et au souverain bien.

II. Il serait inexact d'imaginer que l'école dont M. Gilson est le représentant le plus célèbre a eu pour seule intention de rapprocher Descartes de ses ancêtres scolastiques. Tout le monde admet que la pensée de Descartes sort partiellement de la pensée médiévale ; ce qui est objet de discussion, c'est la valeur propre de la philosophie cartésienne que beaucoup ont tendance à réduire parce qu'ils ne voient que le physicisme combiné avec des thèses traditionnelles.

M. Chevalier (IV, p. 1-13 et IX, 1, p. 17-22) est presque le seul aujourd'hui parmi les interprètes catholiques à admettre que la philosophie cartésienne est essentiellement religieuse et chrétienne. Dans les études de Labertonnière dont il a été rendu compte ici même, Descartes est attaqué et condamné parce qu'il était préoccupé d'abord de science et de la conquête de la nature : la rupture de l'unité de l'homme en lui-même et avec le monde, la relative indifférence aux problèmes de la destinée spirituelle, tels seraient les crimes de Descartes. D'un autre biais, Maritain décèle en Descartes le péché d'angélisme, l'orgueil de l'homme qui oubliant la finitude de son esprit attaché à un corps prétend saisir par une intuition pure les principes constitutifs de l'être. Même celui qui a le plus profondément analysé les sources scolastiques du cartésianisme, tend surtout à dévaloriser l'originalité philosophique de Descartes ; pour M. Gilson, en effet, la physique commande toute la métaphysique (doute, cogito, Dieu, dualisme des substances, théorie des idées claires).

Les interprètes rationalistes de Descartes insistent encore davantage sur le mathématicien et le physicien ; mais, de plus, ils tentent de montrer que la métaphysique des idées claires et la morale de la générosité, dans leur signification authentique, sont non pas des reprises ou des transfigurations de conceptions antérieures, mais une philosophie moderne, rationaliste et humaniste, qui correspond au renouvellement apporté par les sciences positives et qui se confond, bien comprise, avec la philosophie vraie. Le Dieu de Descartes est-il le Dieu des chrétiens, retrouvé par des procédés que Descartes croit analogues à ceux des mathématiques, ou n'est-il au fond, comme le suggère M. Brunschvicg (VII), que „la pensée elle-même capable de soutenir effectivement l'univers mathématique", moins l'homme que Dieu, „l'âme humaine en tant que Dieu par son idée est antérieurement présente à cette âme".

L'opposition des interprétations rationaliste et chrétienne reproduit donc exactement celle des philosophies rationaliste et chrétienne dans la pensée française actuelle. Sagesse humaine, fondée sur les sciences de la nature et aboutissant à une attitude scientifique dans l'existence entière, substitut et héritière de la sagesse chrétienne : le rationalisme laïque et scientiste a encore aujourd'hui pour adversaire, comme il a pour ancêtre, le catholicisme.



Le rationalisme français qui toujours se réclame de Descartes prend des formes diverses. M. Brunschvicg expurge, si l'on peut dire, le cartésianisme historique : beaucoup de thèses, parties intégrantes du système, seraient infidèles à l'idée cartésienne, par exemple la création des vérités éternelles, l'union substantielle de l'âme et du corps, la conception de trois substances, la physique des Principes, qui, en l'absence du calcul, s'abandonne inévitablement à l'intuition imaginative, même les démonstrations de l'existence de Dieu si celui-ci est conçu comme un Être transcendant. Le Descartes que nous présente M. Brunschvicg est avant tout le mathématicien qui, par la réduction de la géométrie à l'algèbre, révèle à l'esprit sa capacité de vérité et de réalité, le philosophe qui „de la perspective illusoire de l'individu sur la nature et sur Dieu mène à la perspective de vérité qui doit être à la fois intime et universelle“. Le Descartes d'Alain (VI, p. 78-80 et *Idées*, Paris 1932) serait rationaliste aussi, mais d'autre manière, plus moraliste, plus soucieux de sagesse quotidienne, plus volontariste encore qu'intellectualiste. Le Descartes des revues d'extrême gauche, le Descartes de Maxime Leroy, est le père de l'esprit de doute, de critique, de liberté individuelle, mais cette interprétation reste dans la suite de l'interprétation traditionnelle, encore que l'on insiste davantage sur la puissance révolutionnaire du philosophe, sur ses préoccupations pratiques et moins sur sa métaphysique. En d'autres termes, les interprètes de gauche, qu'ils soient libéraux ou socialisants, admettent comme évidente, dans leur compréhension du cartésianisme, la continuité rigoureuse des diverses formes de progressisme, ils prétendent tous tirer de la raison scientifique telle qu'elle s'exprime dans les sciences de la nature, une philosophie complète de la raison.

Les études allemandes ont du moins le mérite de poser les problèmes, celles du numéro spécial des *Archiv für Rechts-und Sozialphilosophie*, celle de Jaspers, parue dans la *Revue Philosophique*. Parmi celles-là, nous relèverons celle de M. Gehlen (V, p. 37-47). Père de la philosophie moderne, Descartes est condamné en même temps que celle-ci. Il est révolutionnaire et peut-être déjà incroyant, il a séparé l'homme du monde. La conquête de la nature a mené l'humanité européenne au bord de la catastrophe. Il est vrai que les autres études ont un caractère tout différent, celle de M. Burkamp semble anti-cartésienne (dans sa conception du moi), mais sur un plan de philosophie académique. M. Heyde s'efforce de justifier le dualisme cartésien, M. Katkov compare Descartes et Brentano et surtout l'un et l'autre à Husserl. Il critique la théorie du *Cogitatum*, du *Noema*, qui rend possible la phénoménologie transcendentale et supprime la distinction entre observation intérieure (qui est réflexion) et observation extérieure.

Nous ne retrouvons les problèmes décisifs que dans l'article de Jaspers, qui ne condamne pas la civilisation moderne, mais certaines déformations de cette civilisation dont Descartes est un exemple et peut-être l'origine. D'où la violence de la critique. Violence sympathique au premier abord, tant elle tranche avec les éloges conventionnels, mais irritante à une lecture plus attentive, car elle témoigne d'une certaine incompréhension de l'homme, de la personnalité plus encore que de la théorie, incompréhension qui tient sans

doute moins à un manque de familiarité avec l'œuvre de Descartes qu'à l'antipathie qu'éprouve manifestement Jaspers à l'égard de l'attitude rationaliste.

Nous n'insisterons pas sur certaines inexactitudes, comme l'opposition entre la philosophie scientifique de Descartes et celle de Galilée. Le positivisme est toujours une doctrine tardive, les fondateurs de la science moderne avaient tous une métaphysique de la nature. D'autre part, Jaspers renonce trop vite à saisir l'unité de l'homme et de la doctrine morale. Il ne se donne pas la peine d'approfondir les relations de l'expérience vécue à la vérité philosophique dans une doctrine rationaliste.

Si nous considérons l'essentiel, nous n'objecterons pas à Jaspers qu'il juge Descartes par rapport à une doctrine admise pour vraie, à savoir la sienne, mais cette doctrine, dans cette épreuve, révèle son insuffisance. Jaspers reproche à Descartes de concevoir la philosophie sur le modèle des sciences de la nature et de viser à un système de vérités scientifiques qui donnerait à la science la forme d'une philosophie totale. Ces deux reproches nous paraissent tous deux justifiés en eux-mêmes. Mais comment, à partir d'une réflexion formelle sur toutes les existences, Jaspers peut-il critiquer une existence ? Comment, s'il ne donne pas sa doctrine pour vraie, peut-il réfuter les autres doctrines ? Et surtout, le refus de toute perspective historique incite à se demander si la philosophie peut être ainsi séparée de son histoire et de l'histoire.

Certes, Jaspers esquisse aussi une interprétation historique, la déformation dogmatique des sciences naturelles serait la source de l'incroyance et du positivisme. Dans cette direction, il serait possible d'analyser la signification actuelle de Descartes, si éloigné de notre situation. A lire la littérature cartésienne du troisième centenaire, on mesure et l'impuissance du rationalisme scientifique et la pauvreté dangereuse d'un anti-rationalisme qui négligerait les sciences de la nature, donnée fondamentale de notre civilisation autant que de notre pensée, ou qui méconnaîtrait au profit d'expériences incommunicables le pouvoir de la raison. Il ne devrait pas être impossible de renouveler le rationalisme en le rattachant à l'existence concrète et à l'histoire. Peut-être suffirait-il de se rappeler que le rationalisme moderne remonte à Hegel en même temps qu'à Descartes. R. Aron (Paris).

### Philosophie.

**Krieck, Ernst**, *Völkisch-politische Anthropologie. Erster Teil : Die Wirklichkeit. Zweiter Teil : Das Handeln und die Ordnungen.* Armanen-Verlag. Leipzig 1937. (119 S., 172 S. ; RM. 3.—, RM. 4.20)

**Haering, Theodor**, *Was ist deutsche Philosophie ?* W. Kohlhammer. Stuttgart und Berlin 1936. (26 S. ; RM. 1.—)

**Wundt, Max**, *Die Ehre als Quelle des sittlichen Lebens in Volk und Staat.* Hermann Beyer & Söhne. Langensalza 1937. (52 S. ; RM. 1.20)

„Wenn heute die studentische Jugend immer wieder erklärt : es wird uns nichts geboten, es ist nichts da, wir stehen allein, so muss dem entgegengehal-

ten werden : mit diesem nachgerade stereotyp gewordenen Reden schädigt ihr die national-sozialistische Wissenschaft und Hochschule zu unrecht vor dem In- und Auslande.“ So warnt Krieck und liefert in Eile zwei Bände seiner All-Philosophie. Er unternimmt nicht mehr und nicht weniger, als mit der gesamten Philosophie von Thales an „aufzuräumen“ und die „neue Wesensmitte“ zu „umreißen“. („Aufräumen“ — „Wesensmitte“ : diese Kreuzung von Kasernenton und George durchzieht das ganze Buch.) Dieses Aufräumen sei nötig, weil die gesamte Philosophie einem Allmechanismus gehuldigt habe. Diesem sei endlich die Allbiologie entgegenzustellen, die nun nicht ein einzelnes Feld zu bearbeiten habe, sondern alles. Die Welt. Denn die Welt lebe. Diese lebende Welt wird dann enthusiastisch als ungeheurer Kampf ums Dasein, als masslose gegenseitige Auffresserei und Vermischung gepriesen. Alle Unterschiede — zwischen Organisch und Anorganisch, zwischen Leben und Tod, zwischen den Spezies der Lebewesen — werden annulliert. Diesen *pot de promiscuité* „Sein“ zu nennen, sei „trocken“, „idealistisch“, „unvital“ und (mit einem Stich gegen Heidegger) „ontologisch“. Er könne eben nur „Leben“ genannt werden.

Trotz K.s anpassungsfähiger Rapidität ist diese orgiastische Einleitung, diese Darstellung, die als Lebenskategorien letztlich nur Zeugen, Stoffwechsel, Wuchern und Verwesen kennt, zu spät gekommen. Nach dem Siege ist sie nicht mehr nötig. Nunmehr kann sich der Philosoph auf das Subjekt dieses Lebens konzentrieren. Es heisst „Organismus“ und ist primär auffindbar in der Form des „Volksorganismus“. Dieser Begriff wird nun von K. als „Erlösung“, „Durchbruch“ und eigene Tat gefeiert. Unnötig zu sagen, dass er seit Schelling, also heute genau seit 137 Jahren, immer wieder auftaucht, dass er hundertfach von Wissenschaftlern jeder Provenienz als anthropologische Metapher bekämpft wurde und dass hundertfach zugestanden wurde, dass mit dieser Bekämpfung das im Naturrecht formulierte Verhältnis von individuellem und Gemeinschaft durchaus noch nicht bejaht sei. Irgend etwas muss K. davon haben läuten hören. Denn er begegnet möglichem Widerspruch im voraus : wir Menschen fassten uns selbst nur deshalb als Organismus auf, weil wir Ausflüsse des Gesamtorganismus (Welt) und der Organismen höherer Ordnung seien. Diese nach dem Ebenbild des Menschen, also als Organismen zu betrachten, sei daher in Wahrheit nicht nur ein zulässiger, sondern ein geradezu gebotener Rückschluss. Diesem Argument steht der Betrug auf der Stirn geschrieben. Versteht man freilich unter „geboten“ nicht logischen Zwang, sondern politischen, dann hat K. doppelt recht. Denn die Dekretierung des Volksorganismus ist geboten : a) durch das Interesse des totalen Staates, der die Menschen zu blossen „Gliedern“ macht und dem alles daran liegt, die Opferung des Individuums dadurch zu legitimieren, dass er sie dem „natürlichen Wesen des Volkes“ in die Schuhe schiebt ; b) durch den Begriff der Wirtschaftsautarkie, die sich in der Volksmonade gewissermassen eine biologische Unterlage aneignet. „Organismus“ wird nunmehr nämlich, ungeachtet der Tatsache, dass diese Bestimmung für den Organismus im üblichen Sinne überhaupt nicht zutrifft, als dasjenige Seiende definiert, das alles ihm und seinen Gliedern Nötige in sich und aus sich selber erzeuge ;



eine Definition, die offensichtlich ausser dem autarken Staate überhaupt nichts trifft.

Es mag überraschen, dass diese Autarkielehre viel detaillierter durchgeführt wird, als es interessemässig notwendig erscheint ; vielleicht will sich die Ideologie doch noch das gute Gewissen der „reinen Forschung“ verschaffen. Als Beispiel einer Detailausführung möge die Erkenntnistheorie der Autarkie dienen. Diese Theorie, zusammengeflickt aus Fetzen der Wissenssoziologie und der Plotin-Goethischen Identitätslehre („Wär' nicht das Auge sonnenhaft“), versichert, dass Erkenntnis sich nur innerhalb der autarken Organismen (also der Volksleiber) vollziehe, damit eo ipso kollektiv sei, und dass nur, was gleicher Natur sei wie der Erkennende, erkannt werden könne. Was ist nun aber „gleicher“ Natur ? Die Glieder des gleichen Organismus. Wäre K. konsequent gewesen, so hätte er argumentieren müssen : so wie das Ohr das Knie erkennt und der Arm die Leber, aber ausserhalb nichts ... so erkennt „der Deutschrassige nur das Deutschrassige“. Aber der Vordersatz fehlt. Der Nachsatz ist aus mehreren Gründen brauchbarer. Denn a) bringt er, da nicht das Ich schlechthin, sondern allein das rassisch-bedingte Ich erkennt, die Theorie up-to-date der „Erkenntnisrelativierung“ ; und b) erreicht K. damit das moderne Niveau des Antiidealismus : denn das Sein (Deutschsein) bestimmt das Bewusstsein. Diese Formulierung taucht fast wörtlich auf. Alles, was den Menschen ungeachtet ihrer Zugehörigkeit zu ihrem Volksorganismus, also ausserhalb der Grenzen, gemeinsam ist, alles, was politische Gemeinsamkeit konstituieren könnte, wird als blosser „Schall“, als „Wort“ lächerlich gemacht. Dazu gehören in erster Linie die Ideen der Humanität, der Kultur, des Katholizismus, der Menschheit, aber auch der Technik und der Unendlichkeit. Solcher Nominalismus ist nur die logische Form des Anti-Internationalismus. Sein Bemühen, jedem Allgemeinen Realität abzusprechen, ist bis ins sprachliche Detail hineinzuverfolgen.

Damit wäre „der Aufbruch eines neuen Menschenbildes“ „umrissen“. Solches Bild habe man nun „von oben nach unten“ zu betrachten, sofern man nicht dem „Sündenfall des Zergliederns“ verfallen wolle. Denn nur vom Führer aus werde das Spezifische des Menschen wirklich sichtbar ; er allein gebe diesem, was ihn vor dem Tiere auszeichne : Schicksal, Aufbruch, Offenbarung, und wie die von überall her zusammengerafften Kraftworte der Feierlichkeit alle heissen mögen. Christus geht mit dem Völkischen eine dunkle Vermischung ein, Gott wird der Erde gleichgesetzt, offenbart sich, bricht auf, entläßt sich in der geschichtlichen Bewegung. Letzteres freilich nicht stetig, sondern nur zuweilen ; sondern nur heute. Denn für K. ist nicht, was ist, sondern was gerade los ist, vernünftig. Kurz : Gott offenbart sich in der nationalsozialistischen Bewegung, und was das dritte Reich bringen wird, mag das sein, was die Offenbarung der Ur-Evangelien gemeint hatte. Jene „Engerlinge und Maulwürfe“ dagegen, die „stänkern, nörgeln und maulen“, haben Irdisches (nämlich das Testament!) zu ihrem Gotte gemacht, anstatt den im „Aufbruch“ direkt sich offenbarenden Gott zu erkennen : so sind sie Heiden geworden und der Sünde verfallen.

Auf dieser Grundlage erhebt sich nun im zweiten Band die Theorie der Praxis. Zunächst denunziert K. den Marxismus ganz und gar, um ihn

dann um so ausgiebiger auszurauben. Erst sieht er Marx den Kampf gegen den Idealismus ab ; dann rechnet er den Marxismus dem Idealismus selbst zu : Idealismus habe die Welt auf den Kopf gestellt (sic!) durch stete Anwendung der Vernunft. Die unradikale Spielart des Idealismus habe ein „Sollen“ erfunden ; die radikalere „zur vollkommenen Entfaltung im Raume des Ungehemmtseins“ aufgereizt. Das natürliche Subjekt der Freiheit, den Führer, hätten beide schnöde unterschlagen. Denn wer handle, sei in Wahrheit der Führer ; er, immer und grundsätzlich revolutionär, schaffe erst die Gesetze, die Massstäbe seien. Dieses Schaffen sei die höchste Form menschlicher Tätigkeit. An zweiter Stelle stünden die „Berufe“, deren Inhaber zwar nichts über den Volksorganismus im ganzen zu entscheiden hätten, aber immerhin neuen Einzelsituationen verantwortlich gegenüberstünden. Was K. sich bei dieser Gelegenheit noch einmal an Nominalismus leistet, übertrifft alles vorherige um ein vielfaches. Auf den ersten Blick, so argumentiert er nämlich, schiene Beruf etwas zu sein, was es überall gäbe, unabhängig und gleichartig in den einzelnen Volksorganismen : Arzt oder Lehrer erschienen dem naiven Blick als Urberufe. Dem sei durchaus nicht so. Ein Arzt oder Brückenbauer in Deutschland sei etwas total anderes als in Frankreich oder in Amerika. Fremde Technik sei fremd wie fremde Seele. Die Internationalität der Wissenschaft und Technik (die ja schliesslich keine nur ausgedachte ist, sondern besteht) empört ihn so sehr, dass er sich zu dem Glauben zwingt, jeder Schamane habe innerhalb seiner „Gliedschaft“ ebenso erfolgreich medizinisch praktiziert wie etwa ein heutiger Arzt in Deutschland. Hippokrates und Paracelsus seien durch die heutige Medizin durchaus nicht überholt. Und mit Genuss zitiert er die angeblich rechtmässige Weigerung des Hippokrates, Perser zu behandeln, die nicht nur Feinde des griechischen „Organismus“ gewesen seien, sondern sogar eine „andere Gesundheit“ gehabt hätten. — Die dritte Form der Praxis schliesslich sei kein Handeln, auch kein halbfreies Handeln wie das der Berufe, sondern sei „geregeltes Tun“ und heisse Arbeit. Diese gehöre den Arbeitern. Dass das Wort „geregelt“ im höchsten Grade schillert (zugleich Mechanisiertheit und völlige Unfreiheit der Arbeitsbedingungen meinen kann), ist für K. gewiss kein Nachteil.

Haering beginnt mit den (in der Tat schlechthin deutschen) Fragen : „Was ist Deutsch ? Was ist Deutsche Philosophie ?“ Deutschtum besteht nach ihm in etwas derart Spezifischem, dass schon die Griechen sich gezwungen sahen, dafür einen eigenen Terminus zu erfinden, nämlich in der Synthese. Im Unterschied zu (wörtlich) westlich-marxistisch-liberalem Geist bestehe das Deutsche in dem „wundersamen“ Phänomen der Überwindung der Monismen : in Real-Idealismus, in „Anerkennung von Weingärtnern und Professoren“ (wobei jeder bei seinem Leisten zu bleiben habe), in „besinnlichem Heroismus“, in „freier Hingabe“, in Nationalem Sozialismus. Was andere Völker partikular produzierten, stelle der Deutsche synthetisch dar. Das mache die unbestreitbare Superiorität seines Typus aus. Nur Griechentum und Christentum haben Analoges gekannt. In der Tat stehe deutscher Geist zum christlichen in einem Verhältnis „prästabilielter Verwandtschaft“. Freilich einer „prästabilierten“ ; ohne Import und bei Wahrung der Autarkie wäre es offenbar auch gegangen.

„Ehre“ heisst es bei Wundt, „ist keine besondere Tugend neben anderen, sondern sie drückt den Wert des Menschen... überhaupt aus.“ Werde sie abgeschnitten, so sei Kampf nötig. Im Kampf bewahre und bewähre sie sich. — W. behandelt die Ehre (implicite auch dort, wo er über nationale Ehre spricht) als Standesehre: je höher der Stand, desto höher habe sein Ehrgefühl zu sein, desto höher habe er geehrt zu werden. Freilich auch „unten“, bei Gaunern und bei Arbeitern, sofern diese bei ihrem „selbstgewählten“ Beruf ausharrten, gebe es so etwas wie Ehre: denn „Treue“ sei „stets das Mark der Ehre“. Dass dieser Spruch von düsterster Zweideutigkeit ist, so lange unausgemacht bleibt, wer wem die Treue zu halten hat, beweisen W.s nächste Ausführungen. Der Zusammenschluss der Arbeiter sei nämlich grundsätzlich, was die Ehre betreffe, irreführend gewesen: er sei stets — und das sei eben der Tod der Ehre gewesen — auf Materielles, auf Lohnverbesserung aus gewesen statt auf das Wesentliche. Was ist das Wesentliche nach W.s obiger Bestimmung? Kampf, sobald die Ehre abgeschnitten sei. Diese Definition hat W. plötzlich vergessen. Offenbar gilt sie nicht für jedes Subjekt der Ehre. Die Ehre der Arbeiter hätte in „Treue“ bestehen müssen. Freilich nicht in Treue zum „Wert des eigenen Lebens“, sondern in Treue zu dem Betrieb, in dem sie arbeiteten. Hielten die Arbeiter diese Treue, so dürften sie freilich zum Danke auch nicht zu Sklaven der Maschinen gemacht werden. Denn Sklaven hätten überhaupt keine Ehre. Technische Vorschläge zu solcher Entsklavung macht W. nicht.

Vierundzwanzig Seiten später sieht das Verhältnis von „Materiellem“ und Ehre bemerkenswert anders aus. Während nämlich das Materielle (als Ziel) „unten“ den echten Ehrbesitz unterbinde, sei es (als Faktum) „oben“ ein wahrer Segen. Es sei nämlich im Interesse der Ehre „ungemein wichtig“, dass es „durch eigenen Besitz unabhängige Menschen“ gebe; solche nämlich, die es nicht nötig hätten, durch materielle Interessen zur Ehrlosigkeit verführt zu werden; sie seien dann eben „selbständig“ in doppeltem Sinne. Ehre scheint also, wenn wir W. recht verstehen, etwas zu sein, was man sich leisten können muss, und die besitzende Schicht ist auch ihr Eigentümer.

Günther Stern (New York).

*Philosophy and History. Essays presented to Ernst Cassirer. Edited by Raymond Klibansky and H. J. Paton. Oxford University Press. London 1936. (XII u. 360 S.; 25 s.)*

Der Sammelband, Ernst Cassirer zum sechzigsten Geburtstag überreicht, gibt eine instruktive Übersicht gegenwärtiger geschichtsphilosophischer Tendenzen. Es wird eine Plattform der erstaunlichsten Breite erstellt; Autoren nicht bloss disparater historischer Lehrmeinungen, sondern auch real widersprechender politischer Haltung sind aufgenommen, als seien ihre Differenzen bloss solche der akademischen Diskussion. Ein Beitrag von Groethuysen steht vor einem des italienischen Staatsphilosophen Gentile; der Neoscholastiker Gilson findet Platz so gut wie die logische Positivistin Susan Stebbing; Essays, die gegen die Verdinglichung der Gegenstandsreiche Natur und Geschichte angehen, kontrastieren zu einer ausführlichen



Arbeit von Ortega y Gasset, in der eben diese Differenz zu ontologischem Range erhoben ist. Das Millennium der Gedankenfreiheit scheint angebrochen. Gemeinsam ist den Beiträgen einzig eine im weitesten Sinne — der Anthropologie und Phänomenologie einschliesst — idealistische Gesinnung und ein gewisser apologetischer Grundzug.

Zum einzelnen soviel: Der Aufsatz „The Historicity of things“ von S. Alexander kommt aus der Hegelschen Tradition des englischen Idealismus. Er stellt sich das Problem, wie Historizität die philosophische Wahrheit affiziere, und erreicht, echt hegelisch, einen Grenzpunkt des Idealismus mit der These, die Kategorien der Erkenntnis seien objektiv und nicht subjektiv auf Grund ihrer historischen Konstitution. Diese These wird in den Idealismus zurückgerufen durch ihre Deutung: die konstitutive Funktion, die gemeinhin der Subjektivität zugesprochen werde, komme der Zeit zu. Im weiteren wird versucht, die Kausalität durch Berufung auf unmittelbare Erfahrung vor den Angriffen der modernen Physik zu retten, überhaupt die tradierten Kategorien durch ihre „historische“ Fassung sicherzustellen. — Brunschvicg erörtert das Verhältnis von „History and Philosophy“ und verdammt unterschiedslos alle grossen geschichtsphilosophischen Entwürfe — ausdrücklich und nebeneinander Comte, Hegel, Spencer, Marx, Nietzsche und Sorel — als mythologisierende Vorläufer des totalitären Denkens. Die „mythologische“ Konzeption von Geschichte nach dem Modell von Natur sei überholt durch die moderne Anschauung der Natur als historisch. Die Intention des Beitrags ist antisystematisch; sie geht auf Schliessung des Bruchs von Geschichte und Naturwissenschaft. — Die Arbeit „Concerning Christian Philosophy. The distinctiveness of the philosophic order“ von Etienne Gilson zählt fraglos zu einer der wichtigsten des Bandes. Mit ausserordentlicher Bravour wird die These verfochten, es sei das Wesen der scholastischen Philosophie mit den modernen Wissenschaften vollvereinbar — vereinbarer als der Cartesianische Rationalismus. Die übliche Auffassung, der mittelalterliche Aristotelismus habe die Begriffe — die „Formen“ — verdinglicht, wird auf den Kopf gestellt: „It was not St. Thomas who thingified concepts, but Descartes; and he could not avoid it once he began to raise our concepts to the status of Ideas.“ Eine eindringliche Descartesanalyse datiert die idealistischen Antinomien auf diesen zurück. Bei der späteren Durchführung der Kritik im Bereich der praktischen Philosophie gewinnt Gilsons restaurative Tendenz die Oberhand; die Scheidung von Organisch und Anorganisch ist unreflektiert übernommen, und gegen den Idealismus wird, wie in Schellers katholischer Periode, der ordo als Heilmittel aufgerufen. — Groethuysen legt das alte ἡρώδης σάτυρον existentiell aus, mit dem dialektischen Motiv, dass die „Frage nach dem Menschen“ von der „Frage nach mir“ emanzipiert werden soll; wobei — wie für die Irrationalisten — die Reflexion sich als Selbstentfremdung des Menschen bestimmt, die durch Kunst und Religion korrigibel sei. „Anthropological Philosophy“ wird erläutert als Interpretation des „Gesprächs des Menschen mit sich selbst“ in Philosophie, Kunst und Wissenschaft. — Die Arbeit „The transcending of time in History“ von Gentile exponiert einen gewalttätigen Idealismus. Seinen totalitären Zug dankt dieser Idealismus Hegel; seinen subjektiv-„dynamistischen“ Fichte; beide sind einer hitzig-

paradoxalen Rhetorik dienstbar gemacht, die sich möglicherweise an Pirandello schulte. Die Wirklichkeit sei „Geist als freie Tätigkeit“ und damit Geschichte : der radikal-historische Charakter wird nicht bloss menschlichen Schöpfungen, sondern der Bedingung der Möglichkeit der Existenz von „Geist“ selber zugeschrieben : Geschichte wird zum Hegelschen „Absoluten“, frei von Reflexionsbestimmungen. Dabei erhält sich, dem Idealismus zum Trotz, eine merkwürdig naiv-realistische Zeitmetaphysik. Die ideologische Brauchbarkeit der Theorie liegt darin, dass historisches Wissen sich nicht auf „Fakten“, sondern absolute Aktualitäten beziehen soll ; dass die zeitliche Ordnung in ein Relationssystem zur Aktualität transformiert wird ; mit anderen Worten, dass der aktuelle politische Zweck, in sophistischer Überspannung des idealistischen Motivs, über die objektive historische Wahrheit objektiv entscheiden soll. Nichts könnte die barbarische Inhumanität dieser Geistesphilosophie drastischer enthüllen als ihre Geste wider die Erinnerung, das rettende Motiv der Geschichtsschreibung : „a world remembered, like the world of dreams, is nothing ; and remembering no better than to dream.“ Das historische Führerprinzip aber lautet : „The historian, in short, knows well enough that the life and meaning of past facts is not to be discovered in charters or inscriptions, or in any actual relics of the past ; their source is in his own personality.“ Man möchte ihr nicht ausgeliefert sein. — Theodor Litt diskutiert anregend das Diltheysche und südwestdeutsche Problem des Verhältnisses von Allgemeinbegriff und individuellem Sein als eines der Sprache des Historikers, die Eigennamen und allgemeine Bedeutungen benutzt, und betont richtig, dass das „Allgemeine“ schon im Rickertschen und Diltheyschen Individuellen enthalten sei (nämlich, so wäre zu interpretieren : als dessen gesellschaftliche Bedingung). Das Allgemeine wird aber als vorgegeben ontologisiert und schliesslich identitätsphilosophisch interpretiert. Fruchtbar ist ein Beitrag zur Urteilslehre. Im übrigen zeigt sich an der Littschen Arbeit, wie nahe sich heute Phänomenologie und Lebensphilosophie gekommen sind. — Wie Gentile vertritt der Aufsatz von Fritz Medicus „On Objectivity of Historical Knowledge“ einen intransigenten Idealismus ; jedoch mit politisch umgekehrtem Akzent und wirklicher Treue zum humanistischen Impuls : Garant historischer Objektivität ist ihm nicht die „Persönlichkeit“ des Historikers, sondern die „Idee der Humanität“. Gut kommt heraus die historische Bedingtheit der angeblich zeitlosen mathematischen Naturwissenschaften. — In einem kurzen Artikel führt Lévy-Bruhl Gründe für die antihistorische Haltung des Cartesianismus auf : den niedrigen Stand der historischen Wissenschaft zu Descartes' Zeit ; den Zusammenhang der Geschichtswissenschaft mit dem von Descartes bekämpften Autoritätsprinzip, nämlich der Funktion der Historiographie als Hilfswissenschaft zur Herstellung autoritärer Texte ; endlich den Cartesischen Wahrheitsbegriff selber, der intuitio und demonstratio als einzige Rechtsquellen gelten lässt. — Aus dem engeren Kreis der Bibliothek Warburg, die die Publikation unterstützt hat, kommen zwei gelehrte Untersuchungen zur Allegorik. In einem schönen Beitrag behandelt Erwin Panofsky Ursprung und Bedeutung der allegorischen Beschriftung *Et in Arcadia ego*, den Bedeutungswechsel der Idee des Arkadischen selber und endlich Poussin und Watteau als die

entscheidenden Maler des Arkadischen. Die Vorstellung von Arkadien als der bukolischen Urheimat schöner Liebe geht auf die Vergilischen Eklogen zurück, in denen der Schauplatz des Schäferglücks vom nahen Sizilien in die Ferne der — in Wahrheit unwirtlichen — hellenischen Landschaft verlegt wird. Die allegorische Brechung des arkadischen Glücks durch das Bild des Todes, die die späteren Darstellungen beherrscht, ist selber bereits vergilisch. Die eigentliche Entdeckung Panofskys ist zunächst philologischer Art: *Et in Arcadia ego* kann grammatisch nicht, wie bei Schiller, „Auch ich war in Arkadien geboren“ bedeuten, sondern einzig: „auch (= sogar) in Arkadien bin ich (scil. der Tod)“; damit ist der Spruch nicht dem Verstorbenen, sondern der Allegorie des Todes selber zugewiesen. Daran schliesst sich die subtilste ikonographische Deutung an. Es ist geschichtsphilosophisch relevant, dass die falsche Lesung des Textes genau mit dem Verfall der Allegorese koinzidiert. Der Verfall der Allegorese wird zum Kanon der geschichtsphilosophischen Interpretation der arkadischen Maler des Pousinschen „Platonismus“ und der trüglichen serenitas Watteaus. Dessen Auffassung enthält Analogien zu Mozart, die das genaueste Durchdenken verdienen. — Der Aufsatz von Edgar Wind richtet sich prinzipiell gegen die in Deutschland übliche Sonderung der historischen „Geisteswissenschaften“, indem er an konkreten Punkten, wie der Funktion der „Störung“, Übereinstimmungen der geistes- und naturwissenschaftlichen Methode dartut. Die Tendenz geht auf eine Art Ehrenrettung des Positivismus vor dem Forum der *literae humaniores*. — Aus dem Nachlass Gundolfs gibt es die Einleitung eines Buches über deutsche Historiographie. Diese wird der Literatur so gut wie der Wissenschaft zugerechnet. Im übrigen ist vom angeblich ewigen Kampf von Intuitionismus und Positivismus in der Geschichtsschreibung die Rede. — Der Aufsatz von Ortega y Gasset ist reaktionär gewandter Bergson; dessen Lebensbegriff ist aktivistisch versetzt. Es gibt viele geistreiche Formulierungen; in letzter Instanz dienen sie allesamt der Denunziation des Geistes. Zu ihrem Zweck wird der Kantisch-Hegelsche Unterschied von Verstand und Vernunft mobilisiert. Bemerkenswerterweise ist eine der Hauptkategorien der von Ortega am „naturwissenschaftlichen“ Geiste geübten Kritik die der Verdinglichung — deren Ursprung aber wird als „Glauben“ der rationalistischen Menschheit seit der Renaissance hypostasiert und nicht in seinen realen Bedingungen analysiert. Klar gesehen ist die Einheit von Idealismus und Verdinglichung. Zur Gentileschen These steht die Ortegasche komplementär. Wie für jenen ist für Ortega das ontologische Konstituens des Menschen Geschichte als sein „Leben“; während aber bei Gentile das Vergangene nur durch „Aktualität“ lebt, ist bei Ortega die historische Substanz des Menschen — das einzige, was ihm, nach der Mode der Desillusionsmetaphysiken, übrig geblieben sein soll — bloss das Vergangene, und es gibt keinen Fortschritt. Es wäre leicht zu zeigen, dass die scheinbar kontradiktorischen Thesen aufs tiefste zusammenhängen.

Sämtliche Beiträge sind englisch publiziert; manche, wie der Gentilesche, in vorzüglicher Übersetzung; andere in recht problematischer. Es wäre immerhin zu fragen, ob nicht durch die Treue zur eigenen Sprache Publikationen mehr helfen könnten als durch Anpassung an fremden Sprachgeist.



Es sei bloss an die Tatsache erinnert, dass die englische philosophische Sprache durchwegs darauf aus ist, Distanzen zu verkleinern, sich umgänglich zu machen; die deutsche vielmehr, Distanzen zu setzen und durch ihre Komplexion bereits die Konformität des Denkens anzugreifen. Man möchte wohl gern Beiträge wie den von Panofsky im Original gelesen haben.

Theodor Wiesengrund-Adorno (London).

**Gilson, Etienne und Philotheus Böhner**, *Die Geschichte der christlichen Philosophie. Lieferung I : Die Geschichte der patristischen Philosophie. Lieferung II : Die Geschichte der Frühscholastik. Ferdinand Schöningh. Paderborn 1936/37. (239 S., RM. 3.80 ; 126 S., RM. 2.40)*

Seit Albert Stöckls Werk ist keine brauchbare Geschichte der mittelalterlichen Philosophie mehr erschienen. Ob Gilsons und Böhners Buch geeignet ist, die Lücke auszufüllen, wird sich erst nach Abschluss des Unternehmens beurteilen lassen. In seiner Anlage ist es weniger eine Geschichte (der Probleme und Begriffe) als eine Aneinanderreihung monographischer Skizzen. Die erste Lieferung behandelt die alexandrinische Schule : Origenes, Gregor von Nazianz, Basilius, Gregor von Nyssa, Nemesius von Emesa, Dionysius Pseudoareopagita, Johannes Damascenus, Tertullian, Augustinus und Boethius. Die Darstellung ist oft primitiv-dogmatisch. Die am Schluss jedes Abschnitts gegebenen Auszüge aus Schriften der behandelten Philosophen (Originaltext und deutsche Übersetzung) sind viel zu kurz, um auch nur einen ersten Einblick vermitteln zu können. Dies gilt noch mehr von der zweiten Lieferung. Sie umfasst die Periode der Frühscholastik : im Zentrum der Darstellung stehen Johannes Scotus Eruigena, Anselm von Canterbury, Peter Abaelard und Hugo von St. Viktor. Besonderes Gewicht ist auf das Universalienproblem, die Dialektik und die Gottesbeweise gelegt. — Kurze biographische und bibliographische Angaben sind angefügt.

Herbert Marcuse (New York).

**Adams, H. P.**, *The Life and Writings of Giambattista Vico. George Allen & Unwin. London 1935. (236 pp. ; 8 s. 6 d.)*

Vico's works have attracted relatively little scholarship. In his own country he remained neglected until Croce, Donati, Gentile, Cotugno and others recently gave him critical notice ; in English there exist only an early monograph by Flint and a few scattered chapters in survey books. For this reason, Adams' book has long been needed, the more so because it reveals sufficient versatility to treat Vico's many-sided abilities and interests. The author's sympathy with Vico's views is great and though he oversteps rational limits when he gives support to Vico's pervasive psychologism, his exposition remains clear and precise.

Vico used his versatile talents (as poet, linguist, philologist, historian, jurist, and philosopher) in examining the growth of literatures, languages and institutions of all kinds. A. shows how the „Scienza Nuova“ formulated a method of historical research and applied it to the records of the past.

Vico's mode of analysis is treated as involving two aspects : psychogenetic and philological. That is, as A. states, he sought first to infer the mental make-up of a people from the nature of their institutions, then, to determine the extent of change in men's ideas in succeeding periods. The result Vico supposed to provide a vision of Providence guiding man's way from authority to reason, from religion to philosophy. Like Hegel, A. declares, Vico regarded history as the temporal expression of eternal ideas. A. sees the „Scienza Nuova“ as the first attempt to analyze the Zeitgeist. As a result of his philological investigations Vico constructed his cyclical theory of history. Rhetoric fell into three historic stages : (1) Homeric, (2) heroic (typified by Dante), (3) human. Each stage was marked by its characteristic word patterns and usages. These characteristics were found repeated in literatures of vastly different epochs. E. M. David (New York).

**Flechtheim, Ossip Kurt**, *Hegels Strafrechtstheorie*. Rudolf M. Rohrer. Brönn-Prag-Leipzig-Wien 1936. (117 S. ; RM. 4.—)

Flechtheim geht mit Recht davon aus, dass alle Betrachtung von Teilproblemen der Hegelschen Philosophie nicht ohne eine beständige Orientierung an den Grundkategorien des Hegelschen Gesamtsystems auskommen kann. Er gibt daher in Form einer knappen und klaren Einleitung zunächst einen Überblick über die Grundprobleme der Hegelschen Dialektik. Die Dialektikinterpretation F.s ist vorwiegend durch die Perspektiven des dialektischen Materialismus und sein Verhältnis zu Hegel beeinflusst. Die Zentralbegriffe der Hegelschen Dialektik werden daher nicht nur durch Darstellung immanenter Widersprüche erhellt, sondern es wird gleichzeitig, vor allem bei der Kategorie der „Aufhebung“, der Versuch unternommen, diese Widersprüche aus den gesellschaftlichen Antinomien zu erklären.

Die eigentliche Darstellung der Strafrechtstheorie Hegels begnügt sich erfreulicherweise nicht mit der Analyse der entsprechenden Kapitel der Rechtsphilosophie, sondern entwickelt die verschiedenen Äusserungen Hegels zu Strafrechtsproblemen, von den Jugendschriften über die Jenenser Realphilosophie und die Phänomenologie bis zur Rechtsphilosophie. Besonders interessant ist die Feststellung, dass Hegel der erste war, „der den Versuch gemacht hat, dem Menschen auch als Verbrecher eine rechtliche Charaktermaske anzulegen.“ — Im übrigen wundert man sich ein wenig darüber, dass F., bei seiner starken Betonung der gesellschaftlichen Bedingtheiten des Hegelschen Gesamtsystems, in der Einzelanalyse nicht tiefer in der Entschleierung der Hegelschen Strafrechtsthesen vordringt. Der so merkwürdige Versuch Hegels, das Verbrechen letztlich als Vertragsverletzung zu verstehen, die Anklänge an Rousseaus *volonté générale*, überhaupt an demokratische Gedankengänge (Schwurgerichte !) hätten in ihrer gesellschaftlichen Bedeutung noch klarer herausgearbeitet werden können. — Es wäre übrigens gut, wenn F. die Entwicklung der Hegelschen Strafrechtslehren in dem Streit der Hegelnachfolge und ihrem Einfluss auf die Strafrechtspraxis weiterverfolgte.

Hans Mayer (Genf).

## Allgemeine Soziologie.

**Adler, Max,** *Das Rätsel der Gesellschaft. Zur erkenntnistheoretischen Grundlegung der Sozialwissenschaft.* Saturn-Verlag. Wien 1936. (318 S.; Schw. Fr. 9.50)

**Frodl, Ferdinand,** *Gesellschaftslehre.* Thomas-Verlag Jakob Hegner. Wien 1936. (450 S.; RM. 20.—)

Völlig verschiedenartige weltanschauliche Standorte und Ausgangspunkte — Versuch einer Synthese aus Kant und Marx bei dem Sozialisten Adler, offizielle katholische Soziallehre bei dem Jesuitenpater Frodl — hindern doch nicht ein überraschendes Zusammentreffen der beiden Autoren in dem für sie entscheidenden Punkt ihrer Beweisführung. Beide sind um die theoretische Grundlegung einer allgemeinen Gesellschaftslehre, um Aussagen, die für jede wirkliche und mögliche Gesellschaft massgebend sein sollen, bemüht, — und beide landen mit Notwendigkeit dabei, den Einzelmenschen, das aller historischen Zutat beraubte Individuum, als ein wesentlich soziales Wesen zu konstruieren, das in seiner „Naturanlage“ bereits die Gesellschaftlichkeit in sich enthalten soll.

Adler fügt seinen bekannten Thesen kaum eine neue hinzu : um Ausbau und Verteidigung gegen kritische Einwände vor allem war es ihm in diesem seinem letzten Buch zu tun gewesen. Wieder soll „die klassische deutsche Philosophie“ (und das ist für A. ausschliesslich Kant, denn die Gedankenwelt Hegels ist ihm verschlossen) „als soziale Philosophie“ erkannt werden, als „die echte Philosophie unserer um einen widerspruchslosen Kultursinn kämpfenden Zeit.“ Eine „Kritik der Sozialerfahrung“ soll geleistet werden, für welche in der Erkenntnistheorie Kants bereits alle Elemente gegeben seien ; es gelte also, „die Kantsche transzendente Methode ausdrücklich auch auf die soziale Erfahrung anzuwenden.“ In der Struktur des menschlichen Denkens sei eine Gesetzmäßigkeit zu finden, die nicht nur Natur, wie man bisher geglaubt habe, sondern auch Gesellschaft konstituiere. So könne sich „eine soziale Erfahrung ebenso in apriorischer Eigenart aufweisen lassen wie eine naturale Erfahrung.“ Das übersehen zu haben, sei der Hauptmangel des Systems von Marx und Engels. — Die Struktur dieses „Sozialapriori“ wird eingehend in immer gleichen Wendungen zu entwickeln versucht. Die „Pluralbezogenheit des Ich“, heisst es, lasse die „geistige Verbundenheit der Individuen“ notwendig als „Sozialverbundenheit“ erscheinen, und das Cogito des Descartes könne aus der Selbstgewissheit des Denkens die Folgerung ziehen : „also gibt es ein geistiges Reich von Denksubjekten.“ — Das alles hat schon längst dem Einwand begegnen müssen, die transzendente Methode mit ihrer Richtung auf apriorische Erkenntnis habe sich schon durch ihren Ansatzpunkt aller Aussicht begeben, die gesellschaftliche Wirklichkeit zu begreifen, da diese eben nie im Feld des a priori liegt, sondern ihrer Gegebenheit als eines bestimmten geschichtlichen Zusammenhangs nach von der transzendentalen Philosophie aus gesehen eine pure Faktizität ist.

Was A. „Pluralbezogenheit des Ich“ genannt hatte, ist bei Frodl



zum „Geselligsein der Menschnatur“ geworden; wo der Kantianer die transzendente Methode hatte spielen lassen, da arbeitet der katholische Dogmatiker mit Biologie und Ethnologie, um das ursprüngliche Geselligsein des Menschen zu belegen. Kosmische Einflüsse, humorale Konstitution und Geschlechtstotemismus werden neben vielem anderen herangebracht, um einen naturgegebenen Pluralismus zu begründen. Ein umfangreiches Material ist aufgeboten, in dem Psychologie und Physiologie der Geschlechter nicht den geringsten Raum einnehmen. Ethnologische Exkurse hindern nicht, dass methodisch die Menschennatur als geschichtlich unwandelbar genommen wird, — was sich hier, wo eine „soziologische Grundlegung einer Moralthologie“ gegeben werden soll, schon aus dogmatischen Gründen versteht. Dass die Krönung dieser Deduktion einer Lehre von der Volksgemeinschaft ständischer Prägung ist, kommt nicht überraschend. Die historischen Darstellungen über die Geschichte der katholischen Soziallehre sind schwach und wenig fundiert; hier hatte ein Autor verwandter Haltung, Heinrich Rommen, vor kurzem eine wesentlich gründlichere und klarere Übersicht zu geben vermocht. Hans Mayer (Genf).

*Annales Sociologiques. Série A : Sociologie générale ; fasc. 2. Série C : Sociologie juridique et morale ; fasc. 2. Série D : Sociologie économique ; fasc. 2. Série E : Morphologie sociale, Langage, Technologie, Esthétique ; fasc. 2. Librairie Félix Alcan. Paris 1936-37. (168 p., fr. fr. 35.— ; 166 p., fr. fr. 40.— ; 156 p., fr. fr. 40.— ; 169 p., fr. fr. 40.—)*

Cette publication est assez connue pour que nous nous bornions à quelques indications. Parmi les mémoires, notons d'abord deux programmes d'enquêtes : l'un de M. Montagne sur l'évolution des pays arabes, l'autre de M. Le Bras sur les transformations religieuses des campagnes françaises. Cette dernière enquête doit atteindre ce qui échappe le plus souvent aux historiens, les coutumes du peuple en matière religieuse, les causes par suite desquelles dans certaines régions de la France les pratiques religieuses se sont maintenues alors qu'elles disparaissaient dans d'autres régions.

Un deuxième groupe de mémoires est constitué par des études plus ou moins ethnographiques, celle de M. Mestre qui montre à l'origine des monnaies chinoises des croyances étrangères à l'économie d'échange (système de prix constants, spécialisation des diverses monnaies en vue d'échanges déterminés de qualité différente), celle de M. Noailles qui retrouve dans les motifs du divorce de l'ancien droit romain la survivance de tabous, celle de M. Maunier qui analyse les groupes d'intérêts en Afrique du Nord, encore soumis à la coutume et à la loi religieuses, souvent formes intermédiaires, masquées, de l'évolution du statut au contrat.

Nous réunirons enfin le mémoire de M. Bouglé sur la méthodologie de Simiand et les fragments du dernier cours fait au Collège de France par celui-ci dont la doctrine continue à dominer la pensée économique en France. Ce dernier cours a été consacré aux crises cycliques intra-décennales. Sans en donner une explication complète, S. mettait en lumière l'importance de la psychologie collective des différents groupes, il montrait moins

la cause unique des crises que la fatalité de déséquilibres, qui seraient liés à l'essence du régime et qui exigeraient des réajustements violents.

La partie de comptes rendus et bibliographies est comme d'habitude très riche. Nous y renvoyons le lecteur en lui signalant parmi les études critiques les plus intéressantes celle de M. Halbwachs sur Pigou (D, p. 62-70 et 117-124), et sur Schumpeter (p. 126-135), de Simiand sur les relations entre cycles économiques et faits sociaux (p. 91-100), de M. Vignaux sur l'institution (C, p. 62-67), de M. Sion sur la notion de civilisations agraires (E, p. 71-79).

R. Aron (Paris).

*The Social Sciences : Their Relations in Theory and Teaching. Le Play House Press. London 1936. (222 pp. ; 5 s.)*

The papers in this volume were delivered at a conference held in 1935 under the joint auspices of the Institute of Sociology and the British Committee of the International Student Service. They are chiefly concerned with whether the social sciences can qualify as sciences and if so in what manner; how the social sciences differ from the physical sciences; and how the present disciplines in the social sciences can collaborate.

Barker's introductory remarks are to the effect that British universities are being impelled, sometimes against their wish, toward the study of the social sciences, and the papers that follow document many reasons for their hesitance. Hobson argues that the surrender of the study of ends and values by the social scientists, in a desperate effort to attain scientific exactitude, would lead to intellectual barrenness, that processes cannot be studied effectively without studying ends. Postan complains, in his discussion of history and the social sciences, that Ranke's appeal for the suspension of generalizations until more was known about facts, has come to symbolize the repudiation by the historian of all theoretical interests to the detriment of historical studies. He skillfully illustrates the fact that by refusing to teach new social generalizations, historians merely succeed in repeating old ones. The encouragement of border line studies is asked for by Clark who speaks out against a rigid classification of the sciences. Laski urges the political theorist to test his views against the historical background with a healthy scepticism of absolutes, and reminds his audience that freedom and democracy must be interpreted not as eternal concepts, but as ideas functioning in a world shaped by relations of production. Hicks acknowledges the need felt by economists for the work of other social scientists but almost in the manner of a concession, while Florence gives pertinent strictures on the inadequacies of social psychology from the vantage point of an economist.

Mannheim, Ginsberg and Carr-Saunders close the volume with essays on the place of sociology. It is Mannheim's contention that cooperation between the social sciences and their coordination can be attained only through a sociology whose *raison d'être* would be the construction of a consistent general theory of society. Ginsberg, after discussing the approaches of Hobhouse and Durkheim, stresses the importance of compa-

rative sociology, while Carr-Saunders deals informally with some of the dilemmas of sociology as it is now constituted.

The impression conveyed by these addresses, as well as by Marshall's able description of the chaotic status of the teaching of the social sciences in British universities, is that the social sciences and especially sociology are very much on the defensive in Great Britain, and that there is even less collaboration between the social sciences there than in the United States.

Bernhard J. Stern (New York).

**Znaniecki, Florian**, *Social Actions*. Farrar & Rinehart. New York 1936. (XXII u. 746 S.; \$ 4.50)

Sehr zu ihrem Schaden hat sich die Soziologie, in der Auffassung Znanieckis, gegen die den anderen Wissenschaften so nützliche Spezialisierung gewandt. Sie versuchte, durch die Einbeziehung fast aller natürlichen und kulturellen Lebensprobleme zur allgemeinen Wissenschaft der Gesellschaft zu werden. Erst seit ungefähr dreissig Jahren machen sich von Z. unterstützte Tendenzen zur Konzentration auf die spezifischen Probleme der Soziologie bemerkbar. Die Abgrenzung der Soziologie von anderen Disziplinen, wie den ökonomischen, religiösen, ästhetischen usw., sei unerlässlich, da erst sie eine dynamische Einheit in der Forschung und Systematisierung zuliesse. In derselben Art, wie der Zoologe oder Botaniker an seine Aufgabe herantritt, will Z. in seinem Buche die Formen gesellschaftlicher Handlungen, wie sie von Historikern, Ethnographen und Soziologen entdeckt wurden, darstellen, analysieren und nach logischen und genetischen Gesichtspunkten klassifizieren. Hält er, soweit die genetische Entwicklung der Bewegungsformen in Frage kommt, die historisch-soziologische Betrachtung auch für vorteilhaft, so glaubt er, im vorliegenden Bande darauf verzichten zu können, da er hier dem allgemeinen soziologischen Moment seine Aufmerksamkeit widmet.

Die Entwicklung der sozialen Aktionen sieht Z. als die progressive Differenzierung kultureller Formen, die für bestimmte Arten sozialer Aktionen charakteristisch waren. Bei Betrachtung der gesellschaftlichen Bewegungen unterscheidet er zwischen Formen (patterns) und Typen. Der Typ kann als „logische“ Form, die Form als „ontologischer“ Typ aufgefasst werden. Das hauptsächlichste heuristische Prinzip seiner soziogenetischen Methode, sagt Z., besteht in der Parallelität der genetischen und der systematischen Ordnung der verschiedenen Klassen sozialer Aktionen. Die Brauchbarkeit dieses Prinzips nachzuweisen, dienen dann seine weiteren Ausführungen. Er analysiert und vergleicht verschiedene heute existierende Typen und Formen sozialer Aktionen. Z. beginnt mit der Frage, ob man schon in der Tierwelt von sozialen Aktionen sprechen kann, und verneint sie. Seine Materialien über den aktiven menschlichen Verkehr in seinen verschiedenen Formen führen zu der Erkenntnis, dass aus sozialen Kontakten soziale Interessen entwachsen und dass die Objekte dieser Interessen als durch Aktivitäten und Attitüden charakterisierte gesellschaftliche Werte erscheinen, die mit den Kontakten zusammenhängen. Soziale Interessen führen zu sozialen Aktionen. Der Illustration der verschiedenen sozialen Aktionen,



ihrer Komposition und Struktur nach, dient dann der grösste Teil des Z.schen Buches. Dem Buch ist eine sehr ausführliche, mit erklärenden Bemerkungen versehene Bibliographie beigegeben.

Paul Meusel (Basel).

**Oppenheimer, Franz**, *System der Soziologie. Vierter historischer Band : Abriss einer Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Europas von der Völkerwanderung bis zur Gegenwart. Dritte Abteilung : Stadt und Bürgerschaft : Die Neuzeit.* Gustav Fischer. Jena 1935. (XVI u. S. 813-1322 ; RM. 24.—, geb. RM. 25.50)

Im Vorwort kündigt Oppenheimer sein Buch als ein Werk an, das zum ersten Mal seit Auguste Comte die ungeheure Aufgabe einer europäischen Geschichte — „auf Grund verbesserter Methode und ausgestattet mit einem unendlich reicheren Material“ — neu unternommen habe. Die historischen Ausführungen begleitet O. mit langen Darlegungen seiner Theorien über die Rolle des Staates und des Grundeigentums. Am Schluss seines Vorworts erklärt O. : „Die ‚Weltgeschichte‘ ist nichts anderes als der Ablauf einer ‚Störung‘ des natürlichen Gleichgewichts... der menschlichen Gesellschaft. Ein Fremdkörper ist von aussen her eingedrungen : der grosse Supraorganismus sucht, ihn zu neutralisieren oder auszustossen... Die Staatengeschichte ist der Verlauf einer Krankheit und ihrer Heilung.“

In dem vorliegenden Band schildert O. die Entwicklung der Stadt und des Kapitalismus. In der O.schen Theorie ist bekanntlich die Bodensperre die einzige und ausschliessliche Ursache aller Ausbeutung und also auch des Kapitalismus. Seiner Ansicht nach hat es in Deutschland vom 10. bis zum 14. Jahrhundert keine Bodensperre gegeben, erst im 14. Jahrhundert sei sie wieder erstanden, und mit ihr der Kapitalismus. Das Mittelalter erscheint bei O. als ein Zeitalter, in dem die Bauern frei und wohlhabend waren und das Grundeigentum der Feudalherren praktisch keine Rolle mehr spielte. O. versucht zu beweisen, dass die Zinsen und die Steuern, die die Bauern zu leisten hatten, in der Periode, in der es nach ihm keine Bodensperre gab, verhältnismässig niedrig gewesen seien. In seinem vor kurzem erschienenen zweiten Band der „Deutschen Geschichte“ spricht freilich Johannes Bühler von der „ungeheuerlichen Belastung des Bauern“ im Mittelalter, die daher gekommen sei, „dass Landesfürstentum, Adel und Geistlichkeit ganz überwiegend von der Arbeit des Bauern lebten, und zwar z.T. sehr gut lebten, und dass die geistlichen und die weltlichen Grossgrundbesitzer die Landessteuern auf ihn abwälzten“ (S. 230). Die O.sche Theorie, nach der die Bauern frei sind und die herrschenden Klassen, Fürsten, Ritter und Geistlichkeit nicht auf Kosten der Bauern bei einer geringen Produktivität der Landwirtschaft leben — diese Theorie trägt romantische Züge.

Paul Siegrist (Basel).

**Nizan, Paul**, *Les matérialistes de l'antiquité.* E. S. I. Paris 1936. (172 p. ; fr. fr. 12.—)

**Luppol, I. K., Diderot. E. S. I. Paris 1936. (404 p. ; fr. fr. 18.—)**

**Friedmann, G.**, *La crise du progrès*. N. R. F. Paris 1936. (284 p.; fr. fr. 15.—)

Ces trois livres appliquent aux „superstructures“ de trois époques très différentes la méthode du matérialisme dialectique ; ils cherchent donc l'explication des thèmes idéologiques et des doctrines — de la conscience — dans les rapports pratiques entre les hommes, dans la structure sociale et les forces économiques.

Dans l'introduction qui précède une série de textes excellemment choisis et traduits, Nizan a plutôt suggéré qu'énoncé dans toute leur rigueur les thèses marxistes. Il fait comprendre ainsi la continuité entre les travaux de matérialistes modernes et ceux des savants les plus lucides. N. résume avec une parfaite clarté le drame de la décadence grecque et montre comment devait se poser aux héritiers des philosophes de la grande époque le problème du „salut“ individuel, — d'une „médecine“ pour l'homme angoissé, le problème de la nature et de l'être étant subordonné au problème éthique. Dans ces conditions Épicure donna la première ébauche d'un humanisme matérialiste.

Comment la dissolution du monde grec a-t-elle pris la forme d'un individualisme qui abandonnait l'idéal du citoyen sans renoncer aux créations de la cité antique (la culture, la sagesse, la science), qui s'engageait même dans une profonde réflexion sur les conditions du bonheur et qui était en ce sens un progrès ? Comment et pourquoi l'épicurisme s'est-il différencié des autres produits du déclin du monde antique, le stoïcisme, le christianisme ? La corrélation posée par Hegel (*Geschichte der Phil.*, I, 367-374) entre l'individualisme et l'atomisme des Épicuriens est-elle justifiée ? Ces questions restent posées après l'étude — brève, il est vrai, et qui ne prétend pas être exhaustive — de Paul Nizan.

Le „Diderot“ de Luppöl est au contraire un livre aux contours nets et parfois même tranchants. Il est conçu d'après le plan „classique“ des études marxistes : une analyse des rapports de classe en France au XVIII<sup>e</sup> siècle — une présentation de Diderot comme „leader“ idéologique de la bourgeoisie révolutionnaire — une sélection commentée des textes qui montrent chez lui la tendance vers un matérialisme ruineux à la fois pour le trône et l'autel.

Il faut féliciter l'auteur de sa connaissance des œuvres de Diderot et des éléments non conformistes de notre tradition idéologique. Son ouvrage n'est cependant pas sans défauts. Ici aussi manquent certains chaînons. La connexion entre le terme „bourgeoisie révolutionnaire“ d'une part et d'autre part les termes philosophiques : „empirisme, sensualisme, matérialisme, évolutionnisme..., etc.“ est acceptée comme une sorte d'évidence historico-politique. Elle apparaît un peu comme une „Voraussetzung“ de la méthode. Certains antécédents de Diderot (le relativisme de Montaigne, l'esprit critique cartésien, la physique de Newton) ne sont pas suffisamment analysés. Chose plus grave : l'auteur semble prendre des positions dogmatiques fort contestables. Il paraît admettre la sensibilité comme „propriété“ de toute matière. Or le matérialisme dialectique se dispense d'affirmations aussi compromettantes, parce qu'il admet des bonds, donc l'apparition de propriétés nouvelles dans le mouvement ascendant des formes de la nature. Il se

contente d'affirmer que l'être (c'est-à-dire la nature, la matière) précède la pensée et la conscience, sans s'engager à définir une fois pour toutes cet „être“. Ce manque de prudence entraîne Luppol dans certaines simplifications des problèmes scientifiques et méthodologiques actuels (cf. p. 239 et sq.) Enfin il voit en Diderot un philosophe „par excellence“ ; et il a certes raison de montrer chez lui une pensée plus profonde, plus cohérente que celle d'un polémiste ou d'un simple journaliste. On peut cependant penser que Diderot n'était pas un technicien préoccupé d'élaborer une doctrine — ce qui reste par excellence le caractère du philosophe — mais un essayiste. Ce mot n'a rien de péjoratif. L'Essai n'exclut pas la profondeur, et suppose la vivacité, la pénétration, l'absence de pédanterie. C'est un genre qui a donné à la pensée française une grande part de son influence. Les œuvres de Diderot ne sont-elles pas des essais dans la meilleure tradition, brillants et efficients, au niveau du bon sens le plus pénétrant, au croisement de toutes les influences et préoccupations de l'époque, matérialistes en effet, mais sans système et pour ainsi dire vitalement ? Même après la lecture du livre convaincu et parfois très neuf de Luppol, on peut encore le penser. — L'accent devait être mis sur la genèse sociale des thèmes matérialistes plus que sur la soumission des textes de Diderot à une systématisation forcée parce qu'elle ne s'est faite que très postérieurement. On aurait ainsi évité d'isoler les Essais idéologiques de Diderot de ses Essais romanesques, que Luppol néglige un peu. Avec une telle méthode, on pourrait aussi découvrir en Stendhal un philosophe „par excellence“...

L'ouvrage extrêmement documenté et précis de Friedmann examine dans tous les domaines l'inflexion ou même la brisure actuelle de la ligne ascendante du „progrès“. Dans ce livre la pensée marxiste s'assouplit et s'amplifie sans rien perdre de sa netteté. Elle emploie plusieurs méthodes — tour à tour l'histoire, l'économie, la technologie, l'analyse idéologique — en tendant avec un rythme dialectique vers l'examen total du problème. Toutes les questions ne sont cependant pas résolues. Exemple : au cours de cette crise générale du progrès, pourquoi les sciences physiques ont-elles fait de tels pas en avant que leur crise peut paraître de „croissance“ ?

Henri Lefebvre (Paris).

**Mesnard, Pierre**, *L'Essor de la Philosophie politique au XVI<sup>e</sup> siècle*. Boivin & Cie, Éditeurs. Paris 1936. (VIII et 711 p. ; fr. fr. 75.—)

**Benoist, Charles**, *Le Machiavélisme ; t. III : Après Machiavel*. Librairie Plon. Paris 1936. (II et 395 p. ; fr. fr. 18.—)

**Cherel, Albert**, *La Pensée de Machiavel en France. L'Artisan du Livre*. Paris 1935. (350 p. ; fr. fr. 30.—)

**Vignal, L. Gautier**, *Érasme (1466-1536)*. Payot. Paris 1936. (282 p. ; fr. fr. 20.—)

**Quoniam, Th.**, *Érasme (Temps et Visages)*. Desclée de Brouwer & Cie, Éditeurs. Paris 1935. (266 p. ; fr. fr. 15.—)

**Day, Hem**, *Érasme. Préface de Han Ryner*. Les Éditions Domat-Monchrestien. Paris 1936. (100 p. ; fr. fr. 7.50)

**Zweig, Stefan**, *Érasme. Grandeur et Décadence d'une Idée*. Traduit de



- l'allemand par Alzir Hella. Éditions Bernard Grasset. Paris 1935.*  
(239 p. ; fr. fr. 20.—)
- Maison, Albert, Érasme.** N. R. F. Paris 1933. (252 p. ; fr. fr. 15.—)
- Mann, Margaret, Érasme et les débuts de la Réforme française (1517-1536).** E. Droz. Paris 1934. (XIX et 227 p. ; fr. fr. 40.—)
- Allen, P. S., Erasmus. Lectures and Wayfaring Sketches.** Oxford University Press. Londres et New-York 1934. (XII et 216 p. ; 12 s. 6 d., \$ 5.—)

Entre les livres consacrés à la pensée politique du xvi<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage de M. Mesnard a certainement droit à la première place : c'est le plus gros volume et c'est le plus vaste sujet. D'abord Machiavel : réaliste de la politique italienne, théoricien de l'État, psychologue, voilà le portrait que M. M. nous en trace, fidèle à l'interprétation moderne qui nous paraît justement défendre Machiavel contre le reproche du machiavélisme. Ensuite Érasme, humaniste chrétien, idéaliste moralisant, éducateur pacifiste ; Thomas Morus, défenseur du progrès, critique du présent qui le premier voit toute l'importance des questions économiques pour l'évolution de l'État. Suivent Luther, dessiné dans son évolution vers l'adoration de l'autorité une, et les Anabaptistes. En face de ces mouvements, Calvin fonde une nouvelle construction. La théorie de l'autorité civile reconnue, mais contrôlée, se réalise à Genève. Or, autoritaire à l'intérieur du domaine conquis, le calvinisme devient libéral, voire révolutionnaire avec Bèze et Hotman, lorsqu'il se heurte à la résistance du catholicisme qui, de son côté, reprend volontiers les théories du calvinisme pour les tourner contre des rois tièdes, hérétiques ou schismatiques. Viennent ensuite les théories de Postel, partisan de la Monarchie universelle, de Vitoria, et surtout de Bodin (doctrine de l'État fondé sur l'exercice un de la souveraineté, théorie des formes de cet exercice et interprétation de l'histoire des constitutions). Les grandes synthèses enfin s'annoncent avec Mariana qui n'arrive pas encore à unir dans une conception organique État et Église, liberté et autorité ; elles s'achèvent avec les idées de communauté symbiotique intégrale, librement consentie, librement transformable, et de corporatisme chez Althusius, avec l'idée de félicité purement politique comme fin de l'État et la théorie de la souveraineté limitée par la constitution, le pouvoir indirect de l'Église, le *Jus gentium* de Suarez.

Ce compte rendu trop bref ne nous permet pas de discuter le contenu du livre de M. M., dont la valeur et l'utilité sont claires. C'est une belle vue d'ensemble des principales théories politiques du xvi<sup>e</sup> siècle — des théories politiques, et non pas de la philosophie politique. M. M. ne fait aucune distinction entre ces deux notions. Les théories politiques sont très intéressantes, mais plus parce qu'elles expriment que parce qu'elles affirment. M. M. essaie bien de les mettre à leur place dans l'histoire, mais il le fait de façon nettement insuffisante : trop souvent l'occasion du livre est pour lui la base historique de la théorie. Trop souvent, d'autre part, la situation historique d'un auteur lui tient lieu d'une explication. Les concepts d'État, de Souveraineté et de Communauté Internationale qu'utilise M. M. restent à l'intérieur du domaine juridique, ceux d'Idéalisme

et Réalisme sont extrêmement vagues. — Ce manque de plan philosophique et, si nous excluons le sens le plus vulgaire du terme, historique nous paraît d'autant plus regrettable que le livre pris dans ses parties isolées utilise fort bien les résultats des recherches modernes (surtout en France) et apporte quelquefois des résultats appréciables d'une étude consciencieuse des sources (cf. surtout le chapitre sur Bodin).

Le livre de M. Benoist fait connaître plus qu'il ne la comble une des lacunes du travail de M. Mesnard. C'est d'abord l'histoire de la renommée de Machiavel, tirée du grand ouvrage de Tommasini ; c'est ensuite l'essai de mettre en rapport les écoles politiques de Florence et de Venise avec l'auteur du „Prince“, essai basé sur le Nouveau Dictionnaire Historique de 1779, sur la thèse d'Alfred Mézières de 1853 et sur la nouvelle *Encyclopedia Italiana* (M. B. n'a étudié que les textes des auteurs en contact immédiat avec Machiavel). Guichardin est analysé, et l'on dirait d'assez près si l'on compare avec les chapitres sur Vettori, Contarini, Paruta, Saavedra Faxardo, Gracian et tant d'autres dont les plus importants ont eu l'honneur de voir citer les tables de matières de leurs livres. Le dernier chapitre répète ce que M. B. a déjà dit dans les premiers volumes de cette œuvre et bien des fois ailleurs : que le machiavélisme est la théorie positive de la politique, qu'il établit la séparation de la morale d'avec la politique, que c'est une vérité éternelle, puisque l'homme ne change pas.

M. Cherel aussi s'attache au problème du rôle de Machiavel dans la vie politique et philosophique française. Après un court résumé des théories du „Prince“ et des „Discorsi“, une brève caractéristique de la théorie politique du Moyen âge, un examen succinct du protestantisme, il étudie l'action du machiavélisme et les réactions qu'elle a provoquées. Tout ce qui est important en France et pour la France y apparaît, du xvi<sup>e</sup> siècle à nos jours. Une très grande partie du matériel de Tommasini est utilisée, d'autres textes de notre époque ont été ajoutés. Mais l'intention du livre de M. Ch. n'est pas tant un apport à la science historique qu'une prise de position et un jugement. La pensée française est foncièrement hostile à Machiavel. Nos grands rois, Saint-Louis, Henri IV, ont été la preuve vivante de la fausseté des vues pessimistes et anti-chrétiennes du Florentin. Aussi la Fronde a-t-elle eu raison contre Louis XIV, l'Église contre les Bayle qui enseignent l'incompatibilité de la vie chrétienne et de l'action politique. Gentillet, Fleury, Maultrot et tous nos jésuites ont été les représentants les plus authentiques de notre anti-machiavélisme.

Avec le livre de M. Gautier Vignal nous en venons aux livres sur Érasme. M. V. écrit la biographie objective type. Par une bonne utilisation des travaux modernes, l'auteur réussit à donner un portrait assez clair plutôt du personnage que de la personnalité d'Érasme. Les étapes de sa vie, ses migrations, ses travaux, ses amitiés, ses luttes sont enregistrés. C'est un livre très utile, riche en renseignements qu'on aime à avoir sous la main. Il est rare que l'auteur cite un nom sans y joindre des dates, qu'il parle d'un pays ou d'une année sans rappeler les principaux événements historiques. Aussi le travail écrit sans parti pris, donne-t-il une idée assez claire de la vie d'Érasme, encore que la valeur du livre tienne avant tout au matériel.

Le livre de M. Quoniam cherche à déterminer la position prise par

Érasme dans les luttes religieuses. Son résultat est qu'Érasme, représentant de l'esprit du pur christianisme évangélique dans une époque de luttes dogmatiques, adversaire à la fois des moines intéressés et du dogmatisme anti-intellectuel des schismatiques, fidèle aussi bien à l'idée d'une réforme de la papauté qu'à l'unité de l'Église, devait échouer, précisément parce que moralement il avait raison. C'est la biographie d'Érasme humaniste chrétien que M. Qu. retrace avec beaucoup d'amour. Il érige Érasme en idéal, et, ce faisant, il a parfaitement raison de son point de vue. Mais on pourrait se demander si une prise de position morale suffit dans une époque où il s'agit de décisions réelles.

Les livres de MM. Zweig et Maison relèvent de la critique littéraire plutôt que de la critique scientifique. Celui de M. Z., dans le style bien connu de cet auteur, est habilement fait ; il donne un portrait lyrique de penseur indépendant, de l'ami de belles-lettres, du défenseur de la paix, du père spirituel de tout l'idéalisme politique jusqu'à nos jours. Érasme est l'intellectuel qui se brise contre l'injuste réalité. M. M. qui n'en est pas encore à sa n<sup>ème</sup> biographie, n'a pas la même facilité de technique. Aussi son livre est-il plus instructif et plus solide. Son attitude est la même que celle de M. Zweig.

Se basant sur les livres de MM. Zweig, Quoniam, Huizinga, M. Day fait une profession de foi. Érasme incarne l'idéal de la pensée libre, de la dignité humaine, de l'amour de la vérité et de l'homme, contre l'arbitraire, la contrainte, le fanatisme.

Mlle Mann cherche à déterminer le rôle d'Érasme dans la Préréforme et Réforme en France. Travail très consciencieux, très riche, le livre apporte de nombreux résultats d'un grand intérêt. La religion d'Érasme se fonde presque exclusivement sur le Nouveau Testament ; de là aussi l'affinité avec Lefèvre d'Étaples et le cercle des réformateurs français. La communauté de leurs intérêts scientifiques renforce la liaison. Mais des divergences fondamentales surgissent bientôt : l'orgueil du savoir et l'horreur du dogme sont les défauts impardonnables d'Érasme — aux yeux de Lefèvre aussi bien que de Calvin. Une dispute de savants devient une opposition dogmatique, ou, plus exactement, comme le démontre très bien Mlle M., celle-ci est déjà à la base de la première discussion en 1517, huit ans avant que Luther ne fasse sa critique de l'esprit érasmien. Lefèvre suit son chemin vers la nouvelle foi, tandis qu'Érasme reste le logicien harmonique et optimiste. Calvin survient : les humanistes croient la protection de Dieu insuffisante pour la sauvegarde de son Église. C'est parce qu'il a été humaniste que Calvin est l'ennemi le plus formidable de l'humanisme. A l'idée de la dignité de l'homme s'oppose la religion exclusive de l'élection gratuite : Érasme est jugé.

Les conférences de M. Allen sur Érasme, son temps, ses amis, éditées par Mme Allen à l'aide des papiers du plus grand érasmien de notre temps apportent une série de vues et de faits de la plus grande importance. Ce n'est pas ici la place d'entrer dans le détail de cette publication. Contentons-nous de dire que ces parerga aideront tout travail érudit sur Érasme et son temps. Érasme et l'unité de l'Église, Érasme et ses secrétaires, Érasme et ses imprimeurs, le cercle de Plantin, les collèges des trois langues au



début du xvr<sup>e</sup> siècle — pour ne citer que ceux-là — autant de sujets intéressants pour la connaissance de l'époque et traités avec la maîtrise de l'éditeur de l'*Opus Epistolarum*. E. Weil (Paris).

**Norsa, Achille**, *Il principio della forza nel pensiero politico di Niccolò Machiavelli, seguito da un Contributo bibliografico*. Hoepli. Milano 1936. (XCV et 248 p.; L. 30.—)

L'essai que M. Norsa a placé comme préface à sa bibliographie de Machiavel a pour but de démontrer qu'un seul principe est à la base de la conception politique du secrétaire florentin, c'est-à-dire celui de la force. C'est une thèse assez logique, nous semble-t-il, qui a déjà été soutenue par plusieurs auteurs italiens et étrangers. M. N. nous paraît être très prudent dans ses conceptions scientifiques et quelque peu incertain entre les thèses qu'il examine, comme on peut aisément voir en lisant les pages consacrées à l'analyse des rapports entre morale et politique dans l'œuvre de Machiavel. Il est aussi vrai que nous croyons possible d'échapper à ces antinomies seulement si l'on a le courage d'affirmer que — pour Machiavel — il n'existe point d'antinomie, et que le plus haut principe de morale pour l'homme d'État est justement dans l'accomplissement jusqu'au bout de son devoir politique... M. Norsa a un peu moins de courage, mais il soulève aussi des problèmes intéressants, par exemple lorsqu'il tâche de rapprocher Kant et Machiavel sur le plan moral.

Là cependant où M. N. mérite toute la reconnaissance des spécialistes c'est pour son savant travail bibliographique; après dix ans de recherches il nous offre une bibliographie mondiale de Machiavel, depuis l'*Antimachiavel* de Frédéric II à nos jours, riche de plus de deux mille numéros, intelligemment partagée en sections et en chapitres. C'est une aide précieuse pour les recherches futures, et nous la signalons à nos lecteurs comme un travail parfait de méthode et de goût. Paolo Treves (Milano).

**Hobson, J. A.**, *Veblen*. Chapman & Hall. London 1936. (227 pp.; 6 s.)

Hobson expounds Veblen's theories with clarity and fairness. His personal criticisms might have been more systematic and more radical (this would have made the book more interesting than a mere summary can hope to be); and in dealing with Veblen's relations with Marxism a better understanding of Marx's viewpoint might have been shown. However, the book does perform the valuable task of providing the English reader with an excellent summary of Veblen's ideas as expounded in works other than the „Theory of the Leisure Class“, which alone is well-known in England.

H. points out that the essential contribution made by Veblen to the thought of his time is the application of economic determinism in a novel form to the conduct of men in America — the capitalist country par excellence. Veblen and Marx were both economic determinists in the sense that they stressed economic activities and conditions as the main factors in forming social institutions outside the directly economic sphere; although

neither would deny that the nature of man contains other tendencies and interests which in varying degrees exercise an independent influence on man's economic life. The 'novelty' of Veblen's point of view lies firstly in his stress on the motive of 'idle curiosity' as at least equally important as other specifically economic factors. Secondly, Veblen has a peculiar conception of that conflict of interests between producing and owning classes which constitutes the dynamics of society; he replaces the Marxian conflict between bourgeoisie and proletariat by one between financiers and industrialists, or technicians. The financiers' exclusive desire for profits leads them to attack the social structure at its most vital point by restricting any technical progress likely to reduce prices and thus profits. In their scheme of things there is no place for the concept of the utilisation of human labour for the satisfaction of human needs. The increased momentum of the process by which the ownership and control of big business and industry passes from the ordinary shareholder and employer to groups of financiers who are purely concerned with manipulation of pecuniary capital must lead ultimately to a social and economic crisis of intense severity. The financiers have come to dominate even the non-economic spheres of society with their pecuniary mentality. The rich express their superiority through 'conspicuous leisure' and 'conspicuous waste' — forms of ostentation deliberately futile and unproductive. The choice of economically unprofitable pursuits is determined by the necessity of expressing economic superiority rather than by the desire for pure enjoyment, and the whole political and educational machine is dominated by a worship of money manifesting itself in many subtle and obscure forms, admirably analysed, as H. shows, by Veblen.

Jean McDonald (London).

### Psychologie.

**Dumas, Georges**, *Nouveau traité de psychologie*. 5 volumes. Librairie Félix Alcan. Paris 1930-1936. — *T. I : Perrier, Rivet, Champy, Lapicque, Tournay, Wallon, Dumas, Lalande, Notions préliminaires ; introduction ; méthodologie*. 1930. (425 p. ; fr. fr. 100.—). — *T. II : Dumas et Piéron, Mayer, Bourdon, Dumas, Larguier des Bancelles, Meyerson, Les fondements de la vie mentale*. 1932. (612 p. ; fr. fr. 100.—). — *T. III : Ombredane, Dumas, Les associations sensitivo-motrices*. 1933. (462 p. ; fr. fr. 100.—). — *T. IV : Piéron, Delacroix, Revault d'Alonnes, Dumas, Blondel, Janet, Poyer, Claparède, Les fonctions et les lois générales*. 1934. (528 p. ; fr. 120.—). — *T. V : Bourdon, Delacroix, Les fonctions systématisées de la vie intellectuelle*. 1936. (408 p. ; fr. fr. 100.—)

Nous devons admirer le courage du P<sup>r</sup> Dumas. A peine avait-il achevé son *Traité de Psychologie* en deux gros volumes, qu'il comprit qu'en entreprenant une seconde fois cet immense travail, lui et ses collaborateurs seraient à même de le faire infiniment mieux. Le nouveau traité doit être cinq fois plus complet et comprendra dix volumes. La distinction du

Pr D., sa grande courtoisie, son impeccable probité scientifique et son savoir immense lui permirent de s'assurer la collaboration d'une pléiade de neurologues et de psychologues éminents qui font le plus grand honneur à la France contemporaine. Mais ce traité n'est pas un aperçu de la science française seulement, il expose aussi, et avec beaucoup d'objectivité, les doctrines venant de l'étranger. Un ouvrage aussi vaste ne peut être écrit par un seul homme. L'inconvénient d'un ouvrage collectif c'est que certaines lacunes subsistent alors que d'autres sujets sont parfois abordés deux ou trois fois. Ce second défaut devient presque une qualité dans une science telle que la psychologie. L'âme humaine est si complexe qu'on peut l'envisager à des points de vue bien divers et ces perspectives multiples, loin de toujours se contredire, éclairent l'objet sous des aspects différents. Pour résumer un ouvrage aussi riche de faits et d'idées, la tâche est malaisée et le lecteur me pardonnera de ne pas suivre ces volumes chapitre par chapitre. Je voudrais, tel un insecte, butiner de gauche et de droite, là où le suc me paraît particulièrement savoureux.

Avec une clarté remarquable M. Lapicque expose les transformations que la notion de chronaxie est venue apporter à la physiologie du système nerveux. Bien que cette découverte remonte déjà à l'année 1907, ce n'est que dans les années d'après-guerre qu'elle a vraiment révolutionné nos connaissances sur le fonctionnement nerveux. Elle ouvre des perspectives nouvelles et permet d'émettre une foule d'hypothèses qui éclairent certains mécanismes psychologiques.

Les chapitres d'introduction à la psychologie de MM. Dumas et Lalande nous donnent l'un un aperçu historique de la psychologie française au XIX<sup>e</sup> siècle, l'autre un aperçu de la psychologie contemporaine. On doit regretter que M. D. qui, dans les volumes suivants, reprendra de façon si intéressante la psychologie des besoins, n'ait pas consacré dans son étude d'ensemble une place spéciale à la psychologie physiologique des aliénistes français de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Leur œuvre échappe aux grands courants du comtisme, du rationalisme et de l'associationnisme, elle n'en est pas moins intéressante. Issue de ce XVIII<sup>e</sup> siècle qui sous l'impulsion de Descartes et de la Chambre étudiaient avec ferveur les passions humaines, cette psychologie accorde une large part aux sentiments. Il faut grouper ensemble Tissot, Georget, Ferrus, Voisin, Moreau de Tours, certaines pages de Leuret et voir dans l'ensemble de cette œuvre un des meilleurs efforts de la psychologie française du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces médecins ne se sont pas contentés de décrire des processus morbides, ils ont essayé de construire aussi une psychologie normale.

Un chapitre consacré à la psychologie et à la sociologie, où sont résumées les idées de Durckheim et Lévy-Bruhl intéressera spécialement les lecteurs de cette revue.

Tous les articles de la plume de Dumas dans le deuxième volume sont extrêmement intéressants, mais il y a des lacunes que l'on ne s'explique pas. Pourquoi D. consacre-t-il dix pages au choc émotionnel sans dire un mot des traumatismes infantiles, sans faire une allusion au refoulement, sans rappeler une fois le nom de Freud qui pourtant dans ce domaine a apporté une contribution qui n'est certes pas négligeable ? Nous savons que ce



n'est pas du parti pris puisque la doctrine psychanalytique doit être exposée dans d'autres volumes. Nous pensons que l'utilité d'un vaste traité tel que celui de D. a justement pour but de rapprocher des écoles qui parfois s'opposent dans leur période de formation. D. note justement après Wundt et d'autres qu'avec les émotions très violentes prend naissance une paralysie subite de nombreux groupes musculaires. Mais la paralysie ne se limite pas aux muscles, surtout chez l'enfant, elle s'accompagne d'une inhibition psychique très importante qu'on ne saurait négliger. Dans beaucoup de ses articles, on garde l'impression que D. reste trop exclusivement un psychologue physiologiste et qu'il n'a qu'un intérêt éloigné pour les réactions psychiques qu'il ne peut mesurer exactement par leurs concomitants physiques.

Par ailleurs, nous reconnaissons volontiers que le traité de D. n'a pas entièrement failli à sa tâche de synthèse. La tentative d'expliquer le choc émotionnel selon les théories chronaxiques de Lapicque ou selon les études physiologiques de Cannon sont du plus haut intérêt.

D. limite les émotions à la tristesse, la joie, la peur et la colère. Puis il passe en revue les différentes théories de l'émotion.

Dans le chapitre que l'éminent directeur du *Traité de Psychologie* consacre aux besoins, nous devons à nouveau signaler d'importantes lacunes qui s'expliquent encore par ce préjugé consistant à penser que seul ce qui est mesurable physiologiquement est vraiment digne de figurer dans un traité de psychologie. Les besoins physiologiques sont énumérés au complet, mais si l'on cite parmi les besoins de dépense, le besoin d'activité mentale ou parmi les besoins de stimulation le besoin d'émotions, aucune place n'est faite aux besoins sociaux. Il est vrai qu'un paragraphe est consacré à la socialisation des besoins, mais celui-ci est d'une pauvreté déplorable et l'on n'y trouve rien de ce que l'on cherche. On voudrait en effet voir décrits les conflits qui surgissent entre l'individu et le milieu, surtout entre l'enfant et son entourage à propos de cette socialisation puisqu'une grande partie de notre caractère se forme soit en obéissant, soit en résistant à ce milieu, mais aucun de ces problèmes n'est abordé.

Tout aussi indigent est le chapitre sur le besoin sexuel, pas un mot n'y est dit sur l'apparition des premières manifestations de ce besoin, sur l'intrication de cet instinct avec les autres, etc. La doctrine de Freud n'est même pas citée. Pour un traité de cette importance, on ne peut que déplorer d'aussi grandes lacunes.

Le chapitre que Larguier des Bancelles consacre aux instincts de l'homme manque de précision. Il intéressera l'historien, il décevra le psychologue moderne. L'auteur reprend la thèse de James que l'homme est de tous les êtres vivants le plus riche en instincts. Dans la liste de nos tendances que L. d. B. emprunte surtout à Garnier, Ribot, James et Thorndike, on rencontre les phénomènes les plus disparates.

Le troisième volume intéresse moins les sociologues, bien que l'expression des émotions soit un puissant moteur de suggestion. Le chapitre qu'Ombredane a rédigé sur le langage est consacré surtout au côté physiologique de ce problème.

Dans le quatrième volume, Piéron marque avec justesse que l'attention

est avant tout un phénomène affectif d'intérêt. On s'étonne qu'après avoir si bien précisé ce point, il ne parle pour ainsi dire pas des facteurs affectifs dans les problèmes de la mémoire et de l'oubli. Pas un mot sur l'amnésie de la petite enfance et l'on peut reprocher à P. comme à un grand nombre des collaborateurs de cet important traité de ne pas assez envisager les domaines qu'ils explorent du point de vue génétique. C'est lui qui peut le mieux nous permettre de comprendre la formation de nos sentiments, de notre intelligence ou de notre comportement.

Le chapitre des schématisations et de leur rôle dans la formation de l'intelligence est fort intéressant. — De même les pages que D. consacre à la symbolisation passionnelle sont parmi les meilleures qu'il ait écrites. „Lorsque, dit-il, des raisons sociales ou morales s'opposent à l'expression directe de l'amour, les symboles se présentent d'eux-mêmes sous la plume.“ Les chapitres consacrés à la symbolisation littéraire sont pleins de finesse. Mais là encore la question de genèse est évitée. D. ne nous parle pas du langage symbolique des enfants. S'il note avec justesse que le langage adulte comporte une large part de symbolisme, il ne cherche pas à différencier ce symbolisme consacré qu'on pourrait appeler social du symbolisme individuel. De même D. ne pose pas la question de savoir s'il y a un rapport entre l'activité symbolique onirique et celle de la veille. Il ne dit rien du symbolisme fonctionnel de Silberer, qui pourtant jette une lumière si nouvelle sur notre activité subconsciente.

Charles Blondel aborde le problème de l'activité automatique et de l'activité synthétique de la vie mentale. Il souligne avec raison que ces deux modes d'activité ont plus une valeur descriptive qu'explicative.

M. Janet a fait lui-même un résumé de sa psychologie. Il convenait qu'une doctrine aussi importante que la sienne puisse être exposée dans son ensemble, mais l'inconvénient de cette façon de procéder est de créer une série de psychologies alors qu'on attendrait justement d'un traité comme celui de D. un puissant effort de synthèse. Le mérite des travaux de J. est d'avoir insisté sur l'importance de l'action et du comportement. On sait que ce grand maître a établi une hiérarchie de nos actions suivant le degré de tension psychologique qu'elles réclament.

Les sociologues seront particulièrement intéressés par le chapitre que Poyer consacre à „la notion du travail et la psychologie collective“. Là encore nous devons déplorer l'absence totale de vues génétiques. P. parle de la discipline comme d'une nécessité pour toute collectivité. Bien entendu, mais ce n'est pas à l'âge adulte et avec la raison, qu'elle s'acquiert. Elle s'acquiert à des degrés très variés et avec des aspects fort différents, mais tous ces problèmes qui pourtant ont autant d'importance pour la psychologie individuelle que collective ne sont même pas énumérés.

Le livre se termine par un brillant exposé de Claparède sur la théorie du sommeil. Personnellement nous pensons qu'on pourrait étendre l'instinct du sommeil à un instinct plus général : l'instinct d'inhibition.

Le cinquième volume dû presque en entier à la plume de M. Delacroix se laisse difficilement résumer. On y trouvera une conception un peu métaphysique et intellectualiste de l'intelligence. L'auteur de ces chapitres essaie également de réfuter la théorie de l'esprit prélogique des primitifs,

mais ses arguments ne nous ont guère convaincu et nous croyons au contraire que la théorie de Lévy-Bruhl repose sur des observations minutieuses qui sont très importantes pour comprendre les différentes étapes de l'intelligence. D. cite l'ouvrage d'Essertier, mais ne nous semble pas attacher une valeur assez grande à la thèse centrale de ce livre à savoir que le développement de l'intelligence est fonction du développement de toute la personnalité. L'étude de l'intelligence pose un nombre considérable de questions et nous nous plaisons à reconnaître qu'un grand nombre d'entre elles sont étudiées minutieusement dans ce tome V du *Traité*.

Nous avons signalé à diverses reprises que dans ces cinq premiers volumes du *Traité* de Psychologie les phénomènes psychologiques étaient étudiés surtout chez l'adulte par la voie expérimentale ou la voie de l'induction. Il nous a semblé que l'on faisait, en général, par trop fi de la genèse de ces phénomènes et que si l'on faisait parfois allusion à l'inconscient, on en parlait en termes généraux sans utiliser toutes les données que la psychanalyse a mises en lumière sur cette partie de notre psychisme. — Nous ne voudrions pas laisser l'impression à cause de ces deux restrictions fondamentales que le *Traité* est une œuvre très incomplète. Chaque psychologue y trouvera une foule d'informations précieuses, des vues historiques sur la plupart des questions, beaucoup de points de vue originaux et à la fin de chaque chapitre une bibliographie qui n'est pas toujours complète, mais qui reste une orientation utile. Le P<sup>r</sup> Dumas et ses collaborateurs méritent notre profonde gratitude pour le grand labeur qu'ils ont fourni en nous donnant cette sorte d'encyclopédie psychologique.

R. de Saussure (Paris).

*Gefühl und Wille. Bericht über den 15. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Psychologie. Hrsg. v. Otto Klemm. Gustav Fischer. Jena 1937. (VI u. 290 S.; RM. 18.—)*

Wir ersehen aus dem vorliegenden Kongressbericht, dass die Gesellschaft inzwischen aus den Händen Krügers in diejenigen Jaenschs übergegangen ist. Krügers letzte Handlungen sind die Ernennung des Obersten von Voss zum Ehrenmitglied, die Preisung des Krieges als echten Charaktertestes, die Mitteilung, dass mehr als hundert Psychologen in den Heeresdienst eingegliedert wurden und sich fünfzehn psychologische Laboratorien unter der Leitung des Kriegsministeriums entwickelt haben.

Eignungsprüfung ist das Leitmotiv des gesamten Kongresses. Eine Reihe der Gelehrten stellt sich mit ihren Eignungsprüfungen (im alten technischen Sinne des Wortes) in den Staatsdienst. Deren wichtigste sind die Eignungsprüfungen für die Schiessausbildung. „Wie sich ... diese Methode zur Schiessausbildung verwenden lässt“, berichtet z. B. Wilhelm Wirth, früherer Mitarbeiter Wilhelm Wundts, „darüber konnten wir bereits an Kommilitonen unserer Leipziger Universität in den drei letzten Semestern einige Erfahrung sammeln, da der Direktor unseres Institutes für Leibesübungen, Herr Professor Dr. Altrock, auf eine Arbeitsgemeinschaft mit dem psychophysischen Seminar zur Abhaltung regelrechter Schiesskurse einging und uns im Dachgeschoss seines Institutes einen grossen hellen



Raum zur Verfügung stellte, durch dessen Fenster wir über die Dächer auf ein in 100 m Entfernung aufgestelltes Zielkreuz zielen konnten, wie Sie es hier in einer proportional zur Entfernung verkleinerten Form an der Wand der Aula als Ziel unserer Demonstrationsversuche sehen, wobei die Mitte der Zielpunkt ist.“ Und so geht es weiter.

Was die wissenschaftliche Tradition betrifft, so beginnt das Heft bereits auf dem Deckel mit einer Inkorrektheit : die Anzeige des Kongresses 1921 erweckt den Anschein, als seien bereits damals fast ausschliesslich militärpsychologische Vorträge gehalten worden ; die anderen sind nicht angezeigt. Diese Umdeutung der Geschichte nach rückwärts tritt immer wieder auf : so in der Jaenschschen Darstellung der eigenen Habilitierung „als kleinen Vorspiels der deutschen Freiheitsbewegung vor 23 Jahren“ (der deutsche Psychologe Jaensch gegen den jüdisch-philosophischen Auflösungstyp Hermann Cohen), so in dem Sammelreferat, in dem Sander eine Geschichte der Gestalttheorie ohne die Namen Wertheimer, Goldstein usw. mühsam entwickelt.

Es soll nicht verschwiegen werden, dass der Band einen klugen Beitrag enthält, der auch in früheren Bänden seinen Platz hätte haben können : Carl Zietz weist nach, dass Kinder bis zum 14. Lebensjahre fast alle physikalischen Phänomene (wie z. B. elektrische) nach dem Modell der Mechanik vorstellen und erklären : dass die nicht-mechanischen Phänomene nicht wirklich geistig assimiliert werden. Aber auch Zietz verschweigt die Arbeit von David Katz, ohne die die seine nicht denkbar wäre.

Dass an neuen Methoden und neuen Resultaten in diesem Jahre nichts von Belang geschaffen und gezeigt wurde, ist kein Zufall. Die Mischung von Psychotechnik und neudeutschen mythologischen Begriffen lässt eine psychologische Versuchsanordnung nicht aufkommen. Philosophen, die an psychologischen Problemen interessiert wären und die über das Thema etwas hätten aussagen können, waren so wenig zugegen wie auf den früheren Kongressen. So begannen die experimentellen Psychologen auf eigene Faust zu philosophieren : Gefühl ist nach Krüger „das grundhafte und wohlwüchsige aller wesentlichen Gliedstücke des Seelentums. Da urständet das eigentümlich menschliche Fühlen...“

Ein öffentlicher Abendvortrag („Die Psychologie und die Wandlung im Deutschen Idealismus“) hat den Höhepunkt des Kongresses dargestellt. In ihm greift Jaensch, damit scheinbar einer gewissen anderen ungenannten politisch-philosophischen Lehre folgend, den Idealismus in toto an : als eine Lehre, die im „Sein-Sollenden“ statt im „Seienden“ die Werte setze. Interessiert an der Beständigkeit und Werthaltigkeit des Bestehenden, betrachtet er jeden Idealismus als Brutofen einer möglichen Kritik („wie es eigentlich sein sollte“). Dass Jaensch unter „Idealismus“ eigentlich den „historischen Materialismus“ (mit seiner Idee einer bestimmten Gesellschaftsform) meint, entbehrt nicht der Komik. — Sehr verständlich ist es, dass er den Dualismus von Seiendem und Seinsollendem Cohen (mit dem ihn aus seiner ersten Marburger Zeit ein persönlicher Hass verbindet) statt Kant in die Schuhe schiebt. Der Kongress hatte gegen alle diese „Thesen“ nicht das Geringste einzuwenden. Günther Stern (New York).

**Brown, J. F.,** *Psychology and the Social Order.* McGraw-Hill Book Company. New York und London 1936. (529 S.; \$ 3.50, 21 s.)

Dieses in erster Linie als Textbuch zur Sozialpsychologie bestimmte Buch verdient theoretisch besonderes Interesse, weil Brown, ein Schüler von Kurt Lewin, versucht, die „Feld-Theorie“ auf das Gebiet der Soziologie und Sozial-Psychologie anzuwenden. Bemerkenswert ist auch eine vom Üblichen nach Umfang und Inhalt erfreulich abweichende Darstellung der Freudschen Theorie, wenngleich uns diese Darstellung auch an manchen Stellen das Gewicht der Freudschen Theorie im Verhältnis zur Feld-Theorie zu unterschätzen, an anderen Stellen die Freudsche Theorie aber wieder zu unkritisch zu behandeln scheint. Erich Fromm (New York).

**Malinowski, Bronislaw,** *The Foundations of Faith and Morals.* Oxford University Press. London and New York 1936. (62 pp.; 2 s. 6 d., \$ 0.85)

This is not a judicious, well considered contribution on its announced subject, but rather an overt, polemical apologetic in defense of religion. The author, brought up in his youth as a Roman Catholic, assumes the role of a former agnostic and rationalist, who has now reached the conclusion that scientists must unite with the believers of traditional religion against „the encroachment of political, economic, and pseudo-cultural doctrines of Fascist and Communist types upon the preserves of legitimate religion.“

These lectures are presented by Malinowski as his preliminary statement of the integrative function of Christianity in our culture. His arguments are an extension to Christianity of his now familiar thesis, first presented in a discussion of the intichiuma ceremonies of Australia and since elaborated repeatedly, that magic and religion are salutary. He generalizes from a few cultures that primitive magic „adds to the zest and beauty of work : it introduces rhythm, punctuality, discipline and order into the collective activities,“ ignoring in his discussion communities in which magic and counter-magic are searing agencies of social dissension and of personality disintegration. He argues likewise : „The twin belief of immortality and Providence grow out of the necessities of human life. They step in as all-powerful, beneficent cultural forces, integrating the individual mind and organizing social grouping.“ That these concepts are based on wish fulfillments, and are often comparable to the fear constructs of the neurotic in their functioning, is regarded as irrelevant. The crux of his entire approach is expressed in his attitude, „Conformity, whole-hearted submission to traditional biddings, is perhaps the most important moral force in any healthy society, primitive or civilized.“

Bernhard J. Stern (New York).

**Warden, Carl J.,** *The Emergence of Human Culture.* Macmillan. London und New York 1936. (189 S.; 8 s. 6 d., \$ 2.—)

Warden gibt in übersichtlicher und anschaulicher Weise einen Abriss der Entwicklung des Menschen und seiner Kultur von den tierischen Vorläufern

bis zur Gegenwart. Der theoretische Schwerpunkt liegt auf der Betonung des fundamentalen Unterschiedes zwischen dem tierischen und menschlichen Leben. Während die Entwicklung bis zum Auftauchen der Species homo sapiens in organischen und biologischen Veränderungen besteht, wird der Fortschritt der Menschheit von da an durch kulturelle und nicht durch biologische Faktoren bestimmt. „It is culture per se rather than the degree of complexity attained which distinguishes man from his ape cousins.“ Als wesentliche Kriterien der Kultur werden angesehen: Erfindungen, Mitteilung und soziale Gewöhnung. Im Gegensatz zum Tier ist die Tätigkeit des Menschen nicht auf die ererbten und fixierten instinktiven Aktionen beschränkt. Die Betonung des in der tierisch-menschlichen Evolution erfolgenden Umschlages von biologischer zu gesellschaftlicher Determinierung ist von Seiten eines Tierpsychologen ungewöhnlich und erfreulich.

Das letzte Kapitel scheint uns in einem gewissen Widerspruch zur Grundfassung des Verf. zu stehen. Er betont hier, dass der kulturelle Fortschritt mehr und mehr in Widerspruch mit den natürlichen Fähigkeiten und Anlagen des Menschen kommt, und nimmt an, dass es eine bestimmte Grenze der menschlichen Fähigkeit, Komplexe kultureller Systeme zu schaffen, gäbe, befürchtet sogar, dass durch den Schutz für geistig und körperlich Minderwertige die genetische Konstitution der Rasse allmählich beträchtlich herabgemindert wird. Als Hauptargument gegen den Krieg nennt er, dass er vom eugenischen Standpunkt aus durch die Vernichtung gerade der Tüchtigsten schwere Schäden für die Rasse bedeute. Trotz der Bedenken gegen diese empirisch nicht gestützten Gedankengänge halten wir das Buch für eine wichtige Bereicherung auch für die Sozialforschung und Psychologie.

Erich Fromm (New York).

**Young, Paul Thomas**, *Motivation of Behavior. The Fundamental Determinants of Human and Animal Activity.* John Wiley & Sons, New York. Chapman & Hall, London 1936. (XVIII u. 562 S.; \$ 4.—, 20 s.)

Das Hauptziel des Buches ist die Untersuchung der Determiniertheit und Motiviertheit des menschlichen und tierischen Verhaltens. In der Darstellung sind theoretische Erwägungen strikt der Wiedergabe von Laboratoriums-Experimenten untergeordnet worden. Der Verf. glaubt, dass die Zeit für endgültige theoretische Aussagen über die Prinzipien der Motivation noch nicht reif sei. Das Buch ist vor allem dadurch wertvoll, dass es in übersichtlicher Weise das experimentelle Material zum Motivationsproblem zusammenstellt. Von den theoretischen Gedankengängen erscheint uns besonders erwähnenswert seine Einteilung der Triebe in primäre und sekundäre, wobei er unter primären diejenigen versteht, bei denen eine psychologische Basis klar gezeigt werden kann, während er unter sekundären alle anderen zusammenfasst. Primäre Triebe sind Hunger, Durst, sexuelles Verhalten, Mütterlichkeit. Ein ernsthafter Mangel ist, dass der Versuch, die Dynamik der Motivation, speziell Mechanismen wie Verdrängung, Rationalisierung, Projektion darzustellen, nicht ganz geglückt ist. Sowohl



im Umfang als auch dem gedanklichen Gewicht nach haben die betreffenden Kapitel mehr einen beiläufigen Charakter als den zentralen, den sie in einem Buch über das Motivationsproblem verdienten. Die Haltung des Verf. zu den Funden der Psychoanalyse ist freundlich, an manchen Stellen würde man eher eine kritischere Auseinandersetzung wünschen. Angesichts der Bedeutung der Motivationspsychologie für die Sozialpsychologie betrifft dieses Buch auch die Arbeit der Sozialforschung.

Erich Fromm (New York).

**Murphy, Lois Barclay**, *Social Behavior and Child Personality. An Exploratory Study of Some Roots of Sympathy.* Columbia University Press. New York 1937. (344 S.; \$ 3.50)

Die Verf. berichtet über das soziale Verhalten bei 34 Kindern im Alter von 2 — 5 Jahren, die die Nursery School besuchen. Besonders aufschlussreich und bedeutsam in ihrer Untersuchung ist die Gruppierung und Vielfalt der Methoden, die sie gleichzeitig anwendet. Sie erhält ihre Daten von Beobachtungen beim Spiel in spontanen und experimentell kontrollierten Situationen, von Interviews mit Eltern und den die Kinder betreuenden Kindergärtnerinnen. Sie verarbeitet das gesamte Material zugleich analytisch, deskriptiv und statistisch.

Murphys besonders verfeinerte und beziehungsvolle Beobachtungstechnik bezieht sich darauf, wie die Kinder durchschnittlich auf bestimmte, sie erregende Situationen, wie das einzelne Kind, wie das Individuum in der Gruppe und wie eine Gruppe gegenüber einer andern Gruppe reagieren. Dabei konzentriert sich die Verf. hauptsächlich auf das Problem des Mitgefühls und analysiert nicht nur die Wirkungen der Situation auf bestimmte Kinder als Einzelwesen oder Gruppe, sondern auch die Situation selber.

Auf Grund dieser minutiösen Einzel-, Gruppen- und Situationsbeobachtungen gruppiert die Verf. spezifische Verhaltensarten der Kinder. Ihr scheinen dabei Altersunterschiede eine geringere Rolle zu spielen als der Zusammenhang mit der Gesellschaft, in der die Kinder leben und aufwachsen. Der gesellschaftliche Einfluss auf das Verhalten des Kindes zieht sich durch all ihre Beobachtungen wie ein roter Faden und kommt auch als mitbestimmender Faktor zum Ausdruck, wenn sie die Verhaltensweisen der Kinder klassifiziert.

Anna Hartoch (New York).

## Geschichte.

**Ricklinger, W. A.**, *Heinrich von Sybel und die Historische Zeitschrift.* (Münchener Dissertation.) Gebr. Tron. Durlach 1936. (88 S.)

**Melnecke, Fr.**, *Leopold von Ranke. Gedächtnisrede.* Akademie der Wissenschaften. Berlin 1936. (15 S.; RM. 1.—)

**Brackmann, A.**, *Der mittelalterliche Ursprung der Nationalstaaten.* Akademie der Wissenschaften. Berlin 1936. (17 S.; RM. 1.—)

**Cartellieri, A.**, *Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltge-*

*schichte* 1047-1095. R. Oldenbourg. München und Berlin 1936. (XLIII u. 291 S.; RM. 15.—, geb. RM. 16.50)

**Brinkmann, Carl**, *Weltpolitik und Weltwirtschaft der neuesten Zeit*. Junker & Dünhaupt. Berlin 1936. (116 S.; RM. 3.60)

Die hier aufgezählten Neuerscheinungen bewegen sich auf dem Boden der traditionellen „politischen“ deutschen Geschichtsschreibung, die der Soziologie skeptisch oder ablehnend gegenübersteht. Sie verdeutlichen zugleich die Hauptlinie der Entwicklung innerhalb dieser Gesamtauffassung. Die im deutschen Idealismus wurzelnde Staatsauffassung und Staaten-geschichte Rankes verengte sich unter dem Eindruck der Bismarckschen Politik zur preussischen Staatsverherrlichung und zur nationalistischen Geschichtsschreibung der Sybel und Treitschke, deren Fortsetzung und Steigerung die neudeutsche Geschichtsauffassung und Geschichtsschreibung darstellt.

Die Historische Zeitschrift, der die Dissertation von Ricklinger gewidmet ist, hat für diese Entwicklung der deutschen Geschichtswissenschaft massgebende Bedeutung gehabt. Im Verzeichnis ihrer prominenten Mitarbeiter, das R. anführt und das die bekanntesten Namen der offiziellen akademischen Geschichtsschreibung enthält, fehlt bezeichnenderweise der Name Rankes, dessen „kalte“ Objektivität von den preussisch orientierten Historikern, die ihre Wissenschaft in den Dienst der nationalen Aufgabe stellen wollten, bekrittelt wurde. Ihre Geschichtsschreibung, die den preussischen Staat, seine Herrscher und seine nationale Leistung glorifizierte, bezeichnet der Verf. als „schlackenlosen Nationalismus“, d. h. befreit von den Schlacken des liberalen Europäertums.

Im Gegensatz zu dieser Auffassung preist Meinecke Ranke als den Gipfel der deutschen Geschichtsschreibung. Er bekennt sich zu Rankes Meinung, dass die grossen politischen Schicksale der Völker und Staaten den eigentlichen Stoff der Geschichte bilden, und zu seiner Konzeption der europäischen Staatengemeinschaft. In Rankes Auffassung des Geschichtsverlaufs als eines grossen geistig-realen Gesamtprozesses sei der Gegensatz zwischen Kollektivismus und Individualismus in einer höheren Einheit überwunden. Er habe das Wort Treitschkes, dass Männer die Geschichte bestimmen, nicht unterschreiben können. Erst recht sei Rankes Staatsidee unvereinbar mit einer Auffassung, nach der es bloss auf brutale Macht ankomme. Und mit noch deutlicherer Spitze schreibt M.: „Wie würde er erst zürnen über so vieles, was schon seit Jahren bei uns einer kritisch erschlafenen Leserwelt als Scheinhistorie geboten wird.“

Brackmann stellt fest, dass die europäischen Nationalstaaten sich im Kampf gegen die Ansprüche der päpstlichen Theokratie gebildet haben. Ende des 11. und während des 12. Jahrhunderts sei eine weitgehende Säkularisation des Staates erfolgt, wobei den Normannen die Führung zugefallen sei. Feste Residenz, abhängiges Beamtentum, Söldnerheere, geordnete Finanzwirtschaft, Staatsmonopole, einheitliches Recht seien für die normannischen Staatsbildungen charakteristisch. Der damals entstandene Ständestaat hat sich im 15. Jahrhundert zum absoluten Machtstaat, im 18. zum bürgerlichen Nationalstaat gewandelt. Heute sieht B. eine

neue Wandlung des Staates, die von Deutschland ausgeht. Was er über Form und Inhalt dieses neuen Staates sagt, bleibt recht dunkel.

Cartellieri setzt seine früheren, die Zeit von 382 bis 1047 behandelnden Veröffentlichungen als politische Staaten- und Machtgeschichte fort. Diese Begrenzung der Geschichte auf das eng Politische ist besonders unergiebig angesichts der höchst unzuverlässigen Überlieferung der in Frage stehenden Zeit. Durch die verwirrende Fülle belangloser Dynastennamen und kleinlicher Raubfehden wird der Leser weniger unterrichtet als verwirrt. Seine personalistische Auffassung — er hat Treitschkes Wort, dass Männer den Lauf der Zeiten beherrschen, zum Motto gewählt — verleitet C. zu blosser Psychologisierung. So meint er zu der Frage, ob Otto von Bayern Heinrich IV. ermorden lassen wollte: „Immer wieder fragt man sich, ob ihm eine solche Mordtat zuzutrauen war oder nicht, und immer wieder muss man bekennen, dass wir zu wenig von ihm wissen, um eine bestimmte Antwort zu geben.“ Da kann man nur fragen, warum denn der Geschichtsforscher solche müssige Fragen „immer wieder“ stellt. Bezeichnend für die Überschätzung des subjektiven Faktors sind Äusserungen wie diese: „Hätte Heinrich III. länger gelebt, so wäre dem Papsttum nur ein beschränkter Spielraum geblieben, würde die Zeit Karls des Grossen wiedergekommen sein.“

Auf Grund seiner Auffassung, dass „die Völker unter ihren Führern wie auf einer riesigen Schaubühne auftreten, um zu verschwinden, wenn sie kraftlos geworden sind“, bringt C. es bei gelegentlichen geschichtsphilosophischen Betrachtungen oder auf der Suche nach geschichtlichen Parallelen zu geradezu komischen Banalitäten. So meint er gelegentlich der Heirat Robert Guiskards mit einer legitimen Prinzessin: „Man denkt an Napoleon I. und beachtet, wie wenig die Zeiten sich ändern.“ Als die sächsischen Fürsten von Heinrich IV. schlecht behandelt werden, denkt C. „an das Jahr 1789 und an die Anmassung, mit der in Versailles die Vertreter des 3. Standes behandelt wurden.“ Da die wirtschaftlichen und sozialen Grundlagen der Politik völlig unberücksichtigt bleiben, liefert das in seiner Materialfülle ermüdende Buch einen überzeugenden Beweis für die geringe Fruchtbarkeit der nurpolitischen Geschichtsschreibung.

Brinkmann sucht das Schlusskapitel seines neuerlegten Büchleins zu rechtfertigen, indem er betont, dass das, was man heute den „Primat der Politik über die Wirtschaft“ nenne, schon immer seine Ausgangsstellung gewesen sei. Er verherrlicht die zwischen Kapitalismus und Kommunismus „triumphierend mitten hindurch schreitende dritte Lösung“, die „positive Neugestaltung aus dem bedürfnisdeckenden Bodenbau und der sippen- oder familienhaften Arbeitsgemeinschaft.“ Im kanadischen Dry Farming sieht er eine Erneuerung der urzeitlichen Feldgraswirtschaft, in der australischen Agrarpolitik „Bauernsozialismus“, in Primo de Riveras Experimenten „systematische Nationalwirtschaft“. Und in etwas vager Formulierung zeichnet er ein Bild des politischen Zusammenschlusses der von einem „mit bäuerlicher Urkraft wachsenden Volkstum getragenen“ slavischen Länder Polen, Bulgarien und Jugoslawien mit Deutschland und Italien, in dem die „überalterten Komplexe der lettischen Randstaaten und Österreich-Böhmens“ augenscheinlich aufzugehen haben. Wieso sich eine solche



„internationale Raumordnung der Volks- und Bodenkräfte“ friedlich vollziehen soll, bleibt ebenso das Geheimnis B.s, wie weshalb er das „Götterdämmerung des Imperialismus“ nennt.

Das Buch ist ein Musterbeispiel schneller Anpassungsfähigkeit.

August Siemsen (Buenos Aires).

**Schulz, Fritz**, *Principles of Roman Law*. Translated by Marguerite Wolff. Oxford University Press. London and New York 1936. (XVI and 268 pp.; 12 s. 6 d., \$ 4.50)

With all its faults, this book (the English translation is also a revised edition of the German work which appeared in 1934) must be welcomed as the first attempt at a sociological treatise on Roman law. Instead of the traditional dogmatic analysis, Schulz tries to work out „the basic views of law and justice animating the Romans responsible for the law“: isolation, abstraction, simplicity, tradition, nation, liberty, authority, humanitas, fides and security. S. accepts every slogan of the Roman ruling class at face value, however, and therefore presents only a Ciceronian system of Roman law in modern dress, not a real sociological analysis. The book bristles with talk of dignity, friendship, good faith, will, the mission of Rome — in sum, *ius est ars boni et aequi*.

Roman law, like every other legal system, was a powerful weapon for the protection of vested interests and minority rule. It was a cumbersome system, relatively primitive like the Roman economy, but preeminently fitted to its task. The customary subdivisions of Roman legal history are a perfect parallel to the periods in economic and political history; the Roman law of contract is a clear reflection of the predominant role of the family and the patron-freedman relationship in Roman economy; institutions like the *exceptio doli* (which may be compared with equity in English law) were created to enable rising business interests to avoid antiquated restrictions rooted in the early aristocratic agricultural society, etc. Two fundamental problems can be formulated: 1) How did the relationship between Roman law and economy develop in detail, with special attention to the effect of slavery on the law? 2) In what specific ways did Roman law function as an instrument of social control? All this receives hardly a comment from S., for he neglects the very existence of classes, the nature and function of ideology, the whole dynamic of history. He says at one point: „The politico-economic conditions underlying the establishment of a legal rule are nowhere described or even mentioned (by the Roman jurists). No economic considerations enter into the law.“ In the end, the only real value of the book lies in the description of what might be called the mechanical aspects of Roman jurisprudence: the minor role of statute and codification in the development of the law, the avoidance of simple rule and abstraction or the isolation of private from public law.

M. I. Finkelstein (New York).

**Espinas, Georges**, *Les origines du capitalisme*. T. 1: *Sire Jehan Boinebroke, patricien et drapier douaisien*. T. 2: *Sire Jean de France*,

*patricien et rentier douaisien ; Sire Jacques le Blond, patricien et drapier douaisien. Librairie E. Raoust. Lille 1933/1936. (XXIV et 256 p., fr. fr. 40.— ; XVIII et 275 p., fr. fr. 35.—)*

Jean Boinebroke est un marchand douaisien du XIII<sup>e</sup> siècle dont le rôle peut être étudié d'assez près grâce à un document d'un intérêt exceptionnel : la réparation accomplie par ses exécuteurs testamentaires envers les personnes à qui Boinebroke avait causé un tort en matière pécuniaire. Les personnes ainsi lésées sont pour la plupart des travailleurs de la draperie auxquels le grand marchand avait donné de l'ouvrage : nous avons donc, grâce au texte de la réparation, tous les éléments d'un tableau très concret et précis de la vie économique et sociale dans la ville de Douai à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Auteur de nombreux et solides travaux sur Douai comme sur l'ensemble de la draperie flamande, M. Espinas était bien placé pour mettre en valeur l'intérêt d'un tel document.

Ce qui apparaît le plus nettement, c'est l'extrême dépendance des travailleurs de la draperie envers le marchand qui leur fournit du travail. La draperie flamande du XIII<sup>e</sup> siècle est déjà une industrie d'exportation très active : le commerçant, le „drapier“, qui seul dispose des ressources financières et commerciales suffisantes pour faire venir la matière première (la laine anglaise par exemple) et pour vendre au loin les pièces de drap, tient sous sa domination les travailleurs industriels qui ont besoin de lui pour vendre le produit de leur travail. Il n'y a aucun lien commercial entre les groupes successifs de travailleurs, et le grand marchand les ramène tous (sauf quelques exceptions assez rares) à la même dépendance étroite envers lui.

Séparation du travail et du capital, domination des grands marchands exportateurs sur les ateliers industriels, système de salariat très précaire pour des travailleurs qui souvent ne possèdent ni leur local ni même leurs instruments de travail et dont les mésaventures rappellent les misères du „travail à domicile“ sous les formes les plus récentes : ce sont là autant de traits qui dénoncent une véritable révolution économique à une date plus reculée que celle où l'on a coutume d'en chercher les origines.

Dans la violence des conflits qui ont parfois opposé Boinebroke et les travailleurs exploités par lui, M. E. ne voit pas la possibilité d'admettre qu'une organisation corporative ait pu avoir une influence quelconque ; et de la nullité de l'influence il semble conclure à l'absence de l'organisation. En réalité, l'organisation des métiers existait, mais si elle réglait d'assez près les rapports entre maîtres et valets dans le cadre des ateliers, elle se trouvait absolument désarmée en dehors de ce cadre précis, devant les problèmes sociaux nouveaux et inattendus que posait l'intervention du grand marchand. Ce dernier fut souvent assez fort pour imposer de l'extérieur sa domination à une industrie dont l'apparence seule demeurait artisanale.

Le deuxième volume de M. E. pose des problèmes de portée moins étendue. Les documents qu'il y a recueillis sont utiles pour l'étude d'une question bien délimitée, de quels éléments est constituée la fortune de ces „patriciens“ qui jouent un rôle si important dans la vie économique et aussi

dans la vie municipale de la ville de Douai ? Les deux cas examinés dans ce volume sont assez différents l'un de l'autre : Jacques Le Blond est un marchand drapier comme Boinebroke, mais qui a souffert des bouleversements sociaux voisins de l'an 1300 ; Jean de France au contraire est un bourgeois qui semble être demeuré à l'écart de toute activité industrielle, et qui a géré paisiblement une grosse fortune placée presque entièrement en rentes foncières.

F. Henry (Lille).

**Below, Georg von,** *Geschichte der deutschen Landwirtschaft.* Gustav Fischer. Jena 1937. (VI u. 114 S.; RM. 6.—)

In dem wissenschaftlichen Nachlass G. v. Belows fand sich ein Manuskript mit der Aufschrift „Die grossen Linien in der Entwicklung der deutschen Landwirtschaft“. Die vorliegende Arbeit stellt den Teil des Manuskripts dar, den B. bereits ausgearbeitet hatte. B. schildert die Entwicklung der deutschen Landwirtschaft in der Urzeit, in dem Zeitabschnitt von der Völkerwanderung bis zum Ausgang der Karolinger und im Hoch- und Spätmittelalter. Dabei behandelt B. sowohl die Eigentums- und Besitzverhältnisse als auch die technische Seite der Landwirtschaft. (Das letzte Kapitel über das Hoch- und Spätmittelalter ist insofern unvollständig, als B. die technische Entwicklung der Landwirtschaft in diesem Zeitabschnitt nicht mehr schildern konnte.) Für die Urzeit bekennt sich B. zur Genossenschaftstheorie, zur Auffassung, dass die alten Germanen Gemeineigentum an Ackerland gehabt haben und dass eine autonome Genossenschaft gleichberechtigter Mitglieder (Markgenossenschaft) die Landverteilung vorgenommen habe. Das Charakteristikum der Karolingerzeit sieht B. in der Entstehung des Privateigentums an Ackerland (seit der Völkerwanderung), in der Ausbildung der grossen Grundherrschaften mit ihrer Villenverfassung und in dem Aufkommen der Dreifelderwirtschaft anstelle der Feldgraswirtschaft der Urzeit. Besonders ausführlich untersucht B. die Eigentums- und Besitzverhältnisse der Feudalzeit, und zwar die Auflösung der Villenverfassung zugunsten des Pachtverhältnisses, das Eingreifen der Gerichtsherrschaft in die wirtschaftlichen Verhältnisse, die Leibeigenschaft und Hörigkeit. Auch diese Arbeit zeichnet sich durch den wissenschaftlichen Ernst, die Reichhaltigkeit des Materials und die Klarheit der Darstellung aus, die die Vorzüge des Belowschen Lebenswerkes ausmachen. Es wirkt störend, dass der Herausgeber des vorliegenden Buches, Friedrich Lütge, es für angebracht gehalten hat, die B.sche Darstellung mit einer Reihe wissenschaftlich völlig wertloser Fussnoten zu versehen. L. kritisiert B. in seinen Fussnoten überall da, wo er der Ansicht ist, dass die Auffassungen B.s den Meinungen des Nationalsozialismus widersprechen.

Philipp Bauer (Basel).

**Matthes, Kurt,** *Luther und die Obrigkeit. Die Obrigkeitsanschauung des reifen Luther in systematischer Darstellung.* Ernst Reinhardt. München 1937. (169 S.; RM. 4.80)

Die vorliegende Arbeit des durch seine Schrift über das Corpus Christia-



num bekannt gewordenen protestantischen Theologen will eine Übersicht über die Gesellschaftslehre des reifen Luther geben.

Es kommt Matthes, der durchaus theologisch und nicht soziologisch oder gar historisch vorgeht, vor allem darauf an, eine in sich geschlossene kosmische Ordnung als Voraussetzung des lutherischen Gedankenbaus nachzuweisen. So wird das weltliche Reich als die dreiteilige Berufungsordnung von Kirche, Familie und Obrigkeit in engste Beziehung zum göttlich-geistigen Reich des Jenseitigen gesetzt, wobei die innerweltliche Ethik bedingungslos durch die vollinhaltliche Verpflichtungskraft des jeweils weitestgehenden religiösen Gebots bestimmt wird. Eine Loslösung des Schöpfungs- von dem Erlösungsbereich auf dualistischer Grundlage, wie sie von der gesamten modernen Religionssoziologie nach Troeltsch und Max Weber behauptet wurde, ist wegen dieses unaufhörlichen Übergreifens des christlichen Liebesgebots in die von der Natur gesetzten und von Gott gebilligten Ordnungen der erbsündigen Menschheit unmöglich.

Gerade insoweit M. davon ausgeht, dass Luther nicht modern Staat, Gesellschaft, Obrigkeit und Untertanen als Eigenwerte mit Eigengesetzlichkeit versteht, sondern mittelalterlich-supranaturalistisch alles Irdische im Guten und im Schlechten auf Gott bezogen erfasst, ist ihm zuzustimmen. Trotzdem wird nicht übersehen werden dürfen, dass bei Luther die durch die Erbsünde verursachte Erweiterung der Kluft zwischen Göttlichem und Menschlichem zwangsläufig den Bruch in der Gesinnungsethik heraufbeschwört, der die zur Niederhaltung der Sünde notwendige unbeschränkte Machtfülle der Obrigkeit und den leidenden Gehorsam der Untertanen ausmacht. Die den einzelnen Ordnungen auferlegte Pflicht zur Beobachtung der Grenzen ihrer jeweiligen Kompetenz, die den konservativ-autoritären Grundzug der lutherischen Gesellschaft normativ verankert, erscheint somit als willkürliche, dem stoisch-frühscholastischen Naturrecht der Kirche angepasste Verteidigung bedrohter politischer Interessen. Die Verpflichtung zur Gottesdienstausübung durch Niedermetzeln aufständischer Bauern, die Behauptung, das weltliche Schwert müsse aus Barmherzigkeit unbarmherzig sein, vermögen nur unter rein formalistischen Gesichtspunkten den inneren Zwiespalt in äussere Einheit umzudeuten. So kann auch M. nicht umhin, in diesem Zusammenhang von „unerhörter Paradoxie“ und einem „schreienden Gegensatz zwischen innerer Gesinnung und äusserer Tat“ zu sprechen, um schliesslich, eher resigniert als überzeugend, zusammenzufassen: „Jedenfalls ist es ein wenig durchsichtiges Transparent, das die Strahlen der tatsächlich dahinter stehenden Liebe nur sehr schwach durchscheinen lässt; nur geübte Augen sehen durch diese mehr verdeckende als offenbarende Hülle hindurch die Wirklichkeit, Kraft und Grösse der dahinter tätigen Liebe.“

Abschliessend sei darauf hingewiesen, dass eine allgemeingültige, von der gegebenen politischen Konstellation und den entsprechenden Schwankungen in der Wahl und Umbildung der Argumente abstrahierende Darstellung der lutherischen Gesellschafts- und Staatslehre nicht möglich ist. Gerade luthertreue Forscher wie Brandenburg, Jordan, Müller und von Schubert haben gezeigt, wie sehr Luthers politische und gesellschaftliche Lehren einem ständigen Funktionswandel unterworfen waren.

Hermann Meyer-Lindenberg (Bogota).

- Black, J. B.**, *The Reign of Elizabeth, 1558-1603. The Oxford History of England*, vol. 8. Oxford University Press. London and New York 1936. (VII and 448 pp.; 12 s. 6 d., \$ 5.—)
- Davies, Godfrey**, *The Early Stuarts, 1603-1660. The Oxford History of England*, vol. 9. Oxford University Press. London and New York 1937. (XXI and 452 pp.; 12 s. 6 d., \$ 5.—)
- Laprade, William T.**, *Public Opinion and Politics in Eighteenth Century England*. Macmillan. New York and London 1936. (VIII and 463 pp.; \$ 4.—, 18 s.)
- Hanson, Laurence**, *Government and the Press, 1695-1763. Oxford University Press*. London and New York 1936. (IX and 149 pp.; 21 s., \$ 7.—)

Black has written a very comprehensive history of Elizabethan England. He has included a mass of detailed information relevant to that period of expansion when feudalism was giving way to the modern order of capitalist enterprise and institutions. All of the important considerations of commerce, industry and finance, agriculture, religion, government and foreign affairs, literature and the arts and sciences, and Elizabeth herself find space within this book. What emerges as a dominant theme is the secularization of the English state, an absolutistic state with Elizabeth in control, run in the interests of the middle class. B. witnesses to the persistence of feudal relations, particularly in the north of England, where even the authority of the Crown was interpreted in terms of feudalism. It was a period of transition, and the freedom of property which the state was designed to secure by law was not yet fully achieved. Even the fashions of the day appear as an index to the emergence of a new class to a position of importance within the state.

One may find in this book the essentials of Elizabethan history. The great profusion of detail, however, with which the diplomatic, military and naval history is told involves the author in neglect of more important social factors. The problem of the dynasty, as well as the political history in general, is treated too much in terms of persons. What is lacking above all is a thorough analysis of the transformation of English economy.

Davies discusses the failure of the Tudor system of government and relates the constitutional struggles in England from the accession of James I to the Restoration. The quarrels between King and Parliament did not break forth suddenly under James but, as Black indicates, were latent and sometimes active during the reign of Elizabeth. It was during the seventeenth century, however, that definitive breaches were made in the realm of royal prerogative and the way made clear for the establishment of rule by law. A change in the state had been made necessary by the refusal of the middle class to supply the Stuarts with adequate revenues and by the demands of English foreign trade. The middle class wanted to pursue their profits unhampered by the requirements of the retainers of the Court. England was in a position to market goods, and D. points quite correctly to the dominance of economic motives in the colonial policies of the nation.

The class structure of English society was being transformed. Commerce was still the main interest of the middle class, but industry had advanced, and by 1603 the dominant form was already the putting-out system. English agriculture was becoming capitalistic. A new class dependent solely upon wages had come into existence, but much of the regulation of the Stuarts seems to have ignored this fact. D. looks upon the Puritan Revolution as primarily a political and religious movement and not social like the French Revolution. Throughout the book, the relationship of social classes to differing religious and political ideas and institutions is not made clear, but the material is there for one to make a proper analysis.

An immense amount of information relating to the press and public affairs of England in the first half of the eighteenth century has been compressed in Laprade's book. He tells the story of the exploitation of writers by politicians of various hues. Figures familiar to us in English literature, Defoe, Addison, Steele, Swift and lesser known names, are revealed as the political hacks which in part they were. The influence of the sermon, the theatre, the coffee house is discussed, and the rise of the daily paper is noted. The style is anecdotal and piquant. But there is too much in the book. It would profit by an attempt to synthesize into a recognizable pattern the meaning of the materials.

Hanson's book is a valuable compendium of facts relating to the laws governing the press in eighteenth century England. He contents himself with a simple narrative, making little attempt at interpretation. He is not concerned with questions of indecency or blasphemy, but with journalistic criticism of the government. The aim is to reveal the attempts made by the government to suppress such criticism. Resort was had to stamp acts and the law of libel, and the government could use cash to silence criticism. The jealousy of the press manifested by Parliament is of interest, as is its failure successfully to repress publication of its proceedings.

Martin Y. Munson (New York).

- Barbaroux, Mémoires.** Introduction, biographie, notes par Alfred Chabaud. Librairie Armand Colin. Paris 1936. (311 p.; fr. fr. 32.—)
- Barennes, Jean, Un homme de loi pendant la Révolution.** Le Girondin Barennes. Mellottée, Éditeur. Paris 1937. (85 p.; fr. fr. 10.—)
- Centore-Bineau, D., Saint-Just.** 1767-1794. Payot. Paris 1936. (292 p.; fr. fr. 25.—)
- Korngold, Ralph, Saint-Just.** Traduit de l'Anglais par Albert Lehmann. Éditions Bernard Grasset. Paris 1937. (255 p.; fr. fr. 30.—)
- Scudder, S. Evarts, The Jacobins.** Artur Barker. London 1936. (VIII 312 p.; 12 s. 6 d.)
- Walter, Gérard, Babeuf et la conjuration des Égaux.** Payot. Paris 1937. (262 p.; fr. fr. 25.—)
- Lefebvre, Georges, Les Thermidoriens.** Librairie Armand Colin. Paris 1937. (220 p.; fr. fr. 13.—)
- Madelin, Louis, La jeunesse de Bonaparte.** Librairie Hachette. Paris 1937. (359 p.; fr. fr. 30.—)



- Lebey, André**, *La Fayette ou le militant franc-maçon*. 2 vols. *Librairie Mercure*. Paris 1937. (Chaque vol. 268 p.; fr. fr. 15.—)
- Trahard, Pierre**, *La sensibilité révolutionnaire (1789-1794)*. *Boivin & Cie, Éditeurs*. Paris 1936. (283 p.; fr. fr. 30.—)
- Barthélemy, Joseph**, et **B. Mirkine-Guetzévitch**, *Le droit public de la Révolution*. *Librairie du Recueil Sirey*. Paris 1937. (91 p.; fr. fr. 15.—)
- Mirkine - Guetzévitch, B.**, *Le parlementarisme sous la convention nationale*. *Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*. Paris 1936. (34 p.; fr. fr. 8.—)
- Soreau, Edmond**, *Ouvriers et paysans de 1789 à 1792*. *Société d'Édition „Les Belles Lettres“*. Paris 1936. (398 p.; fr. fr. 30.—)

Quelques-uns des protagonistes de la Révolution française viennent d'être l'objet de travaux de mérite varié et si l'on peut regretter à plusieurs égards, surtout dans cette Revue, que ce soit principalement par le biais biographique que l'étude de cette période soit le plus fréquemment abordée, on ne peut nier que les biographies sérieuses et les documents individualisés ne fournissent un contingent appréciable de faits et de considérations aux historiens soucieux de synthèse.

Sur Barbaroux, l'un de plus attachants des Girondins, M. Alfred Chabaud nous apporte un ouvrage mixte, constitué, pour une part, par les textes des mémoires propres, composés par le conventionnel pendant la période de sa vie qui suivit immédiatement sa fuite de Paris, pour l'autre par des chapitres biographiques établis par l'éditeur au moyen des documents extrêmement nombreux, empruntés à des bibliothèques et à des dépôts d'archives variés. Les mémoires proprement dits, dont M. A. Ch. nous fait l'histoire s'appliquent, — en dehors d'un chapitre consacré aux débuts de la Révolution à Avignon et dans le Comtat-Venaissin — à la période de mai 1790 à la mi-septembre 1792. Dans un style alerte, Barbaroux nous y raconte son rôle à la mairie de Marseille, puis comme député extraordinaire de Marseille préparant ardemment l'insurrection du midi de la France contre la monarchie, il fait un récit très vivant de la Révolution du 10 août, et tout de suite après, explique tout ce qui opposait la politique de la Gironde à celle de la commune de Paris.

Le reste de la vie de Barbaroux est raconté par M. A. Ch. depuis sa naissance le 6 mars 1767 à Marseille jusqu'à son suicide raté et à son exécution le 25 juin 1794 à Bordeaux. De la juxtaposition des mémoires et de la biographie, de la riche annotation et des appendices de M. A. Ch. il ressort que Barbaroux très cultivé, particulièrement en sciences, très sensible, très éloquent, s'est tout de suite intéressé à la Révolution. Les erreurs et les faiblesses de la Constituante et de la Législative le confirment dans son républicanisme de la première heure. Mais à Marseille comme à Paris Barbaroux, du fait de ses fonctions et de ses démarches, a été mis en contact avec des personnalités inquiétantes, au courant des intrigues obliques : son action politique dès qu'il a été élu député de la Convention accusera de ce fait une variété et une vivacité très grandes. Sa situation politique à Marseille devient incertaine, jusqu'au mois de mai où, devant les mesures

décidées par la Convention en matière fiscale, le commerce marseillais prend l'offensive contre la politique montagnarde. Dès lors le conflit est noué : les journées des 31 mai au 2 juin marquent la défaite de la Gironde, dont l'aventure de Barbaroux n'est qu'un épisode. La proscription des Girondins apparaît bien, en tout cas, comme une terrible nécessité tactique pour la Montagne, désireuse de maintenir l'intégrité et l'unité nationale et d'instituer un régime véritablement démocratique en France. Tout de même comme il serait utile que nous eussions de l'idéologie propre de la Gironde dont Barbaroux a été l'un des membres les plus typiques, une étude approfondie, dont Albert Mathiez, jadis, nous ne donna que le schéma !

La plaquette posthume de M. Jean Barennes, si brève qu'elle soit, pourra être utilisée à cet égard. Raymond Barennes est, en effet, un Girondin comme Barbaroux. Sa biographie construite avec des mémoires de famille et des documents d'archives, nous renseigne agréablement sur la carrière faiblement politicienne d'un Girondin modéré, type de libéral impénitent.

Quelle différence entre un Barennes et un Saint-Just ! Saint-Just a été l'objet de nombreuses nouvelles études dont deux nous sont parvenues. L'année où naquit Barbaroux, aussi beau que le Girondin marseillais, cet enfant d'une demoiselle de Decize et d'un maréchal de logis des chevau-légers du Berry, qui, en dépit de son titre ronflant était d'origine parfaitement roturière, a fait l'objet d'une biographie, solide en même temps qu'enthousiaste, due à M. Centore-Bineau qui, s'il ne paraît pas avoir fait de nouveaux sondages dans les archives, a su diligemment utiliser les grands travaux et les études de détail dont Saint-Just a fait l'objet. Comme Saint-Just est différent de ses collègues du Comité de Salut public, de ceux-mêmes avec lesquels il collaborera le plus intimement, comme Robespierre et Couthon ! Il est en effet le rapporteur flegmatique des propositions les plus audacieuses, et dédaigne, dans ses rapports, de faire état de ses sentiments personnels ou de sacrifier à la vanité, comme font les autres, il anime, avec son collègue Le Bas, de sa présence et de son ardeur, les demi-brigades en ligne en Alsace et en Belgique qu'il nourrit, équipe et conduit à la victoire, les intrigues emmêlées des hébertistes et des dantonistes, qui, un instant, sont parvenus à avoir raison de la lucidité de Robespierre, sont déjouées par Saint-Just, dont le rapport du 8 ventôse annonce la nécessaire terreur : „Ce qui constitue une République, y dit-il, c'est la destruction radicale de tout ce qui lui est opposé.“ Après la révolution politique, la nécessité d'une révolution sociale était proclamée : „Les malheureux sont les puissants de la terre, ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent.“ Saint-Just associe fortement les notions de vertu républicaine et de bonheur humain, et les décrets de ventôse annoncent les temps où devra s'opérer le transfert des biens des suspects aux patriotes pauvres. Une fois éliminés dantonistes et hébertistes, la grande terreur pourra s'exercer : mais Saint-Just en aperçoit les limites, et ce n'est pas une des parties les moins prenantes du livre de M. C.-B. que celle où il analyse l'espèce de désespérance où Saint-Just tombe quand il se rend compte de l'égoïsme des masses, de l'immoralité des parlementaires, des limites de l'amitié et de l'amour. Quand s'organise le complot de thermidor, en grande

partie issu des décrets de ventôse, l'archange de la mort, comme Michelet a appelé Saint-Just, est prêt à mourir, et, tandis que la dernière péripétie se noue, il achève ses Institutions républicaines, dont Charles Nodier, sauvé par lui au temps de la dictature strasbourgeoise, sera le premier éditeur.

L'autre biographe de Saint-Just, M. Ralph Korngold, dont le livre sur Robespierre a été étudié ici même, paraît avoir utilisé à peu près les mêmes ouvrages que M. C.-B., mais son livre est moins approfondi, toutefois, s'il suit les mêmes lignes générales d'exposition, il se garde mieux que M. C.-B., tout démocrate socialisant qu'il est, de l'attrait qu'offre la personnalité de Saint-Just, mais en affirmant que Saint-Just est, en quelque sorte, le disciple de Robespierre, M. K. se trompe à coup sûr et méconnaît l'originalité de son héros. D'autre part, il insiste plus que M. C.-B. sur les affaires sentimentales de Saint-Just, en essayant d'en tirer quelques traits complémentaires de caractère, et sur ses qualités d'homme de gouvernement : Saint-Just en Alsace, on l'a déjà dit, ressemble singulièrement à Bonaparte en Italie.

Il y a de l'utopie dans les décrets de ventôse, dans tout le système de Saint-Just. C'est que lui et Robespierre voulaient asseoir le régime républicain sur les classes jusqu'alors deshéritées de la nation et transformées par les nouvelles lois. Pour cette transformation, ils se sont appuyés sur les Jacobins, auxquels M. Evaris S. Scudder consacre un livre qui n'est malheureusement que l'œuvre d'un essayiste. La bibliographie sur laquelle repose ce livre est en effet bien mince, et le vaste sujet qu'aborde M. S. reste à traiter. Nous trouvons en effet ici une rapide histoire externe du célèbre club parisien, et non point un travail d'ensemble définitif sur le mouvement jacobin dans sa généralité, tel qu'il s'est développé dans tout le pays, sur le recrutement social des jacobins, sur l'idéologie jacobine, ses éléments fondamentaux et ses transformations. De fait, entre le club breton de Versailles, la Société des Amis de la Constitution, dont les statuts furent établis par Barnave au début de février 1790, et le club qui soutient Robespierre jusqu'au drame de thermidor et disparaît dans la réaction thermidorienne, il n'y a rien de commun. Pourquoi ? ce n'est en quelque sorte qu'accidentellement, en dehors de l'affaire du Champ-de-Mars en juillet 1791, qui marque la grande scission entre modérés et patriotes, que M. S. fournit quelques traits, reproduit quelques textes susceptibles de nous éclairer à cet égard. En réalité, c'est une sorte d'histoire politique de la Révolution qui nous est ainsi présentée, et, sur l'attitude des Jacobins à l'égard des questions religieuses, économiques et sociales, nous trouvons bien peu de chose. Mais le parallélisme entre les délibérations du Club des Jacobins et les discussions des assemblées est diligemment suivi par l'auteur. Il termine son ouvrage par une boutade amusante, quand, montrant M. Tallien à la porte du club récemment fermé, il souligne qu'à l'ère des sans-culottes succédait l'ère des sans-chemises.

Les sans-chemises, ce sont les femmes élégantes de la société thermidorienne et dictoriale contre laquelle Babeuf allait organiser la conspiration des Égaux. Sur Babeuf, le livre de M. Gérard Walter n'apporte rien de sensiblement nouveau, et l'auteur qui connaît admirablement la littérature



imprimée de son sujet — et de l'histoire générale de la Révolution française — n'a point fait dans les dépôts d'archives les recherches qui eussent pu compléter l'information traditionnelle. Mais ce livre est une bonne mise au point, un récit très détaillé, très clair et ordonné de la vie et de l'entreprise révolutionnaire de Babeuf. A vrai dire, M. W. minimise celle-ci : Babeuf n'est à ses yeux qu'un militant obscur, lancé par les circonstances dans une lutte qui le dépasse, mais dont l'histoire racontée par son complice Philippe Buonarotti prendra valeur d'épopée aux yeux de ceux qui, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, construiront le socialisme. Soit ! Admettons ce rôle de porteur de flambeau qu'a assumé Buonarotti, mais il y a tout de même dans la carrière de Babeuf une réelle unité doctrinale et tactique, et les gaucheries de sa pensée, les erreurs de ses démarches ne semblent point lui mériter l'espèce de sévérité que manifeste M. W. à son endroit. Quand celui-ci dénie à la conjuration des Égaux „toute base prolétarienne“, il a raison, mais dans la même mesure où l'on peut dénier ce caractère aux grands instants dramatiques de la Révolution, car peut-on, au sujet de celle-ci, jamais parler de prolétariat ? En tout cas, M. W. admet bien la vérité générale des critiques que Babeuf faisait de la société issue de thermidor : l'immoralité cynique des profiteurs thermidoriens, la brutalité d'une législation embourgeoisée ont arraché Babeuf à son antirobespierrisme initial.

Ce qu'a été cette société thermidorienne, au moins à ses débuts, M. G. Lefebvre l'expose dans un livre, qui, enfin, ne s'astreint pas aux lois dangereuses de la biographie, et ne se soucie pas d'applications contemporaines. Comment se disloque le gouvernement révolutionnaire, dans quelles conditions „bourgeois républicains, monarchistes constitutionnels et partisans de l'ancien régime“ s'unissent pour neutraliser, puis proscrire les jacobins, puis amorcent, par l'amnistie aux Vendéens et la loi sur les cultes une „véritable terreur blanche“, de quelle façon l'abolition du maximum prépare les insurrections populaires de germinal et de prairial, comment sont synchronisés les succès de la France sur la coalition et l'élaboration de la Constitution de l'an III, qui tente de consolider un régime républicain modéré dans une ambiance d'impopularité généralisée, dont la tentative du 13 vendémiaire an IV est l'épisode le plus frappant, telles sont les questions qu'étudie M. L. Évidemment, l'histoire politique est au premier plan de ce volume, et fatalement, c'est Paris et la Convention thermidorienne qui attirent l'attention, le pays demeurant au second plan. Mais M. L. montre tant de qualités qu'on ne peut souhaiter qu'une chose, à savoir qu'il soit chargé de grouper en une synthèse s'articulant exactement à celle qu'il vient d'élaborer, ce que les travaux d'Albert Mathiez et de M. Meynier ont permis déjà d'accumuler sur la période du Directoire, — période d'ordinaire trop sacrifiée entre la Convention et le Directoire.

Barbaroux, Saint-Just, Babeuf ont péri sur l'échafaud. M. Louis Madelin nous entretient lui, d'un révolutionnaire dont la carrière sera différente : Bonaparte. M. M. a entrepris une vaste histoire en douze volumes du Consulat et de l'Empire, et il justifie son entreprise dans l'introduction de son premier volume. On connaît sa manière large et colorée, et ses tendances générales. Reconnaissons-lui — ou à son éditeur — le mérite de

fournir ses preuves : même repoussée en fin de volume, son annotation, abondante et précise, nous est sympathique, et nous fait davantage regretter l'usage qui se généralise chez les historiens actuels de dédaigner les références. M. M. indique, dans son introduction, l'idée générale de son œuvre, à savoir que le Consulat et l'Empire ne s'expliquent pas sans la Révolution, nous retrouvons en grande partie les mêmes hommes et les mêmes principes dans les deux périodes considérées. M. M. raconte toute la jeunesse de Bonaparte jusqu'au moment où les troubles sociaux et politiques qu'a déchainés le 9 thermidor, introduisent l'armée dans le règlement des conflits intérieurs. La répression des journées de Germinal et de Prairial confirme le détachement des masses à l'égard de la République, au temps où Bonaparte, réfléchissant sur la chute de ses protecteurs, a complété son expérience politique : il peut être l'homme de Barras, quand il est question d'écraser, en vendémiaire, la réaction royaliste trop audacieuse, et le nivellement des partis prépare ainsi le climat de sa dictature.

Entre la dictature de l'an II ou de l'an VIII et La Fayette, il n'y a aucune ressemblance. La Fayette, c'est l'homme de la liberté, ainsi que l'explique longuement M. André Lebey, dans deux forts volumes, où l'on regrette que toutes les preuves ne soient pas mises en évidence, et dont un style compliqué et l'absence de tables rendent difficiles l'interprétation et l'emploi. De La Fayette, M. L. ne nous donne pas une biographie détaillée, et, en somme, il ne le prend qu'au moment de la Guerre d'Indépendance des États-Unis, mais il le suit à travers les vicissitudes d'une vie politique qui ne se termine que sous la monarchie de Juillet, et, dès lors, on conçoit, La Fayette n'ayant jamais joué un rôle de premier plan, à quelles difficultés l'auteur se heurte en retraçant cette carrière qui se mêle cependant à plus de cinquante années d'événements français et mondiaux. Dans cette existence, la franco-maçonnerie a-t-elle joué le rôle que M. L. lui assigne par le titre donné à l'ouvrage ? On ne le croit pas suffisamment et il eût été bon que M. L. nous indiquât la place de la maçonnerie dans la société française du XVIII<sup>e</sup> siècle, ses principes généraux, sa mise en sommeil sous la Révolution, sa résurrection sous le Consulat et ses transformations ultérieures, son apparentement avec cette Charbonnerie, qui sous la Restauration essaiera de réaliser l'idéal de liberté modérée, auquel La Fayette a toujours été attaché.

De ces contributions biographiques et d'autres analogues, peut-on tirer des vues d'ensemble ? C'est ce qu'a tenté M. Trahard, dans son délicat et savant ouvrage sur „La sensibilité révolutionnaire“. Sa bibliographie est riche : mais pourquoi n'y fait-il pas de place à ce Bonaparte, qui par plusieurs traits évoque tellement Saint-Just ? En tout cas, les textes sont innombrables où se révèle l'âme sensible de ceux qui, à quelque parti qu'ils appartiennent, font la Révolution : Mirabeau et Marat, Barnave et Danton, Condorcet et La Révellières Lépiaux. C'est une sensibilité qui n'est pas hostile à l'action, — témoin l'enthousiasme qu'a déchainé la révolution américaine, et qui s'accorde avec l'épicurisme le plus délicat. Si les révolutionnaires s'adressent à la raison pour légiférer, ils conçoivent parfaitement le rôle de la passion dans la vie des peuples, dans le fonctionnement des assemblées, et l'ère où ils vivent — où ils meurent — est

remplie de manifestations affectives, qui, souvent, nous semblent théâtrales, ridicules, mais constituent son climat naturel. La sensibilité est l'expression même de la vertu et elle aboutit aux propositions les plus variées d'assistance et de philanthropie. Mais alors comment expliquer les violences sanglantes qui marquent la Révolution ? C'est que les révolutionnaires ne sont pas de purs moralistes, ce sont des hommes d'action qui doivent résoudre de multiples problèmes et qui, au besoin, sauront dompter leur sensibilité, et Saint-Just — par un renversement d'ironie — ira jusqu'à dire : „Rien ne ressemble à la vertu comme un grand crime.“ Les faits et les textes qu'utilise M. T. sont intelligemment choisis. Ils nous permettent encore de comprendre le grand conflit qui oppose l'égoïsme individuel à l'idéal collectiviste de la Révolution, et à cet égard, l'auteur ne craint pas de comparer la France d'après 1789 à la Russie d'après 1919, tous les drames de la vie familiale, de l'amour qui marquent l'ère révolutionnaire, et ce culte de la nature, et cette obsédante recherche d'une foi, le recours à l'éloquence au sein des clubs et des assemblées, les tentatives esthétiques — parmi lesquelles il faudrait donner une place plus large aux grandes fêtes populaires.

La Révolution ne solde point pourtant par un apport de paroles ou de gestes passionnés. Son œuvre juridique est considérable, et le sixième des Cahiers de la Révolution française nous apporte à cet égard, une courte mais utile contribution. M. Joseph Barthélemy, en effet, nous y résume les principes financiers de la Révolution, en les opposant soit à ceux de l'ancien régime, soit à ceux qui paraissent dominer actuellement dans la démocratie française. En fait, il y a lieu de distinguer entre l'œuvre fiscale de la Constituante, qui a admis la réalité, la personnalité et l'égalité dans l'impôt, et la Convention, qui, en 1793, avec l'emprunt forcé sur les riches, établit un impôt progressif payé une fois pour toutes. D'autre part M. J. B. esquisse l'histoire — en partie humoristique, selon sa manière habituelle — des assignats. M. Mirkine-Guétzévitch, dans le second article du même cahier, plus ou moins exactement reproduit dans son étude de la *Revue de Droit public*, apporte des vues originales sur les origines du régime parlementaire français, il estime, avec Aulard, en effet, que, si la Constituante est passée à côté du régime parlementaire, dont Mirabeau et Thouret comprenaient les avantages, la Convention a pratiqué, avec l'instauration du Comité de Salut public, un véritable parlementarisme révolutionnaire, dont Danton a su montrer la nature et les avantages. Évidemment, les partis dans le sens actuel de l'expression, n'existent pas à la Convention, et le parlementarisme conventionnel fonctionne en dehors de toute légalité, comme une anticipation. Mais l'historien du droit public doit tenir compte de cette anticipation.

En matière sociale, en dépit de M. Gérard Walter, le babouvisme constitue également une anticipation. Mais au babouvisme manquait quelque chose, l'existence de masses prolétariennes conscientes. M. Édouard Soreau a eu la belle audace d'aborder l'histoire des classes ouvrières et paysannes dès les débuts de la Révolution. Il était impossible qu'il fit ou tentât de faire davantage. L'histoire économique et sociale de cette période, sur laquelle Jaurès, la Commission ministérielle que Jaurès fit créer, ont travaillé, et pour laquelle nous attendons beaucoup de M. Labrousse, est



bien plus mal connue que l'histoire politique, et toute synthèse est actuellement impossible. Aussi bien, même pour la période 1789-1792, dans laquelle se meut M. S., celui-ci ne tente pas d'édifier un ouvrage d'ensemble : nous avons en réalité sous les yeux des notes précieuses, copieuses, intéressantes, sur diverses questions d'histoire économique et sociale, concernant les ouvriers et les paysans avant la Révolution, les aspirations et l'agitation prolétarienne lors de la convocation des États-Généraux, en juillet, en août et en octobre 1789, la loi Le Chapelier, les rapports du prolétariat et de la bourgeoisie au cours des années 1789-1792, jusqu'à la chute de la monarchie, divers appendices apportent encore au lecteur des éléments d'information sur les questions les plus variées, de la culture de la vigne au travail des enfants et aux insurrections dans les îles. L'annotation de M. S., rejetée en fin du volume, est abondante et prouve que l'auteur n'est pas rebuté par les difficiles recherches d'archives.

Georges Bourgin (Paris).

**Kracauer, Siegfried**, *Jacques Offenbach und das Paris seiner Zeit. Allert de Lange. Amsterdam 1937. (480 S.; Hfl. 4.—; geb. Hfl. 5.—)*

Das Buch ist, der Deklaration des Vorworts zufolge, eine „Gesellschaftsbiographie“, „in dem Sinne, dass es mit der Figur Offenbachs die der Gesellschaft erstehen lässt, die er bewegte und von der er bewegt wurde, und dabei einen besonderen Nachdruck auf die Beziehungen zwischen der Gesellschaft und Offenbach legt.“ Als Schauplatz dieser Beziehungen wird nicht die Musik aufgesucht ; nicht in ihr das Spiel der gesellschaftlichen Kräfte analysiert, welches das Offenbachsche Oeuvre so vollständig erfüllt, dass die Figur des Komponisten es kaum mit grösserer Autonomie lenken mag als der exakt zappelnde Kapellmeister, der unter Glas ein mechanisches Orchester zum Tanze dirigiert. Kracauer aber hat es mit dem Schicksal des Autors und seiner Werke in der Gesellschaft zu tun und seine Methode ist nicht sowohl kritische Analysis als die Konstruktion einer prästabilierten Harmonie zwischen Gesellschaft und Autor. Soweit das Oeuvre ins Blickfeld tritt, fällt Licht vorweg auf die Texte, zumal die Halévyschen ; die Gesellschaft wird durch abgeschilderte Typen repräsentiert und einen Anekdotenschatz, dem K. gesellschaftliche Beweiskraft zutraut. Die These von der prästabilierten Harmonie bezieht sich wesentlich auf das zweite Empire ; unter Louis-Philippe soll die Zeit für die Offenbachsche Operette noch nicht reif gewesen sein, und der dritten Republik soll ihr magisch-satirischer Glanz nicht mehr leuchten können. Die Angemessenheit ans zweite Kaiserreich wird erklärt, indem diesem selber phantasmagorischer Charakter zugeschrieben wird : „Die Operette konnte entstehen, weil die Gesellschaft, in der sie entstand, operettenhaft war.“ Sie sei operettenhaft gewesen, weil sie „sich gegen die Wirklichkeit verstockte“, wobei K. unter Wirklichkeit die republikanische Staatsform verstanden wissen möchte, die nach seiner Ansicht vom Stand der Produktivkräfte während des zweiten Kaiserreiches gefordert war. Die Offenbachdeutung konzentriert sich in der These, dass Offenbach mit Rausch und Satire dieser Gesellschaft angehöre und zugleich sie transzendiere. Es soll ihr Rausch

sein, den er zelebriert, und an ihrem Boheme-Zynismus soll sich der Spottvogel der Boulevards nähren ; er soll sie überfliegen, indem er gerade im scheinhaften Rausch eine utopische Humanität verspricht und im Spott wiederum ihre Scheinhaftigkeit ad absurdum führt. Es wird dieser Interpretation Offenbach zum weissen Magier und seine Oberflächlichkeit zur guten Auswendigkeit eines Materialisten, der dialektischer ist, als er sich gibt. — Das Buch enthält eine Fülle von Stoff und ist thematisch ein guter Griff : einer gesellschaftlichen Theorie der Musik des neunzehnten Jahrhunderts bietet fraglos Offenbach die Chance zentraler Einsichten. Distanziert von Offenbachs Material jedoch gerät die Darstellung in die Nähe eben jener individualisierenden Roman-Biographik, der K. so emphatisch opponiert. Das betrifft nicht bloss die Auffassung von Offenbachs Werk, sondern vor allem die Ansicht von der Gesellschaft und die Theorie des zweiten Kaiserreichs. Der Begriff der Phantasmagorie vermöchte gewiss, in die tiefsten Schluchten der Landschaft jener Epoche zu geleiten ; wird aber durch den Gegenbegriff der „Wirklichkeit“ um seine Fruchtbarkeit gebracht. Er wäre der Warenform selber abzuweichen.

Anstelle von Kritik seien Hinweise erlaubt, wie man etwa eine gesellschaftliche Analyse der Offenbachschen Musik ansetzen könnte. K. hat die Beziehung Offenbachs zum Journalismus so gut gesehen, wie er die Flüchtigkeit seiner Verfahrungsweise eingesteht. Genau hier aber ist der Ort seiner Technik bestimmbar : der der Skizze, die mit Offenbach erstmals als musikalische Form sich installierte. Sie vereint jene höchste Promptheit und Bereitschaft zur Reaktion auf den Augenblick, die ihre Dauer stiftete, mit der ephemeren Ungediegenheit und zugleich Starrheit im Klischee, die sie eben zur Ware machte und jene Depravation der späteren Operette in Offenbach selber vorbereitet, vor welcher K. eifrig ihn retten will, anstatt zu erkennen, dass seine dämonische oder magische Aura gerade dem Fetischcharakter seiner Ware sich verdankt, und in Offenbachs Werk den Ursprung des Kitschs zu exhumieren : des Kitschs, dessen Name nicht umsonst von der Skizze sich herleitet. Das neue Element aber, kraft dessen die leichte Musik bei Offenbach definitiv als Ware zum Markt fand, ist die Farbe. Er hat, so liesse vielleicht sich sagen, die koloristischen Ergebnisse der Berliozschen ars nova praktikabel zur beliebigen Vervielfältigung gemacht. Zur musikalischen Zeitungsskizze hat er das musikalische Buntdruckverfahren hinzugefügt. Darin mehr als im Humanitätsgehalt seiner Musik liegt seine Grösse ; hier liesse seine gesellschaftliche Funktion exakt und unmetaphorisch sich aufsuchen.

Theodor Wiesengrund-Adorno (London).

**Jellinek, Frank**, *The Paris Commune of 1871*. Victor Gollancz. London. Oxford University Press, New York 1937. (447 p. ; 8 s. 6 d., \$ 3.—)

Le livre de M. Jellinek est tout à fait hors de pair. Il repose sur une documentation abondante et précise dont le classement est intelligemment présenté (une seule réserve : il n'est pas exact que les documents du ministère de la Guerre soient intégralement réservés), son introduction souligne les

difficultés que pose l'interprétation même de la Commune, et un index bien fait permet de retrouver dans le volume les noms de personnages ou les événements sur lesquels on désire être informé. La première partie de l'ouvrage est consacrée aux causes lointaines ou proches du mouvement, et M. J. présente ainsi un bref historique des dernières années du second Empire, du gouvernement de la Défense nationale, enfin de l'Assemblée nationale : les faits, les hommes, les textes sont bien choisis, bien commentés. Dans la seconde partie est donnée l'histoire même de l'insurrection : le 18 mars, „le gouvernement de M. Assi“, et sous un titre un peu paradoxal, M. J. expose la période si incertaine comprise entre l'échec de Thiers à Paris et les élections communalistes — les élections elles-mêmes, enfin la guerre avec Versailles, car c'est principalement sous l'angle de la lutte entre Paris et le gouvernement de Thiers que M. J. envisage le sujet qu'il traite, quitte à introduire dans les divers chapitres qu'il consacre à cette lutte — Cluseret, Rossel, Delescluze, les derniers jours, la bataille de Paris, la fin, — les notions indispensables sur le gouvernement propre de la Commune, il revient sur cette question, après un chapitre sur „la restauration de l'ordre“, dans un chapitre particulier, qui clôt le volume avant la conclusion. Cette conclusion est consacrée par M. J. à l'étude rapide des effets produits par l'insurrection parisienne sur l'opinion étrangère et sur les principaux éléments de l'opinion française, ainsi que sur la place donnée à la Commune par les théoriciens dans l'histoire des mouvements révolutionnaires.

Georges Bourgin (Paris).

### Soziale Bewegung und Sozialpolitik.

**Armand, F. et R. Maublanc, *Fourier*. 2 Bde. Éditions Sociales Internationales. Paris 1937. (264 u. 263 S.; zus. fr. fr. 25.—)**

Fourier ist sein Lebtag darauf aus gewesen, in seiner Schreibweise dem Publikum entgegenzukommen. Vor allem bemüht er sich, seiner „papillonne“, seiner Zerstreuungssucht so weit wie möglich sich anzupassen. Er greift dabei zu Prozeduren, die an Jean Paul erinnern (mit dem ihn in der Tat eine tiefe Verwandtschaft verbindet); in schrullenhafter Weise durchsetzt er den Text mit Prologen und Präambeln, Postambeln, Korollaren, Appositionen und Intermezzi, schafft sich dazu neue, im üblichen Schriftvorrat unbekannte Zeichen, Kennmarken einer besonderen philosophischen Gruppenbildung. Mit alledem hat er eine fortlaufende Lektüre seiner Bücher sehr erschwert und anthologische Versuche an seinem Werk so gut wie nicht leicht ein anderer legitimiert. Sie sind des öfteren unternommen worden; ein neuerer von A. Pinloche wurde an dieser Stelle im Jahre 1934 (S. 291 f.) angezeigt.

Die Anthologie von Armand und Maublanc unterscheidet sich von den früheren auf die vorteilhafteste Weise. Sie geht in der Zerschlagung des Textes weiter, als dies bisher geschehen ist. Das erweist sich als sehr berechtigt. Nicht nur weil derart, befördert durch Stichworte, Losungen oder Thesen, mit denen die Herausgeber die Fragmente betitelt haben, der



anziehende Eindruck, den Fourier seinen Schriften zu geben getrachtet hat, in der Tat zustande kommt; das Verfahren wird weiterhin durch die Kompositionstechnik von Fourier nahegelegt. Dieser merkwürdige Mann ist in seiner Schriftstellerei etwas rückständig gewesen. Man stösst bei ihm, genau wie bei den an den gradus ad Parnassum geschulten Schriftstellern und Rhetoren des siebzehnten Jahrhunderts, auf eine Fülle stereotyper Wendungen, mit denen er bei jeder Gelegenheit seinen Text bereichert — Wendungen, die freilich nicht der klassischen Konvention, sondern seinen eigenen Studierheften entnommen sind. Diesen Wiederholungen war aus dem Wege zu gehen, und das ist den Herausgebern gelungen.

M. hat schon durch eine Edition der Fourierschen Erotologie bewiesen, dass er besonderes Verständnis für die Exzentrizitäten dieses Autors besitzt. Indem er diesen „romanhaften Elementen“ — so nennt er sie in der Einleitung — in der Auswahl einen besonders grossen Platz einräumt, führt er den Leser an diejenige Seite Fouriers heran, die die anziehendste auch für Marx und Engels gewesen ist. Fourier erscheint in der Tat in dieser Auswahl als der Schriftsteller, welcher seine „kolossale Anschauung vom Menschen.. der bescheidenen Mittelmässigkeit des Restaurationsmenschen mit naivem Humor gegenüberstellt.“ Diese Worte enthalten für viele der Fourierschen Divagationen den Schlüssel, und man kann sich mit den Herausgebern fragen, ob nicht Fourier selber zuzeiten sie sich so zurechtgelegt habe. Jedenfalls verbirgt ihr Humor eine unerbittliche Kritik an seinen Zeitgenossen. (Ähnlich ist ein satirisches Element oft im Humor Daumiers aufgehoben.) Unter den drei Hauptteilen der Anthologie haben die Herausgeber den mittleren der Kritik der gesellschaftlichen Ordnung vorbehalten, die Fourier, ausgehend von seinen Erfahrungen als Verkäufer, geübt hat. Von den beiden übrigen befasst sich der eine mit Fouriers „Philosophie générale“, der andere mit der „Utopie phalanstérienne“. Das Spannungsverhältnis, in dem der erste zum dritten Abschnitt, der Deismus des Metaphysikers zu dem Hedonismus des Utopisten steht, kann dem Historiker zu denken geben. In Fourier, der, wie die Einleitung bemerkt, eigentlich ein Mann des achtzehnten Jahrhunderts gewesen ist, mag dieses Jahrhundert, das einen Bayle neben einem Swedenborg, einen Basedow neben einem Sade hervorgebracht hat, ihm in seiner Widersprüchlichkeit konzentriert erscheinen.

Walter Benjamin (Paris).

**Philip, André,** *Trade unionisme et syndicalisme.* Éditions Montaigne. Paris 1936. (348 S.; fr. fr. 15.—)

Philip bringt eine vergleichende Geschichte der französischen, englischen und amerikanischen Gewerkschaftsbewegung. Seine Methode ist eine rein deskriptive, wobei die typischen Unterschiede der drei Bewegungen klar zum Ausdruck kommen. Besondere Aufmerksamkeit wird dabei der französischen Gewerkschaftsbewegung gewidmet, welche sich nach dem Urteil P.s infolge der Ausdehnung des Systems der Kollektivverträge in angelsächsischer Richtung entwickelt. Ein Abschnitt über das Verhältnis zu dem politischen Zweig der Arbeiterbewegung sowie eine Übersicht der

Anschauungen der Gewerkschaften über die politischen Probleme hätten den Wert des Buches zweifellos erhöhen können.

Andries Sternheim (Genf).

*The I. L. O. Year Book 1936-37. International Labour Office. Geneva 1937. (607 S.; fr. s. 10.—, 10 s. 6 d., \$ 2.75)*

*Tätigkeit und Bestrebungen des Internationalen Gewerkschaftsbundes. Paris 1937. (529 S.; fr. fr. 30.—; fr. s. 5.—)*

**Phelan, E. J.**, *Yes and Albert Thomas. The Cresset Press. London 1936. (271 S.; 10 s. 6 d.)*

Das siebente Jahrbuch des Internationalen Arbeitsamtes ist noch umfassender als das vorhergehende. Verschiedene Rubriken, wie die über Freizeit, sind bedeutend erweitert worden. Es ist nicht möglich, in einer kurzen Anzeige auf die vielen wichtigen Feststellungen über die Perspektive des wirtschaftlichen und sozialen Lebens einzugehen; nur möchten wir die Schlussfolgerung des Jahrbuches erwähnen, dass zwar eine Besserung der Weltwirtschaftslage eingetreten ist, die Arbeitslosigkeit jedoch noch immer einen weit grösseren Umfang hat als im Jahre 1919, in vielen Ländern bis zu 25 und 50 Prozent. Infolge der permanenten Kriegsdrohungen, erklärt der Bericht, sind die Aussichten für einen raschen sozialen Fortschritt nicht günstig.

Die neueste Publikation des Internationalen Gewerkschaftsbundes ergänzt in gewissem Sinne das Jahrbuch des Arbeitsamts. Wenn in diesem vor allem über soziale und ökonomische Verhältnisse berichtet wird, so befasst sich jene besonders mit den Aktionen, welche der Erreichung gewisser Ziele vorangegangen sind. Ausführlich wird über den Kampf gegen Krieg, Reaktion und Faschismus referiert. Wertvolle Darstellungen bieten der Teil, der sich mit der Lage der Gewerkschaften der einzelnen Länder befasst, ferner die Berichte über den Londoner internationalen Kongress von 1936 sowie über die Arbeiterbildungskonferenz, welche anschliessend daran stattgefunden hat.

Das Buch Phelans, das zugleich französisch unter dem Titel „Albert Thomas et la création du B. I. T.“ erschien, bringt auf Grund eigener Erfahrungen ein Bild der Person und der Tätigkeit des ersten Direktors des Internationalen Arbeitsamtes. Es ist selbstverständlich, dass ein Buch über Albert Thomas zugleich zu einer Geschichte des Arbeitsamtes, und zwar in der Periode seiner grössten Vitalität werden musste. Wer den Namen des ehemaligen Direktors erwähnt, denkt unmittelbar an die Internationale Arbeitsorganisation selbst. In dem geistreichen Buch wird besonders hervorgehoben, wie Albert Thomas bestrebt war, das Internationale Arbeitsamt von einer administrativen Körperschaft zu einem „instrument of action“ zu machen, das von den Völkern selbst getragen und weiter ausgebaut werden sollte.

Andries Sternheim (Genf).

**Berenstein, Alexandre**, *Les organisations ouvrières, leurs compétences et leur rôle dans la Société des Nations et notamment dans l'Organisation*

*internationale du Travail. Préface de M. Georges Scelle. Editions A. Pedone. Paris 1936. (XI u. 293 S.; fr. fr. 40.—)*

Das von grosser Materialbeherrschung und Literaturkenntnis zeugende Buch bildet nicht nur eine juristische Studie zum Recht der Internationalen Arbeitsorganisation, sondern gibt auch einen aufschlussreichen Beitrag zur internationalen Bewegung der Arbeiterklasse und zu den den soziologischen Fakten nachhinkenden Bemühungen um ihre rechtliche Anerkennung. Ausgehend von den Lehren von Georges Scelle und Hans Kelsen stösst der Verf. ins Grundsätzliche vor, wenn er Arbeitnehmerverbänden völkerrechtliche Rechtspersönlichkeit zuspricht und gegnerischen Deutungsversuchen seine Auffassung entgegenhält, welche die grosse Bedeutung aufdeckt, die der „ascension des syndicats de travailleurs à l'ordre juridique international“ zukommt. Nicht in den mit liebevoller Akribie verfolgten Einzelheiten juristischer Interpretation, in denen der Rezensent bisweilen vom Autor abweicht, sondern in der prinzipiell bedeutungsvollen Untersuchung sowohl der Rolle wie des Einflusses der Arbeitnehmerorganisationen auf internationalem Gebiet liegt der Wert von B.s Buch.

Rudolf Aladár Métall (Genf).

**Feder, Leah Hannah,** *Unemployment Relief in Periods of Depression.* Russell Sage Foundation. New York 1936. (384 pp.; \$ 2.50)

This volume presents a detailed history of public and private unemployment relief in a number of large eastern cities during the most important depressions between 1857 and 1922. Essentially what the author has done is to break into the history of the long development of organized charity and welfare services in the United States at the points of most intense activity and strain. On the basis of these half dozen cross-section studies she has pictured this development in terms of the varying measures adopted specifically for relieving the distress of unemployment. As the author observes, the changing methods of dealing with the emergency of unemployment reflected the changing attitude of social service workers and the dominant elements in the community generally towards the responsibility of society for unemployment. The disdain and bitter hostility of the private charities and welfare organizations towards the public agencies in the same field, except at times when the resources of the former were inadequate to the emergency demands upon them, develops into a consistent theme in this study of three-quarters of a century of unemployment relief.

Thomas J. Reynolds (New York).

**Nikisch, Arthur,** *Arbeitsrecht. Halbband 1.* J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). Tübingen 1936. (64 S.; RM. 1.80)

Nikisch versucht in dem vorliegenden Grundriss, den Begriff des modernen Arbeitsrechtes nach den bekannten nationalsozialistischen Grundsätzen und Institutionen auszurichten. „Das Arbeitsrecht regelt die Arbeit in fremden Diensten.“ Im Gegensatz zu der ehemals herrschenden Begriffsbestim-



mung vermeidet N. den Begriff der Abhängigkeit des Arbeitnehmers. Er führt statt dessen zur Abgrenzung und zur Begründung der Notwendigkeit eines besonderen Rechtes der Arbeit an, dass „derjenige, der in fremden Diensten steht, Arbeit als Mitglied einer Gemeinschaft leistet, in die er sich einzu-fügen hat.“ „Im tiefsten Grunde“ beruht das Dienstverhältnis auf der „Treupflicht“ des Arbeitnehmers und auf jener Gemeinschaft, „die volle gegenseitige Hingabe verlangt“. Die vertraglich festgesetzten Bedingungen der Arbeit treten ausser Kraft, wenn das Bedürfnis der Gemeinschaft es erfordert, dieser „höheren Lebenseinheit“, von der niemals gesagt wird, wie sie von dem Unternehmer zu trennen ist.

N. ist früherer Syndikus des Sächsischen Metallindustriellen-Verbandes und hatte auch in den Jahren der Weimarer Republik Arbeitsrecht doziert und sich einen Namen gemacht. Dieser Umstand verleiht dem Buch einiges Interesse.

Kurt Ehrlich (Genf).

*Weltkongress für Freizeit und Erholung, Hamburg-Berlin, 23. bis 30. Juli 1936. Bearbeitet im Internationalen Zentral-Büro „Freude und Arbeit“, Berlin. Hanseatische Verlagsanstalt. Hamburg 1937. (700 S.; RM. 7.50)*

**Blonk, A. en J. P. Kruyt**, *De besteding van de vrije tijd door de Nederlandse arbeiders (Die Freizeitgestaltung der niederländischen Arbeiter). Nutsuitgeverij. Amsterdam 1936. (105 S.; Hfl. 1.50)*

Nachdem im Jahre 1932 zur Zeit der Olympischen Spiele in Los Angeles ein vom amerikanischen „National Recreation Association“ einberufener internationaler Kongress für Freizeit und Erholung stattgefunden hat, wurde ein zweiter Kongress für 1936 in Hamburg-Berlin organisiert. Ungefähr 60 Länder waren vertreten; jedoch haben alle mit der freigewerkschaftlichen und sozialistischen Bewegung zusammenhängenden Kultur- und Sportverbände sich nicht vertreten lassen (so war sogar die „National Recreation Association“, welche die Initiative zum ersten Weltkongress gab, nicht offiziell anwesend). Der Kongress befasste sich besonders mit Sportproblemen, Leibesübungen und Volkstanz; weiter wurden Fragen behandelt wie: Eigenart und Organisationsform der Freizeitbewegung, Einfluss schöner Arbeitsstätten auf den Menschen, die Freizeit von Frauen, Kindern und Jugendlichen, die Beziehung zwischen Freizeit und Arbeit. Obwohl von den totalitären Staaten der weltanschauliche Standpunkt in den Beratungen in den Vordergrund gerückt wurde, haben die vom Kongress angenommenen Entschliessungen infolge der Anwesenheit einer grossen Anzahl apolitischer Verbände eine neutrale Farbe. So soll angestrebt werden, dass „jeder Einzelne in seinem Interesse wie im Interesse seiner Familie und des Ganzen je nach seiner Art und Anlage von den Freizeitgestaltungsmöglichkeiten Gebrauch macht.“ In den Beschlüssen wird über geistige Bildung kaum geredet. Bei den Darstellungen über die Verwendung der Freizeit — Diskussionen hat es auf dem Kongress nicht gegeben, sondern nur Vorträge — wurde bei Abwesenheit vieler Arbeiter-Kulturverbände fast ausschliesslich über die Tätigkeit der Unternehmer

referiert. Der Kongress hat noch die Errichtung eines internationalen Freizeitbüros „Freude und Arbeit“ mit Sitz in Berlin beschlossen!

Für eine Erhebung über die Anwendung der Freizeit der niederländischen Arbeiter, welche die beiden obengenannten holländischen Soziographen durchführten, wurden 621 Fragebogen, welche an die heterogensten Gruppen im ganzen Land geschickt wurden, sowie 226 Budgetaufstellungen verarbeitet. Die Resultate werden dahin interpretiert, dass mit der Kürzung der Arbeitszeit der Vater mehr Zeit für seine Kinder aufbringe, das Familienband gefestigt werde, der Alkoholverbrauch sich verringere und ein zunehmendes Interesse für kulturelle Arbeit, Vereinsleben, Sport und Ausflüge zu beobachten sei. Wichtiger vielleicht noch als diese Schlussfolgerungen ist die offene Selbstkritik der Verfasser, welche alle Fehlerquellen dieser Untersuchung darstellen und darauf hinweisen, wie umsichtig derartige Arbeiten unternommen werden müssen, um zu exakten Resultaten zu führen.

Andries Sternheim (Genf).

### Spezielle Soziologie.

**Binder, Julius**, *Grundlegung zur Rechtsphilosophie*. J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). Tübingen 1935. (169 S.; RM. 9.70, geb. RM. 11.50)

Binder, in seiner „Philosophie des Rechts“ von 1925 noch von kantianischen Gedanken ausgehend, hat sich seither zum Hegelianer entwickelt. Die allgemeinphilosophische Einleitung des vorliegenden Buches macht sich restlos das Hegelsche System als Boden der Rechtsphilosophie zu eigen. Es ist hier nicht der Ort, eine Kritik dieser Voraussetzungen zu geben. — In den anschliessenden Untersuchungen über die „Geltung des Rechts“ ist bemerkenswert, dass auch B. in das unvermeidliche Dilemma jedes rechtsphilosophischen Hegelianismus mit seiner hypostasierten „Einheit von allgemeinem und besonderem Willen“ kommt: entweder die gegebenen Einzelformen des Rechts und des Staates sämtlich als sich verwirklichende Freiheit, d. h. alle Wirklichkeit als vernünftig anzusehen oder aber angesichts der Erscheinungen eine Auswahl zu treffen und das „wahrhaft Wirkliche“ nach irgendwelchen Kriterien von dem nur „scheinbar Wirklichen“ zu scheiden. Der erste Weg führt zur Rechtfertigung alles je Bestehenden, der andere führt zum Naturrecht, d. h. zur Stufe des bloss „moralischen Bewusstseins“ zurück. B. schlägt diesen Weg ein, wenn er die Möglichkeit anerkennt, dass das, was mit dem Anspruch der Rechtsgeltung auftritt, „Willkür“ ist, dass „Gesetzgeber des Klassenstaats und des Klassenkampfes“ oder eine „aus blossen Nützlichkeits erwägungen tätig werdende Gesetzgebung“ nur einen „partikularen“ und nicht den „allgemeinen“ Willen verwirklichen, usw. Damit tauchen eben doch „sämtliche Probleme der kritischen Kultur- und Rechtsphilosophie“ wieder auf, so sehr B. auch die Gültigkeit des Rechts nicht von den Geboten der Moral, sondern nur davon abhängig machen will, ob „es sich als Realisation der Freiheit darstellt, so wie diese in gegebenen geschichtlichen Verhältnissen von gegebenen Menschen begriffen werden kann“. Wenn für einen bestimm-

ten Volksgeist „Sklaverei und Leibeigenschaft, Polygamie, Witwenverbrennung und Schuld knechtschaft“, die uns als „äusserste Entwürdigung“ erscheinen, „Erscheinungsformen der Freiheit“ waren, so ist nicht einzusehen, warum dies nicht heute oder gestern die Gesetzgebung des „Klassenkampfes“ ebenfalls sein sollte. Gegen diese Konsequenz sträubt sich B. Es ist das tragikomische Schicksal der neuhegelianischen Schule, der einzigen ernst zu nehmenden rechtsphilosophischen Richtung im heutigen Deutschland, dass die Entwicklung, die sie im Kampfe gegen Liberalismus und Marxismus heraufbeschworen hat, sich nun gegen sie selbst richtet. B. ist heute gezwungen, für „das Recht der Wissenschaft zur Objektivität“, für „Voraussetzungslosigkeit der Wissenschaft“, gegen den „neuen Ungeist des Intuitionismus und Aphorismus“, gegen das „Gerede von Weltanschauung“ usw. Stellung zu nehmen. Der persönliche Mut, von dem das „Vorwort“ zeugt, sei anerkannt: B. wird aber vergeblich versuchen, mit seinen Mitteln dem Geist wieder zum Leben zu verhelfen, an dessen Untergang er und seine Schule mitschuldig sind. Die „Ungeister“, die er rief, wird Hegels „Geistmetaphysik“ nicht vertreiben können.

H. Herz (Genf).

**Aris, Reinhold**, *History of Political Thought in Germany*. 1789-1815. George Allen & Unwin. London 1936. (414 S.; 15 s.)

Das vorliegende Buch ist als erster Band eines umfassenden Werkes über die Geschichte der deutschen politischen Theorie gedacht, das der Verf. bis zum Jahre 1914 fortzuführen beabsichtigt. Es behandelt den Zeitraum zwischen 1789 und 1815 in drei grossen Abschnitten, deren erster die deutschen Aufklärer und die Wirkungen der französischen Revolution auf das deutsche politische Denken darstellt (Kant, Humboldt, den jungen Fichte, den Weimarer Kreis). Es folgt die Behandlung des „Romantic movement“, die ausser den eigentlichen Romantikern auch Gentz, Adam Müller, Görres und gar Möser und Herder mit einbezieht, damit mehr die verschiedenen Gegner und Gegensysteme der Revolution umfassend als die eigentlich „politische Romantik“. Der letzte Teil handelt von „Preussens Wiedergeburt“, wobei Fichtes patriotische Schriften, Steins Reformen, aber auch Kleists politische Ziele zur Darstellung kommen. Hegel, der für Aris „wesentlich der Epoche der Restauration und Reaktion angehört“, wird in einem nachfolgenden Bande ausführlicher analysiert werden.

Das Werk will dem Publikum englischer Sprache eine Einführung in die deutsche politische Geschichte und die Entwicklung der politischen Theorie in Deutschland geben. Fraglos, dass A. seine Aufgabe als Popularisator und Vermittler gründlich und gewissenhaft durchgeführt hat; überall wurde auf die Quellen zurückgegriffen. — Erheblichere Einwände sind dagegen geltend zu machen, wenn das Buch beansprucht, als eine wissenschaftlich selbständige Neudeutung der Probleme gewertet zu werden. Weder in der Methode noch in der Deutung der Zusammenhänge vermag A. anderes als längst bekannte Ansichten zu vermitteln. Von Meinecke kommt er, trotz einiger Bemühungen in entgegengesetzter Richtung, weder methodologisch noch in den Ergebnissen los. Wieder spürt man



einen Eklektizismus, der eines eigentlichen Standpunkts ermangelt. A. möchte die politischen Ideenkreise in die Gesamtheit des geistigen Lebens der Epoche eingliedern, die geistigen Systeme in ihrer Verbindung mit dem politisch-gesellschaftlichen Geschehen sichtbar machen; allein gerade dieser Vorsatz wird durch das Buch selbst dementiert. Der „soziologische Teil“ setzt zwar mit einer Analyse der Gesellschaftszustände des ancien régime in Deutschland ein und wird gegen Ende des Werks noch einmal beschworen, im übrigen aber bewegt sich die „Gesamtschau“ in der Sphäre von flachen Bemerkungen über die soziale Abstammung der einzelnen Denker oder von Behauptungen wie jene, alle Romantiker seien im Grunde „antibourgeois“ gewesen. Die behauptete Verbindung der politischen Konzeptionen mit der geistigen Gesamtstruktur der behandelten Epoche ist so wenig vorhanden, dass eine so typische und bedeutsame Gestalt wie die Hölderlins nicht einmal richtig erwähnt ist. Schillers philosophische Schriften werden mit dem Hinweis abgetan, der Begriff des ästhetischen Staates aus den Briefen über die ästhetische Erziehung des Menschen sei „eine ästhetische und nicht eine politische Spekulation“.

Hans Mayer (Genf).

**Schwinge, Erich und Leopold Zimmerl**, *Wesensschau und konkretes Ordnungsdenken im Strafrecht*. Ludwig Röhrscheid Verlag. Bonn 1937. (111 S.; RM. 1.65)

**Schem, Joachim**, *Die Analogie im Strafrecht in ihrer geschichtlichen Entwicklung und heutigen Bedeutung*. Alfred Kurtze. Breslau-Neukirch 1936. (210 S.; RM. 7.60)

**Kern, Eduard**, *Die Grundgedanken des neuen Gerichtsverfassungsrechts*. J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). Tübingen 1936. (32 S.; RM. 1.50)

**Müller, Werner**, *Der soziale Gedanke in der Arbeitsorganisation des faschistischen und des national-sozialistischen Staates*. Carl Nieft. Bleicherode am Harz 1936. (127 S.; RM. 4.40)

**Hachtmann, Gerhard**, *Die Wandlungen des industriellen Arbeitsverhältnisses. Ein Vergleich kapitalistischer und nationalsozialistischer Arbeitsverfassung*. Carl Nieft. Bleicherode am Harz 1936. (94 S.; RM. 3.50)

Das Buch von Schwinge-Zimmerl vermittelt einen recht interessanten Einblick in die Diskussionen innerhalb der nationalsozialistischen Rechts- und vor allem innerhalb der Strafrechtstheorie. Die beiden Verf. kritisieren die Anwendung der phänomenologischen Methode sowie des von Carl Schmitt postulierten konkreten Ordnungs- und Gemeinschaftsdenkens auf das Strafrecht als unhaltbar und gefährlich. Die Hauptvertreter der bekämpften Lehre sind die Kieler Strafrechtler Dahm und Schaffstein. Die Verf. versuchen, die Grundbegriffe der klassischen Strafrechtstheorie: Tatbestand, Rechtswidrigkeit, Schuld, Täterschaft, Anstiftung, Beihilfe und Versuch, gegenüber den Vertretern der „Wesensschaulehre“ aufrecht zu erhalten und damit ein gewisses Mass von Rechtssicherheit auch im autoritären Staat zu bewahren. Ein Beispiel mag ihre Differenz mit der Kieler Schule aufhellen. Nach Dahms Meinung ist nicht jeder Dieb, „der

eine fremde bewegliche Sache einem anderen in der Absicht wegnimmt, dieselbe sich rechtswidrig zuzueignen (so der heutige § 242 des Strafgesetzbuches), sondern nur wer seinem Wesen nach ein Dieb ist.“ Gegen derartig vage Formulierungen kämpfen die Verf. Wahrscheinlich wird der Standpunkt der beiden Verf. von der Mehrheit der deutschen Richter heute noch geteilt, aber es scheint keinem Zweifel zu unterliegen, dass die Zukunft mit der Kieler Schule ist, da nur die völlige Aufgabe der klassischen juristischen Begriffe im Strafrecht den Bedürfnissen einer modernen Diktatur Rechnung tragen kann.

Schem gibt in seinem ersten Teil eine recht sorgfältig geschriebene Geschichte des Analogieverbotes und damit des Satzes „nulla poena sine lege“. Er weist nach, dass dieser Satz dem römischen Recht fremd gewesen, also nicht etwa „romanistisches Erbgut“ ist, sondern sich mit dem Aufstieg des Liberalismus durchgesetzt hat. Für den Nationalsozialismus lehnt er die Beibehaltung des Satzes ab, da das nationalsozialistische Recht nach materieller Gerechtigkeit strebe und demnach die Herrschaft des Gesetzes ein Ende gefunden habe. Der zweite Teil enthält eine dogmatische Untersuchung der Stellung des gegenwärtigen Strafrechts zur Analogie.

Die Schrift Kerns enthält eine schulbuchmässige Darstellung der liberalen Gerichtsverfassungsprinzipien mit den Abweichungen, die diese Grundsätze durch den Nationalsozialismus erhalten haben. Der Grundsatz der Gewaltentrennung ist als politisches Prinzip schon deshalb verlassen, weil der Führer der höchste Richter sei. Die richterliche Unabhängigkeit ist nach K. weiter garantiert, obwohl heute im Dritten Reich der Führerbefehl Gesetz ist.

Müller behandelt ein ausserordentlich wichtiges Problem, nämlich die Frage, warum die deutsche und italienische Arbeitsorganisation in entscheidenden Punkten voneinander abweicht. Leider beantwortet M. diese Frage ganz unzureichend. Die Quellen, die das italienische Arbeitsverfassungsrecht gespeist haben: der Sorelsche Syndikalismus, der Nationalismus und Katholizismus, der Massengedanke des Faschismus werden nebeneinander aufgezählt, ohne dass eine Integrierung erfolgt. Die entscheidenden Unterschiede, nämlich die verschiedene Funktion des Staates in Italien und in Deutschland und die verschiedene Wirtschaftsstruktur werden kaum behandelt.

Das Buch von Hachtmann ist eine wertlose Darstellung der Wandlung des Arbeitsrechts vom freien Arbeitsvertrag des Frühliberalismus über das kollektive Arbeitsrecht der Demokratie zum autoritären Arbeitsrecht des Dritten Reiches.

Franz Neumann (New York).

**Frankfurter, Felix**, *The Commerce Clause, under Marshall, Taney and Waite. The University of North Carolina Press. Chapel Hill 1937. (114 S.; \$ 1.—)*

**Corwin, Edward S.**, *The Commerce Power versus States Rights. Princeton University Press. Princeton 1936. (276 S.; \$ 2.50)*

Die Grundrechte der Verfassung der Vereinigten Staaten, vor allem die

Commerce<sup>1)</sup> und die due Process Clauses<sup>2)</sup> sind Generalklauseln in dem Sinne, wie er in unserem Aufsatz in diesem Heft entwickelt worden ist. Die politische Bedeutung dieser Bestimmungen beruht darauf, dass das oberste Gericht sich das Recht der Nachprüfung der Verfassungsmässigkeit von Staats- und Bundesgesetzen zuerkannt hat. Da diese Klauseln auf ausserjuristische Weltanschauungen verweisen, ist eine einheitliche Auffassung über ihren Inhalt unmöglich. Die Geschichte des amerikanischen obersten Bundesgerichts ist vielleicht mehr als die eines anderen Staates nur aus der politischen und Sozialgeschichte verständlich. Felix Frankfurters neues Buch bringt einen wichtigen Beitrag hierzu. Er behandelt das Schicksal der Handelsklausel unter den drei Obergerichtern Marshall, Taney und Waite. Die Befugnis des Kongresses, den Handel mit fremden Nationen und unter den Einzelstaaten zu regulieren, ist eins der Fundamente des federalen Interventionismus und zusammen mit dem zum ersten Mal von Marshall (im Falle *Marbury v. Madison*) behaupteten richterlichen Prüfungsrecht eine scharfe Waffe bald der federalen Regierung, bald der sich hinter der Souveränität der Einzelstaaten versteckenden ökonomischen Mächte gegen progressive Gesetzgebung des Bundes. Der Verf. zeigt in den drei glänzend geschriebenen Monographien die Entwicklung der Commerce Clause: die Unsicherheit Marshalls auf der einen, sein starres Festhalten an überkommenen ökonomischen Vorstellungen, vor allem an dem Begriff der erworbenen Rechte auf der anderen Seite. Unter Taney, einem Gefolgsmann Jacksons, der nach dem Verf. zu Unrecht verdunkelt wird, vollzieht sich die Entfaltung des Konkurrenzkapitalismus, allerdings unterbrochen durch den Sezessionskrieg, zu dessen Ausbruch Taney durch seine *Dred Scott* Entscheidung beigetragen hat. Taney beschränkt die Intervention des Bundes dadurch, dass er den Einzelstaaten das Gesetzgebungsrecht überall da einräumt, wo der Bund es noch nicht ausgeübt hat. Besonders wichtig sind die Ausführungen des Verf. über die Rechtsprechung zum Gesellschaftsrecht. Waites Amtsdauer fällt zusammen mit der neuen Bedeutung, die die due Process Clause erhalten hat. Nach F.s glänzender Monographie scheint Waite trotz oder vielleicht gerade wegen seines langweiligen Stils, seiner Trockenheit, seiner Vorsicht, der ideale Richter gewesen zu sein.

Das Buch Corwins, der durch seine frühere Schrift „*The Twilight of the Constitution*“ der breiteren Öffentlichkeit bekannt geworden ist, ist mehr politisch. Es setzt sich eine doppelte Aufgabe. Der Verf. will einmal zeigen, dass die enge Auslegung der Handelsklausel das amerikanische Volk einer Macht beraubt, die eine Grundbedingung für ein richtiges Funktionieren der Bundesverfassung darstellt. Insoweit sind seine Ausführungen wichtig und richtig. Das Buch will aber darüber hinaus beweisen, dass die Interpretation des Bundesgerichts der ursprünglichen Absicht der Schöpfer der Verfassung zuwiderläuft, und deshalb fordert der Verf. :

---

<sup>1)</sup> Article I, Section 8 : The Congress shall have power, ... to regulate commerce with foreign nations and among the several states and with the Indian Tribes.

<sup>2)</sup> Amendment Article V : No person shall be ... deprived of life, liberty, or property without due process of law.



Zurück zur Verfassung, und zwar zu der George Washingtons, Alexander Hamiltons und James Madisons. Er entwickelt sechs Thesen, die diese Forderung rechtfertigen sollen. Die romantische Vorstellung, als ob eine Verfassung ein unabänderliches Dokument sei, dessen ursprünglicher Sinn nur erkannt zu werden brauche, um wieder Wirklichkeit zu werden, ist ebenso enttäuschend wie seine rechtspolitische Forderung: ohne die politischen und rechtlichen Mittel anzugeben, die seiner Auslegung zum Siege verhelfen sollen, gibt er sich mit der Hoffnung zufrieden, das oberste Gericht werde, wie es das auch in der Vergangenheit getan habe, seine eigenen Irrtümer berichtigen. Franz Neumann (New York).

**Shlakman, Vera**, *Economic History of a Factory Town*. Smith College. Northampton 1936. (264 S.; \$ 2.—)

**Miller, Nora**, *The Girl in the Rural Family*. The University of North Carolina Press. Chapel Hill, N.C. Oxford University Press. London 1935. (XX u. 108 S.; \$ 1.50, 7 s.)

**Zimmermann, Carle C. and Merle E. Frampton**, *Family and Society*. D. Van Nostrand Co. New York 1935. (XV u. 611 S.; \$ 3.50)

Das klassische Gebiet der amerikanischen Sozialerhebung ist der „community-survey“. Es ist wissenschaftlich und soziologisch gleich interessant, die Fortschritte zu verzeichnen, die hier in den letzten Jahren gemacht wurden. Ein Zug ist, dass sich deutlich Zentren für diese Studien herausgebildet haben. Als erste hat Chicago den Ruf der meist durchforschten Stadt gewonnen. Seitdem aber hat der „council of industrial studies“ in Smith College eine Reihe von Studien über New England begonnen, und die Staatsuniversität von North Carolina hat den Südosten des Landes zum Gegenstand liebevoller Studien gemacht. Von beiden liegt jetzt je eine neue Publikation vor. Das Programm der Smith College-group ist ähnlich den ersten Arbeiten des deutschen Vereins für Sozialpolitik; es befasst sich vor allem mit Industrie-Geschichte. Shlakman greift einen Ort mit 9000 Einwohnern heraus und verfolgt seine Geschichte vom Beginn eines kleinen Kolonialdorfs über das Eindringen einer einzelnen von Boston beherrschten Industrie zur Entwicklung eines vielseitigen lokalen Erwerbswesens. Die Studie ist lebendig geschrieben, wohl dokumentiert und macht beachtliche Versuche zur begrifflichen Verarbeitung des Materials. Es ist interessant zu sehen, wie es ernstliche Ansätze zu einer Arbeiterbewegung schon früh im vorigen Jahrhundert in Amerika gegeben hat. Die im folgenden wiedergegebenen Kapitelüberschriften sind charakteristisch für die Forschungsrichtung und geben zugleich ein Bild vom reichen Materialinhalt: 1. Die Colonialgemeinde; 2. Privateigentum auf Entfernung; 3. Yankee als Arbeiter, 1825-1840; 4. Der Aufstieg der Mittelklasse, 1825-1860; 5. Löhne und Unzufriedenheit unter den Arbeitern, 1840-1850; 6. Ein Jahrzehnt irischer Arbeiter, 1850-1860; 7. Die Ausdehnung lokalen Unternehmertums; 8. Arbeiterbewegung in Prosperität und Krise, 1860-1890; 9. Geschäft an der Jahrhundertwende; 10. Industrielle Probleme, 1890-1916. — Im Augenblick werden in Amerika Dutzende von

ähnlichen lokalen Untersuchungen angestellt. Wenn S.s Buch ein charakteristisches Beispiel ist, kann man ihnen mit Interesse entgegentreten.

Die kleine Schrift von Miller ist in einer Serie erschienen, in der das soziologische Institut der Universität von Chapel Hill (N. C.) seit einem Jahrzehnt Studien über den nahen Süden veröffentlicht. Diesmal sollte wohl ein Aussenseiter mit praktischen Erfahrungen zu Worte kommen. Die amerikanischen Landwirtschaftsbehörden senden bekanntlich „extension-officers“ in die Farmgebiete, deren Aufgabe es ist, die Bauern beruflich, finanziell und manchmal auch persönlich zu beraten. M. unterscheidet die Familien nach dem wesentlichen Erwerbszweig in Typen wie : die Baumwoll-Farm-Familie, die Tabak-Farm-Familie usw. Das Bild, das gegeben wird, ist materiell und kulturell gleich trübe. Der Mangel an Belegmaterial macht ein Urteil über den Wert der Arbeit schwierig. Es ist nicht sehr wahrscheinlich, dass sich so allgemeine und weitgehende Behauptungen vertreten lassen wie diejenigen, die M. vorbringt. Als eine Art Reportage aber ist die Publikation anregend.

Das Buch von Zimmermann und Frampton trägt den Untertitel „eine Studie zur Soziologie der Rekonstruktion“, und die Autoren versuchen, die Ergebnisse ihrer Studien mit den Problemen des industriellen Wiederaufbaus nach der Krise in Verbindung zu bringen. Zugleich aber zieht sich durch das ganze Buch eine ausführliche Auseinandersetzung mit den Methoden Le Plays. Als Resultat erhält der Leser einen widersprechenden Eindruck : grosser, vielseitiger Materialreichtum und ernstes gedankliches Bemühen auf der einen Seite, Wirrheit des ganzen Aufbaus auf der anderen. Der erste Teil heisst : Familie und Gesellschaft ; allgemeinen Gedanken über den Zusammenhang zwischen Familienleben und Krisenpolitik folgt eine Übersicht über die Geschichte der Familienforschung. Der zweite Teil heisst : „Le Plays Theorien“ ; einer kurzen Wiedergabe seines Lebens und seiner Arbeiten folgt eine Beschreibung sozialer Verhältnisse in Europa im vorigen Jahrhundert unter besonderer Behandlung der patriarchalischen „Stammfamilie“. Der dritte Teil berichtet über amerikanische Studien, die unter Zimmermanns Leitung durchgeführt wurden.

Die amerikanischen Erhebungen des dritten Teils vertreten die folgende These : wenn man industrielle Reformen durchführen will, muss man den vorherrschenden Familientypus berücksichtigen, weil man sonst entweder bestehende Kulturwerte vernichtet oder gänzlich erfolglos bleibt, wenn die bestehende Familienform den neuen Arbeitsformen widerspricht. Als Beispiel der ersten Alternative werden Familien und Lebensverhältnisse von Bergfarmern in Arkansas beschrieben. Die strenge Autorität des Vaters, die ungeheuere Arbeitsleistung jedes Familienmitglieds, die frugalen und puritanischen Sitten werden in allen Details beschrieben. Die Fragestellung der Autoren ist : soll man Reinlichkeit und mehr Lebensfreude zu diesen Leuten bringen auf die Gefahr hin, dass man die Disziplin und Sicherheit ihrer Lebensführung damit zerstört ? Ohne es deutlich zu sagen, sind die Autoren offenbar auf der konservativen Seite. — Die andere Gefahr „unsoziologischer“ Reformen ist besprochen im Anschluss an eine Erhebung im Fabriksort Kingsville, Mass. Der Ort von 700 Familien war gänzlich arbeitslos, nachdem die einzige Textilfabrik geschlossen wurde. Das

wirtschaftliche Schicksal der einzelnen Familien wird verfolgt und vor allem Wert darauf gelegt zu zeigen, dass alle Versuche zur Umstellung auf Landwirtschaft gescheitert sind, obwohl sie ökonomisch möglich waren. Der Grund wird im vorherrschenden „schwachen“ Familientypus gesehen, der die einzelnen Familienmitglieder nicht zur Disziplin erzieht, welche die Landwirtschaft erfordert.

Kritisch erhebt sich das folgende Problem : warum behandeln die Autoren nicht direkt die Beziehungen zwischen Wirtschaftslage und Individuum, warum schieben sie die Familie als Zwischenglied ein ? Es ist sehr leicht möglich, dass sie Recht haben und dass hier der wichtigste Beitrag des ganzen Buches liegt. Aber dann müsste diese Grundposition viel deutlicher diskutiert und begründet werden. Vielleicht werden die weiteren Untersuchungen, die angekündigt sind, grössere Klarheit bringen. Die Publikation zeigt sehr gut die neue Wendung im community survey : Drang nach grösserem theoretischem Zusammenhang, Betonen der wirtschaftlichen Grundlagen persönlicher Lebensformen, Verbindung statistischer Genauigkeit mit lebendiger Detailschilderung — und alles das noch mehr im Zustand des Versuchs als der endgültigen Bemeisterung.

Paul F. Lazarfeld (Newark, N. J.).

**Anton, Helmut**, *Gesellschaftsideal und Gesellschaftsmoral im ausgehenden 17. Jahrhundert. Studien zur französischen Moralliteratur im Anschluss an J.-B. Morvan de Bellegarde. Priebatsch. Breslau 1935. (126 S. ; RM. 5.—)*

**Garte, Hansjörg**, *Kunstform Schauerroman. Eine morphologische Begriffsbestimmung des Sensationsromans im 18. Jahrhundert von Walpoles „Castle of Otanto“ bis Jean Pauls „Titan“. Carl Garte. Leipzig 1935. (179 S. ; RM. 4.75)*

**Walzel, Oskar**, *Romantisches. I. Frühe Kunstschau Friedrich Schlegels. II. Adam Müllers Aesthetik. Ludwig Röhrscheid. Bonn 1934. (253 S. ; RM. 7.—)*

**Alain, Stendhal. Les Éditions Rieder. Paris 1935. (106 S. ; fr. 16.50)**

**Hofmannsthal, Hugo von**, *Briefe 1890-1901. S. Fischer. Berlin 1935. (351 S. ; RM. 5.50, geb. RM. 8.—)*

**Blackert, Hermann**, *Der Aufbau der Kunstwirklichkeit bei Marcel Proust, aufgezeigt an der Einführung der Personen in „A la recherche du temps perdu“. Junker & Dünnhaupt. Berlin 1935. (133 S. ; RM. 6.—)*

**Broch, Hermann**, *James Joyce und die Gegenwart ; Rede zu Joyces 50. Geburtstag. Herbert Reichner. Wien-Leipzig-Zürich 1936. (32 S. ; RM. 2.—)*

Antons Schrift, die den Stempel einer Dissertation trägt, gibt nichts als eine Sammlung von Exzerpten aus den Werken des Moraltheorikers Morvan de Bellegarde (1648-1734). Sie ist in unsicherem, teilweise fehlerhaftem Deutsch geschrieben.

Mit der Schrift Gartes hat eine Gattung, die nach der positivistischen



Epoche der Literaturwissenschaft für ausgestorben gelten konnte, einen interessanten Nachfahr erhalten. Einzelne Exemplare von dieser Gattung mögen noch in Erinnerung stehen; genannt sei R. M. Werners Buch „Lyrik und Lyriker“, das gegen Ende des vorigen Jahrhunderts eine Klassifizierung der gesamten Lyrik nach genera und species unternahm. Absicht und Gegenstand passten da zueinander so schlecht wie möglich. Die gleiche Absicht passt zu einem veränderten Gegenstand bei G. so gut wie möglich. Und das, weil der Schauerroman, entgegen der vom Verf. gegebenen Versicherung, durchaus keine Kunstform ist. Der Schauerroman gehört einer Gattung des Schrifttums an, die — wie Reise-, Erbauungs- oder Jugendliteratur — sich zureichend nicht in ästhetischen, sondern nur in gesellschaftlichen Kategorien erfassen lässt. Einer solchen Erfassung leistet eine beschreibende Klassifikation der Gattung wertvolle Dienste. G. nimmt sie unter einfachen und konkreten Kriterien vor. Und weil er diese, ohne rechts oder links zu blicken, unmittelbar aus dem noch sehr unerschlossenen Stoff geschöpft hat, so muss man ihnen nicht nur Sachgemässheit, sondern auch eine gewisse Originalität zubilligen. Sie inventarisieren den Schauerroman nach Hergang, Figuren und Schauplatz. Dabei ist G.s glücklichster Griff die Aufteilung des letzteren in die Dreiheit Tartarus, Welt und Elysium. Auch weiterhin wird vernünftig und drastisch spezifiziert. Wenn wir im Begriffskreis des Tartarus u. a. Gang und Treppe, Friedhof, gotisches Schloss, Uhren und Falltüren finden, so in dem des Elysiums die Einsiedelei, die melancholische Landschaft, Arkadien, das Gartenhäuschen. — Die Vertrautheit mit Jean Paul, dessen Werk dem volkstümlichen Schrifttum und gewiss auch dem Schauerroman verpflichtet ist, ist förderlich für G. gewesen. Dagegen ist sein Versuch, den „Titan“ selbst als Schauerroman darzustellen, wohl nur aus der Absicht begreiflich, für diesen letzteren das Prädikat „Kunstform“ in Anspruch zu nehmen. Dieser Versuch ist abwegig. Abzulehnen ist er viel weniger im Interesse irgendwelcher hierarchischer Ordnungen, die innerhalb der Literatur einen engeren Bereich der Kunstformen bestimmen mögen, als im Interesse des Schauerromans selbst. Er vereitelt nämlich dessen Deutung (und damit auch die gewisser ihm verwandter Dichtungen wie des „Titan“). Zu dieser Erkenntnis hätte der Verf. gelangen können, wenn er der klassifizierenden Methode die ihr zukommende untergeordnete Rolle belassen hätte. Statt dessen sucht er seine Untersuchung zu einer Definition vorzutreiben, die notwendig nichtssagend ausfallen muss. „Ein Geschehen“, heisst es, „vergegenwärtigt sich im Roman nur mit Hilfe von Figuren, und sein Ablauf kann nur in Episoden oder Teilgeschehen mittels wechselnder Leitfiguren verdeutlicht werden.“ — Es hätte einer Blickwendung auf die gesellschaftlichen Grundlagen des Schauerromans in der Zeit vom Aufstieg des Bürgertums bis zum Biedermeier bedurft, um aus der verdienstlichen Arbeit mehr als eine Vorstudie zu machen. Ganz von selbst hätten sich damit die historischen Fluchtlinien in die Vergangenheit und in die Zukunft verfolgen lassen: sie führen in der einen Richtung zum Ritterroman, zum Detektivroman in der anderen.

Walzels Schrift zerfällt in zwei Abhandlungen, die gegenständlich durch mannigfache sachliche und personale Beziehungen zusammenhängen.

Die „Frühe Kunstschau Friedrich Schlegels“ behandelt u. a. das Verhältnis des jungen Schlegel zu Hemsterhuis, dessen Physiognomie in der eigentümlichen Atmosphäre zwischen Sturm und Drang und Romantik, in der sie von W. gezeichnet wird, gut zur Geltung kommt. Dabei wird die Weltauffassung des Sturms und Drangs als eine haptisch gerichtete der optisch gerichteten der Romantik entgegengestellt. — Die Abhandlung über „Adam Müllers Ästhetik“ ist nicht nur historisch interessant. Sie berührt in der Darstellung der „vermittelnden Kritik“ Müllers, die sich zur Aufgabe machte, ohne Hinzuziehung von Wertmassstäben zu bestimmen, „welche Erscheinungen der Kunst geschichtlichen Verstehens würdig sind, welche nicht“ eine Debatte, die auch heute noch nicht zum Abschluss gekommen ist. — W.s Studien sind akademisch im besten Sinne, unter eingehender Berücksichtigung der Literatur verfasst und scheinen, nach ihrem merkwürdigen Schlusssatz zu urteilen, dem Bildungsideal des vorigen Jahrhunderts die Treue halten zu wollen. „Er baute“, heisst es von Adam Müller, „mit an dem einen Gedanken, den dieses Jahrhundert vielleicht am dringlichsten durchzusetzen bestrebte, an dem Gedanken eines Dritten Reichs, wie es den Gesinnungsgenossen Ibsens vorschwebte.“

Alains Buch setzt Bekanntschaft mit Stendhal voraus. Es entwickelt Überlegungen, die aus jahrelangem vertrauten Umgang mit seinen Schriften erwachsen sind. Diese Überlegungen sind um einige wenige Motive gruppiert. „Der Ungläubige“, „Der honnête homme“, „Der Politiker“, „Der Liebhaber“, „Der Dilettant“ und „Der Schriftsteller“ machen sechs Portraitstudien, die A. seinem Modell abgewinnt. Von ihrer Meisterchaft mögen einige Reflexionen über den Politiker Stendhal zeugen. A. konfrontiert dessen Verfahren am Beispiel der „Chartreuse de Parme“ mit dem der landläufigen Historiker, die über die Kunst verfügen, „furchtbare Vorfälle zu berichten, ohne an sie zu glauben, ja ohne auch nur an sie zu denken.“ Demgegenüber gibt es in der „Chartreuse“ — das zeigt A. — kaum ein Geschehen, ja kaum eine Haltung, der nicht das Brandmal von dem aufgedrückt ist, was eine Despotie aus dem Menschen macht. Stendhal erweist sich als politischer Physiognom, der die Gewalt der Herrschaftsverhältnisse noch in der Art und Weise zum Ausdruck bringt, in der eine Bettlerin ihr Almosen entgegennimmt. Sie tut es bei Stendhal mit Worten die, wie A. sagt, „gewiss nie gesprochen wurden, die aber in dem Verhalten stecken.“ Und weiter diese, die Kunst Stendhals im Zentrum treffende Maxime seines Auslegers: „Die Überlegungen (des politischen Romanciers) haben von dem auszugehen, was laut nie gesagt werden wird.“ Weiterhin sieht A., dass dies Nie-Gesagte in Stendhals Sinn weniger geheimnisvolle Vorgänge des Innenlebens als geheimgehaltene Pläne betrifft. Damit stösst der Verf. auf das Militärische in Stendhals Ingenium, das eine Wahlverwandtschaft zwischen ihm und Napoleon, den er bewundert hat, stiften mag. „Niemals vielleicht — um mich genau zu fassen: seit Platon nicht — hat es einen Autor gegeben, der seine eigenen Argumente mit derart militärischer Strenge Revue passieren lässt.“ In ähnliche Richtung weist dieses Wort: „Die unverwechselbare Genialität des Romanciers Stendhal steckt zunächst darin, dass sämtliche Figuren seiner Bücher von Hause aus als gleich vor ihm stehen.“ Die eigene politische Schulung hat A. in den

Stand gesetzt, dem Politiker Stendhal die aktuellsten Aufschlüsse abzugewinnen. Dafür mag dieser letzte Beleg zeugen: „Es scheint mir sehr beachtenswert, dass die Herrschaft der Despoten so wie deren beständige Konspiration untereinander ... hier nicht als Folge eines ungeheuerlichen Hochmuts dargestellt wird, nein, sie erscheinen lediglich als strikte Notwendigkeit derjenigen, die ihre Privilegien aufrecht erhalten wollen.“

Die Auswahl der Briefe Hofmannsthals reicht bis zum Jahr 1901. Sie stellt ein Gegenstück zu der ebenfalls dem Nachlass entnommenen Gedichtsammlung dar, die vor derselben Jahresschwelle haltmacht. Die Briefe geben einen Einblick in das Verhältnis des Dichters zum Elternhaus; sie sind weiter ein Zeugnis seiner frühesten literarischen Relationen. Mehrere Briefe — darunter ein besonders schöner, der von H.s erster, so folgenreicher Begegnung mit Otway erzählt, — haben Leopold von Andrian zum Adressaten. Mehrere sind dem Briefwechsel mit Schnitzler entnommen. Andere, von den interessantesten, hat Hermann Bahr empfangen, dem besonders wichtige Mitteilungen über H.s umfassende, aber seit jeher reservierten Beziehungen zu Frankreich gewidmet sind. 1900 tritt H. mit Rodin, Maeterlinck und Jules Renard in Verbindung, und gleichzeitig berichtet er Bahr über den Jugendstil, der damals in Paris herrschte. Weiterhin findet man in diesen Briefen Motive, die aus dem späteren Leben des Dichters bekannt sind, oft in besonders unverstellter Fassung. So kommt eine der Unterweisungen, welche der junge Mann aus vornehmem Hause bei Goethe fand oder zu finden glaubte, gelegentlich der Lektüre von „Dichtung und Wahrheit“ in diesem Satze zum Ausdruck: „Es tut einem eben völlig genug, wenn man in grosser Art darüber belehrt wird, dass gewisse Dinge eben nicht gut sind und einfach ignoriert werden müssen.“ Die Lebensluft der österreichischen Aristokratie macht sich in diesen Blättern auch sonst geltend. Bald sind es Manöverberichte, die mit den Wendungen ihres kultiviertesten Nachfahren ein Bild von der Daseinsweise des Offizierskorps geben, bald Briefe an hohe Gönner, deren diplomatische Abfassung eine Vorstellung davon gibt, wie sich die gesellschaftliche Elite des Landes um 1900 mit Kulturfragen auseinandersetzte. Besonders aufschlussreich sind die Briefe, die auf H.s Habilitationsabsichten Bezug haben. Leider sucht man in den spärlichen Anmerkungen, die dem Bande beigegeben sind, über diesen wie zahlreiche andere Sachverhalte vergebens Aufschluss. Eine Einleitung vermisst man gleichfalls, und selbst von der Nennung des Herausgebers ist abgesehen worden. Zu ihren Ungunsten sticht die Edition dieser wichtigen und schönen Briefe von den treuen und respektvollen Briefausgaben ab, an die uns das 19. Jahrhundert gewöhnt hatte.

Blackerts Marburger Dissertation hat die modisch nächstliegende Auffassung ihres Gegenstandes — eine Zersetzung der Lebenserscheinung durch die *ratio* als Charakteristikum von Prousts Werk zu erweisen — mit Einsicht und Mut vermieden. Da sie andererseits aber den gesamten Komplex dieses Werks selbständig nicht zu bewegen vermochte, so erhält dessen positive Auslegung etwas Gewalttames. Sie kommt bisweilen einer erbaulichen Betrachtung allzunah. Sie ist mit umso grösserem Vorbehalt aufzunehmen, als der Verf. seine auf den Kern von Prousts



Schaffen gerichteten Fragen ausschliesslich auf Grund formaler Analysen glaubt beantworten zu können. Dazu führt ihn ein schemenhafter Begriff vom Kunstwerk, das durch die Bezeichnung „Kunstwirklichkeit“ nicht greifbarer wird. In der Tat ist ein Hauptzug dieser „Kunstwirklichkeit“ das Vermögen, „sich gegen jede wirkende Wirklichkeit abzusperren.“ Der Autor hängt gänzlich von den ästhetischen Theorien des deutschen Idealismus ab. Ihn „interessiert nicht, was Proust gesehen und dargestellt hat, sondern wie er es dargestellt hat.“ — Das formale Gesetz von Prousts Werk erblickt der Verf. in einer dem Roman bisher unbekannten Bestimmung seines gesamten Blickfeldes durch das schreibende und zudem unter der Arbeit in Entwicklung befindliche Ich. Man wird ihm nicht zugeben können, dass die damit eröffneten Einsichten wesentlich über die von Curtius in seiner Darstellung des Proustschen Perspektivismus gegebenen hinausgehen; B.s Verdienst liegt allenfalls in einer stärkeren Betonung des zeitlichen Elements. Wenn er sich im übrigen gegen jede psychologische Interpretation jenes Ichs verwahrt, so scheint er nicht abgeneigt, ihm eine existentielle angedeihen zu lassen. In ihr sucht er den aufbauenden, gleich weit vom Intellektualismus wie vom Impressionismus entfernten Charakter des Werks von Proust. Es „ist Form gewordene neue Wirklichkeitsexistenz...“, eine Weltanschauung jeder menschlichen Existenz überhaupt.“ Wenn schliesslich in solchen Gedankengängen das Werk in die Nachbarschaft der Action Française gerückt wird, so muss man sich fragen, ob dieser Versuch, die tiefste Schicht in Proust aufzuweisen, geglückt ist.

Die Auseinandersetzung mit dem Werk von James Joyce wird durch die Schrift Brochs wohl nur wenig gefördert werden. So zutreffend einzelne Umschreibungen sind, mit denen sie auf dies Werk Bezug nimmt, so bestätigt sie doch die alte Wahrheit, dass blosser Enthusiasmus umso weniger Einsicht gewährleistet, je mehr Bedeutung sein Gegenstand hat. B. erblickt im „Ulysses“ von Joyce das „Totalitätskunstwerk“ unserer Zeit. Er sucht, dieses Buch als „zeitgerecht“ zu erweisen. Diesem Versuch dienen eine Reihe mehr oder minder glücklicher Einfälle, die das Verfahren von Joyce dem Leser durch Analogien in der Malerei (Futurismus), der Physik (Relativitätstheorie), der Seelenkunde (Psychoanalyse) verständlich zu machen bestrebt sind. Es spielt der richtige Gedanke hinein, dass „das Dichterische in die Sphäre der Erkenntnis zu heben“, eine gerade unserer Zeit zufallende Aufgabe sei. Hätte sich der Verf. die Mühe genommen, die technische Position von Joyce innerhalb der heutigen Romanproduktion zu bestimmen, so hätte er einen Beitrag zur Lösung dieser Aufgabe geleistet. Er hat sich dagegen vielfach mit Improvisationen begnügt, wie sie z. B. der Vergleich zwischen Joyce und Picasso darstellt. Das wird teilweise in der beiläufigen Veranlassung dieser Schrift begründet sein. Es kommt hinzu, dass die methodische Schulung des Autors für die Behandlung seines schwierigen Gegenstandes nicht ausreicht. Seine Definition der totalitätserfassenden Dichtung, „die über jeder empirischen und sozialen Bedingtheit steht und für die es gleichgültig ist, ob der Mensch in einer feudalen, in einer bürgerlichen oder in einer proletarischen Zeit lebt“, beweist das.

Walter Benjamin (Paris).

**Balet, Leo**, in Arbeitsgemeinschaft mit **E. Gerhard**, *Die Verbürgerlichung der deutschen Kunst, Literatur und Musik im 18. Jahrhundert*. Heitz & Co. Strassburg, Zürich, Leipzig 1936. (500 S.; fr. fr. 75.—, Schw. Fr. 15.—, RM. 12.50)

Der Versuch, die gesamte künstlerische Produktion des 18. Jahrhunderts in Deutschland auf den Generalnenner der „Verbürgerlichung“ zu bringen, wird hier zum ersten Mal in solcher Breite und Einheitlichkeit unternommen. Die durchwegs bekannten kulturgeschichtlichen Materialien werden auf ihre gesellschaftlichen Gehalte hin mit Sachkenntnis und Entdeckerfreude förmlich geplündert und neu gruppiert. Die dialektische Methode der Verf. überzeugt dabei mehr in den zahlreichen Einzelanalysen als in den schematisch geratenen, abstrakt-dialektischen Tabellen, Postulaten und Aphorismen. Besonders gelungen sind knappe Analysen der Barockkunst (Porträt-, Landschafts-, Porzellan- und Deckenmalerei, Architektur, Musik, Literatur, Gartenbau, Kleidermode). Hier bedurfte es nur des Kennwortes „Absolutismus“, um die Fülle des Stoffes und der widerspruchsvollen fachwissenschaftlichen Charakteristiken von Hausenstein, Walzel, Wölfflin, Haas methodenfest einzufangen.

Die gesamte Klassik wird als Anti-Absolutismus definiert. Die neuen bürgerlichen Parolen des „Allgemein-Menschlichen“, des „Natürlichen“ und des „Gefühls“ bezwecken — so meinen die Verf. — eine „Egalisierung durch Standeserhöhung des Bürgers“ wie eine Standesentwertung des Adels. Insbesondere die „Empfindsamkeit“ in der Literatur und Musik der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts hat für das deutsche Bürgertum die doppelte Funktion der Gefühlsemanzipation und der Wunscherfüllung, sie ist eine Art Revolutionsersatz für die politisch unerreichbare Standeserhöhung und daher (wie auch ein gut Teil später bei Goethe und Schiller) Revolutionsverrat. Es finden sich in diesem Zusammenhang unbefangene, dabei nie ganz respektlose Analysen Klopstocks, Wielands, Herders, Goethes und Schillers sowie überraschende und sachgerechte Deutungen der literarischen Briefform, der Autobiographie, des Tagebuchs, des Entwicklungsromans und der neuen „Ich“-süchtigen Lyrik.

Die gute polemische Absicht des Buches wirkt sich hier nun gelegentlich allzu schlecht-polemisch selbstgerecht aus. Der gezeigt unpräzise, betont anti-akademische Stil schlägt besonders bei der Charakteristik von erotischen und religiösen Gegenständen in Laxheit und Schnoddrigkeit um. So ist etwa die Rede von der „Steatopygie der Steinzeit, in der sich eine animalische Fleischeslust ausgrunzt,“ oder von „dem widerlichen Kanzelgestänker der Orthodoxie“. Ein andermal heisst es von einem Wielandschen anakreontischen Gedicht, in dem sich eine kleine Nonne und ein Mönchlein zierlich verliebt reimen: „kurz und gut, die Natur siegt über allen religiösen Hokuspokus“. Mit dem Begriff der „Natur“ treiben die Verf. überhaupt ein zwar dialektisch gemeintes, aber reichlich misslungenes Spiel. Dieser gewiss zentrale Begriff wird nicht etwa auf seinen gesellschaftlichen Gehalt hin erschlossen, sondern in Bausch und Bogen schon dadurch übernommen, dass er in einfachen Gegensatz zur absolutistischen, zur „unnatürlichen“ Kunst des Barock gesetzt wird. Aber die bürgerliche

Gesellschaft meint ja gar nichts Primäres oder Natürliches, wenn sie von „Natur“ redet, sondern immer nur ein Abbild oder Gegenbild zu ihrer gesellschaftlichen Natur.

Ein grosser Teil des Buches ist musiksoziologischen Analysen gewidmet. Hier wäre eine stärkere Durchführung der nur angedeuteten, tatsächlich aber fundamentalen Unterscheidung von „konzerthafter“ und „umgangsmässiger“ Musik noch aufschlussreicher gewesen. Die im Vorwort behauptete „neue Auffassung der Sonatenform“ ist zwar nicht so ganz neu, aber verständig und höchst anregend, unter anderem auch zum Widerspruch. Und diese Qualitäten möchte man dem ganzen Buch nachsagen.

Joachim Schumacher (New York).

*Encyclopédie Française. Tome VII. L'Espèce Humaine. Comité de l'Encyclopédie Française Éditeur. Paris 1936. (fr. fr. 125.—)*

Dans son article liminaire, le Dr Rivet montre à quel point la valeur de l'ethnologie, dans la série des sciences de l'homme, est exemplaire. Il porte immédiatement la discussion vers le cloisonnement des sciences et prononce un vigoureux plaidoyer pour une collaboration organique entre l'anthropologie, la linguistique, l'ethnographie et la sociologie dans les cadres de ce qu'on nomme de plus en plus l'ethnologie. Ce sont là des alliances fondamentales dont la nécessité avait été pressentie depuis longtemps par A. de Quatrefages et E. P. Hamy. Par ailleurs, à travers maints problèmes et discussions, le volume laisse entrevoir l'opposition entre deux points de vue qui, dans l'état actuel des études ethnographiques, paraissent difficilement conciliables. L'un, historique, d'où l'on voit entre les civilisations des liens de parenté : c'est celui du P. Schmidt et de sa fameuse théorie des Kulturkreise. L'autre, évolutif, qui lorsqu'il découvre des ressemblances entre deux civilisations, les interprète comme le signe de stades identiques dans leur développement.

Les chapitres consacrés à „l'Humanité d'aujourd'hui“ sont solidement organisés et quelques questions sont étudiées plus complètement : technique, société et surnaturel. Certaines pages de A. Leroi-Gourhan sur la technologie paraissent parfois trop schématiques. A. Métraux, excellent connaisseur de l'Océanie et de l'Australie, domine bien l'étude des structures sociales et présente une nette mise en place des différents aspects de la société primitive.

L'étude de J. Soustelle sur „l'Homme et le Surnaturel“ est dense, solide, une des meilleures du volume. Les problèmes y sont nettement marqués, ainsi que les arêtes des discussions. J. S. note avec raison que Durkheim a désigné une direction de recherches fécondes en expliquant la distinction du sacré et du profane par des changements dans la concentration du groupe social. Mais cette indication, qui ne concerne que la morphologie sociale, doit être reprise pour rechercher les liens de ces variations de forme avec les faits de l'économie et de la technique.

L'étude très substantielle de Henri Neuville sur les races, à travers les discussions des différentes écoles scientifiques, dessine cependant une remarquable convergence des conceptions les plus différentes : la condam-



nation de tout simplisme, de tout dogmatisme racial. Au terme de son étude, H. N. affirme qu' „aucun racisme, fût-il défendu par une race demeurée aussi archaïquement ségrégée que celle des Australiens ou des Bochimans, ne pourrait se réclamer d'une base anthropologique capable de fonder en sa faveur une classification naturelle rigoureuse, vraiment exclusive de tous autres éléments. Ce qui groupe les humains, en tant que collectivité, ce sont essentiellement des communautés d'intérêts matériels avec toutes les conséquences qu'elles comportent, et la cohésion ainsi réalisée aboutit à créer des différences qui s'expriment le mieux par la notion de type.“

La partie démographique, rédigée par M. Halbwachs en collaboration avec A. Sauvy et H. Ulmer, est très substantielle. Migrations et changements de population, taux d'accroissement, nuptialité, renouvellement des générations, sont examinés à l'aide des méthodes statistiques. M. H. consacre au „rapport des sexes à la naissance“, c'est-à-dire à la proportion des naissances masculines et féminines, d'intéressantes recherches appuyées sur un considérable matériel statistique où la sociologie semble apporter à la biologie une direction d'hypothèses : la proportion des naissances masculines serait liée aux variations des différences d'âge entre les parents.

Parmi les descriptions des „Peuples sur la terre“, signalons celles, solides et vivantes de Ch. Parain, A. Métraux, M. Griaule.

L'unité de conception et de méthode de l'Espèce Humaine permet d'échapper à l'éclectisme que n'ont pas évité d'autres tomes de l'Encyclopédie Française. L'ensemble de faits et de discussions, rapportés ici, est remarquable.

Georges Friedmann (Paris).

## Ökonomie.

**Lucas, Arthur F.**, *Industrial Reconstruction and the Control of Competition. The British Experiments.* Longmans, Green & Co. London und New York 1937. (XI u. 384 S.; 15 s., \$ 5.75)

**Robbins, Lionel**, *Economic Planning and International Order.* Macmillan and Co. London 1937. (XV u. 330 S.; 8 s. 6 d.)

**Lange, Oskar**, *On the Economic Theory of Socialism.* In : *The Review of Economic Studies* (London), Vol. IV, No. I & II (October 1936 & February 1937).

**Burrows, Raymond**, *The Problems and Practice of Economic Planning.* P. S. King & Son. London 1937. (279 S.; 10 s. 6 d.)

Was man oft kapitalistische Planung nennt, besteht heute im wesentlichen noch in der Beschränkung der Konkurrenz durch mehr oder minder monopolistische Verbände und durch mehr oder minder systematische Staatseingriffe. Über die ökonomischen und politischen Auswirkungen dieser Planung herrscht in der ernsteren Literatur viel Übereinstimmung. Kontrovers dagegen ist die Theorie der freien kapitalistischen Konkurrenz und des Sozialismus sowie die gesellschaftliche Dynamik, der die Ent-

wicklung zum „Interventionsstaat“ oder zur Planung entspringt. Die oben angezeigten Arbeiten, ein kleiner Ausschnitt aus der neueren englischen Literatur, bezeichnen diesen Stand der Forschung und Diskussion in ziemlich repräsentativer Weise.

Das Buch von Lucas bietet eine gute Analyse der Wandlungen, die die Struktur der englischen Industrie und Agrikultur im Laufe des letzten Jahrzehnts erfahren hat. In dieser Zeit hat die Schaffung monopolartiger Marktverhältnisse in England sehr rasche Fortschritte gemacht. Zwei Anfangskapitel schildern den historischen Hintergrund und die geschichtliche Ausgangskonstellation dieser Entwicklung, die vom Staat auf viele Weise, wenn auch nicht in jedem Einzelfall, gefördert worden ist. Es folgt eine Untersuchung über die heutige Reichweite und über die verschiedenen Richtungen der monopolistischen Durchdringung der englischen Wirtschaft. Die eigentlich analytische Untersuchung gilt dem Einfluss auf Preis- und Mengenpolitik und auf die technisch-ökonomische Effizienz der Produktion. Über die gesamtwirtschaftliche Rationalität der „control“, so wie sie heute geübt wird, urteilt L. auf Grund dieser Analyse sehr skeptisch. Die Gleichgewichtskräfte, die dem freien Markt immerhin innewohnen, würden lahmgelegt, aber nicht wirksam ersetzt, weil Sektionalismus, mangelnde Übersicht und mangelnde Anordnungsmacht der Kontrollinstanzen im Wege stehen. Auf der anderen Seite entzögen sich die destabilisierenden Grundfaktoren des Kapitalismus ganz und gar der Kontrolle und blieben unberührt durch die bloße Ausschaltung von Marktrivalitäten. „It may very well be that only complete control of the whole economic process by semi-public agencies armed with coercive powers will be able to stand the test of expanding business.“

Robbins bezeichnet als die ökonomische Funktion allen nicht-liberalen Plans — auch der Liberalismus ist nach ihm ein Plansystem — die Konservierung überholter wirtschaftlicher Strukturen. Er untersucht die verschiedenen Betätigungsformen des Interventionismus, wobei es ihm in erster Linie darauf ankommt, die weltwirtschaftlichen und weltpolitischen Konsequenzen herauszuarbeiten. Das Ergebnis : überall wird die Ergiebigkeit der Produktion vermindert ; mit der Lahmlegung des „neutralen“ Marktes werden rundherum „vested interests“ geschaffen und nationale Antagonismen erzeugt, die die Welt in den Krieg stürzen müssen. Nichts sei daran durch generelle sozialistische Planung zu ändern. Innerwirtschaftlich gesehen unterliege sie den Einwänden von Mises, die mindestens praktisch durchschlagend seien. Politisch bedeute Sozialismus die Zerstörung jeder Aussicht auf Demokratie. Unter internationalem Aspekt sei er ständig durch Auflösung in regionale Einheiten mit antagonistischen Interessen bedroht. Nur der „Liberale Plan“ erfüllt nach R. die Bedingungen einer weltweiten Friedens- und Wohlstandsordnung. So befürwortet er in diesem Buch, das man ein liberales Manifest nennen könnte, eine politische Revolution, deren Inhalt der Abbau der einzelstaatlichen Souveränität zugunsten einer übernationalen Staatenföderation sein und deren Aufgabe darin bestehen müsste, einen festen gesetzlichen Rahmen zu schaffen, innerhalb dessen die freie Konkurrenz ungestört funktionieren könnte. Der Interventionismus sei ja nichts ökonomisch Zwangsläufiges.

Er ist nach R. die Folge einer nationalistischen Reaktion, die ihren Ausgangspunkt und ihr Zentrum seit Bismarcks Zeiten in Deutschland gehabt hat und die von da aus, gefördert durch „Fehler“ der Liberalen und durch die Politik der Sozialisten, über die Welt gegangen ist.

Niemand wird bezweifeln, dass die Entwicklung zum „administrierten Kapitalismus“ eine politische Seite hat, mehr noch : dass politische Faktoren dabei eine eminente Rolle spielen. Aber ist die politische Intervention nicht entscheidend bedingt durch die wachsende Grösse der Unternehmungseinheiten, diesem Produkt von Profitstreben und moderner Technik? Lange arbeitet diesen Gesichtspunkt (im zweiten Teil seines Aufsatzes) sehr scharf heraus und entwickelt ihn bis zur Behauptung, dass sich das System der freien Konkurrenz nur noch bei striktem Verbot der Anwendung fortgeschrittener Technik retablieren und „künstlich“ halten liesse. Sein Hauptthema ist die Theorie des Sozialismus. Die wichtigsten Ergebnisse sind erstens : die sozialistische Wirtschaftsrechnung -- der „Stein des Anstosses“ in der liberalen Literatur -- bereitet keine grösseren theoretischen und praktischen Schwierigkeiten als die heutige. Auch dort, wo es keine Märkte gibt (jedenfalls bei den Produktionsmitteln), lassen sich „Verrechnungspreise“ festsetzen, die den objektiven Gleichgewichtskriterien genügen. Sie werden mit derselben Methode des „Abtastens“ festgesetzt, nach der die Marktpreisbildung erfolgt, möglicherweise mit einer kürzeren Kette sukzessiver „trials“ und auf jeden Fall ohne umständliche Berechnungen. Zweitens : die Wohlfahrt der Individuen kann im Sozialismus höher sein als selbst im kapitalistischen Equilibrium. Aber dieser Vergleich ist nach L. akademisch. „The real issue is whether the further maintenance of the capitalist system is compatible with economic progress.“ Heute funktioniere der Kapitalismus nur noch in abwechselnder Folge von Versuchen, den Fortschritt zu unterbinden, und von Katastrophen, die eintreten, wenn diese Versuche scheitern.

Drittens : ein gradueller Übergang zum Sozialismus ist selbst unter „rein ökonomischem“ Aspekt aussichtslos. „The capitalist economy cannot function under a socialist government unless the government is socialist in name only... A socialist government really intent upon socialism has to decide to carry out its socialisation program at one stroke, or to give it up altogether. Socialism is not an economic policy for the timid.“

Das Buch von Burrow sei wenigstens kurz erwähnt. Es enthält eine Übersicht über Probleme der Konkurrenz, der Intervention und der Planung, eine Zusammenstellung von Erfahrungen aus einer grossen Zahl von Ländern und gibt dem Leser schliesslich die folgende Anleitung mit, an der der Wert des Buches ungefähr zu ermessen ist : „The solution ready to hand would appear to be to select the best features of existing systems and improve upon them, scrapping those which are obviously bad or inefficient. The problem therefore becomes one of finding a reasonable compromise between individualism and collectivism, with the proviso, that in the event of a serious clash between private and public interests, the latter should prevail.“

Kurt Mandelbaum (London).



**Levy, Hermann, *Industrial Germany. A Study of its Monopoly Organizations and their Control by the State.* Macmillan, New Nork. Cambridge University Press, Cambridge 1935. (X u. 245 S.; \$ 3.50, 12 s. 6 d.)**

Der Untertitel gibt den Inhalt des Buches am besten wieder : es ist eine vergleichende Untersuchung über die Entwicklung, den gegenwärtigen Stand und den inneren Aufbau der monopolistischen Industrieorganisationen in Deutschland. Die deskriptive Übersicht, die etwa die Hälfte des Buches ausmacht, ist nach einzelnen Industriezweigen gegliedert und legt mit Recht das Hauptgewicht weniger auf die Vollständigkeit der Aufzählung als auf die Durchleuchtung der wichtigsten und grössten Unternehmungskomplexe. Später geht Levy auf Ursachen und Wirkungen der monopolistischen Entwicklung ein. Ihre treibende Kraft sieht er im Konzentrationsprozess, worunter er ebenso die Herausbildung immer grösserer Produktionseinheiten wie die Zentralisation der wirtschaftlichen Leistung in einigen wenigen Gebieten versteht. Den letzteren Vorgang (und die Entwicklung der Transporttechnik, auf die er zurückgeht), ist der Verf. geneigt, kausal vorzuordnen, doch scheint uns diese ursächliche und begriffliche Verkoppelung der beiden „Konzentrationsprozesse“ anfechtbar. Trotz der Zusammenhänge, die selbstverständlich vorhanden sind, folgt die regionale Integration in erster Linie den Standortgesetzen und führt nicht notwendig zur Kapitalkonzentration, die unter anderen Gesetzen steht. — Die Ausführungen über die Wirkungen der Monopolpolitik bedürften mancher Ergänzung. Aber im ganzen ist das Buch sehr instruktiv und als vergleichende Studie den bisherigen zusammenfassenden Darstellungen überlegen.

Kurt Mandelbaum (London).

**Hall, R. L., *The Economic System in a Socialist State.* Macmillan. London and New York 1937. (XV and 263 pp.; 7 s. 6 d., \$ 2.75)**

In the discussion of the problems of socialist economics by economists the swing of the pendulum between opposing attitudes has been more clearly marked than in most branches of study. The view, associated most closely with the name of Mises, that there could be no rational economic calculus in the absence of a commodity market was first opposed by a declaration that economic price calculus was unnecessary and unimportant for a socialist economy. The latter attitude then gave way to an insistence that the „bourgeois“ economics of perfect competition could be applied almost unchanged to a socialist state which would then be able to boast of all the advantages which the text-books postulated of ideal, laissez faire, perfectly competitive, capitalist society.

This has led to an exaggerated preoccupation, in most of the more recent writings on the subject, with capitalistic, perfectly competitive, long period equilibrium as the starting point of socialist economics, so that insufficient attention has been given to the essence of ideal output that lies behind, ultimately justifies, and is often obscured by other elements in this equilibrium. This in turn has given rise to many serious errors which I have

examined in a recent article.<sup>1)</sup> Hall has been very careful to avoid the more serious of these pitfalls although he does take the dangerous path of starting from capitalistic, perfectly competitive equilibrium. He is to be congratulated on this care, although it has necessitated a long series of qualifications and complications of the main outlines of the scheme which makes what should be a very exciting subject appear rather dull. Among the minor faults of his approach are an inadequate treatment of the problem of depreciation, an over-emphasis on average costs and other average concepts, an illegitimate waiving of the problem of long and short period interest rates, an exaggeration of the part that can be played by rent in regulating the proper utilisation of resources and, in general, such weaknesses as result from the insufficient appreciation of dynamic considerations which goes with a concentration on static competitive equilibrium. There is also too high an estimate of that ethical neutrality which insists on the incomparability of the satisfactions of different individuals.

Nevertheless, H.'s book is, with one exception,<sup>2)</sup> the most satisfactory work that has appeared on the subject. Especially apposite and useful at the present moment is his examination, in an appendix, of the economic system of the U. S. S. R. Although based only on English sources, it is a very clear account which brings out the present state of our understanding of socialist economics. It can be said that the theoretical structure is fairly complete. The opponents of socialism have had to withdraw from their denial of the theoretical possibility of rational socialist economics to a concentration on allegedly insuperable practical difficulties of administration. These, by definition, can only be discovered and dealt with when a socialist state tries to apply the principles that have been worked out. The U. S. S. R. is not trying them out although it does appear to be slowly working towards them by trial and error. Until a socialist state tries to apply these principles there is not much that the economist as such can do to settle this open question.

A. P. Lerner (London).

**Waltershausen, A. Sartorius von,** *Die Umgestaltung der zwischenstaatlichen Wirtschaft. Ein geschichtlicher Rückblick 1914-1932.* Gustav Fischer. Jena 1935. (326 S.; RM. 17.—, geb. RM. 18.50)

Der Verfasser gibt einen Überblick über die internationale Wirtschaftsentwicklung seit Kriegsausbruch, unter besonderer Berücksichtigung ihrer Auswirkungen auf die zwischenstaatlichen Wirtschaftsbeziehungen. Es ist ein reiches Material zusammengetragen worden, ohne dass freilich stets gleich zuverlässige Quellen benutzt worden wären: ein bisweilen nicht unerheblicher Mangel der Schrift. Wer weiss, wie Auslandswirtschaftsberichte von Journalisten oft zustande kommen, wird seine Zweifel

---

<sup>1)</sup> „Statics and Dynamics in Socialist Economics“. In: *Economic Journal*, June 1937.

<sup>2)</sup> O. Lange, „On the Economic Theory of Socialism“. In: *Review of Economic Studies*, vol. IV, Nos. 1 and 2, October 1936 and February 1937.

haben, ob es zulässig ist, wesentliche Länder bzw. Zustände nur oder vorwiegend anhand solcher Berichte zu schildern. Auch für ein so bedeutungsvolles und wissenschaftlich sorgfältig durchforschtes Gebiet wie die deutsche Reparationsfrage führt der Verf. nur ein politisch-journalistisches Buch an. Im übrigen heisst es im Vorwort, die „Übersichtlichkeit“ sei „mit statistischen Zahlen und Zusammenfassungen“, die „Anschaulichkeit“ dagegen „unter Benutzung des Beispielsweisen und des Typischen zu gewinnen versucht worden“. Tatsächlich aber tritt das „Typische“ ungebührlich stark zurück, es überwiegt das Nebeneinander historischer Daten und Schilderungen. Kurz: die „grosse Linie“ des Weltwirtschaftsgeschehens der letzten zwei Dezennien ist häufig nicht klar sichtbar.

Trotz dieser Mängel enthält das Buch eine solche Fülle von Material, dass es als eine Art weltwirtschaftlichen Nachschlagewerks von vielen mit Nutzen zurate gezogen werden wird, zumal seine wirtschaftspolitische Grundhaltung im allgemeinen durch Ausrichtung auf das Ökonomisch-Rationale gekennzeichnet ist.

Fritz Neumark (Istanbul).

*Britain without Capitalists. A Study of what Industry in a Soviet Britain could achieve. By a Group of Economists, Scientists and Technicians. Lawrence and Wishart. London 1936. (474 S.; 8 s. 6 d.)*

Die Verf. dieses Buches versuchen, die konkreten Möglichkeiten einer besseren und gleichmässigeren Versorgung aufzuweisen, die sich bei einer rationalen, von Eigentumsinteressen nicht behinderten Planung der englischen Wirtschaft ergeben würden. Mit grossem Nachdruck werden gleich zu Beginn die politischen Voraussetzungen einer solchen ökonomischen Reorganisation unterstrichen: „... this volume is designed to show, not what 'planning' — any sort of 'planning' in the abstract — could achieve in Britain, but what Soviet Power could achieve“. Es wird die Enteignung des gesamten Kapitalbesitzes und die Totalplanung von Produktion und Verteilung gefordert, weil partielle Verstaatlichungen und Kontrollen erfahrungsgemäss ohne Wirkung blieben. Auf welche Weise dann die Produktion zentral reguliert und das Ineinandergreifen der verschiedenen Zweige planmässig sichergestellt werden kann, bleibt in dem Buch allerdings unbehandelt; nur im Vorbeigehen wird kurz darauf hingewiesen, dass der Markt — wenigstens der Konsumgütermarkt — noch lange Zeit gewisse regelnde Funktionen behielte. Das Hauptgewicht aber liegt bei der Analyse der internen Probleme der grossen Wirtschaftszweige in England, deren gegenwärtige Struktur und deren potentielle Entwicklung (unter sozialistischen Bedingungen) an Hand reichen und zuverlässigen Materials dargestellt werden. Das Buch liefert damit trotz der bewussten Vernachlässigung der Probleme der Gesamtregulierung eine ausgezeichnete empirische Vorarbeit für eine sozialistische Wirtschaftspolitik. Kurt Mandelbaum (London).

*Chase, Stuart, Rich Land Poor Land. Whittlesey House. McGraw-Hill Book Company. New York 1936. (361 pp.; \$ 2.50)*

The depletion of natural resources on the American continent is here



developed as the material consequence of the theory and practice of the free market. Unhampered competitive enterprise, operating on the assumption that our natural resources are limitless (the concept of infinity, Chase calls it), cut down valuable forests, drained oil basins and watersheds, grazed cattle and sheep indiscriminately, killed off wild life and in this way unbalanced the hydrologic cycle to such an extent that erosion, flood and drought became the heritage of the present generation. C. builds this causal sequence with relentless force, illustrating each step with a multitude of picturesque examples that combine scientific clarity with a broad understanding of the natural conditions of this continent; every rhythm in the movement enunciates the social consequences visible today in the homelessness and poverty of millions, victims of soil exhaustion, dust storm and flood. The narrative is pointed to a justification of the remedies instituted by the present administration, conservation and regional planning as practised by the T. V. A., A. A. A., R. A., Mississippi Valley Committee, the power dam projects, and so on, all of which C. regards as the beginning of a widening circle of governmental control of reconstruction. The problem of unemployment, too, is seen as possible of solution through such federal planning.

Edward M. David (New York).

**Robinson, Joan**, *Essays in the Theory of Employment*. Macmillan. London und New York 1937. (256 S.; 8 s. 6 d., \$ 3.50)

Die in diesem Band zusammengestellten dreizehn Aufsätze versuchen, Keynes' allgemeine Theorie teils auf wirtschaftspolitische Fragen des Tages anzuwenden, teils theoretisch weiter zu verallgemeinern. Der ganze Band zeigt sehr eindrucksvoll, dass sich eine Keynes-Schule herauszubilden beginnt. Er legt von Robinsons Überzeugung Zeugnis ab, dass nach vielen Vorarbeiten auf dem Wege zur realistischen Theorie durch Keynes' Ansatz nun endlich das neue Gesamtbild gefunden ist, von dem aus Probleme der wirtschaftlichen Wirklichkeit unmittelbar in Angriff genommen werden können. Die akademische Isolierung der „unpolitischen Ökonomie“ scheint endlich überwunden.

Die Anwendungen R.s beziehen sich auf die Kritik der üblichen Vorschläge zur Linderung der Arbeitslosigkeit, auf die Wirkung verschiedener Unterstützungssysteme, auf die Wechselwirkung zwischen Währung und Beschäftigungsniveau und die Methoden der Abwälzung der Arbeitslosigkeit auf das Ausland. Die Keynesische Theorie wird von ihr umgebaut und erweitert, vor allem mit einer deutlichen Akzentverschiebung vom Psychologischen aufs Politisch-Institutionelle.

Keynes hatte zu zeigen versucht, dass selbst in einer gewerkschaftslosen Wirtschaft mit unbegrenzt sinkenden Geldlöhnen die Arbeitslosigkeit nicht zu verschwinden braucht, und Vollbeschäftigung als Fehlen solcher „unfreiwilligen Arbeitslosigkeit“ definiert. R. bezieht die Existenz der Gewerkschaften wieder ein, definiert Vollbeschäftigung als Fehlen jeder Reservearmee und demonstriert, dass sie nur in einem inflationistischen Prozess mit dauernd steigenden Löhnen und Preisen erreichbar, mit Gleichgewicht in irgend einem Sinne also unvereinbar ist. Sie führt ferner die aus Rei-

bungen (d. h. begrenzter Übergangsmöglichkeit der Arbeiter von einer Beschäftigung in die andere) resultierende Arbeitslosigkeit als Spezialfall und Komponente auf die allgemeine Arbeitslosigkeit aus Mangel an „effektiver Nachfrage“ zurück. Keynes' Begriff der Liquiditätsvorliebe wird überhaupt nicht benutzt ; d. h. der psychologische Faktor wird als konstant angenommen, die Veränderungen im Geldbedarf bei gegebenem Zins vor allem von der Lohnseite her erklärt und die Schlussfolgerung gezogen, dass Zentralbank und Gewerkschaften sich in die Kontrolle der allgemeinen Preisbewegung teilen. Der Keynes'sche Grundgedanke, der für den Versuch des Aufbaus einer Theorie der Vollbeschäftigung auf längere Zeiträume entscheidend ist, ist die negative Wirkung des Sparens : *ceteris paribus*, d. h. ohne gleichzeitige Investitionsentscheidungen, muss es zum Schrumpfungsprozess führen. Von hier aus ergibt sich zwangsläufig, dass jede Massnahme, und insbesondere jede Änderung der Verteilung, die das Sparen erhöht, *ceteris paribus* das Beschäftigungsniveau senkt. Der Gebrauch des *ceteris paribus* ist einfach der umgekehrte wie in der orthodoxen Auffassung : dort war die Existenz von Investitionsmöglichkeiten selbstverständlich, hier wird sie nicht erwartet, solange sie nicht ausdrücklich bewiesen ist. Dass das Investitionsproblem als Grundproblem erkannt wird, ist ein Fortschritt zum Realismus ; aber es scheint uns, dass eine Untersuchung der wirklichen Veränderung der Investitionsmöglichkeiten relevantere, wenn auch weniger paradoxe Resultate liefern könnte als die formale Umkehrung der traditionellen Annahmen.

Als Kuriosum mag eine Auseinandersetzung R.s mit John Strachey erwähnt werden, die unter der Überschrift „Some Reflexions on Marxist Economics“ hier abgedruckt ist. Strachey hatte Marx'sche Gedanken in der Auseinandersetzung mit modernen Krisentheorien zu erläutern gesucht und sich dabei teilweise auf Hayek bezogen. Hayeks Theorie hat den Fehler, dass sie von Vollbeschäftigung ausgeht oder, wie R. das ausdrückt, in Says Theorie der Absatzwege befangen ist. Da Strachey dies nicht bemerkt hat, ist auch er in R.s Augen ein Anhänger von Say, und da Strachey Marxist ist, sei es offenbar auch Marx ! R. nimmt die Entdeckung, dass Marx ein harmonistischer Nationalökonom war, ohne es zu wollen, zum Anlass für längere Betrachtungen, wie eine so falsche Theorie wie der Marxismus so nützliche gesellschaftliche Funktionen haben könne.

Walter Fehr (London).

**Fisher, Allan G. B.**, *The Clash of Progress and Security*. Macmillan. London and New York 1936. (XIII u. 234 S. ; 8 s. 6 d., \$ 3.—)

**Hopkins, Harry L.**, *Spending to Save. The Complete Story of Relief*. W. W. Norton and Company. New York 1936. (197 S. ; \$ 1.50)

**Adams, Arthur B.**, *National Economic Security*. University of Oklahoma Press. Norman 1936. (327 S. ; \$ 2.50)

**Dulles, Eleanor Lansing**, *Depression and Reconstruction. A Study of Causes and Controls*. University of Pennsylvania Press, Philadelphia. Oxford University Press, London 1936. (XII u. 340 S. ; \$ 3.—, 13 s. 6 d.)

**Garland, C. M.**, *Depressions and their Solution, Economic, Moral and*

*Philosophical Aspects. The Guilford Press. Chicago 1935. (X u. 187 S.; \$ 2.50)*

Alle fünf Schriften setzen sich mit dem Problem der „economic security“ auseinander. Sie suchen „strategische“ Punkte, von denen aus die Bewegungen der kapitalistischen Wirtschaft kontrolliert werden können.

Am grundsätzlichsten greift Fisher die Frage an. Er sieht die gegenwärtigen Schwierigkeiten darin begründet, dass die Produzenten es versäumen, sich mit steigender Produktivität der Arbeit immer mehr von „primären“ Erzeugnissen (Lebensmitteln, notwendigstem Kleidungs- und Wohnungsbedarf) auf „sekundäre“ (industrielle) und namentlich „tertiäre“ Güter (Wissenschaft, Verwaltung, Erziehung, Luxus etc.) umzustellen. Statt dessen werde ein disproportionaler und daher unverwertbarer Überfluss an primären Erzeugnissen von Theorie und Praxis begünstigt und im Konjunkturzyklus stets von neuem reproduziert. „The pressing problem of adjustment in the fourth decade of the twentieth century is the problem of reorganising the structure of production so that the transfer of resources to the production of the ,tertiary‘ products, both goods and services, may be made as smoothly as possible.“ Das wertvolle und klar geschriebene Buch ist aus der Anschauung australischer und neuseeländischer Verhältnisse hervorgegangen und gegen eine politisch begründete Siedlungspolitik gerichtet, die das städtische Proletariat wieder aufs Land drängen möchte.

Die übrigen Schriften behandeln den Problemkreis des New Deal. Hopkins ist Leiter einer der grössten unter den neugeschaffenen Organisationen. Er ist kein Theoretiker, aber seinem Buch liegt eine programmatische Überzeugung zugrunde: Die Verantwortung der Gesellschaft für die Opfer eines Wirtschaftssystems, das periodische Wellen der Arbeitslosigkeit erzeugt, steht vor aller weiteren Diskussion. Die Freigesetzten haben ein Recht auf Unterstützung. In seiner ausserordentlich lebendigen Schilderung der Arbeitslosigkeit, wie sie die Roosevelt-Administration vorfand, der Gesichtspunkte, unter denen sie das Problem angriff, und der Entwicklung von 1933 bis 1936 wird aber ausserdem sehr deutlich, dass im Jahre 1933 die Verhältnisse der Verwaltung kaum eine Wahl liessen. Sogar die verschiedensten industriellen Gegner jeder zentralisierten Arbeitsbeschaffung mussten unter dem Eindruck unmittelbar bevorstehender Unruhen und angesichts der völligen Erschöpfung aller örtlichen Fonds den Umfang der Erwerbslosigkeit und das Elend der Betroffenen zugeben und um sofortiges Eingreifen der Bundesregierung bitten. Es ging nicht mehr um charitative Gesichtspunkte, sondern um dringlichste Probleme sozialpolitischer und sozialhygienischer Natur, die im Laufe weniger Monate alle ökonomischen Meinungsverschiedenheiten in den Hintergrund drängten. Die wirtschaftstheoretische Rechtfertigung der Arbeitsbeschaffung, die inzwischen zu einem Hauptproblem der Theorie geworden ist, erscheint von diesem Standpunkt aus als recht sekundär.

Hopkins beschränkt sich auf die Probleme des Arbeitsmarkts. Dagegen gibt Adams eine umfassende Schilderung der New Deal-Politik im ganzen, beginnend mit einer Skizze der amerikanischen Wirtschaftsentwicklung. Neben den einzelnen Massnahmen der Regierung wird die



Tagesdiskussion referiert; dann erst nimmt der Autor selbst Stellung. Er begrüsst die Schritte der Regierung, die auf eine Stärkung der Stellung der Arbeiterschaft und auf eine Erhöhung ihres Reallohnes mit der wachsenden Produktivität ihrer Arbeit abzielten, und er verurteilt scharf diejenigen Elemente der NIRA, die zur kartellmässigen Beschränkung der Produktion führen sollten. Darstellung und Kritik sind klar und präzise, der Unterkonsumtionstheorie des Verf. wird man nicht ohne weiteres folgen können.

Nach Thema und Anlage stimmt die Schrift von E. Dulles mit der von Adams weitgehend überein. Aber sie steht in scharfem Gegensatz zu ihr durch ihre tiefgehende Skepsis gegenüber aller Zentrierung der Theorie um einen tragenden Gedanken. Jede auch nur geordnete Zusammenfassung wird sofort mit völlig entwertenden Vorbehalten versehen, wo sie einmal erfolgt. Damit sollte der Simplifizierung komplexer Zusammenhänge vorgebeugt sein. Aber in Wirklichkeit wird neben einer grossen und unerschöpften Zahl faktischer Zusammenhänge eine Reihe von der Verf. evidenten Theorien kritiklos hingenommen. Wie sie von einigen teils begrifflichen, teils praktischen, teils historischen Einteilungen zur Forderung neutralen, dem Metermass vergleichbaren Geldes kommt, ist ein merkwürdiges Beispiel hierfür und ein gutes Argument zugunsten einer disziplinierenden logischen Gliederung. Meist allerdings gelangt sie nicht über vage Allgemeinheiten und Postulate hinaus. Die Vorzüge des Buches liegen dort, wo es konkrete Vorgänge schildert, insbesondere in den Kapiteln V-VII, die sich mit der Wirtschaftsgeschichte der Jahre 1922 bis 1933 beschäftigen.

Garland polemisiert mit stark persönlicher Färbung insbesondere gegen Roosevelt, aber auch gegen die konservativen Kräfte der amerikanischen Politik. Ökonomisch vertritt er den charakteristischen Ingenieursstandpunkt: die Sachverständigen jedes Wirtschaftszweiges sollten in einer korporativen Ordnung ähnlich der italienischen die wichtigsten wirtschaftlichen Entscheidungen treffen.

Konrad Bekker (New York).

**Davenport, H. J.,** *The Economics of Alfred Marshall.* Cornell University Press. Ithaca, New York. Oxford University Press. London 1935. (481 S.; \$ 4.—, 18 s.)

Davenport, der 1931 starb (das vorliegende Buch ist von Freunden und Kollegen des verstorbenen Ökonomen aus hinterlassenen Manuskriptteilen zusammengestellt), nimmt in der Entwicklung der theoretischen Ökonomie—in der Form, in der sie auf amerikanischem Boden eine Stätte gefunden hat—, eine Zwischenstellung ein zwischen der neuklassischen Schule Marshallianischer Prägung und dem Institutionalismus Thorsten Veblens. Mit Pareto und Cassel in Europa verbindet ihn die Tendenz, das Wertproblem aus der theoretischen Ökonomie zu eliminieren und diese als eine Wissenschaft aufzubauen, die sich lediglich auf Preise und Preisrelationen beschränkt. Es ist klar, dass diese Konzeption D. mit einigen der grundlegenden Positionen der klassischen und nachklassischen Lehre in Widerstreit bringen musste. Auf der einen Seite führte ihn seine Definition der Ökonomie als einer Wissenschaft von Preisen zu der Konsequenz, den Aufbau dieser

Wissenschaft unter dem Gesichtspunkt zu betreiben, dass die Menschen in ihrem gesellschaftlichen Zusammenwirken von dem Verlangen nach Gewinn getrieben werden. Die Logik dieser Auffassung ist in seinem 1913 erschienenen Buche: „The Economics of Enterprise“ entwickelt. Auf der anderen Seite musste eine Theorie, die sich auf Preise und Preisrelationen konzentriert, die Grundbegriffe der klassischen und nachklassischen Schule, wie Wert, natürlicher Preis, Kosten und besonders den der Rente angreifen und ihre logische Unhaltbarkeit zu beweisen versuchen. Diesem Versuch ist das vorliegende Buch in der Form einer Auseinandersetzung mit dem letzten geschlossenen System der politischen Ökonomie der nachklassischen Schule, dem Werke Alfred Marshalls, gewidmet.

Von den fünfzehn Kapiteln des Buches, die eine kritische Behandlung der Grundbegriffe der Marshallianischen Lehre — wie „utility“, Produktionskosten und Kapital — anstreben, stellen sich vier mehr oder minder ausschliesslich die Aufgabe, die Überflüssigkeit der Theorie der Grundrente für die politische Ökonomie zu demonstrieren. Wie der Autor bereits im einleitenden Kapitel anzeigt, führt die klassische Arbeitskostentheorie unvermeidlich zur Trennung von Kapital und Grund und Boden, zur Scheidung von Grundeigentum und Privateigentum an anderen Kostengütern. Die Notwendigkeit einer solchen Scheidung vom Standpunkt der ökonomischen Theorie steht im Zentralpunkt der Auseinandersetzung mit Marshall, wie es das einleitende Kapitel andeutet und wie es in den späteren Kapiteln auf breiterer Basis ausgeführt wird.

Die strenge Beibehaltung der Scheidung zwischen Grund und Boden und anderen Produktionsfaktoren bei Marshall involviert die Auffassung, dass sie den Grundeigentümern einen relativ wachsenden Anteil am sozialen Gesamteinkommen garantiert, ohne dass diese selbst zu seinem Wachstum beitragen. Von hier aus ergibt sich zwanglos die These Marshalls von einer kontinuierlichen Veränderung im Rahmen des privatkapitalistischen Systems, die wegen der Stellung des Grundeigentümers im System ohne dessen Sprengung eine Expansion des Lohneinkommens zulässt. Wenn D. dagegen die Trennung der Produktionsfaktoren in Grund und Boden und andere Faktoren aufzuheben sucht und die Ökonomie in eine Vielzahl von preisbestimmten, profitmotivierten Einheiten pulverisiert, so macht er bereits in diesem kritischen Ansatzpunkt seines Denkens eine adäquate Erfassung der zeitgenössischen Wirklichkeit unmöglich und liefert gleichzeitig den Schlüssel zur Logik seiner eigenen Theorie.

Julian Gumperz (New York).

**Baumont, Maurice**, *L'essor industriel et l'impérialisme colonial* (1878-1904). Librairie Félix Alcan. Paris 1937. (610 p.; fr. fr. 70.—)

**Hardy, Georges**, *La politique coloniale et le partage de la terre aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Avant-propos de Henri Berr*. Éditions Albin Michel. Paris 1937. (XVII et 499 p.; fr. fr. 40.—)

L'ouvrage de M. Baumont est intéressant et richement documenté, mais il ne répond pas à son titre. Car c'est plutôt un récit de l'évolution

politique des différents pays qu'une histoire de leur développement industriel, mis en rapport avec les événements coloniaux. Cette histoire politique qui remplit un tiers du livre reste nécessairement superficielle : nous apprenons les noms de personnages plus ou moins célèbres, quelques-unes de leurs actions politiques, sans que l'auteur nous montre les causes de ces actions et sans qu'il réussisse à dégager les rapports entre cette histoire anecdotique et le sujet annoncé.

Dans la partie centrale de son livre, M. B. montre que la vie économique est passée du plan national au plan mondial. Machinisme et industrialisation, avant tout autre facteur, ont influencé le développement économique que l'auteur définit ainsi : „on passe du xix<sup>e</sup> siècle libéral au xx<sup>e</sup> siècle mécanisé“. Les conséquences en sont que l'effort individuel ne joue plus le rôle capital dans la création productrice, qu'une „discipline nouvelle régit les masses... les partis politiques se transforment en groupements d'intérêts... le sentiment socialiste... se mêle à la vie des nations.“ — L'auteur décrit l'impérialisme dont s'inspirent les grands pays et qui, provoqué par ces transformations économiques et aidé par un „idéal romantique d'expansion et de domination“ mène à une situation où „il ne s'agit plus de colonies, mais d'empires qui se forment ou aspirent à se former.“ De cette situation naissent les guerres hispano-américaine, russo-japonaise et du Transvaal. Au delà de ces idées en somme assez banales, aucune analyse sociologique de la civilisation industrielle et de la colonisation n'est tentée.

Le livre de M. Hardy se distingue de celui de M. B. non seulement par la manière de voir le phénomène colonial, mais aussi par la méthode d'en traiter. Le fait colonial est un phénomène complexe qui réunit en soi comme principaux moments : expansion, invention sociale, accord des initiatives particulières et de la volonté collective, liaison entre la nation-mère et les colonies, organisation et mise en valeur des possessions nouvellement acquises au profit de l'une et des autres. Dans tous ses exposés, M. H. montre toujours l'influence de ces différents facteurs.

M. H. présente d'abord une vue rapide de l'histoire coloniale depuis le début des temps historiques jusqu'au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, moment de „la faillite de l'ancien système colonial“. Le chapitre suivant montre „les concurrents“, parmi lesquels surtout les dominions britanniques apparaissent très clairement dans leur rôle singulier de „colonies colonisantes“. Une étude sur les conditions géographiques des colonies, les races indigènes, leurs civilisation et organisation sociale et politique, forme la transition à la deuxième partie du livre, traitant des partages coloniaux. La troisième et la plus importante partie de l'ouvrage étudie „l'organisation des colonies“ et „les résultats généraux“. — Une vaste bibliographie très méthodiquement composée et quelques cartes complètent cet ouvrage érudit, intéressant et bien documenté.

Hansklaus Brill (Paris).

**Koch, Waldemar, *Die Staatswirtschaft des Faschismus*. Gustav Fischer. Jena 1935. (215 S.; RM. 11.—)**

Koch versucht, „ein historisch-systematisches Gesamtbild — keine Pho-



tographie — der faschistischen Staatswirtschaft“ zu geben. Er schildert die Entwicklung der faschistischen Wirtschaftsideen in Italien, wie sie erst im Zuge der faschistischen Entwicklung selbst geformt wurden. Mit Recht verweist K. darauf, dass „die leitenden Ideen und die Grundtendenz der Praxis der wirtschaftlichen und Finanzpolitik der ersten 2 1/2 Jahre des faschistischen Regimes liberal...“ waren. Erst später entwickelt sich die interventionistische Praxis aus den finanziellen und wirtschaftspolitischen Bedürfnissen des faschistischen Regimes.

Aber so sehr interventionistische Gedankengänge die Finanzpolitik und vor allem die Praxis der Subventionen für die Landwirtschaft beeinflussen, so unrichtig wäre es, im faschistischen Interventionismus etwa sozialpolitisch orientierte Eingriffe zugunsten der sozial schwächeren Schichten zu sehen. Für die faschistische Steuerpolitik sei vielmehr charakteristisch, dass sie „im Interesse der Wohlstandsvermehrung der Nation, die eben ihrer politischen Macht zugutekommen soll, den Gedanken des Ausgleichs des Wohlstandes mit steuerlichen Mitteln schroff ablehnte... Die Steuerpolitik der verflochtenen Regierungen verurteilte der Faschismus, weil sie sich an der ‚sozialen Gerechtigkeit‘ orientierte...“

Eine Analyse der Grundsätze der italienischen Finanzwirtschaft mündet in die Feststellung, „...dass der Faschismus die Steuerlastenverteilung der Vorkriegszeit angenähert hat. Das entscheidende Motiv der Wandlung war die Schonung hoher Einkommen im Interesse der Kapitalbildung. Diese Schonung ist für Italien grundsätzlich berechtigt, aber der Faschismus in der Steuerpolitik weit über die Grenzen des Notwendigen ausgedehnt... Die Kehrseite der ‚kapitalfreundlichen‘ Orientierung ist die fast gänzliche Ausschaltung der sozialpolitischen Einflüsse in der Besteuerung.“

Otto Leichter (Wien).

**Aftalion, Albert**, *L'équilibre dans les relations économiques internationales*. Les Éditions Domat-Montchrestien. Paris 1937. (466 p.; fr. fr. 60.—)

Le nouveau livre de M. Aftalion est de la même veine que L'or et sa distribution mondiale. On y trouve la même volonté d'aller au delà des théories vers la vie économique concrète, le même effort critique s'exerçant sur des propositions considérées jusqu'ici comme évidentes.

L'économie politique classique affirme que tout déséquilibre, survenant dans la balance des comptes, dans la balance des paiements, dans les niveaux de prix des divers pays, dans la distribution mondiale de l'or, déclenche des mécanismes compensateurs qui vont rétablir automatiquement l'équilibre rompu. Or, c'est précisément, sinon l'existence, du moins l'efficacité de ces mécanismes que M. A. met en doute.

A propos de la balance des comptes, par exemple, M. A. montre qu'aucune des théories invoquées pour prouver la nécessité du retour à l'équilibre ne résiste à l'épreuve des faits, que ce soit la théorie du troc de J. B. Say, complétée ou non par celle de la balance alternée, la théorie des mouvements d'or, la théorie des mouvements de capitaux, la théorie du taux de l'escompte ou la théorie des mouvements de change.

Ce n'est pas cependant que l'équilibre de la balance des comptes, une fois rompu, ne tende à se rétablir, mais en vertu de liaisons causales différentes de celles généralement proposées. Conformément à ce que ses travaux antérieurs permettaient d'attendre, c'est dans les mouvements des revenus que M. A. cherche l'origine de cette tendance. Du reste il ne s'agit que d'une tendance et non d'un mouvement nécessaire. Elle peut être contrariée par une foule de facteurs divers que M. A. analyse avec soin. Mais, si le rétablissement de l'équilibre n'est pas fatal, il y a place pour l'action des hommes. Sans leurs efforts, le mécanisme serait vite enrayé.

Robert Marjolin (Paris).

**Wicharz, Michael**, *Albert Aftalions Tatsachenbild und Lehre der wirtschaftlichen Wechsellagen*. Gustav Fischer. Jena 1935. (256 S.; RM. 9.—)

Das vorliegende Buch will „immanente Kritik“ des zweiundzwanzig Jahre alten Werks von Aftalion bieten. Der Verfasser folgt A.s Buch sozusagen Schritt für Schritt; nach jeder Darstellung nimmt er eine Prüfung vor. Was in der Hauptsache geprüft, nachgeprüft wird, sind — Zahlenreihen.

In seinen Schlussbemerkungen bestreitet der Verf., dass A.s Lehre „eine Erklärung der geschichtlichen Wechsellagen“ sei. Was A. erkläre, seien „die Preis- und Erzeugungsschwankungen einer ständig fortschreitenden Wirtschaft infolge der Besonderheiten und Eigentümlichkeiten der kapitalistischen Technik. Die Lehre A.s ist ihrem Wesen nach eine Theorie der Preise... Das Kernproblem der Wechsellagen, die zu- und abnehmende Kapitalanlage wird grundsätzlich nicht als erklärungsbedürftig erkannt...“

Hans Honegger (Montagnola).

**Hauser, Henri**, *Recherches et documents sur l'histoire des prix en France de 1500 à 1800*. Les Presses Modernes. Paris 1936. (523 p.; fr. fr. 100.—)

Ce livre est la première publication de la section française du Comité international pour l'étude des prix, fondé en 1930 par M. Gay et M. W. Beveridge, et subventionné par l'Institut Rockefeller. Les recherches, interrompues pour des raisons accidentelles, ont porté seulement sur quelques régions (Paris, Normandie, Chateau-Gontier, Angers, Rennes, Dauphiné, Saint-Antonin, Nantes). Tel quel, le livre apporte des matériaux utiles pour les savants. Mais rien de plus. Les mouvements que l'on peut induire des données parcellaires, sont conformes aux idées généralement admises. Il n'y a lieu d'insister ni sur l'insuffisance des chiffres qui ont servi parfois à calculer les moyennes, ni sur l'absence d'élaboration. Seule appelle commentaires et critiques l'introduction de M. Hauser. Celle-ci comporte une première partie irréprochable qui expose les difficultés auxquelles se heurte l'histoire des prix : diversité des mesures selon les régions et les époques, le même mot couvre des réalités changeantes, diversité des monnaies et

rapports variables de la monnaie de compte à la monnaie métallique (entre 1483 et 1789 on compterait 56 mutations monétaires) et de l'argent à l'or. Mais dans la deuxième partie, cédant au désir de polémique, M. H., obsédé par les travaux de Simiand, construit une antithèse factice entre l'économiste curieux des mouvements de longue durée, et l'historien soucieux seulement du particulier, de la manière dont a vécu tel homme à tel endroit à tel instant. Bien plus, à l'en croire, les mouvements globaux seraient de caractère si vague qu'ils en perdraient tout intérêt. Certains des arguments ne sont pas sans portée. Avant le XIX<sup>e</sup> siècle, le marché national n'avait pas une unité suffisante pour empêcher des différences considérables entre des marchés locaux relativement clos, entre les années en fonction des circonstances météorologiques. Malgré tout, les influences directrices, par exemple celle des moyens monétaires, se répercutent de proche en proche, et les travaux de Labrousse, après ceux de Simiand, l'article récent de M. Lefebvre dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, témoignent contre le scepticisme de M. H. A condition de se délivrer du double préjugé, de celui qu'il prête à ses adversaires comme de celui dont il est prisonnier, à condition d'analyser les variations annuelles comme les tendances générales, l'histoire des prix apporte à l'histoire économique une contribution décisive : jamais indépendante puisqu'elle n'est pas séparable de l'analyse de la structure, orientée vers la compréhension soit du mécanisme économique, soit de l'évolution des systèmes, elle ne semble inutile que si on la défigure en l'isolant.

R. Aron (Paris).

#### Berichtigung.

In Heft 2, Jahrgang 1937, soll der Satz auf Seite 278, Zeile 4 bis 5 von unten : „dass überall, wo einfache Tauschgesellschaft herrscht, sich auch Kapitalismus entwickeln muss“ wie folgt lauten : „dass sich unter bestimmten historischen Umständen einfache Warenwirtschaft jedesmal zum Kapitalismus entwickeln muss“.



W. A. Ricklinger, Heinrich von Sybel und die Historische Zeitschrift. — Fr. Meinecke, Leopold von Ranke. — A. Brackmann, Der mittelalterliche Ursprung der Nationalstaaten. — A. Cartellieri, Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltgeschichte. — C. Brinkmann, Weltpolitik und Weltwirtschaft der neuesten Zeit ( <i>Siemsen</i> ).....	682
Fritz Schulz, Principles of Roman Law ( <i>Finkelstein</i> ).....	685
Georges Espinas, Les origines du capitalisme ( <i>Henry</i> ).....	685
Georg von Below, Geschichte der deutschen Landwirtschaft ( <i>Bauer</i> ).....	687
Kurt Matthes, Luther und die Obrigkeit ( <i>Meyer-Lindenberg</i> )...	687
J. B. Black, The Reign of Elizabeth. — Godfrey Davies, The Early Stuarts. — William T. Laprade, Public Opinion and Politics in Eighteenth Century England. — Laurence Hanson, Government and the Press ( <i>Munson</i> ).....	689
Barbaroux, Mémoires. — Jean Barennes, Un homme de loi pendant la Révolution. — D. Centore-Bineau, Saint-Just. — Ralph Korngold, Saint-Just. — S. Evarts Scudder, The Jacobins. — Gérard Walter, Babeuf et la conjuration des Égaux. — Georges Lefebvre, Les Thermidoriens. — Louis Madelin, La jeunesse de Bonaparte. — André Trabaud, La Fayette ou le militant franc-maçon. — Pierre Trahard, La sensibilité révolutionnaire. — Joseph Barthélemy et B. Mirkine-Guetzévitch, Le droit public de la Révolution. — B. Mirkine-Guetzévitch, Le parlementarisme sous la Convention nationale. — Edmond Soreau, Ouvriers et paysans de 1789 à 1792 ( <i>Bourgin</i> ).....	690
Siegfried Kracauer, Jacques Offenbach und das Paris seiner Zeit ( <i>Wiesengrund-Adorno</i> ).....	697
Frank Jellinek, The Paris Commune of 1871 ( <i>Bourgin</i> ).....	698

### Soziale Bewegung und Sozialpolitik :

F. Armand et R. Maublanc, Fourier ( <i>Benjamin</i> ).....	699
André Philip, Trade unionisme et syndicalisme ( <i>Sternheim</i> )....	700
The I. L. O. Year Book 1936-37. — Tätigkeit und Bestrebungen des Internationalen Gewerkschaftsbundes. — E. J. Phelan, Yes and Albert Thomas ( <i>Sternheim</i> ).....	701
Alexandre Berenstein, Les organisations ouvrières ( <i>Métall</i> )...	701
Leah Hannah Feder, Unemployment Relief in Periods of Depression ( <i>Reynolds</i> ).....	702
Arthur Nikisch, Arbeitsrecht ( <i>Ehrlich</i> ).....	702
Weltkongress für Freizeit und Erholung. — A. Blonk en J. P. Kruij, De besteding van de vrije tijd door de Nederlandse arbeiders ( <i>Sternheim</i> ) .....	703

### Spezielle Soziologie :

Julius Binder, Grundlegung zur Rechtsphilosophie ( <i>Herz</i> ).....	704
Reinhold Aris, History of Political Thought in Germany ( <i>Mayer</i> )	705
Erich Schwinge und Leopold Zimmerl, Wesensschau und konkretes Ordnungsdenken im Strafrecht. — Joachim Schem, Die Analogie im Strafrecht in ihrer geschichtlichen Entwicklung. — Eduard Kern, Die Grundgedanken des neuen Gerichtsverfassungsrechts. — Werner Müller, Der soziale Gedanke in der Arbeitsorganisation des faschistischen und des national-sozialistischen Staates. — Gerhard Hachtmann, Die Wandlungen des industriellen Arbeitsverhältnisses ( <i>Neumann</i> ).....	706
Felix Frankfurter, The Commerce Clause, under Marshall, Taney, and Waite. — Edward S. Corwin, The Commerce Power versus States Rights ( <i>Neumann</i> ).....	707
Vera Shlakman, Economic History of a Factory Town. — Nora Miller, The Girl in the Rural Family. — Carle C. Zimmermann und Merle E. Frampton, Family and Society ( <i>Lazarsfeld</i> ).....	709
Helmut Anton, Gesellschaftsideal und Gesellschaftsmoral im ausgehenden 17. Jahrhundert. — Hansjörg Garte, Kunstform Schauerroman. — Oskar Walzel, Romantisches. — Alain, Stendhal. — Hugo von Hofmannsthal, Briefe 1890-1901. — Hermann Blackert, Der Aufbau der Kunstwirklichkeit bei Marcel Proust. — Hermann Bröck, James Joyce und die Gegenwart ( <i>Benjamin</i> ).....	711
Leo Balet, in Arbeitsgemeinschaft mit E. Gerhard, Die Verbürgerlichung der deutschen Kunst, Literatur und Musik im 18. Jahrhundert ( <i>Schumacher</i> ).....	716

Arthur F. Lucas, Industrial Reconstruction and the Control of Competition. — Lionel Robbins, Economic Planning and International Order. — Oskar Lange, On the Economic Theory of Socialism. — Raymond Burrows, The Problems and Practice of Economic Planning ( <i>Mandelbaum</i> ).....	718
Hermann Levy, Industrial Germany ( <i>Mandelbaum</i> ).....	721
R. L. Hall, The Economic System in a Socialist State ( <i>Lerner</i> )..	721
A. Sartorius von Waltershausen, Die Umgestaltung der zwi- schenstaatlichen Wirtschaft ( <i>Neumark</i> ).....	722
Britain Without Capitalists ( <i>Mandelbaum</i> ).....	723
Stuart Chase, Rich Land Poor Land ( <i>E. M. David</i> ).....	723
Joan Robinson, Essays in the Theory of Employment ( <i>Fehr</i> )..	724
Allan G. B. Fisher, The Clash of Progress and Security. — Harry L. Hopkins, Spending to Save. — Arthur B. Adams, National Economic Security. — Eleanor Lansing Dulles, Depression and Reconstruction. — C. M. Garland, Depres- sions and their Solution ( <i>Bekker</i> ).....	725
H. J. Davenport, The Economics of Alfred Marshall ( <i>Gumperz</i> )	727
Maurice Baumont, L'essor industriel et l'impérialisme colonial. — Georges Hardy, La politique coloniale et le partage de la terre aux XIX <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> siècles ( <i>Brill</i> ).....	728
Waldemar Koch, Die Staatswirtschaft des Faschismus ( <i>O. Leich- ter</i> ).....	729
Albert Aftalion, L'équilibre dans les relations économiques inter- nationales ( <i>Marjolin</i> ).....	730
Michael Wicharz, Albert Aftalions Tatsachenbild und Lehre der wirtschaftlichen Wechsellagen ( <i>Honegger</i> ).....	731
Henri Hauser, Recherches et documents sur l'histoire des prix en France de 1500 à 1800 ( <i>Aron</i> ).....	731
Berichtigung.	

Alle Sendungen redaktioneller Art sind mit dem Vermerk « **Zeitschrift für Sozialforschung** » zu richten an die **LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**,  
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>)

Die Zeitschrift erscheint dreimal jährlich.

Der Preis des Jahrgangs beträgt francs français 100. —, des Einzelheftes  
francs français 35.—.

Tous les envois rédactionnels doivent être adressés avec la mention  
« **Zeitschrift für Sozialforschung** » à la **LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**,  
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>).

La Revue paraît 3 fois par an.

Le prix de l'année est de 100 francs français.

Le numéro : 35 francs français.

All correspondence of an editorial nature should be addressed to the  
« **Zeitschrift für Sozialforschung** », **LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**, 108, bou-  
levard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>).

The revue is published three times a year.

The subscription rate for the year is 100 French francs ; single copies  
are 35 French francs.

## Das Heft II des Jahrgangs 1937 enthielt folgende Beiträge :

MAX HORKHEIMER : Traditionelle und Kritische Theorie.

LEO LÖWENTHAL : Knut Hamsun. Zur Vorgeschichte der  
autoritären Ideologie.

WALTER BENJAMIN : Eduard Fuchs, der Sammler und der  
Historiker.

C. M. BOWRA : Sociological Remarks on Greek Poetry.

C. BOUGLÉ : Les Sciences sociales.



**FÜNFTER BAND.**

**Studien über Autorität und Familie.**

**Aus Besprechungen :**

**Revue Internationale de Sociologie :** Ce magnifique ouvrage... contient une partie des études entreprises par l'Institut de Recherches Sociales... sur la famille dans son attitude vis-à-vis de l'autorité et sur l'Autorité, prise in abstracto. (J. Duprat.)

**Sociological Review :** The title of the book might suggest that the subject chosen is a narrow one, that it embraces only one aspect of one sociological institution. That this is not the case is made abundantly clear in the introductory articles. Authority is a subject absolutely central to any analysis of the structure of society, and by whatever road one approaches it, whether through history, philosophy, psychology, or the study of institutions, one is led before long to the family, the point where all roads meet. (T. H. Marshall.)

**American Sociological Review :** It is an important and interesting book, with a manner of treating its problem quite different from current American research on the family... One is greatly impressed by the value of the historical orientation to such a problem as authority when one reads these studies... This publication shows a vigorous social science institute in function and is a real addition to the viewpoint and the methodology of American sociology. It is scholarly as well as realistic in a current sense. (J. Dollard.)

**Social Forces :** The Institut für Sozialforschung.. represents in many respects the first serious attempt to carry on comparable studies in different countries. The present volume.. will undoubtedly become a major source of reference in every public and institutional library as well as an important addition to personal libraries on sociology. (George A. Lundberg.)

**Bolletino Bibliografico :** L'interesse che questo grosso volume presenta per lo storico a noi sembra essere duplice : in sè, per la vasta e complessa quantità di materiale raccolto, e come oggetto di meditazione sulla differenza, che ancor una volta esso dimostra chiarissima, tra i campi della storia e della sociologia...

Il volume, completato da utilissimi riassunti ed indici, è anche di facile consultazione e lettura. E un'opera che onora la serietà scientifica dell'Institut für Sozialforschung di Ginevra e che presenta un così vario interesse da poterla sicuramente raccomandare ai più diversi studiosi. (Paolo Treves.)

**Neue Züricher Zeitung :** Das Werk als Ganzes muss als eine erstaunliche Leistung der ins Ausland verbannten deutschen Sozialwissenschaft betrachtet werden. Daneben ist es wahrscheinlich das aufschlussreichste Buch, das wir bis heute über das wichtige, eigentlich jederman angehende Problem „Autorität und Familie“ besitzen. (H. Honegger.)

**Basler National-Zeitung :** Wie immer auch die Fortsetzung dieses bedeutenden Unternehmens gedacht ist, wir stehen vor dem hier Gebotenen mit Hochachtung und Dankbarkeit. Im Rahmen eines kurzen Referates ist es natürlich unmöglich, auch nur eine Andeutung von der Fülle der in ihm niedergelegten Beobachtungen zu geben. Jedem, der sich über die hier berührten Probleme und ihre Kompliziertheit genauer orientieren will, wird es durchaus unentbehrlich sein. (Helene Stöcker.)

**Inhaltsverzeichnis umstehend.**



**Fünfter Band :**

# **Studien über Autorität und Familie.**

Umfang 947 Seiten

Preis fr. français 100.—

## **INHALTSVERZEICHNIS**

### **Erste Abteilung : Theoretische Entwürfe über Autorität und Familie.**

Allgemeiner Teil (Max Horkheimer).

Sozialpsychologischer Teil (Erich Fromm).

Ideengeschichtlicher Teil (Herbert Marcuse).

### **Zweite Abteilung : Erhebungen.**

Geschichte und Methoden der Erhebungen.

Die einzelnen Erhebungen :

- a. Arbeiter- und Angestelltenerhebung ;
- b. Erhebung über Sexualmoral  
Gutachten K. Landauer ;
- c. Sachverständigenerhebung über Autorität und Familie ;
- d. Erhebung bei Jugendlichen über Autorität und Familie ;
- e. Erhebung bei Arbeitslosen über Autorität und Familie.

### **Dritte Abteilung : Einzelstudien.**

Sie enthält u. a.

Wirtschaftsgeschichtliche Grundlagen der Entwicklung der Familienautorität (Karl A. Wittfogel).

Beiträge zu einer Geschichte der autoritären Familie (Ernst Manheim).  
Das Recht der Gegenwart und die Autorität in der Familie (Ernst Schachtel).

Bemerkungen über die Bedeutung der Biologie für die Soziologie anlässlich des Autoritätsproblems (Kurt Goldstein).

Autorität und Sexualmoral in der freien bürgerlichen Jugendbewegung (Fritz Jungmann).

Autorität und Erziehung in der Familie, Schule und Jugendbewegung Österreichs (Marie Jahoda-Lazarsfeld).

Autorität und Familie in der deutschen Belletristik nach dem Weltkrieg (Curt Wormann).

Autorität und Familie in der deutschen Soziologie bis 1933 (Herbert Marcuse).

Die Familie in der deutschen Gesellschaftsauffassung seit 1933 (Alfred Meusel).

Autorität und Familie in der französischen Geistesgeschichte (Paul Honigsheim).

Autorität und Familie in der englischen Soziologie (J. Rumney).

Autorität und Familie in der amerikanischen Soziologie der Gegenwart (Arthur W. Calhoun).

Autorität und Familie in der italienischen Soziologie (Adolfo Luini).

Autorität und Familie in der Theorie des Anarchismus (Hans Mayer).  
Das Problem der Autorität in der neueren pädagogischen Literatur (R. Meili).

**Anhang : Französische und englische Inhaltsangaben.**



